

L'Amérique centrale à Malte

EN affirmant, à la veille du sommet de Malte, que « le comportement soviétique en Amérique centrale reste l'obstacle le plus important à une amélioration générale des relations américano-soviétiques », M. James Baker, secrétaire d'Etat américain, a surtout souligné les difficultés rencontrées par les Etats-Unis dans leur « arrière-cour » depuis plusieurs années.

Qu'il s'agisse du Salvador, où les combats font toujours rage entre les forces armées du président Alfredo Cristiani et la guérilla de gauche, du Nicaragua, où les discussions entre les autorités sandinistes et les rebelles de la Contra sont dans l'impasse, sans parler du tragique et rocambolesque Panama, l'impuissance de Washington est patente.

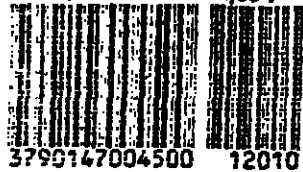
DANS les deux premiers cas, il est évident que l'Union soviétique n'a jamais cubilé d'entrave, aux portes des Etats-Unis, des conflits régionaux en soutenant au Nicaragua un régime en butte à l'hostilité américaine, et au Salvador une guérilla de « libération nationale », qui met à mal la « vitrine démocratique », abondamment financée par Washington. La « tête de pont cubaine » joue dans cette affaire un rôle non négligeable, Fidel Castro y voyant, lui, un moyen de rompre son isolement, de plus en plus évident.

La parastatisme en Union soviétique et les changements à l'Est semblent cependant devoir imposer — pour des raisons économiques au moins autant que politiques — un changement de cap en ce domaine. La dernière indication en serait la réunion secrète qui s'est tenue mardi 28 novembre à Managua, au cours de laquelle les Soviétiques ont rappelé à l'ordre les autorités nicaraguayennes et cubaines au sujet de leur aide à la guérilla salvadorienne. L'affaire de l'avion bourré d'armes en provenance du Nicaragua et à destination de la guérilla salvadorienne, semble-t-il, mis le feu aux poudres, d'autant qu'il s'agit d'une opération montée exclusivement par La Havane.

LES différents conflits qui affectent l'Amérique centrale constituent-ils vraiment l'obstacle « le plus important » dont parle Washington ? C'est peu probable. Américains et Soviétiques ont bien d'autres soucis — et possibilités d'entente — dans le reste du monde, et d'abord en Europe. Il semble douteux qu'ils puissent laisser ceux qui s'affrontent au Salvador ou au Nicaragua hypothéquer leur dialogue.

Mais même sous l'effet de pressions soviétiques exercées sur Cuba et sur le Nicaragua, une sensible amélioration — voire un règlement de paix — dans l'ensemble de cette région n'est vraisemblablement pas pour demain. Les gouvernements centraméricains, empêtrés dans un conflit qui les a longtemps dépassés, risquent surtout d'être abandonnés à eux-mêmes.

M 0147 - 1201 0 - 4,50 F



Tandis que le « rôle dirigeant » du PC est aboli

Le premier ministre tchécoslovaque souhaite le retrait des troupes soviétiques

Les Tchécoslovaques ont vécu, mercredi 29 novembre, une nouvelle journée historique. L'Assemblée fédérale — dont les débats étaient télévisés en direct — a procédé à une réforme fondamentale de la Constitution, et aboli, notamment, la notion de « rôle dirigeant » du PC. Le chef du gouvernement,

M. Adamec, a déclaré qu'il souhaitait « entamer sur le retrait de la résistance du PC, dont le » a tenu à rappeler.

Il a déclaré qu'il souhaitait « entamer sur le retrait de la résistance du PC, dont le » a tenu à rappeler.

PRAGUE

de notre envoyée spéciale

Mardi 29 novembre, les députés de l'Assemblée fédérale ont voté comme d'habitude à l'unanimité. Mais, cette fois, c'était pour abolir la notion de rôle dirigeant du parti consacré par l'article 4 de la Constitution et modifier l'article 16 qui prévoit que « l'enseignement et la politique culturelle sont conduits dans l'esprit du marxisme-léninisme ». Le marxisme-léninisme est remplacé par « humanisme et patriotisme ».

Au cours de cette séance extraordinaire, le Parlement a également modifié la définition dans l'article 6 du « Front national », qui ne constituera plus désormais le cadre obligatoire dans lequel les partis politiques

et organisations syndicales doivent exercer leurs activités. Le « Front national » devient un mouvement « ouvert » auquel peuvent, et non plus doivent, adhérer les groupements politiques. En théorie, cela devrait vouloir dire que la porte est ouverte au multipartisme, mais aucun cadre législatif ne permet pour l'instant de répondre à cette aspiration.

Cette séance du Parlement, retransmise à la télévision et à laquelle participaient plusieurs dirigeants déchu du PCT, qui ont conservé leur mandat de député, comme MM. Milos Jakes, Vasil Bilak ou Miroslav Stepan, a aussi montré dans quel désarroi la crise des douze derniers jours a plongé ce qui était jusqu'ici la classe politique tchécoslovaque. Tous les orateurs ont

évoqué des formes diverses, la voix tremblante d'émotion, la « gravité de la situation », tandis que les députés du petit Parti socialiste, très longtemps satelliés, faisaient le point sur la nécessité de changements radicaux. De nombreux intervenants, y compris des communistes, ont appelé à des élections libres.

Ce vent de changement domine, en fin de séance, à cette assemblée aux murs de marbre des allures d'amphithéâtre brouillon.

SYLVIE KAUFFMANN

Lire la suite page 6

Les changements économiques dans les pays de l'Est Lire l'entretien avec le ministre hongrois chargé de l'économie, pages 38-39 - section D

Attentat à la bombe près de Francfort

Le président de la Deutsche Bank a été assassiné

Le président de la plus importante banque de RFA, la Deutsche Bank, M. Alfred Herrhausen, cinquante-neuf ans, a été assassiné jeudi matin 30 novembre à 8 h 30, près de Bad-Hombourg, dans un attentat à la bombe qui a fait exploser sa voiture blindée, alors qu'il venait de quitter son domicile pour se rendre à Francfort. Le chauffeur de la voiture a été très grièvement blessé.

BONN

de notre correspondant

Les circonstances exactes de l'attentat ne sont pas encore établies. La police, qui recherche notamment un homme de grande taille, vêtu d'un survêtement de sport, a aussitôt bloqué les routes menant au lieu de l'attentat, mais il semble que les auteurs aient réussi à s'enfuir avant que ces mesures aient été prises.

Le parquet général de Karlsruhe a aussitôt fait orienter l'enquête vers les milieux terroristes, notamment la Fraction armée rouge (RAF). Un porte-parole du parquet a justifié les soupçons en déclarant : « D'abord parce que la Deutsche Bank et le pouvoir que représentait M. Herrhausen sont leur cible-type. Nous pensons également à eux à cause du style de l'attentat. »

Selon les enquêteurs, les commandos de la RAF regroupent au maximum une vingtaine de personnes.

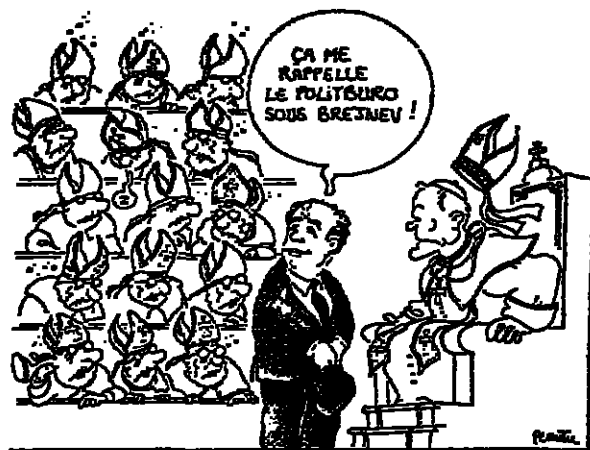
Alfred Herrhausen, un des hommes les plus influents en RFA, symbole des liens entre les mondes économique et politique, était à la tête de la première banque ouest-allemande. L'année dernière, la Deutsche Bank a réalisé un bénéfice net de 12 milliards de deutschemarks. M. Herrhausen était marié et père de deux filles.

L'attentat rappelle celui perpétré le 9 juillet 1986 par la Fraction armée rouge contre l'un des directeurs de la firme Siemens, Karl Heinz Beckurts. Celui-ci avait été tué ainsi que son chauffeur dans des circonstances identiques.

(Interim)

Lire nos informations page 48 section D

M. Gorbatchev à Rome



page 5

La politique de l'intégration

M. Rocard crée un conseil interministériel permanent qui privilégiera et coordonnera les actions sur le terrain

page 15 - section B

● Un entretien avec M. Michel Noir « Je ne crois pas aux désagréments électoraux pour ceux qui ont le courage de leurs idées »

page 12

● L'islam en France L'école de la République redécouvre ses musulmans

pages 14 à 16 - section B

« Noces de Pierrette » : 300 millions de francs

Le tableau de Picasso a été adjugé à une société japonaise

page 48 - section D

Journée mondiale du sida

Le directeur du programme mondial à l'OMS fait le point sur l'épidémie

page 13 - section B

LIVRES ♦ IDÉES

● Rencontre avec Kenzaburô Oe ● Un inédit de Jacques Vaché ● La feuilleton de Michel Braudeau : Gide, Giraudoux, Proust ● La chronique de Nicole Zand : « Les pieds dans le tapis de l'Histoire »

pages 25 à 36 - section C

La Bourse aux stages

page 16 - section B

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 48 - section D

L'Europe sous la pression allemande

Un point de vue de M. Edouard Balladur sur les conséquences d'une réunification de la RFA et de la RDA

par Edouard Balladur ancien ministre d'Etat, ministre de l'économie et des finances

Voici que le voile se déchire, que les réalités apparaissent au grand jour. Les responsables de l'Occident doivent cesser de se complaire dans le conformisme de l'esprit et la banalité des propos.

Il y a une première évidence : sous une forme ou sous l'autre, rapidement ou progressivement, l'unité de l'Allemagne se fera. C'était prévisible, mais les propos du chancelier Kohl, et ses intentions qui, peut-être, vont au-delà de ses propos, le font apparaître au grand jour désormais.

Que les responsables publics cessent donc de dire que le problème de la réunification de l'Allemagne ne se pose pas : il ne

se pose peut-être pas pour les chancelleries, mais il se pose pour le peuple allemand. Les gouvernements, et notamment les vainqueurs de la guerre, pourront tenter de retarder le mouvement ; ils ne pourront pas l'éviter.

Deuxième évidence : l'Europe des Douze ne pourra plus être ce que l'on avait imaginé il y a quel-

ques dizaines d'années ni même il y a quelques années. La présence au centre de l'Europe d'une Allemagne en voie de réunification représentant un poids économique très fort et lui permettant de jouer son rôle à la fois à l'ouest et à l'est de l'Europe, change toutes les données du problème.

Lire la suite page 4

AFFAIRES

Coca-Cola gagne la bataille des sodas

Un entretien avec le sociologue Michel Crozier

● Le nouveau pari japonais dans l'informatique ● Le bilan des chèques-vacances ● Une firme française dans la bataille commerciale de la résonance magnétique

pages 41 à 45 - section D

MARIE SUSINI



France

De la peste communautaire

par Maxime Rodinson

La guerre des foyers à son côté ridicule : proscrire ou pas la jupe écarlate ? Elle a ses côtés odieux : il est évident — et c'était inévitable — que quelque racisme se mêle chez beaucoup à la mobilisation laïque.

Mais, au-delà de tout cela, il y a un enjeu très sérieux, un enjeu capital que les Français ressentent plus ou moins confusément et qui rend légitime leur inquiétude devant quelques chiffres. C'est le glissement de l'État unitaire vers l'État fédératif de « communautés », le passage de la communauté nationale à l'éclatement en formations multiples autonomes, compétitives, rivales et, peut-être, demain, hostiles.

Les signes d'un début au moins d'évolution dans ce sens se multiplient. Depuis plusieurs années, je suis troublé par un indice linguistique. Le mot « communauté », presque jamais employé dans ce sens il y a peu, se répand. C'est devenu un terme journalistique et littéraire. On parle de communautés des pouvoirs, des diplomates, des riches, des pauvres, des malades du sida, des fans du rock, des danseuses de ballet, que sais-je encore ? Je viens de lire dans *Le Monde* : « la communauté historique », ce qui veut signifier l'ensemble des historiens. En quoi tous ces ensembles, qui ne sont ni plus ni moins que des groupements, forment-ils des communautés ?

Entendons-nous bien. Il existe, il a toujours existé des groupements qui méritent réellement ce nom. Des associations au sens le plus large, au-dessous du niveau de la communauté nationale, où on entre et dont on sort volontairement. Ou encore, si on y est intégré par la naissance, on peut continuer ou déserter plus tard cette adhésion. C'était le mot d'ordre des anabaptistes soulignant la militance morale d'une adhésion des bêtes. Ces formations ont une doctrine consignée quelque part, des buts définis, des règles de fonctionnement, statuts ou constitutions, un organisme dirigeant, une base, un rôle assigné aux uns et aux autres. Ainsi les syndicats, les partis, les confessions religieuses.

Tout cela est normal, tout cela fonctionne sans trop d'accrocs dans les sociétés dites développées, et même les autres, sous des formes à peine différentes. Mais des maux de mortelles menacent.

Marchés catholiques...

J'ai longtemps vécu au Liban, en pratique fédération de communautés délimitées (en théorie) par l'adhésion à un credo religieux, souvent peu distinct ou pas du tout de celui des autres. Mais les croyances et même les pratiques n'y sont pas tellement d'importance. L'essentiel est l'adhésion.

Lorsque j'y vivais, les relations entre communautés étaient pacifiques dans l'ensemble et la fleur délicate du patriotisme pan-libanais pouvait pousser sans trop d'obstacles. Mais les images étaient là.

On y était cadré par la naissance et il y était difficile d'en sortir. Un Georges Marchais libanais serait catalogué comme catholique. Dans une France libanisée, il serait difficile de ne pas considérer la suprématie de François Mitterrand sur Michel Rocard comme une prépondérance du catholicisme sur le protestantisme. G. Marchais représentant une certaine résistance de l'élément catholique ?

Je le disais alors en éveillant les soupçons des nationalistes arabes : il s'agissait de quasi-nations. La suite m'a malheureusement donné raison. Il y avait alors un patriotisme de communauté qui obéissait rarement au patriotisme de la petite nation étatique (le Liban) et bien plus aisément à celui de la grande nation rêvée (l'Arabie). Mais la compétition était permanente. L'État ne pouvait se permettre d'engager un ingénieur sunnite sans embaucher en même temps un ingénieur maronite (ou l'inverse). Fût-il notoirement incompétent, sous peine de voir se déclencher une protestation vigoureuse, une grève, etc. Les députés étaient élus, les ministres nommés sur cette base.

Quand telle ou telle cause saignait la compétition, elle devenait lute ouverte. Une représentation politique des communautés est devenue nécessaire. Elle se réalise. Quand la compétition s'aggrave encore, que l'État s'affaiblit, que les communautés trouvent des alliés à l'extérieur, que des armes

sont aisément disponibles, alors c'est la guerre. Clausewitz l'a bien dit, c'est la poursuite de la politique par d'autres moyens.

La rue française vers la communautarisation suivra-t-elle ce chemin ? La tradition séculaire unitaire sera-t-elle la plus forte ? Le pire n'est pas sûr, mais le danger existe.

Le nationalisme est toujours dangereux. Mais le nationalisme communautaire l'est plus que les autres. L'ennemi est alors le voisin, le concurrent de tous les jours. L'enfermement est forcé. Il a des conséquences redoutables sur le plan rationnel comme sur le plan éthique.

La vérité est nationalisée ou quasi nationalisée. Les philosophes ont cherché en vain les critères de la vérité et de l'erreur. Ils tombent sous le sens. La vérité est ce qu'ont pensé mes ancêtres. L'erreur ce qu'ont pensé les ancêtres des autres. Les églises les plus avancées protestent qu'elles ne cherchent pas à convertir ceux du dehors. Pourquoi ? Si on possède la vérité, est-ce si mal de chercher à en convaincre plus largement ? Le membre de la communauté qui cherchait la vérité ailleurs était autrefois accusé de ne valoir dans l'erreur. Maintenant on l'accuse de trahison.

Alignement obligatoire

On peut raisonner quelque peu qui est dans l'erreur. Mais pour le traire ? Douze balles dans la peau. Rushdie ne croit pas à l'islam de ses ancêtres. Ce n'est pas tellement un hérétique qu'un traître. J'en connais d'autres. Plus de liberté de critiquer ses soi-disant « coreligionnaires » les plus contestables. Alignements obligatoires à l'intérieur et au niveau international. Les ennemis de ceux qui haussent le plus haut le drapeau de la communauté doivent être mes ennemis. J'ai le devoir de les combattre.

Le nationalisme (ou nationalisme si l'on préfère) de communauté — le tribalisme, selon Alain Finkielkraut qui dit pourtant encore appartenir à une communauté dont il ne partage pas les dogmes — remplace-t-il le nationalisme, le patriotisme de nation ? Peut-être. Mais les nationalismes des nations sont institutionnalisés, les nationalismes non institutionnalisés ou institutionnalisés à demi sont bien plus nocifs.

Faute de pouvoir couler dans des règles stables l'appartenance obligatoire, on la légitime par une soi-disant tradition culturelle spécifique. Comme celle-ci est bien maigre dans la formation réelle de chacun, on la fabrique. On supprime des langues oubliées, on s'oblige à des rites tombés en désuétude, on recrée des cathédrales auxquelles on ne croit pas. On suit la fameuse recette de Pascal : on s'abîme en se communautarisant.

Parfois une fleur, étonnamment, en surgit : une foi sincère et paisible. Mais l'essentiel, c'est l'embrigadement. Au sein d'une communauté, catholique ou protestante, dans l'intervalle des combats, discutaient, échangeaient des arguments, essayaient de convaincre les adversaires. Voit-on quelque chose de semblable aujourd'hui au Liban ou en Ulster ? Tu es catholique, protestant, sunnite, chiite, druze, Autre que moi. Il n'y a pas à chercher plus loin. Je te te que j'ai parlé de théologies en conflit, de batailles de concepts ? Bien peu connaissent seulement les dogmes qui, en théorie, les séparent. Il n'en est guère besoin. Pas plus que les supporters du club de football de Sheffield pour attaquer les partisans de Manchester, de Bruxelles ou de Rome. Les appartenances primaires plus ou moins justifiables ou imaginaires suffisent à mobiliser.

Comment les esprits sincèrement religieux peuvent-ils admettre ces ralliements à leur foi pour des motifs qui ne dépassent pas le niveau footballistique ?

Il y avait des remèdes contre l'éclatement en communautés ; dont un remède pire que le mal : le despotisme à divers degrés. Despotisme imposant parfois l'unité, comme (en pratique) l'URSS stalinienne. Plus souvent jouant sur les communautés et leurs rivalités en empêchant par la force celles-ci de se traduire en actes de violence. Ainsi les empires austro-hongrois ou ottoman. Enlèvez les barbelés despotiques et elles se déchaînent.

Un État démocratique doit trouver d'autres moyens de brider le développement des communautés.

riisme vers le stade politique. Il serait bon aussi que s'y limitent l'idologie, le culte de la différence pour la différence, de la prétendue « authenticité », presque toujours construction artificielle, la religion des « racines » (mieux valent des aïeux, écrivait Rachel Mizrahi). Il faut contenir tout cela dans des limites acceptables (les États-Unis semblent y être à peu près arrivés) ou alors c'est l'incendie à la libanaise.

La situation rêvée par les communistes éveille toujours en moi, Parisien, l'envie d'un autre Paris. A l'heure où l'URSS, les familles, les troupes, les manifestants, la garde, le secrétaire général, le chef de la capitale, le chef de la France, le chef de l'Union soviétique, le chef de l'Armée rouge, le chef de l'Armée populaire, le chef de l'Armée nationale, le chef de l'Armée révolutionnaire, le chef de l'Armée démocratique, le chef de l'Armée libanaise, le chef de l'Armée syrienne, le chef de l'Armée irakienne, le chef de l'Armée égyptienne, le chef de l'Armée israélienne, le chef de l'Armée turque, le chef de l'Armée iranienne, le chef de l'Armée afghane, le chef de l'Armée cambodgienne, le chef de l'Armée vietnamite, le chef de l'Armée laotienne, le chef de l'Armée birmane, le chef de l'Armée thaïlandaise, le chef de l'Armée philippine, le chef de l'Armée indonésienne, le chef de l'Armée malaisienne, le chef de l'Armée singapouraise, le chef de l'Armée brésilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée bolivienne, le chef de l'Armée paraguayenne, le chef de l'Armée uruguayenne, le chef de l'Armée chilienne, le chef de l'Armée argentine, le chef de l'Armée péruvienne, le chef de l'Armée vénézuélienne, le chef de l'Armée colombienne, le chef de l'Armée équatorienne, le chef de l'Armée boliv

ccords de Taef

Après les propositions du chancelier Kohl pour une réunification de l'Allemagne par étapes

Le plan pour l'unité allemande présenté le 28 novembre au Bundestag par le chancelier Helmut Kohl sera l'un des sujets de conversation de MM. Bush et Gorbatchev lors de leur rencontre au large de Malte le week-end prochain. Les deux présidents ne se sont pas encore exprimés publiquement sur cette initiative du chancelier, qui a en revanche suscité de nombreux commentaires mercredi dans leurs entours respectifs.

Du côté soviétique, M. Chevardnadze, de Rome où il accompagne le chef de l'Etat soviétique, a insisté dans un entretien avec son homologue italien sur le fait que les réalités d'après guerre en Europe « doivent être respectées ». « L'une de ces réalités », a-t-il dit, selon son porte-parole Guennadi Guerassimov, est que

l'Europe est divisée en deux alliances militaires, l'OTAN et le pacte de Varsovie ; la deuxième est que les frontières sont celles qui ont été confirmées à Helsinki ; et la troisième est qu'il y a deux Allemagnes. Le ministre soviétique a exprimé ses craintes d'une « éventuelle montée du revanchisme allemand ».

D'autres responsables soviétiques se sont exprimés dans le même sens, et c'est la position qui prévaut dans plusieurs pays d'Europe de l'Est à commencer par la Pologne. Un porte-parole du gouvernement de Varsovie ainsi que M. Lech Walesa ont souligné que la réunification de l'Allemagne ne serait possible que quand serait surmontée la division de l'Europe et ont rappelé le principe de l'inviolabilité des fron-

tières. La presse hongroise s'est contentée mercredi de citer les réactions soviétiques et allemandes hostiles à la réunification, et le quotidien officiel du PC tchécoslovaque, *Rude Pravo*, a dénoncé « un projet d'absorption pure et simple de la RDA par la RFA ».

Du côté américain, les réactions sont pour l'instant prudentes. Le secrétaire d'Etat, M. James Baker, a cependant évoqué quelques principes qui guident la position des Etats-Unis et notamment le fait que l'Allemagne doit rester dans l'OTAN.

Tandis que M. Mitterrand, en visite à Athènes, rappelait le rôle des puissances garantes du statut de l'Allemagne, M. Roland Dumas a insisté mercredi à Paris, devant l'Assemblée nationale, sur l'importance essen-

tielle de la construction européenne. Il a estimé que les propositions de M. Kohl donnaient « matière à réflexion et non pas à précipitation ». Il a exprimé l'espoir que Bonn « montrera, en confondant les sceptiques, qu'il n'y a pas pour la RFA un choix à faire entre la Communauté et la RDA ». Les propositions de M. Kohl constituent non un « plan », mais un « projet » qui, a-t-il ajouté, « mérite la plus grande attention ». Il a noté que la déclaration du chancelier avait été faite « unilatéralement ». Ce n'est en effet qu'après le discours du chancelier au Bundestag que les ambassades des quatre puissances garantes du statut de l'Allemagne ont eu connaissance du contenu exact du plan Kohl.

La diplomatie ouest-allemande se lance dans une campagne d'explication

BONN

de notre correspondant

La fusée a été lancée, maintenant il s'agit de persuader alliés, partenaires et voisins qu'elle se dirige dans la bonne direction et surtout qu'elle ne menace personne. La proposition en dix points présentée mardi 28 novembre au Bundestag par le chancelier Kohl visant à la réalisation de l'unité allemande dans le cadre de « structures confédérales » (*Le Monde* du 29 novembre) fait maintenant l'objet d'une véritable campagne publicitaire lancée dans le monde entier par la République fédérale. Toutes les ambassades de RFA ont reçu pour mission d'expliquer ce plan, et le ministre des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, est chargé d'entretenir les puissances alliées garantes du statut de l'Allemagne d'après guerre à Londres, Paris et Moscou. Il devrait également s'en entretenir avec le président Bush.

Cette offensive est rendue nécessaire par les réactions plutôt réservées des partenaires

occidentaux de la RFA, et par l'opposition résolue de l'Union soviétique. A la chancellerie on feint d'être surpris par les réserves qui s'expriment à l'égard de ce plan dans les capitales occidentales, et on préfère insister sur l'écho favorable qu'il rencontre en RDA.

Le message du chancelier tient surtout dans la procédure adoptée pour annoncer, sous une forme solennelle et systématique, des objectifs qui sont connus de tous et qui sont fixés par la Loi fondamentale : la réalisation de l'unité de la nation allemande dans la liberté et dans la paix. La déclaration de mardi est l'œuvre du chancelier, et de lui seul : elle n'a été discutée ni au sein de la coalition ni avec les alliés et partenaires de la RFA. Cette manière d'agir, inhabituelle pour un chancelier Kohl qui ne manquait pas jusque-là d'insister sur ses liaisons permanentes, téléphoniques et personnelles avec les chefs d'Etat et de gouvernements des grandes puissances pour toutes les questions essentielles est motivée par des considérations de politique intérieure.

Un peu dépassé par les événements de ces dernières semaines, irrité aussi d'avoir dû laisser la vedette des journaux berlinois au bourgmestre social-démocrate Walter Momper et à l'ancien chancelier Willy Brandt, M. Kohl a décidé de montrer à son pays et au monde qu'il était en mesure de prendre des décisions essentielles concernant le destin de la nation sans se sentir obligé d'en référer à quiconque.

L'assentiment des sociaux-démocrates

Cette attitude vise aussi à couper un peu d'herbe sous les pieds d'une extrême droite qui continue à avoir le vent en poupe ; elle a pris à contre-pied une opposition social-démocrate désemparée : le SPD n'a pu faire autrement que de donner son assentiment à un plan qu'il sait répondre aux aspirations profondes des Allemands. Si les Verts ont décidé de jouer à fond la carte du maintien des deux Etats, le SPD, conformément à sa tradition historique et à son caractère de parti de masse, ne

veut pas prêter le flanc aux accusations de trahison des intérêts nationaux dans une année électorale décisive.

Mardi, les sociaux-démocrates revenaient d'ailleurs quelque peu sur cette approbation globale du discours du chancelier. M. Horst Ehmke, porte-parole du groupe parlementaire pour les questions de politique étrangère, regrettait que le chancelier ait employé l'expression « réunification », qui peut faire penser à une restauration du Reich allemand. L'assentiment du SPD n'ira pas non plus jusqu'à la signature d'une déclaration commune avec la CDU/CSU et le FDP à l'issue du débat au Bundestag : les sociaux-démocrates tirent argument de l'absence, une fois de plus, d'une référence au caractère définitif de la ligne Oder-Neisse dans les propositions du chancelier pour se refuser à inscrire dans un texte le consensus qui s'est établi sur la « question allemande » entre les grands partis de RFA.

LUC ROSENZWEIG

Washington reproche à M. Kohl son silence sur l'« inviolabilité des frontières »

WASHINGTON

de notre correspondant

Le chancelier Kohl s'est appliqué à exposer, mercredi matin 29 novembre son plan de confédération allemande à M. Bush au cours d'un entretien téléphonique « intense et détaillé », selon le porte-parole de Bonn. Mais rien n'indique que le président américain ait trouvé ses arguments très convaincants.

Mardi, M. Bush s'était contenté de dire, qu'il attendait pour se prononcer de « savoir exactement de quoi il s'agit », façon limpide de signifier que les Etats-Unis n'avaient guère été consultés. Mercredi, il n'a émis aucun autre commentaire, mais le secrétaire d'Etat James Baker s'est chargé de le faire au cours d'une conférence de presse consacrée à la rencontre de Malte, et tenue plusieurs heures après la conversation téléphonique entre le président et le chancelier.

Tout en évitant soigneusement de paraître critiquer M. Kohl, le secrétaire d'Etat a formulé des remarques qui ne peuvent être interprétées autrement que comme des réserves. Il a souligné qu'une éventuelle réunification devrait se produire « dans le contexte de la poursuite de l'alignement de l'Allemagne sur l'OTAN, et d'une Communauté européenne plus intégrée », et a ajouté : « Il ne saurait y avoir de neutralité en échange de l'unité », ni « dilution du caractère démocratique libéral de la République fédérale ».

M. Baker a aussi noté que le chancelier n'avait pas abordé la question des frontières, et cette remarque sonnait comme un regret, sinon comme un reproche : « Je crois que nous devons réaffirmer notre adhésion aux principes de l'acte final d'Helsinki, qui reconnaissent l'inviolabilité des frontières en Europe, et n'envisagent la possibilité de modifications de ces frontières que par des moyens pacifiques ».

Cette référence à l'inviolabilité des frontières, omise à dessein par M. Kohl et rappelée également à dessein par les Américains, était destinée à rassurer aussi bien les Soviétiques, à la veille du sommet de Malte, que les Polonais, particulièrement sensibles sur ce sujet, et dont Lech Walesa, au cours de son récent séjour à Washington, avait rappelé les préoccupations.

Curieusement, la presse américaine n'a accordé jusqu'à présent qu'une attention assez limitée au discours du chancelier Kohl, à l'exception du *Washington Post* qui, dès mardi soir, y consacrait un éditorial fort critique.

JAN KRAUZE

L'expression de la volonté du peuple allemand est « une donnée nécessaire mais pas suffisante »

déclare M. Mitterrand, en visite à Athènes

C'est à Athènes que M. François Mitterrand a achevé mercredi 29 novembre sa tournée dans les pays membres de la Communauté. Les entretiens qu'il a eus avec M. Xenophon Zolotas, nouveau premier ministre nommé le 23 novembre, ont porté sur la préparation du sommet de Strasbourg.

ATHÈNES

de notre envoyée spéciale

La France et la Grèce sont sur la même longueur d'onde : ni contentieux ni dissension sur la manière de construire la Communauté. « La Grèce est un partenaire loyal et déterminé de la CEE », a assuré M. Mitterrand. Le seul point soulevé par M. Zolotas concerne l'Union économique et monétaire : son pays, a-t-il expliqué, ne peut entrer sans transitions dans le sys-

tème de parités en raison d'une inflation de 15 à 16 % alors que le taux moyen en Europe est de 4 % à 4,5 %.

Interrogé sur les changements en Europe de l'Est, M. Mitterrand s'en est tenu à l'analyse qu'il avait faite lors du sommet de Bonn, selon laquelle tout processus vers l'unité allemande doit être « démocratique et pacifique ». Démocratique : cela suppose de part et d'autre que « les peuples soient consultés dans le cadre des régimes démocratiques ». Pacifique : cela implique, selon lui, que soit écarté le risque de voir revenir le climat d'une « sorte de guerre froide ».

« Il faut tenir compte avant tout de la volonté des peuples, c'est une donnée nécessaire (...) mais pas suffisante dans la mesure où nous sommes tous garants d'un statut pacifique ».

A propos du sommet de Malte entre MM. Georges Bush et Mikhaïl Gorbatchev, il a répété qu'il

« ne peut s'agir d'un nouveau Yalta ». « Il est normal et souhaitable qu'ils se rencontrent, je n'attends pas qu'ils décident à notre place », a-t-il ajouté.

M. Mitterrand s'est refusé à entrer dans « le détail » du plan présenté la veille par M. Helmut Kohl. Selon lui, le chancelier allemand a dessiné « tout ce schéma pour l'avenir ». « Je ne vois pas ce qui pourrait l'interdire », a-t-il précisé, aux deux Etats allemands de décider démocratiquement « d'établir entre eux, une confédération pour traiter en commun d'un certain nombre de sujets ». « Cet aspect des choses ne me choque nullement », a-t-il ajouté.

« Mon thème est que plus il y aura d'attraction de la Communauté sur les Pays de l'Est, plus il faudra hâter la construction européenne », a poursuivi le président de la République. Elle servira de « modèle » à la construction future d'une « Europe transformée ».

ANNE CHAUSSEBOURG

A l'Assemblée nationale : frisson et inquiétudes

Un vague frisson, quelques inquiétudes, de nombreuses interrogations et pas mal d'espoirs dans la capitale de réaction de la Communauté européenne : tel pourrait être résumé le sentiment exprimé par les députés, mercredi 29 novembre, dans les couloirs de l'Assemblée nationale, à propos du plan de M. Helmut Kohl, sur la réunification de l'Allemagne par étapes.

N'hésitant pas à dénoncer le « non-dit de la classe politique française, qui continue à répéter qu'elle n'a pas peur de la réunification », M. François Aubert (UDF) confiait une réelle « inquiétude », persuadé que la RFA « voit d'un bon œil son avenir dans la Mittel-Europa ». Le député UDF juge « dangereux le réflexe qui consiste à renvoyer à l'Union soviétique le soin d'empêcher la réunification allemande ».

La même inquiétude était perceptible chez M. Louis Mexandeau (PS), pour qui la question de la réunification ne saurait se limiter à

un débat interallemand : « La situation actuelle a été créée par l'Histoire. On ne peut la remettre en cause sans que tous les protagonistes de cette histoire soient concernés ».

La plupart des députés insistent sur le rôle décisif qui revient à la Communauté européenne dans ce débat. M. Louis Mermaz, président du groupe socialiste, a notamment indiqué : « La nation allemande existe, et les deux Allemagnes doivent se rapprocher, mais dans le creuset européen et dans le cadre d'une concertation avec l'ensemble des pays garants du statut actuel ».

Le président du groupe centriste, M. Pierre Méhaignerie, a, lui, mis en garde contre « l'installation de nouveaux murs de méfiance » en Europe à l'égard de l'Allemagne. Ceux-ci ne seront évités que si, parallèlement au règlement de la question allemande, « il y a une volonté politique d'accélérer l'union monétaire et l'union politique de l'Europe ».

Nombreux étaient également les députés qui déclaraient que la réunification de l'Allemagne inscrite dans la Constitution de la RFA devait être acceptée dans son principe. « La décision sera celle des peuples allemands », observait M. Alain Lamassouge (UDF). Nous ne pouvons pas nous y opposer.

Il ne faut pas se tromper de débat, indiquait, pour sa part, M. Xavier Deniau (RPR) : « La réunification de l'Allemagne est déjà faite en partie sur le plan des échanges commerciaux et, moralement, elle n'a jamais cessé d'exister. » Les vrais problèmes qui se posent aujourd'hui sont, selon le député RPR, ceux des frontières, qui « ne doivent pas être remises en cause par un système contractuel entre les deux Allemagnes », et celui de la défense, notamment nucléaire, de l'Europe.

PASCALE ROBERT-DIARD

HISTOIRE DE LA FRANCE

SOUS LA DIRECTION D'ANDRÉ BURGUIÈRE ET JACQUES REVEL,
directeurs d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales.



Une manière différente d'analyser et de comprendre la multiplicité des histoires particulières qui ont fait la France que nous vivons. Au classique récit de la nation, des origines à nos jours, les auteurs ont préféré une démarche thématique et logique. Ils ont voulu considérer la singularité française non comme un principe explicatif, mais comme ce qu'il importait d'exposer et d'expliquer, comme le produit d'une histoire. Ces « recherches de la France » s'autorisent de réflexions illustres (Marc Bloch, Lucien Febvre, Fernand Braudel, l'école des Annales) dont les responsables de cette *Histoire* persistent à penser qu'elles n'ont aujourd'hui perdu ni de leur force ni de leur originalité.

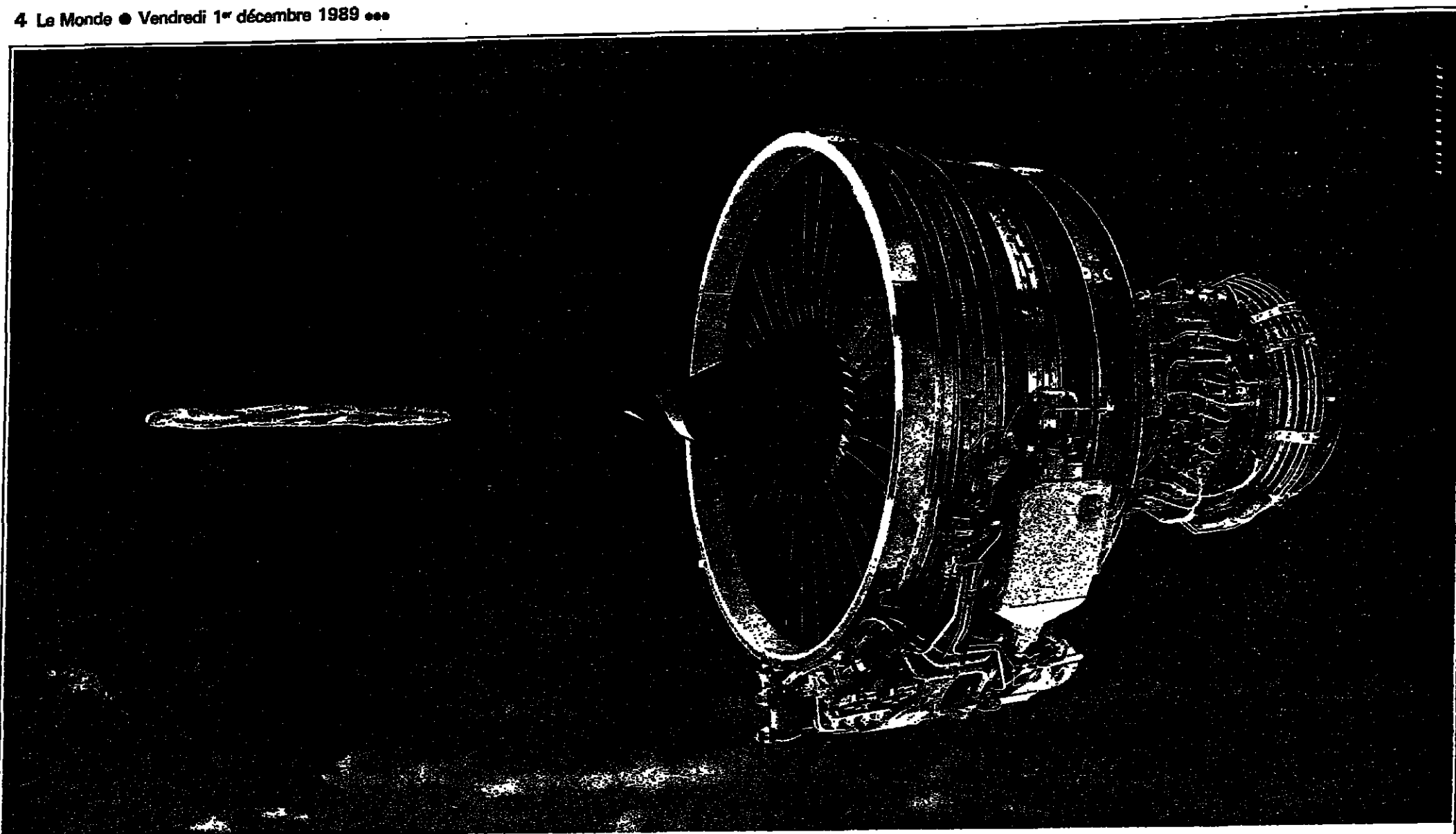
L'espace français
volume dirigé par Jacques Revel
190 cartes et graphiques, 672 pages.
Relié toile sous jaquette, 290 F.

L'Etat et les pouvoirs
volume dirigé par Jacques Le Goff
120 illustrations, cartes et graphiques.
666 pages. Relié toile sous jaquette, 290 F.

A paraître :
L'Etat et les conflits
volume dirigé par Jacques Julliard
Les formes de la culture
volume dirigé par André Burguière



Editions du Seuil



Certains succès français pèsent plus lourd que d'autres.

Symbole de tout un art de vivre, la baguette contribue énormément à la renommée de la France à l'étranger. Mais elle est plus légère que l'air dans les comptes du commerce extérieur.

Le fait est que le premier exportateur français aux USA est un constructeur de moteurs d'avions, la SNECMA.

Le CFM56, que nous réalisons à parts égales avec General Electric, motorise plusieurs types de Boeing et d'Airbus et il a été choisi par plus de 100 compa-

gnies aériennes. C'est aujourd'hui le moteur de sa classe le plus vendu dans le monde. Ce remarquable succès commercial témoigne de notre excellence technologique.

Nous mettons actuellement en œuvre la même passion et la même rigueur pour développer le moteur de l'avion Rafale, le M88, dont les progrès relèvent, dès à présent, des technologies du 3^e millénaire.

Toutes ces réussites sont celles d'une

entreprise, celles des hommes et des femmes de la SNECMA, de la qualité de leurs intelligences et de leurs savoir-faire.

Cela dit, si la baguette supportait les grands voyages, nous l'emmènerions avec plaisir aux quatre coins du monde.

Groupe
SNECMA
LES MOTEURS DU CIEL

هكذا هو العالم

DIPLOMATIE

Après les propositions du chancelier Kohl

L'Europe sous la pression allemande

Suite de la première page

Si cette Allemagne nouvelle doit rester armée à l'Ouest, qu'il s'agisse de la République fédérale ou de l'Allemagne tout entière, elle le pourra économiquement, mais le souhaiterait-elle politiquement, quels que soient les propos rassurants que tiennent aujourd'hui ses dirigeants ?

D'autre part, l'association des pays de l'Est européen à l'Europe des Douze prendra nécessairement des formes variées, souples, parfois insusceptibles de définition juridique claire. Voici que resuscite l'idée de l'Europe « à plusieurs vitesses », à 8, à 11, à 12, à 15 ou davantage selon les sujets, qu'ils soient politiques, économiques, monétaires, militaires ou diplomatiques. C'est dire que l'idée que l'Europe des Douze pourrait avoir un contenu politique tel qu'il la conduirait rapidement à prendre la forme d'une fédération comprenant l'Allemagne devient irréalisable dans l'immédiat.

Troisième évidence : les affaires militaires changent de signification. Voici que le chancelier Kohl dit que dans une Allemagne réunifiée l'Ouest de l'Allemagne et l'Est de l'Allemagne pourraient continuer à appartenir à deux alliances différentes. Qui peut croire que ce serait durable ? Si telle devait être la situation, cela signifierait sans doute que la RFA prendrait l'une comme l'autre, de substantielles distances envers les deux alliances militaires auxquelles elles continueraient à appartenir l'une et l'autre pour un temps.

Dès lors, voilà que se dessine, à terme, la présence au centre de l'Europe d'une Allemagne de quatre-vingts millions d'habitants, émanée dans les faits de la tutelle du pacte de Varsovie comme de celle du pacte atlantique. Déjà le premier ministre polonais, conscient sans doute qu'une évolution rapide est en cours, se rend à Moscou pour réaffirmer la valeur pour la Pologne du pacte de Varsovie qui, en fait, associe l'Union soviétique à sa protection.

Comment imaginer que cela puisse n'avoir pas de répercussion sur l'alliance atlantique, sur le poids de la France dans cette alliance, et sur la nécessité pour notre pays d'y prendre la part la plus large en se rapprochant de la Grande-Bretagne et des États-Unis ?

L'Europe des années 90 peut-elle être celle des années 50 ? Certes, il est difficile de prévoir l'avenir, et la situation comporte trop d'inconnues. Cependant, avec toute la prudence nécessaire, on peut tenter de dessiner quelques directions :

— Cette Europe nouvelle ouverte aux pays de l'Est ne sera pas limitée aux Douze ; elle rassemblera davantage de nations ayant des régimes différents et inégalement développés ;

— Pour tenir compte de la diversité des situations, elle sera nécessairement moins structurée juridiquement et plus diversifiée que nous ne l'imaginions il y a encore six mois ;

— Ce sera donc une Europe « à plusieurs vitesses » dans laquelle tous les États qu'elle rassemble ne s'uniront pas tous nécessairement pour atteindre les mêmes objectifs. Certains s'associeront dans les domaines monétaire ou économique, d'autres dans le domaine militaire, d'autres dans le domaine commercial et, il faut le souhaiter, tous dans la coopération politique ;

— Mais cette Europe plus diverse et moins organisée sur un modèle uniforme ne pourra donc être avant longtemps une fédération politique à pouvoir central

affirmé, tant la situation des États et leurs intérêts y demeureront différents : la Communauté ne pourra avoir un contenu politique qu'au terme d'une évolution plus lente et plus progressive qu'on ne l'envisageait il y a six mois ;

— Elle aura un contenu qui demeurera pour un temps principalement économique, et qui fera l'essentiel de sa cohésion. Il est donc fondamental de préserver et de développer une Communauté économique forte et attractive, susceptible de servir de point de référence, de stabilité et de progrès à l'ensemble du continent. La Communauté doit devenir une vraie Communauté. C'est-à-dire davantage qu'un grand marché où circulent librement les hommes, les biens, l'argent. La première tâche est donc de préserver et de renforcer cette Communauté, en particulier sur le plan monétaire ;

— Cette Europe sera moins équilibrée qu'aujourd'hui, car le poids relatif d'une Allemagne en voie de réunification y sera beaucoup plus lourd ;

— Elle devra aussi se donner comme objectif la stabilité politique et la paix sur l'ensemble du continent et donc élaborer, en liaison avec les États-Unis et l'Union soviétique, un règlement de paix, affirmer l'inviolabilité des frontières actuelles entre États et développer la concertation politique et la coopération diplomatique entre ses membres ;

— Sur le plan militaire, cette Europe se traduira sans doute par l'affaiblissement des deux alliances en son centre, et par leur maintien à sa périphérie. L'attachement proclamé par la Pologne au pacte de Varsovie est la conséquence des inquiétudes que fait naître à l'Est le rapprochement des deux Allemagnes. L'Ouest connaîtra un mouvement identique et verra se resserrer les liens entre les nations qui bordent l'Atlantique. La France doit être prête à prendre sa part dans ce rapprochement nécessaire. Elle ne pourra plus considérer sa place et son rôle dans l'alliance atlantique de la même façon qu'il y a vingt-cinq ans.

Cette Europe sera-t-elle plus instable et dangereuse que celle née de la guerre, divisée en deux, dominée par les États-Unis et l'Union soviétique ? Le croire serait considérer les nations européennes comme éternellement mineures. Le risque sera écarté si l'Europe renforce sa cohésion économique et monétaire, s'engage à maintenir intangibles les frontières nées de la guerre et auxquelles les déplacements de population ont souvent donné une sorte de validité, s'engage sur la voie d'un désarmement mutuel, contrôlé et équilibré, se dote d'institutions permettant une coopération politique active entre les États qui la composent. Ce n'est pas à l'Europe du dix-neuvième siècle qu'il est question de redonner vie, c'est celle du vingt et unième siècle qu'il faut tenter d'imaginer.

De tout cela, il faut commencer à parler sérieusement : en parler à Douze, car la Communauté doit se renforcer tout en préparant son adaptation ; à quatre, entre vainqueurs de la guerre ; à six, avec les deux Allemagnes ; en parler aussi avec les pays de l'Est.

C'est ensuite, une fois le chemin balisé, les intentions éclairées, les arrière-pensées dévoilées, que pourra se réunir la conférence pan-européenne qui établirait, pour notre continent, une paix et une stabilité qui serait fondée, non plus sur la division et l'équilibre des antagonismes, mais sur la coopération organisée.

ÉDOUARD BALLADUR

La visite de M. Gorbatchev en Italie

« Mikhaïl il Magnifico ! »



qui prévoient notamment l'intangibilité des frontières. « Tous les problèmes », a dit M. Gorbatchev, « et même les plus complexes hérités de la guerre et de l'après-guerre, ne peuvent être résolus que dans (ce) cadre (Helsinki). Une politique qui réalise traite des choses réelles, d'où la nécessité d'observer strictement les principes de la non-ingérence et du libre choix. »

Très en verve, M. Gorbatchev n'a pas hésité à paraphraser un vieux proverbe capitaliste : « Le temps coûte cher, a-t-il dit, pour

inviter les Occidentaux à ne plus se contenter d'applaudir la perestroïka. Ne perdez plus de temps, Messieurs, a-t-il insisté, pour faire la vôtre à notre égard (...). La tentation de marquer des points aux dépens de l'autre peut se révéler lourde de pertes réciproques. »

Les deux cents invités italiens du banquet du président, qui n'avaient aucune raison de se sentir visés par cette remarque, ont applaudi leur hôte. Un seul petit accroc pour l'instant dans cette ambiance de « confiance cordiale » : les proposi-

tions de M. Gorbatchev sur la délimitation de la Méditerranée (voir encadré) tombent au moment même où Rome, membre fidèle de l'Otan, vient de reconfronter son accord pour héberger sur son territoire les soixante-douze chasseurs-bombardiers américains F-16 en instance d'expulsion par l'Espagne. Qui sait, espère-t-on dans les allées du pouvoir italien, peut-être n'aurons-nous pas à honorer cette promesse. Les événements vont tellement vite...

PATRICE CLAUDE

Démilitariser la Méditerranée ?

ROME

de notre correspondant

Et si l'on débarrassait la Méditerranée de tous ces engins de guerre qui l'encombrent ? Mikhaïl Gorbatchev a profité, mercredi soir, du banquet offert par le président de la République italienne, pour proposer, trois jours avant le sommet de Malte, d'ouvrir avec l'URSS, l'Italie, les États-Unis, et peut-être le Conseil de sécurité des Nations unies, les consultations sur le problème de la présence permanente en Méditerranée des flottes américaine et soviétique. « Du temps de la guerre froide, cette présence pouvait se justifier », a poursuivi le numéro un soviétique — mais, à présent, la situation a changé. »

De fait, bien que le sommet de Malte se tienne ce week-end sur deux croiseurs — un américain et un soviétique — la Washington Post s'est fait l'écho, il y a quelques jours, d'une nouvelle qui intriguait le Pentagone : la plus grande part de la 5^e escadre

soviétique qui patrouille traditionnellement en Méditerranée aurait été retirée ces dernières semaines. Cette amorce de délimitation soviétique unilatérale, qui présageait de la proposition gorbatchévienne de mercredi soir, confirme ainsi les craintes des Américains.

« C'est un cauchemar », disait déjà, la semaine dernière à Washington, l'amiral Carlyle Trot, qui dirige les opérations de l'US Navy.

La cinquième Escadre soviétique, qui dispose de « facilités » en Syrie et en Yougoslavie, peut déplacer selon les périodes environ 180 000 tonnes dans la région. Six ou sept bâtiments de combat (croiseurs ou frégates), six sous-marins d'attaque dont deux seulement à propulsion nucléaire, huit « navires-espions » et une vingtaine de bateaux divers pour le soutien logistique. Ses avions de surveillance maritime sont déployés à partir de la Syrie.

La V^e flotte américaine, véritable fer de lance de l'Otan dans la Mare nostrum et point

d'appui primordial pour la présence américaine au Proche-Orient, est constituée d'environ vingt mille hommes et peut déployer jusqu'à 500 000 tonnes au total. Un porte-avions d'attaque au moins, quelquefois deux, six sous-marins d'attaque à propulsion nucléaire, des navires d'assaut, des pétroliers-ravitailleurs et des bâtiments-ateliers croisent et mouillent en permanence dans la zone. La V^e flotte peut également mettre en œuvre au moins quatre-vingt-cinq avions de combat et vingt-cinq appareils de patrouille maritime et de lutte anti-sous-marin.

L'intérêt soviétique pour une région où l'URSS n'a pas de bases fixes, a été réaffirmé par Mikhaïl Gorbatchev : « La Méditerranée, a-t-il dit, est aussi une zone dont dépend notre sécurité ». D'ailleurs, a encore proposé le numéro un, il serait bon que soient établis « des contacts entre l'URSS, la CEE et le COMECON sur les problèmes économiques de la Méditerranée ».

P. C.

LE XX^e SIECLE
AURAIT PU SE PASSER
DE CE LIVRE.
S'IL AVAIT PU SE PASSER
DES FEMMES.



Il y en a eu tant et tant des femmes qui, partout dans le monde, ont contribué à faire ce siècle. De quoi remplir l'immense galerie de portraits patiemment dressée en leur

hommage par l'une d'entre elles, Florence Montreymaud. C'est la première histoire des femmes, une œuvre majeure. **NATHAN**

EUROPE

URSS : après la décision du Soviet suprême

Brusque regain de tension dans le Caucase

La décision du Soviet suprême de l'URSS de supprimer le comité spécial chargé d'administrer la région du Haut-Karabakh - en territoire azérbaidjanais mais revendiqué par l'Arménie - a été aussi mal accueillie à Bakou qu'à Erevan où des manifestations de protestation ont eu lieu dès qu'elle a été connue.

MOSCOU

de notre correspondant

La tension s'est brusquement aggravée de nouveau au Caucase après la dernière décision du Soviet suprême de l'URSS sur le Haut-Karabakh qui ne semble avoir satisfait ni les Arméniens ni les Azéris (le Monde du 30 novembre). Plusieurs centaines de milliers de personnes se sont rassemblées, mercredi 29 novembre, à Erevan et à Bakou pour dénoncer l'arrêt du Parlement soviétique auquel ils reprochent ses imprécisions et qui n'apporte, selon eux, aucune solution réelle à l'épineuse question du Haut-Karabakh, cette région dépendant de l'Azerbaïdjan et revendiquée par les Arméniens.

Ce problème, qui empoisonne gravement les relations entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie, s'éternise maintenant depuis près de deux ans, et rien n'indique que l'ébauche d'une solution soit en vue. Les décisions du Parlement soviétique, adoptées au dernier jour de la session d'automne, à la veille du départ pour Rome de M. Mikhaïl Gorbatchev, ne semblent pas en tout cas avoir ramené le calme dans les esprits, et l'heure est, plus que jamais, à la mobilisation. La dissolution du comité d'administration spéciale, qui dirigeait ou, plus exactement, tenait de diriger, le Haut-Karabakh depuis Moscou, ne semble avoir satisfait personne, alors qu'une telle dissolution était réclamée par les deux parties.

Les passions ont atteint un niveau tel dans les deux Républiques qu'Arméniens et Azéris semblent désormais sourds à toute proposition de compromis. Bakou estime que le Haut-Karabakh est une question relevant exclusivement de l'Azerbaïdjan. Toute la nation arménienne est tendue entièrement de son côté vers l'objectif du rattachement du Haut-Karabakh à l'Arménie.

Un responsable du Mouvement national arménien, M. Babken Araktsian, a tenu des propos très sévères sur la décision du Soviet suprême. Elle ne comprend, selon lui, aucune « solution politique » au problème et ne satisfait ni les Arméniens ni les Azéris.

Manifestations

à Erevan et à Bakou

Un rassemblement de masse s'est tenu mercredi soir à Erevan, à l'initiative du Mouvement national arménien, pour dénoncer l'arrêt du Soviet suprême, alors que le Parlement arménien devait se réunir jeudi. Tout indique que la pression des autonomistes y sera très forte. Des représentants du Conseil national du Karabakh, une organisation parallèle mise en place l'été dernier et qui contestait l'autorité du comité d'administration spéciale de Moscou, devaient d'ailleurs assister aux travaux du Parlement arménien.

Le mouvement national arménien souhaite avancer un certain nombre de revendications devant les députés, portant en particulier sur l'instauration du multipartisme en Arménie et l'abandon du fameux article 6 de la Constitution, qui fait du Parti communiste la force dirigeante du pays et qui fait l'objet de vifs débats actuellement en URSS.

Même mobilisation à Bakou, où le Front populaire a réuni plusieurs centaines de milliers de personnes mercredi soir. L'Azerbaïdjan, qui a proclamé en septembre sa souveraineté, en particulier sur le Haut-Karabakh, ne veut plus reconnaître les décisions de Moscou concernant cette région. Le premier secrétaire du Parti communiste azérbaidjanais, M. Abdul Rahman-Vezirov, s'est entretenu avec les responsables du Front populaire des termes de l'arrêt du Soviet suprême soviétique et il est encore trop tôt pour savoir s'il est parvenu à entamer un dialogue avec les nationalistes.

Les Azéris reprochent à l'arrêt du Soviet suprême de l'URSS ses imprécisions et s'interrogent en particulier sur cette fameuse « commission fédérale de contrôle et de surveillance » relevant du Soviet suprême. Les nationalistes azéris se demandent notamment si cette commission ne fera que remplacer le comité d'administration spéciale qui vient d'être supprimé. — (Interim.)

TCHÉCOSLOVAQUIE : les déclarations du premier ministre

Le retrait des troupes soviétiques

Suite de la première page

Ce vent de changement, qui, en fin de séance, donnait à cette assemblée aux murs de marbre des allures d'amphithéâtre brouillon n'a pas empêché les députés d'ergoter un bon moment sur l'opportunité d'ajouter le mot « brutale » à une motion condamnant l'intervention des forces de l'ordre contre les étudiants, le 17 novembre. Le mot « inadéquate » fut finalement préféré à celui de « brutale », et l'on vota la création d'une commission d'enquête parlementaire sur ces événements.

Mus par le sentiment d'une journée historique, les députés se sont levés comme un seul homme à la fin de la séance pour entonner l'hymne national. « Ils ont vu cela dans les manifs », commentait un tchèque désemparé.

Réévaluer

l'intervention

de 1968

Peu avant, dans une allocution télévisée, le premier ministre, M. Ladislav Adamec venait d'aborder le thème, jusqu'ici tabou, de l'intervention soviétique de 1968. « En vingt et un ans, a dit M. Adamec, beaucoup de choses ont changé, mais on ne peut pas laisser cette question de côté. Il faut réévaluer cette intervention. Je demanderai donc au gouvernement d'adopter une position de principe et d'entamer des discussions avec l'URSS sur le retrait des troupes soviétiques, conformément aux exigences de la détente en Europe ».

Après le limogeage, la semaine dernière de tous les dirigeants du PCT liés à l'invasion

soviétique, la voie est donc ouverte pour une réévaluation de cette période, tant à Prague qu'à Moscou. Mardi soir déjà, le nouveau secrétaire général du PCT, M. Karel Urbanek, avait évoqué la nécessité d'analyser l'évolution des années passées, y compris la situation décaulante des événements de 1968.

M. Adamec s'est, par ailleurs, longuement étendu sur la gravité de la situation « beaucoup plus complexe, a-t-il reconnu, qu'on avait bien voulu le dire jusque là, en particulier sur le plan économique ». « J'avais averti, a-t-il dit, mais je n'ai pas été entendu ». Le premier ministre a même affirmé avoir été censuré et a qualifié, au passage, le Forum civique de mouvement bénéficiant d'une « grande influence sur la population et qui compte des experts qualifiés ». Au même moment, le Forum civique faisait savoir que s'il accepterait un ministre de la défense communiste dans le gouvernement que M. Adamec est en train de former, il souhaitait en revanche que le ministre de l'intérieur soit une personnalité indépendante, « non compromise ».

Elections libres

en août 1990 ?

M. Adamec a aussi jugé nécessaire la préparation d'une loi en vue d'« élections démocratiques », sans plus de précision. Interrogé le matin même à ce sujet, au cours d'une conférence de presse, M. Vasil Mohorita, chef des Jeunesses communistes fraîchement promu au bureau politique, estimait « possibles » des élections libres dès le mois d'août 1990.

Cependant, de multiples signes montrent que les blocages sont grands au sein du parti à l'égard des bouleversements actuels. Le président de la République, M. Gustav Husak, ne semble pas du tout avoir l'intention de démissionner, comme le lui demande l'opposition. « On peut parler de changements, mais il ne faut pas discréditer cette fonction », commente M. Mohorita. Dans la soirée, la télévision annonçait que M. Husak avait reçu une dizaine de députés communistes qui lui demandaient de demeurer à son poste.

Nervosité

des militants

Les rumeurs sur la nervosité des militaires circulent abondamment, au point que le forum civique a appelé l'armée mercredi soir « à respecter la volonté du peuple », et qu'un député a demandé au Parlement si l'on pouvait garantir que les forces armées n'allaient pas intervenir. Le ministre de la défense, M. Milan Vlacik a

rejeté toutes ces « spéculations » et un officier supérieur a pris la parole au cours du journal télévisé pour assurer que l'armée tchecoslovaque était « aux côtés du peuple ».

Enfin M. Urbanek lui-même a tenu mardi soir devant les fonctionnaires du parti un discours des plus fermes dans lequel il a jugé « inacceptables » les revendications présentées sur la dissolution des milices populaires, la liquidation des cellules du PC dans les entreprises ou la démission des chefs d'entreprises communistes.

Reconnaissant que de facto le PCT avait perdu le rôle dirigeant, et que l'opposition avait pris l'initiative, le nouveau numéro 1 tchecoslovaque a jugé indispensable que le PC « accroisse son influence dans les médias, sans permettre à l'opposition de gagner sur eux une influence décisive ». « Les changements, a conclu M. Urbanek, doivent se faire sur la base du socialisme ».

SYLVIE KAUFFMANN

HONGRIE

Faible majorité de « oui » au référendum sur l'élection présidentielle

Budapest (Reuters). — Le référendum sur la date et les modalités de l'élection présidentielle hongroise a été sanctionné par une faible majorité en faveur du report du scrutin au printemps, révélant les résultats officiels publiés mercredi 29 novembre.

Les quatre partis de l'opposition, qui appuyaient le report de l'élection présidentielle après les législatives, l'ont emporté de 6101 voix sur 4 297 751 votants, précise l'agence de presse MTI.

Selon les chiffres publiés par la commission électorale nationale et les services du ministère de l'intérieur, 50,07 % des électeurs — 2 151 926 — ont voté pour le report alors que 49,93 % — 2 145 825 — ont dit « non ».

Ces chiffres sont pratiquement les mêmes que les résultats préliminaires annoncés en début de semaine.

La participation a été de 58,03 % pour 7 824 775 personnes inscrites sur les listes électorales.

[Selon un membre du comité électoral officiel, cité par l'AFP, le futur président hongrois sera bien élu après les législatives du printemps prochain, mais par le Parlement issu de cette consultation où le Parti socialiste hongrois (PSH, héritier du PC) risque fort de ne pas avoir la majorité. Un porte-parole des partis d'opposition a cependant suggéré un compromis selon lequel l'élection présidentielle aurait lieu après les législatives mais au suffrage universel (le Monde du 29 novembre).]

AU SHERATON LE SOUCI DU DETAIL FAIT LA DIFFERENCE - AU SHERATON LE SOUCI DU DETAIL FAIT LA DIFFERENCE



Sheraton.

Lors d'une récente étude internationale relative au voyage d'affaires, Sheraton était à l'honneur dans toutes les villes sélectionnées de la Péninsule du Moyen Orient.

Succès dû au Système unique de Satisfaction Clients Sheraton... un programme permettant le contrôle constant de la qualité du service client. Dans chacun de nos hôtels à travers le monde.

Aussi, bien qu'originalité et coutumes puissent varier d'un hôtel à l'autre, nos normes et votre confort, eux, ne changeront pas.

Lorsque vous voyagez au Moyen Orient ou en Afrique du Nord, demandez à votre agence ou à votre organisateur d'effectuer vos réservations au Sheraton. Nous avons 24 hôtels dans cette région.

Sheraton
The hospitality people of
ITT

ABU DHABI • BAGDAD • BAHRAIN • BASRAH • DAMAS • DOHA • DUBAI • KOWEIT • OMAN • SANAA

AU SHERATON LE SOUCI DU DETAIL FAIT LA DIFFERENCE - AU SHERATON LE SOUCI DU DETAIL FAIT LA DIFFERENCE

L'EUROPE EN QUESTIONS

QUESTION:  Elu local, je mets en place un plan de reconversion industrielle. Quelles aides peut me fournir la CEE ?

REPONSE:  Tapez 3616 EUROGUIDE.

3616
EUROGUIDE

Vous êtes particulier, entrepreneur, élu. Vous vous posez des questions pratiques sur l'Europe. Tapez 3616 EUROGUIDE. EUROGUIDE c'est plus de 4 000 pages à votre service.

COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE
1989 PRÉSIDENCE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DES AFFAIRES
EUROPÉENNES

هاتف 3616

EUROPE

YUGOSLAVIE : nouvelles tensions

Les nationalistes serbes annulent leur « rassemblement de masse » en Slovénie

En décidant d'annuler une manifestation de masse prévue le 1^{er} décembre à Ljubljana, capitale de la Slovénie, les nationalistes serbes ont pris la dernière minute d'une décision sage, car ce rassemblement aurait sans doute provoqué de violents affrontements. Les relations entre ces deux Républiques de la fédération yougoslave n'ont cessé de se détériorer au cours des dernières années. La Serbie sous la direction de son nouveau président, Slobodan Milosevic, est en faveur d'un système centralisé pour sortir le pays de la crise économique et politique, tandis que la Slovénie et la Croatie — les deux Républiques les plus riches — préconisent la démocratisation, le pluralisme et tiennent dur comme fer à l'autonomie dont elles jouissent dans le cadre constitutionnel actuel.

Des dizaines de milliers de Serbes et de Monténégrins devaient arriver vendredi, par autocars et trains spéciaux, à Ljubljana pour manifester contre ce qu'ils appellent la politique « antiserbe » des dirigeants slovènes. Ceux-ci avaient déjà pris des dispositions pour empêcher le rassemblement, en décidant jeudi de « fermer leurs frontières ».

La question du Kosovo

Le ministre de l'intérieur, M. Tomaz Ertl, avait annoncé le 29 novembre une série de mesures d'urgence devant entrer en application le lendemain pour une durée indéterminée. Elles concernaient notamment l'interdiction de rassemblements sur la place publique,

une restriction des déplacements sur le territoire slovène, et l'interdiction d'y circuler pour tous les véhicules transportant des manifestants.

C'est en grande partie la politique de reprise en main de la province du Kosovo (peuplée à 90 % d'Albanais de souche et en proie à des conflits interethniques) par la Serbie qui est à l'origine des tensions entre Ljubljana et Belgrade. La Slovénie ne cesse de dénoncer l'état d'urgence en vigueur au Kosovo depuis le mois de février, et réclame l'arrêt des poursuites engagées contre l'ancien chef du PC local Azem Vllasi, dont le procès doit reprendre le 4 décembre à Titov-Mitrovica.

Les deux Républiques sont pratiquement au bord de la rupture. Réunie mercredi 29 novembre à Belgrade, l'Alliance socialiste de

Serbie — une organisation de masse coiffée par la Ligue des communistes — a appelé toutes les institutions et entreprises serbes à rompre tous leurs liens avec la Slovénie. Selon le communiqué, « les Serbes n'accepteront pas d'être humiliés par la Slovénie, où les libertés et les droits de l'homme ont été suspendus ». La télévision slovène qualifie le soir même la décision serbe d'« insensée » et affirme que M. Milosevic et son équipe « avaient atteint le niveau moral et politique le plus bas possible ». Une fois de plus, les observateurs parlent de risque de désintégration d'une fédération yougoslave qui célébrait, ce jeudi 30 novembre, sa fête nationale...

A. D.

ROUMANIE

Où se trouve Nadia Comaneci ?

Où se trouve Nadia Comaneci, l'ancienne étoile roumaine de gymnastique, qui a fui son pays mardi 28 novembre pour se réfugier en Hongrie (le Monde du 30 novembre) et qui a quitté, mercredi matin, son hôtel de Szeged (sud de la Hongrie) pour une destination inconnue ? Selon un employé de l'hôtel, la triple médaillée d'or aux Jeux olympiques de Montréal serait partie à bord d'une voiture conduite par deux citoyens américains d'origine roumaine. Nadia Comaneci, qui désire depuis longtemps travailler aux États-Unis, aurait donc rejoint son ancien entraîneur hongrois, Bela Karolyi, qui vit en Amérique depuis 1981.

Selon d'autres hypothèses, la championne roumaine se cacherait chez des amis à Budapest où à Vienne chez une de ses anciennes entraîneuses. Selon le journal hongrois *Mai Nap*, les services secrets rou-

maines ont mobilisé toutes leurs forces en Hongrie pour tenter de récupérer Nadia Comaneci et la ramener en Roumanie. Un jeune réfugié roumain, qui avait connu la gymnaste au temps où il vivait en Roumanie, a rappelé, à la télévision hongroise, que Nadia Comaneci avait déjà tenté de faire défection lors d'un séjour au Canada mais que la Securitate l'avait fait rentrer en Roumanie. « Nadia », a révélé le jeune réfugié, m'a dit alors que Nicu Ceausescu (le fils du dictateur avec lequel elle aurait été liée) lui a tordu les ongles » à la suite de cette affaire. Selon l'*Evening Standard* de Londres, la fuite de la gymnaste pourrait être le dénouement heureux d'une histoire d'amour avec un consultant britannique en relations publiques, M. Graham Buxton Smith, trente-sept ans, qui avait rencontré Nadia Comaneci lors des Jeux de Montréal. — (AFP.)

□ *L'Humanité* : « la boue de la dictature ». — En conclusion d'un article sur le départ de Roumanie de Nadia Comaneci, *L'Humanité* du 30 novembre écrit notamment : « Espérons que son témoignage contribuera à jeter encore un peu plus de lumière sur les pratiques du tyran qui chaque jour enfonce la Roumanie dans la boue de la dictature ». Dans sa livraison de mardi, le quotidien du PCF avait déjà publié une double page très critique sur la Roumanie, annoncée en « une » sous le titre « Roumanie : le socialisme défiguré ».

□ *L'Humanité* : « la boue de la dictature ». — En conclusion d'un article sur le départ de Roumanie de Nadia Comaneci, *L'Humanité* du 30 novembre écrit notamment : « Espérons que son témoignage contribuera à jeter encore un peu plus de lumière sur les pratiques du tyran qui chaque jour enfonce la Roumanie dans la boue de la dictature ». Dans sa livraison de mardi, le quotidien du PCF avait déjà publié une double page très critique sur la Roumanie, annoncée en « une » sous le titre « Roumanie : le socialisme défiguré ».

□ RDA : démission de la direction du syndicat unique est-allemand FDGB a décidé mardi 28 novembre de démissionner en bloc et de constituer un « secrétariat de travail » pour gérer les affaires courantes et préparer un congrès extraordinaire les 31 janvier et 1^{er} février.

□ RDA : le retour de Wolf Biermann. — Les autorités est-allemandes ont autorisé, mercredi 29 novembre, le retour en RDA du chanteur contestataire Wolf Biermann, déchu de sa nationalité est-allemande et interdit de séjour depuis 1976. Dans un communiqué

diffusé par l'agence officielle de presse ADN, le ministre est-allemand de la culture, Dietmar Keller, a précisé que le souhait de nombreux artistes était ainsi réalisé.

Wolf Biermann doit donner un concert, vendredi, à Leipzig et il est attendu, samedi, à Berlin-Est.

Né en 1936 à Hambourg (nord de la RFA), militant communiste, Wolf Biermann s'était installé en 1953 en RDA dont il avait adopté la nationalité. Ses prises de position comme les textes de ses chansons lui avaient valu, à plusieurs reprises, des rappels à l'ordre des autorités, parfois l'intervention des censeurs. — (AFP.)

□ La Pologne souhaite rétablir ses relations avec Israël au début de 1990. — La Pologne souhaite rétablir des relations diplomatiques complètes avec Israël au début de l'an prochain, après une rupture de

vingt-deux ans, a annoncé, mardi 28 novembre, un porte-parole du gouvernement polonais à l'occasion de la visite à Varsovie du vice-président du Conseil israélien et leader travailliste Shimon Peres. « La volonté de rétablir les relations est là, et il est presque certain que nous le ferons au premier trimestre de l'année prochaine », a notamment déclaré M. Henryk Wozniakowski. (Reuter).

□ RECTIFICATIF : dans l'article consacré à « L'Ostpolitik de Jean-Paul II » (le Monde du 30 novembre, page 6), une confusion s'est glissée dans les notes. La première note en bas d'article renvoyait en fait au colloque avec des intellectuels marxistes soviétiques organisé, en octobre dernier à Klagenfurt, près de Strasbourg, par le cardinal Poupard, président du conseil pontifical pour les relations avec les non-croyants.

Pour les grands la vie est belle ils s'habillent chez CAPEL

CAPEL prêt-à-porter hommes grande hommes forts
• 74, boulevard du Sébastopol Paris 8^e
• 25, boulevard Maubert Paris 6^e
• Centre Com. Maître-Montparnasse Paris 15^e
• 13, rue de la République, 69001 Lyon
• 27, rue du Dôme, 67000 Strasbourg

images économiques du monde 1989
Beaujeu-Garnier (J.), Gamblin (A.), Delobez (A.)
LES HOMMES, ACTIVITÉS INDUSTRIELLES (énergie, métaux, textiles et autres industries), PRODUCTIONS AGRICOLES, PÊCHE, CIRCULATION, FINANCES, LES ÉTATS
MISE À JOUR À FIN JUIN 89
Plus de 7 000 chiffres 88/89
présentation politique et situation économique de 90 pays
Socdes, 240 pages 125 F
C.D.U. et S.E.D.S. réunis
XX, Bd. Saint-Germain, 75005 Paris

PICARD
LIBRAIRIE INTERNATIONALE
82, rue Bonaparte, PARIS VI^e
Métro : Saint-Sulpice
HISTOIRE - ARCHÉOLOGIE
ARCHITECTURE - BEAUX-ARTS
RÉGIONALISME
Livres neufs - Livres anciens
Catalogue bimestriel
Envoi sur simple demande

La situation internationale paraît soudain plus claire, comme si l'analyse exacte du présent ouvrait les perspectives de l'avenir... Il faut lire cet ouvrage.
Thierry de Beaucé.

L'ANNÉE INTERNATIONALE 1000
L'ANNÉE POLITIQUE DANS LE MONDE 89/90.
608 p. relié 149 F

Dans tous les hôtels du monde cet homme a les pieds qui dépassent du lit. C'est pourquoi il apprécie notre première classe.



CHEZ AIR AFRIQUE, NOUS ESTIMONS QUE SEUL UN CONFORT MAXIMUM ET UN SERVICE SOIGNÉ PEUVENT ÉVITER LES FATIGUES D'UN LONG VOYAGE; C'EST POURQUOI NOTRE PREMIÈRE CLASSE EST SPACIEUSE ET ÉQUIPÉE DE SIÈGES DE 2 M 15 DE LONG. UNE TROUSSE EN CUIR VOUS PERMETTRA, APRÈS UN EXCELLENT REPAS, ARROSÉ DE CHAMPAGNE, DE VOUS PRÉPARER POUR LA NUIT OU SIMPLEMENT POUR QUELQUES HEURES DE DÉTENTE. ENSUITE UN BON FILM, OU LES DERNIÈRES DÉPÊCHES DE L'AFP SI VOUS PRÉFÉREZ LIRE, VOUS VOYEZ, MÊME SI NOUS SOMMES LA PREMIÈRE COMPAGNIE DU CONTINENT NOIR AFRICAIN, CELA NE NOUS DISPENSE PAS D'EN FAIRE CHAQUE JOUR UN PEU PLUS.

AIR AFRIQUE

NOUS EN FAISONS CHAQUE JOUR UN PEU PLUS

Océan Indien

COMORES : après l'assassinat du président Ahmed Abdallah et l'« occupation du pays » par des mercenaires étrangers

Des opposants demandent l'intervention de la France

Le principal mouvement de l'opposition comorienne en exil, l'Union nationale pour la démocratie aux Comores (UNDC), a réclamé, mercredi 29 novembre à Paris, l'intervention de la France contre l'« occupation du pays » par des mercenaires étrangers, français et belges, avec à leur tête Bob Denard. « Il est désormais clair que les Comores sont otages de mercenaires avec à leur tête Bob Denard et son compagnon « Marques » qui, selon tous les renseignements qui nous sont parvenus, ont assassiné le président Ahmed Abdallah. Nous demandons que la France exerce ses responsabilités

d'autant plus qu'il s'agit de mercenaires français qui occupent notre pays », a déclaré le secrétaire de l'UNDC, M. Moussi Madi.

Il a souligné : « Le président assassiné était certes un dictateur, mais c'était un homme des Comores qui n'était l'otage de personne. Aujourd'hui, le peuple comorien est en danger ».

Bien que les informations en provenance de Moroni demeurent très partielles, la thèse de la responsabilité directe de Bob Denard, dont les hommes de la garde présidentielle (GP)

contrôlent pour le moment le pays, semble se confirmer.

Selon le témoignage d'un journaliste français expulsé, mercredi, de l'île d'Anjouan, la GP a désarmé les troupes régulières, les Forces armées comoriennes (FAC), qui comptent environ cinq cents hommes. Ce représentant de l'Agence internationale d'images de télévision (AITV) a ajouté qu'un nombre de la GP lui avait indiqué que les mercenaires avaient appelé leurs « réserves ». La troisième force armée du pays, la gendarmerie (environ cinq cents hommes), serait restée à l'écart. (AFP.)

Bob Denard, le dernier des « affreux »

Depuis 1978, Bob Denard était vice-roi des Comores. Tour à tour, il avait été le mercenaire du Biafra, l'« affreux » du Katanga et du Congo, l'aventurier du Yémen ou du Bénin, l'employé de la Rhodésie blanche ou de certains services français. Après l'Indochine — sa première grave blessure — il avait été de presque tous les coups fourrés en Afrique. Le plus lamentable : un coup de main comploté, mais sur Cotonou en 1977. Le plus réussi : le commando sur Moroni, l'année suivante, pour y remettre en selle Ahmed Abdallah, qu'il vient d'éliminer pour la deuxième fois (la première tentative datait de 1976).

Cinq blessures

Robert Denard, né en 1927 dans le Bordelais, fils d'un sous-off de la coloniale, ancien quartier-maître de commandos en Indochine et en Algérie, semblait s'être rangé. Après cinq graves blessures — dont une (le Congo, fin 1966) lui valut une jambe raide — et quatorze mois de prison, en France, en 1954, suivis d'un acquittement, pour une affaire de complot contre Pierre Mendès France. « C'est moi qui ai payé Denard », disait, depuis son retour au pouvoir, le président Abdallah. Qui lui avait également demandé, sur

les instances de Paris — la plus grande discrétion.

Le colonel Moustapha M'Madiou — son dernier nom d'emprunt — s'était donc fait discret. Marié six fois — sept enfants — il traînait parfois, entre deux voyages en Afrique du Sud ou au Gabon, dans les rues de Moroni, la capitale. La plupart du temps, il vivait dans sa ferme modèle de la Grande Comore, 730 hectares à 800 mètres d'altitude. Il se contentait de gérer la garde présidentielle, encadrée par des mercenaires qu'il recrutait personnellement, et ses propres affaires, apparemment fructueuses. Le contrat passé avec Ahmed Abdallah paraissait bien vieillir. La sobriété aidant — sans parler d'une veine incroyable — il semblait s'être assuré une retraite sans trop se préoccuper de sa brouille avec le président Mobutu — vingt-deux ans déjà — qu'il avait servi après Moïse Tschombé, ni de sa condamnation à mort par un tribunal béninois ou de son inculpation, il y a deux ans, pour « association de malfaiteurs », par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris (tousjours le coup manqué — et meurtrier — de Cotonou).

Bob Denard a joué pendant trente ans de toute la latitude qu'offrent les contradictions et les immenses faiblesses du pouvoir en Afrique, toujours au nom



d'un anticommunisme que beaucoup jugent primaire et sans oublier, au passage, des intérêts bien personnels. A-t-il jamais tenté de se ranger vraiment ? Un garage qu'il monta un moment à Bordeaux ne l'intéressait jamais sérieusement, pas plus qu'une

société de gardiennage. L'Afrique — malgré deux détours, au Yémen et en Iran — a été son champ d'action privilégié, celui des coups tordus qui ne réclament qu'une poignée de têtes brûlées, ces hommes qui, écrit Jean Larréguy, « combattent de vingt à trente ans pour refaire le monde », « jusqu'à quarante ans pour leurs rêves et l'image d'eux-mêmes qu'ils se sont inventée » et, s'ils vivent au-delà, « meurent dans leur lit d'une congestion ou d'une cirrhose du foie ». Les « mercenaires ».

Rupture de contrat

Bob Denard est maintenant un roi en quête d'une potiche locale. L'histoire l'a rattrapé à l'occasion d'une rupture de contrat. Avec Ahmed Abdallah, qui n'oublait jamais ses caresses personnelles, vivait de protections sud-africaines et de prébendes françaises, les trois Comores, sous sa houlette, ne se développaient pas plus qu'avant. Désormais, contraint de se montrer, yeux bleus sous cheveux blancs coupés de près, l'ancien enfant de troupe promu colonel par la grâce de Congolais, le dernier des « affreux », alias Jean Maurin, Gilbert Bourgeois, colonel Patron et colonel Moustapha, est remonté sur le ring. Pour un seul round ?

JEAN-CLAUDE POMONTI

Une discussion qui a mal tourné

La Lettre d'Afrique publie, cette semaine, une version des événements qui ont abouti à l'assassinat du président comorien Ahmed Abdallah. Ce récit, dont nous publions ci-dessous les principaux extraits, confirme l'implication dans le meurtre de Bob Denard et de son adjoint, le « commandant » Marques.

« C'est vers 18 h 30, dimanche 28 novembre, que Bob Denard et son adjoint direct, le « commandant » Marques (de son véritable nom Dominique Melacrin) arrivèrent à la résidence du président Ahmed Abdallah. L'objet de cette visite était de tenter de convaincre le chef d'Etat comorien de ne pas appliquer les recommandations (très fermes) françaises formulées à la suite de l'enquête du commandant Baril aux Comores en septembre. »

La conclusion de ce rapport était claire et nette : dissolution le plus vite possible de la fameuse garde présidentielle (GP) de Bob Denard et intégration de ses membres comoriens (environ 500) dans la gendarmerie locale et non pas dans l'armée comorienne. Enfin, la trentaine d'officiers européens devaient quitter obligatoirement les Comores.

Tentative désespérée

Ces mesures étaient applicables le 31 décembre au plus tard. Ce qui était grave pour Bob Denard et ses « officiers », c'est que l'Afrique du Sud (principale source de financement de la GP) était totalement d'accord avec Paris. La semaine dernière, de passage à Paris, M. Neil Van Hoerden, directeur général du ministère sud-africain des affaires étrangères, avait confirmé à ses interlocuteurs français que Pretoria approuvait son « aide » à la GP fin décembre.

Pour Bob Denard, qui est bien renseigné (il dispose d'une « antenne permanente » à Paris), sa dernière chance de se maintenir aux Comores était d'obtenir l'appui inconditionnel et officiel du président Ahmed Abdallah. Face à l'entente Paris-Pretoria, le rendez-vous de dimanche soir était vraiment une tentative désespérée... Bob Denard, qui a du sens politique, était parfaitement conscient de la situation et il voulait surtout « négocier » le départ de ses « officiers ».

Malheureusement, la discussion avec le président Abdallah dégénéra très vite car le « commandant » Marques voulait le maintien de la

GP... Il devint rapidement violent dans ses propos et même dans son attitude. Cette réunion se déroula dans la salle de séjour au premier étage de la résidence privée du président comorien et en présence d'un de ses officiers d'ordonnance, le lieutenant Jousseau, beau-frère de l'ambassadeur des Comores en France. A un moment, la tension fut tellement forte que le lieutenant Jousseau estima que le président Abdallah était menacé...

Il dégaina, ou plus exactement, il tenta de dégainier son revolver mais le « commandant » Marques fut plus rapide et il tira le premier. Le lieutenant s'effondra et c'est alors que le président Abdallah tenta de s'interposer. Hélas, totalement surexcité, Marques continua à viser son chargeur et le chef d'Etat comorien s'effondra à son tour.

Situation délirante

Dans un premier temps, complètement dépassé par les événements, Bob Denard alerta ses principaux « officiers » et se contenta de transporter le corps d'Ahmed Abdallah dans sa chambre située à côté de la salle de séjour où venait de se dérouler le drame. Finalement, réalisant l'ampleur de la catastrophe, les participants à cette réunion improvisée décidèrent de prendre comme « bouc émissaire » l'ancien chef d'Etat-major de l'armée comorienne le commandant Ahmed Mohamed. L'annul c'est qu'il se trouvait dans l'île d'Anjouan.

C'est le responsable de cette situation délirante le « commandant » Marques qui fut chargé par ses pairs de ramener le plus vite possible à Moroni l'ancien chef des forces armées. Pour faire plus vrai, le commandant Ahmed Mohamed fut copieusement tabassé par les hommes de Marques !

Pendant ce temps, pour rendre plus crédible « sa » version des faits, Bob Denard et ses amis procédèrent à un montage qui avait pour but de faire croire que c'était l'armée comorienne qui l'avait attaqué la résidence du président et l'avait tué... Vers 23 h 30 un missile antichars RPG-7 fut donc tiré de l'extérieur sur la chambre du président Ahmed Abdallah.

Dès lundi matin, les hommes de la GP, fermement encadrés par les « officiers » de Bob Denard, commencent à désarmer l'armée régulière et, mercredi, la totalité de l'archipel était sous le contrôle de Bob Denard via la GP. L'interim présidentiel de M. Said Djohar étant purement symbolique.

AFRIQUE

La rencontre multiraciale de Mary-le-Roi sur l'Afrique du Sud
M. Rocard constate « le lent dégel de l'apartheid »

Le premier ministre, M. Michel Rocard, a affirmé, mercredi 29 novembre, à Paris, que le régime de l'apartheid ne pouvait pas se changer en recevant une centaine de personnalités sud-africaines, réunies depuis le début de la semaine à Mary-le-Roi, près de Paris, pour discuter de l'avenir de leur pays. S'adressant à quelques journalistes, M. Rocard a estimé que « les choses vont dans le bon sens », soulignant que la présence d'une telle assemblée à Paris, groupant des Blancs, des Noirs et des Indiens sud-africains, montre qu'« on commence à se parler autrement ».

Après, dans un discours, M. Rocard avait estimé que « l'Afrique du Sud bouge, lentement, certes, et qu'on peut espérer que s'engage un processus conduisant à cette société libre, démocratique et multiraciale dont l'espoir nous anime tous ».

« Votre rencontre, a-t-il ajouté, pèse pour nous aussi lourd que le lent dégel de l'apartheid auquel le gouvernement sud-africain, peu à peu, semble se résigner. »

M. Rocard a expliqué l'intérêt que la France porte à l'Afrique du Sud par son histoire et ses engagements sur le continent africain, comme dans la « volonté de promouvoir partout où nous pouvons être entendus le respect de la liberté et des droits de l'homme ».

De son côté, le responsable des relations extérieures du Congrès national africain (ANC), M. Thabo Mbeki, a proposé que M^{me} Danielle Mitterrand, épouse du président de la République, devienne citoyenne de l'Afrique du Sud, libre et démocratique. La fondation France-Liberté, que préside M^{me} Mitterrand, est, en effet, à l'origine de la rencontre de Paris comme elle l'avait été, en 1987, pour une réunion similaire à Dakar.

ASIE

INDE

M. Rajiv Gandhi présente ses « bons vœux » au prochain gouvernement

NEW-DELHI

de notre correspondant

M. Rajiv Gandhi a quitté le devant de la scène avec panache, mercredi soir 29 novembre, en souhaitant ses « bons vœux » au prochain gouvernement et en l'assurant de sa « coopération

Le sort des « boat people » de Hongkong. — Les autorités vietnamiennes ont réaffirmé, mardi 28 novembre, leur opposition au rapatriement forcé de « boat people » internés à Hongkong, bien que des responsables britanniques aient fait savoir que les opérations de rapatriement commencent à la mi-décembre (le Monde du 29 novembre). Selon l'agence vietnamienne de presse, « la partie vietnamienne croit que la meilleure solution repose sur le principe du retour volontaire ».

Dans les milieux diplomatiques occidentaux, on estime que la déclaration vietnamienne n'exclut pas que les « boat people » soient renvoyés chez eux, mais reflète simplement le rejet par Hanoi de la formule « rapatriement forcé ».

Londres, en tout cas, a réitéré mercredi sa volonté de mettre en œuvre son plan de rapatriement. (AFP.)

constructive ». Dans une courte allocution télévisée, il a insisté sur la menace que font peser les affrontements religieux sur le pays, ajoutant que l'Inde « ne peut survivre sans sécularisme ».

M. Gandhi a ensuite expliqué que les résultats des élections seraient pas être très différents si l'affaire d'Ayodhya (la construction d'un temple hindou à proximité d'une mosquée, le Monde du 15 novembre) s'était déroulée après le scrutin. Son insistance sur ce thème est une pierre dans le jardin du futur gouvernement, qui risque en effet d'être soumis aux surenchères hindouistes de la part de l'un des principaux partis de la majorité, le BJP (Bharatiya Janata Party), d'autant que ce dernier a précisé qu'il accorderait au prochain cabinet un « soutien critique ». Le chef de la majorité parlementaire doit être élu vendredi, et M. V.P. Singh devrait être choisi, ce qui le désignerait de facto comme futur premier ministre.

M. Gandhi, pour sa part, a été réélu chef du groupe parlementaire du Parti du Congrès, ce qui confirme son rôle de leader de la nouvelle opposition.

LAURENT ZECCHINI

CAMBODGE

Lettre ouverte à MM. Bush et Mitterrand et à M^{me} Thatcher

Des personnalités françaises, britanniques et américaines ont adressé, mercredi 29 novembre, aux présidents George Bush et François Mitterrand ainsi qu'au premier ministre, M^{me} Margaret Thatcher une lettre ouverte demandant que leur trois pays « cessent de se compromettre, au nom de la Realpolitik, avec les tortionnaires Khmers rouges et leurs alliés ». Les signataires affirment que « les Khmers rouges, dix ans après avoir exterminé une partie de la jeune cambodgienne, mettent à profit le départ des troupes vietnamiennes pour menacer à nouveau gravement la sécurité du pays. Ils pillent, tuent, terrorisent les campagnes comme par le passé ».

Les signataires s'insurgent contre le fait que Paris, Londres et Washington « n'en continuent pas moins de considérer la coalition qui domine militairement les Khmers rouges comme un interlocuteur valable » et « tolèrent toujours que le siège du Cambodge aux Nations unies soit occupé par un représentant khmer rouge ».

Parmi les signataires français figurent MM. Claude Cheysson, Claude Malburet, Laurent Schwartz, François Jacob, Alexandre Minkowski, André Glucksmann, Claude Mauriac, Bernard Henri Lévy, Yves Montand et Ariane Mnouchkine.

POUR LA PROTECTION DES ANIMAUX

A la veille de la ville en France de M. Ich Tso Woo, président de la République de Corée du Sud, pechez une créature aux millions de gens qui aiment les animaux. Nous savons que les Coréens du Sud ont chassé de nombreux chiens et des chats. Ce qui nous honore, c'est la manière dont ils ont traité les chiens et les chats. Ces animaux nous aident à nous sentir en sécurité. S'il n'est pas mis un terme à ces pratiques horribles, nous appelons tous les amis des animaux à ne plus faire de commerce avec ce pays. Nous savons que le nom de la grande majorité des gens de la Communauté européenne.

CHANTAL DERTY
FAW FRANCE
FPA

DAVID DAVIDSON
Responsable FAW pour l'Europe
Chant

Fonds international pour la protection des animaux. Fondateur Brian Davies

L'Angleterre 125^F
2 jours à pied ou en voiture.

SEALINK

BROCHURE HIVER CHEZ VOTRE AGENT DE VOYAGES

* Prix A.R. par pers., base 1 piéton ou 4 pers. en voiture.

PROCHE-ORIENT

LIBAN : les nouveaux risques d'affrontements et l'attitude de la France

L'ampleur des manifestations de soutien au général Aoun embarrasse les dirigeants politiques

Alors que les manifestations de soutien au général Aoun se poursuivent dans les régions chrétiennes, appuyées par une grave générale, les forces des deux camps sont en état d'alerte de part et d'autre des lignes de front séparant les troupes chrétiennes des Syriens et de leurs alliés libanais.

BEYROUTH

de notre envoyée spéciale

« Il est fort et il dit la vérité. » Fouad, douze ans, rentre du palais présidentiel de Baabda, où siège le général Michel Aoun, et où, depuis lundi soir, des milliers de ses partisans, jeunes pour la plupart, campent ou viennent pour quelques heures. Pour lui et son frère, pas de doute, « le général Aoun est un héros », et « la fête de Baabda, orchestre, fanfares, feux de camp est plus divertissante que l'école ».

Pour la deuxième journée consécutive et « jusqu'à nouvel ordre », a annoncé, mercredi 29 novembre, le bureau de coordination nationale qui organise ces manifestations, le pays chrétien est resté en grève. Une manifestation de très grande ampleur, réunissant plusieurs dizaines de milliers de personnes, a eu lieu autour du palais présidentiel, où un flot humain interrompu s'est croisé sur les deux kilomètres de la route qui conduit au bâtiment.

De quoi impressionner les dix-neuf parlementaires d'opposition, dont MM. François Léotard, Jean-François Deniau et Jacques Barrot, qui, cents de leur écharpe tricolore, ont fait mercredi matin une arrivée triomphale au milieu de la foule qui scandait des slogans favorables à la France. Venu apporter spectaculairement leur soutien au général Aoun, avec lequel ils se sont entretenus plus de deux heures, ceux-ci ont sollicité, dit-on, un entretien à leur retour à Paris, dès jeudi 30 novembre, avec M. Mitterrand pour lui faire part de leur « conviction que la France ne peut laisser sans réponse une attente aussi forte que légitime ».

Le général Aoun, qui a demandé mercredi à « toutes les nations et spécialement la France de faire pression sur les troupes d'occupation afin qu'elles ne continuent pas leur agression contre le Liban », a remercié « le peuple français à travers ses représentants », ajoutant devant la foule en délire : « Notre volonté va changer une face de l'histoire. Nous sommes tous ici pour dire que nous ne renoncrons jamais à notre droit de décider librement de notre sort et de celui du Liban ».

Cet appui des parlementaires français d'opposition, qui n'a aucun caractère officiel, a été dénoncé par le ministre libanais des affaires étrangères, qui le considère « comme une ingérence flagrante dans les affaires intérieures libanaises ».

L'appui populaire indéniable dont jouit, dans le pays chrétien, le général Aoun, surtout depuis les menaces proférées par le président

Hraoui, a obligé la milice chrétienne des Forces libanaises (FL) et le parti Kataeb à réagir, sans toutefois rien céder politiquement au général. Sortant de sa réserve pour la première fois depuis le début en mars de « la guerre de libération », le chef des FL, M. Samir Geagea, a annoncé, lors d'une brève conférence de presse, qu'il avait donné l'ordre à ses miliciens « de se ranger aux côtés des soldats pour défendre les régions est [chrétiennes]. Nous n'épargnerons aucun moyen politique ou militaire pour empêcher ou faire face à toute agression. Mais je tiens à souligner que le président Hraoui est un fils des régions est, qu'il porte celles-ci dans son cœur, et que nous comptons sur lui pour les défendre et les préserver ».

Le soutien des forces libanaises

Cette « conférence de presse », qui aurait pu se limiter à la diffusion d'un communiqué — puisque M. Geagea s'est refusé à répondre à toute question d'ordre politique et notamment à celle de savoir où il se situait entre « Taef et Baabda » —

traduit bien l'embarras des dirigeants du camp chrétien devant le phénomène populaire qu'est devenu le général Aoun. A cet égard, M. Geagea s'est trouvé d'autant plus contraint à réagir que ses propres miliciens commencent à répondre à l'appel, lancé lundi par le général chrétien, à rejoindre les casernes de l'armée.

En leur affirmant qu'ils combattront, si nécessaire, contre leur ennemi de toujours, la Syrie, M. Geagea a voulu les rassurer, tout en préservant ses chances éventuelles de négociation avec le nouveau pouvoir. Le parti Kataeb (Phalanges), qui réserve toujours sa réponse sur la participation de son chef, M. Georges Saadé, au gouvernement de M. Selim Hoss, a fait de même en déclarant à l'issue de six heures de réunion que « la priorité urgente est d'empêcher tout affrontement militaire ».

C'est l'heure de la mobilisation, a-t-il affirmé, pour faire face à toute tentative de percée dans les régions est.

Les Kataeb ont d'autre part appelé « tous les partis sans exception au dialogue, à la modération, et à la négociation pour trouver une issue à la crise ».

Pour tenter de désamorcer le phénomène en cours dans les régions chrétiennes, le ministre de l'Information, député maronite de Jezzine, M. Edmond Rizk, depuis son bureau de Beyrouth-Ouest, réaffirme que « le gouvernement n'acceptera pas qu'il y ait un massacre dans n'importe quelle région, et notamment chrétienne ». Sur un ton dramatique, M. Rizk a ajouté à l'adresse des habitants du pays chrétien : « Ne croyez pas ceux qui vous disent que nous venons semer la mort. Notre objectif est d'abord la paix et l'unification du Liban ».

L'ampleur des manifestations de soutien au général Aoun réduit la marge de manœuvre du président Hraoui, confronté à deux exigences contradictoires : d'une part, installer sans tarder son pouvoir sur tout le Liban au prix d'une bataille que l'un de ses ministres, le chef druze, M. Walid Joumblatt, souhaite « rapide » ; d'autre part, attendre l'apaisement des passions, au risque d'une partition.

Le premier ministre, M. Selim Hoss, se serait, pour sa part, prononcé pour la modération, souhaitant qu'un accord un délai de trois mois au nouveau gouvernement.

FRANÇOISE CHIPAUX

Le dilemme de Paris

Eviter toute action militaire contre le « réduit chrétien », dont les conséquences seraient désastreuses, tout en souhaitant que le général Michel Aoun — dont la résolution ne s'est pas démentie depuis qu'il a lancé sa « guerre de libération » en mars dernier — s'efface : le gouvernement français s'est engagé dans une action diplomatique dont le dilemme est à la mesure de la détermination de chacun des belligérants.

« Ayant sauvé l'honneur du Liban, le général Aoun devrait rendre un dernier service à son pays en assurant l'application de l'accord de Taëf », estime-t-on à Paris, et, si cet accord conclu sous l'égide de la Ligue

arabe est loin de soulever l'enthousiasme à la France, il vaut encore mieux que rien tout. « S'il faut en passer par là pour reconstruire l'Etat libanais, dit-on encore, alors vive Taëf ! » Dans le même temps — et M. Roland Dumas l'a rappelé mercredi 29 novembre à l'Assemblée (lire ci-contre), — tout recours à la force est inadmissible.

Cette double préoccupation s'est traduite, au cours des derniers jours, à la fois sur le terrain diplomatique et, une nouvelle fois, sur le terrain militaire. A la mission que le secrétaire général du Quai d'Orsay, M. François Scheer, vient

d'effectuer à Beyrouth (après du président Hraoui, qui a récemment brandi la menace d'une opération contre le palais de Baabda) ainsi qu'à Damas, a succédé l'envoi, jeudi 30 novembre, d'un navire de guerre en Méditerranée orientale. Transport de chalands de débarquement ayant à son bord des fusiliers marins et trois hélicoptères Puma, l'Orage n'a certainement pas le pouvoir de dissuasion du porte-avions *Foch* que Paris avait déployé en août dernier, alors que se précisait la menace d'une action syrienne de grande envergure contre Beyrouth-Est. Il n'empêche que c'est déjà un premier geste.

Y. H.

Tout « recours à la force serait destructeur »

déclare M. Dumas

On attendait Dreux, Marseille, le voile et le FN, mais ce fut le Liban, le général Aoun, les Syriens et le « réduit chrétien » qui firent l'essentiel de la séance des questions au gouvernement du mercredi 29 novembre. Le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, s'est levé du banc du gouvernement pas moins de quatre fois pour répondre aux députés qui le questionnaient sur l'attitude de la France à l'heure où Beyrouth connaît, une nouvelle fois, une tension extrême (le Monde du 30 novembre).

En répondant à M. Gérard Bapi (PS, Haute-Garonne), le ministre a lancé un appel aux nouvelles autorités libanaises, dont certains propos pouvaient faire craindre une invasion du camp chrétien : « Le recours à la force serait destructeur ; s'il était décidé par les nouvelles autorités libanaises, cela priverait de l'adhésion d'une partie de la population libanaise alors que leur mission, à combien difficile, exige le soutien le plus large (...). La légalité retrouve peu à peu sa place au Liban (...). Nous appelons toutes les forces libanaises à rallier cette légalité. Notre devoir, aujourd'hui, est de dire au pouvoir que tout doit être fait pour entretenir la lueur d'espoir enfin apparue. Ce ne sont pas de nouveaux affrontements qui y parviendront. Le mal ne saurait être vaincu par le mal ! ».

L'opposition — dont une trentaine de parlementaires se trouvaient au même moment au palais de Baabda pour assurer le général Aoun de leur soutien face à la menace syrienne — a demandé à M. Roland Dumas ce que la France comptait faire « pour éviter le carnage » : « La France qui est intervenue en son temps pour sauver les Palestiniens va-t-elle laisser massacrer sans réagir les chrétiens de Beyrouth-Est ? » a demandé M. Jean-Pierre Delalande (RPR, Val-d'Oise). « Vous n'avez pas nommé les troupes étrangères au Liban : je le ferai ! Si le Liban doit retrouver sa souveraineté, il faut que se retirent les Syriens comme les Israéliens », a répliqué schématiquement M. Dumas, suscitant des

applaudissements non seulement sur les bancs socialistes et communistes mais également sur ceux de l'UDC et de l'UDF.

« Je sais que quelques parlementaires ont décidé de se rendre sur place. Je le sais parce que, malgré leur embarquement nocturne, la télévision était présente (rires sur les bancs PS). Mais le secrétaire général du Quai d'Orsay est parti sans tambours ni trompettes, pour faire son travail. (...) On peut mal titiller les déclarations, les injonctions : cela fait-il avancer le problème ? (...) De grâce, la situation est là-bas assez angoissante pour qu'on ne vienne pas y mêler des querelles de politique intérieure. Laissez travailler ceux qui travaillent », a lancé le ministre suscitant de vives protestations sur les bancs de l'opposition.

« Sauvegarder les chances » de l'accord de Taëf

Face à MM. Charles Millon (UDF, Ain), président du groupe UDF, et Dominique Bandis (UDC, Haute-Garonne), M. Roland Dumas utilisa un ton plus diplomatique. A propos des conditions contestées et contestables, selon M. Bandis, dans lesquelles le successeur du président Mouwadi, M. Hraoui a été élu, le chef de la diplomatie française a estimé que « un gouvernement quel qu'il soit, fut-ce le nôtre, n'a pas à s'ériger en juge constitutionnel dans un autre pays. Mais on ne peut se dérober par des arguments strictement juridiques. J'ai déjà dit que nous avons engagé des actions, donc la plus spectaculaire est l'envoi du secrétaire général du Quai d'Orsay. Il faut que chacun apporte sa contribution. Pourquoi douterait-je des bonnes intentions des membres de la délégation parlementaire [de l'opposition] ? Si comme vous, M. Millon, ils excluent toute querelle partisane, je serai le premier à écouter leurs suggestions. Si elles sont bonnes, pourquoi ne pas les suivre ? ». A son banc, M. Raymond Barre applaudissait comme nombre de députés UDF, UDC.

« Le risque est évident de voir la Syrie envahir la totalité du territoire libanais : quelles mesures concrètes entendez-vous prendre pour le conjurer ? » a demandé M. Bandis. « Je vous confirme que nous sommes en contact quasi-permanent avec Washington et Moscou. Dans ces deux capitales, les responsables partagent totalement notre volonté de tout faire pour éviter une reprise des violences et pour sauvegarder les chances d'un accord difficilement acquis [celui de Taëf]. Et même s'ils le disent autrement (...) leurs interventions vont dans le même sens que les nôtres : faire entendre à toutes les parties libanaises qu'elles doivent donner au processus de paix toutes ses chances afin de restaurer le pays dans son intégrité et sa souveraineté ».

D'autre part, à propos du général Aoun, M. Dumas a expliqué que le leader du camp chrétien « s'identifiait incontestablement » au « combat pour la restauration d'un Liban indépendant et souverain ». Mais je le récite, un processus a été lancé dont nous devons assurer le succès : tel est le sens de toutes nos interventions, y compris auprès du général Aoun. Et je dois dire que celui-ci le comprend bien et accepte de nous entendre et de recevoir notre ambassadeur.

PIERRE SERVANT

■ CISJORDANIE : deux Palestiniens tués par l'armée. — Deux jeunes Palestiniens ont été tués, mercredi soir 29 novembre, par les tirs de soldats israéliens à Aram, près de Jérusalem. On indique, de source militaire israélienne, que les deux victimes languissent des suites de blessures graves infligées par des véhicules israéliens lorsqu'une patrouille les a surpris. Les soldats ont tiré après les sommations d'usage, affirme-t-on de même source. Par ailleurs, des groupes de jeunes militants ont effectué une démonstration de force, mardi, en bouclant une partie de la vieille ville de Naplouse, afin de mener la chasse aux « collaborateurs », ont indiqué des habitants. Selon ceux-ci, deux personnes ont été passées à tabac à l'occasion de cette opération, qui a duré quatre-vingt-dix minutes. — (AFP, Reuter.)

Bijoux Alexander Gradi, en exclusivité dans les Boutiques EBEL Montre Voyager.

LES BOUTIQUES

PARIS - 2, place Vendôme

LONDON - PARIS - MILANO - ZURICH - NEW-YORK - CHAMPS-ÉLYSÉES - GENEVE - MÜNCHEN

L'ANGLAIS POUR TOUS

Pour moins de 250 F

vous pourrez apprendre l'anglais ou vous perfectionner avec

LES COURS DE LA BBC

Deux cassettes et un livre avec exercices et français

Documentation gratuite :

ÉDITIONS BBC OMNIVOX (M)

8, rue de Bari, 75008 Paris

Tél. (1) 43-59-80-05

"On se demande pourquoi il n'y va qu'une fois par an."

"Londres, pour faire son shopping, c'est formidable!"

mercenaires étrangers

Une discussion qui a mal tourné

Alors que les manifestations de soutien au général Aoun se poursuivent dans les régions chrétiennes, appuyées par une grave générale, les forces des deux camps sont en état d'alerte de part et d'autre des lignes de front séparant les troupes chrétiennes des Syriens et de leurs alliés libanais.

Alors que les manifestations de soutien au général Aoun se poursuivent dans les régions chrétiennes, appuyées par une grave générale, les forces des deux camps sont en état d'alerte de part et d'autre des lignes de front séparant les troupes chrétiennes des Syriens et de leurs alliés libanais.

Alors que les manifestations de soutien au général Aoun se poursuivent dans les régions chrétiennes, appuyées par une grave générale, les forces des deux camps sont en état d'alerte de part et d'autre des lignes de front séparant les troupes chrétiennes des Syriens et de leurs alliés libanais.

Alors que les manifestations de soutien au général Aoun se poursuivent dans les régions chrétiennes, appuyées par une grave générale, les forces des deux camps sont en état d'alerte de part et d'autre des lignes de front séparant les troupes chrétiennes des Syriens et de leurs alliés libanais.

Alors que les manifestations de soutien au général Aoun se poursuivent dans les régions chrétiennes, appuyées par une grave générale, les forces des deux camps sont en état d'alerte de part et d'autre des lignes de front séparant les troupes chrétiennes des Syriens et de leurs alliés libanais.

Alors que les manifestations de soutien au général Aoun se poursuivent dans les régions chrétiennes, appuyées par une grave générale, les forces des deux camps sont en état d'alerte de part et d'autre des lignes de front séparant les troupes chrétiennes des Syriens et de leurs alliés libanais.

Alors que les manifestations de soutien au général Aoun se poursuivent dans les régions chrétiennes, appuyées par une grave générale, les forces des deux camps sont en état d'alerte de part et d'autre des lignes de front séparant les troupes chrétiennes des Syriens et de leurs alliés libanais.

Alors que les manifestations de soutien au général Aoun se poursuivent dans les régions chrétiennes, appuyées par une grave générale, les forces des deux camps sont en état d'alerte de part et d'autre des lignes de front séparant les troupes chrétiennes des Syriens et de leurs alliés libanais.

Alors que les manifestations de soutien au général Aoun se poursuivent dans les régions chrétiennes, appuyées par une grave générale, les forces des deux camps sont en état d'alerte de part et d'autre des lignes de front séparant les troupes chrétiennes des Syriens et de leurs alliés libanais.

POLITIQUE

Avant le second tour des élections législatives partielles

Pour les dirigeants du Front national le « redressement » passe par Dreux

DREUX
de notre envoyé spécial

Les dirigeants du Front national en sont persuadés : le « redressement » passe par Dreux. La reconquête de ce pays « colonisé » par les immigrés à porter en triomphe, dans un scrutin majoritaire uninominal à deux tours, un candidat d'extrême droite. Un coup de tonnerre — Jean-Pierre Stébois en fit déjà retentir un dans la ville en 1983 — précède généralement un orage.

M. Jean-Marie Le Pen veut faire profiter Marseille de l'effet Dreux, où sa candidature a obtenu plus de 40 % des voix au premier tour. Moins péremptoire quant aux chances de M. Marie-Claude Roussel sur le Vieux Port, le président du FN fait « tirer » la campagne marseillaise par M. Stébois, qui devait se déplacer avec lui, jeudi 30 novembre, dans la circonscription de M. Roussel.

Mercredi soir, MM. Bruno Mégret et Yves Blot ont participé, avec elle, à une réunion électorale à Dreux. Quelque deux cents cinquante chaises avaient été installées dans une salle tout en longueur et tout en certitude de la victoire de « Marie-France ». Quoi de mieux pour combattre un concurrent RPR que deux transfuges du parti néo-gaulliste qui placent le salut de la France entre les mains de M. Le Pen.

Premier à s'exprimer, M. Blot, député européen du « groupe tech-

NOI, JE FAIS DÉJÀ UN EFFORT
EN VOTANT POUR UNE FEMME,
FAUT PAS M'EN DEMANDER PLUS !



nique des droites européennes », qui se baptise lui-même « *énarque défroncé* », a fait dans la facilité. Il est arrivé à cet ancien député RPR du Pas-de-Calais d'être moins démagogue que ce soit-il.

« Alain, rejoins-nous au Front national, ne reste pas au RPR, qui trahit ses électeurs », a-t-il lancé à l'adresse de M. Juppé, dont il semblerait de présumer qu'il le porte dans son cœur. Le secrétaire général de son ancienne formation était venu dans l'après-midi, accompagné de huit autres parlementaires de l'opposition, pour lancer dans les rues de Dreux un appel à « tous ceux qui refusent l'extrémisme et en même temps refusent le renouveau dans lequel le gouvernement s'est enfoncé depuis quelques semaines ». M. Blot a confié à son

auditoire que M. Pierre Juillet, ancien conseiller de Georges Pompidou, lui avait envoyé une lettre dans laquelle il l'assure de sa « réelle admiration » pour M. Le Pen et qu'il le félicite d'avoir quitté le RPR pour rejoindre le FN, sinon il se serait « enfilé dans le mariage du renouveau national ».

Avant M. Mégret, le suppléant de la candidate, M. Robert Dubois, a notamment réclame le « départ immédiat de ces immigrés du tiers-monde » et la « possibilité de licencier les étrangers d'abord ». Avec des accents de M. Le Pen, le député général du Front a fustigé les musulmans qui, « autrefois, acceptaient de se plier aux règles du pays et maintenant exigent que le pays se plie aux règles du Coran ». Et parlant toujours des immigrés, il a souligné l'enthousiasme éruptif de ses jeunes auditeurs : « Je vous le dis, ils partiront. Ils partiront parce que nous arrivons ».

Enfin, M. Stébois, dont la voix douce s'emballe rarement, a rendu un hommage posthume à son mari. Elle a appelé à la reconquête des abstentionnistes du premier tour : « Voici venu le temps où les Français, fiers de leur identité, doivent nous rejoindre d'où ils viennent ». Comme MM. Mégret et Blot qui avaient dénoncé « cette oligarchie qui confisque le pouvoir » et « la classe dirigeante qui se refuse des Français ». M. Stébois s'est pris avec ses messages des hommes politiques : « La nation est trompée depuis quarante-cinq ans », a-t-il dit. Un bond en arrière qui conduit en 1944. Le maréchal Pétain, lui aussi, haïssait « les mensonges qui nous ont fait tant de mal ».

OLIVIER BEFFAUD

Selon BVA

Poussée des intentions de vote en faveur du parti de M. Le Pen

Si des élections législatives avaient eu lieu dans la première quinzaine du mois de novembre, la droite, prise globalement, aurait disposé d'un net avantage sur la gauche. C'est ce qui ressort d'un sondage, effectué par BVA auprès de 3 761 personnes, au cours de cette période, et publié dans le numéro de Paris-Match du 30 novembre. Les intentions de vote pour le Parti communiste restent stables, par rapport à celles du mois précédent : 9 % ; celles pour l'alliance socialiste de gauche sont pratiquement stationnaires : 30 %. En revanche les éco-

logistes passent de 13 à 11 % des « suffrages exprimés » lorsque l'UDF s'agisse d'un point de 10 à 11 %, le Front national passe de 8,5 à 11 %. Le RPR, lui, ne bougeant pas avec 27 %. Ce résultat est contradictoire avec la réponse à la question sur le degré de satisfaction des électeurs : 57 % des personnes interrogées ont répondu qu'elles étaient satisfaites de la façon dont la France est gouvernée, alors qu'elles n'étaient que 36 % en octobre dernier ; la proportion des mécontents diminue, elle, dans le même temps de 56 à 47 %.

Les dirigeants socialistes confirment leur appel à « faire barrage » à l'extrême droite

Le bureau exécutif du Parti socialiste a adopté à l'unanimité, mercredi 29 novembre, une déclaration appelant « tous les démocrates à faire barrage à la progression des idées de l'extrême droite, à faire barrage à ses candidats ». Cet appel concerne, a précisé M. Pierre Mauroy, le second tour des élections législatives partielles de Dreux et de Marseille, ainsi que celui de l'élection

cantonale de Salon-de-Provence. Le premier secrétaire a précisé que le PS « n'invite pas à voter pour tel ou tel candidat » et qu'il « prend position sur des idées ». Il a ajouté que des « rappels à l'ordre » seront adressés aux parlementaires socialistes qui, sur ces élections ou sur l'affaire du voile islamique, ont exprimé des positions opposées à celles de leur parti.

Les membres du bureau exécutif avaient la responsabilité, en se réunissant comme chaque mercredi soir, de remettre de l'ordre dans la position adoptée par le PS après l'élimination de ses candidats au premier tour des élections législatives partielles de Dreux et de Marseille et face à la progression du Front national. Mercredi matin, après la réunion du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, les divergences étaient nettes entre les inconditionnels de l'appel à voter « sans condition », au second tour, pour les candidats du RPR ou de l'UDF, et les tenants du « avec garantie ».

« Il faut dramatiser » le vote Front national, observait M. François Hollande, député de la Corrèze, et, donc, prendre une « position de principe dans la clarté ». « Il ne faut pas en faire un drame », lançait de son côté M. Julien Dray (Essonne), farouchement hostile à l'idée de signer « un pacte républicain avec des gens qui ne le respectent pas ». « Quand je lutte contre le Front national, ajoutait-il, je m'efforce de ceux qui combattent le FN, pas avec ceux qui l'encouragent ».

Faux débat, lui répondait, nettement irrité, MM. Raymond Forêt (Territoire de Belfort) et Jean-Pierre Balligand (Aisne). « On ne peut pas s'arrêter à des personnalités, à Dreux ou ailleurs, expliquaient-ils. Ce qui doit l'emporter, c'est un combat d'ensemble contre le Front national ». Pour M. Michel Pezet, « il faut juger au cas par cas ». Le député des Bouches-du-Rhône expliquait que, à Marseille, au moins, « c'est clair, on votera pour le candidat UDF, il a toujours pris des positions nettes par rapport au Front national ».

M. Jospin et la solidarité

Quant à M. Louis Mermaz, président du groupe socialiste, il tenait à expliciter, au cours d'une rencontre avec la presse, le point de vue — impudique pour lui — du groupe : « Il faut faire barrage au Front national, sans conditions, mais le barrage doit être efficace, et les socialistes doivent indiquer les conditions du barrage ». Quand d'aucuns s'avisèrent de lui demander de préciser sa pensée, M. Mermaz, avec un large sourire, répondait qu'il n'avait pas « à commenter [ses] commentaires ».

A l'ouverture de la réunion du bureau exécutif, M. Mauroy a rap-

pelé qu'il s'était toujours, lui, montré solidaire du gouvernement lorsqu'il était le premier secrétaire du parti, que ce soit lors de l'adoption de la politique de rigueur, en 1983, lors des décisions prises sur la sidérurgie, la bataille scolaire, en 1984, et lors de l'affaire du Rainbow Warrior, en 1985. M. Jospin a précisé qu'il pourrait, en cas échéant, citer d'autres exemples « afin de ne oublier personne ».

Résultats « minables »

M. Jospin a eu la satisfaction, au moins, d'entendre M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national, proche de M. Fabius, approuver M. Emmanuel pour les critiques que ce dernier avait formulées à l'encontre de M. Labarrière, M. Gérard Le Gall, membre adjoint du secrétariat national, proche du ministre de l'éducation nationale, a reproché à M. Fabius, qui ne participait pas à la réunion, d'avoir, le matin même, sur Europe 1, parlé de résultats « minables » pour le PS à Dreux et à Marseille. M. Le Gall a observé que les candidats socialistes n'avaient obtenu que quelque 3 points de pourcentage de moins que la liste conduite par le président de l'Assemblée nationale aux élections européennes dans ces circonscriptions.

M. Charzat, au nom de Socialisme et République, a souligné l'« avertissement » que représentent ces résultats. Il a parlé de « frustration sociale » et de « défit politique ». Le député de Paris a mis en garde, aussi, contre le risque de voir le PCF adopter une « stratégie à la grecque » dont l'appel lancé par la direction communiste à voter pour les candidats de droite, au second tour, à Marseille et à Dreux, pourrait être le prétexte. M. Poperen partage la même analyse, tout en observant que les dirigeants communistes « courent après leurs électeurs ».

Les recordistes ont exprimé, par la voix de MM. Gérard Lindenberg, Gérard Fuchs et Pierre Brana, membres du secrétariat national, leur souci de la cohésion du PS. En privé, ils confient que les querelles internes au courant mitterrandien atteignent un degré où elles pourraient devenir dangereuses pour le gouvernement.

PATRICK JARREAU et PASCALE ROBERT-DIARD

A l'Assemblée nationale

La réforme du code des assurances

Les députés ont commencé, mercredi 29 novembre, l'examen du projet de loi relatif à l'adaptation du code des assurances à l'ouverture du marché européen, présenté par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances. Ce texte avait été adopté en première lecture par le Sénat le jeudi 12 octobre 1989. La discussion des amendements devait se poursuivre jeudi.

Pour « préparer l'assurance française aux échéances européennes », comme le prévoit le projet de loi examiné, mercredi 29 novembre, à l'Assemblée nationale, encore faut-il être, accessoirement, d'accord sur les assurances et sur l'Europe. Le groupe communiste n'approuve pas ce projet, une « question préalable » (signifiant qu'il n'y a pas lieu à débattre d'un texte) avait donc été déposée à son initiative.

Rejetée, elle a tout de même permis à M. Jean-Pierre Brard (PC, Seine-Saint-Denis) de dresser un violent réquisitoire contre « l'Europe des intérêts financiers » et aux quelques députés présents pour débattre de ce texte éminemment technique d'assister à de multiples passes d'armes entre le ministre de l'économie et les orateurs communistes sur... la

Pologne, la Hongrie, le mur de Berlin, la politique de M. Gorbatchev, le libéralisme, le capitalisme, le libéralisme et quelques autres petits amuse-gueule du même genre.

Quant aux compagnies d'assurances, ce projet signifie pour elles une très profonde mutation. M. Pierre Bérégovoy a tout d'abord rappelé quelques chiffres : l'assurance française représente un chiffre d'affaires de 411 milliards de francs, dont 341 réalisés sur le marché intérieur. Une croissance constante depuis dix ans, en raison notamment du développement des branches assurance-vie et capitalisation (20 % de plus par an depuis 1984) et de la branche assurance-dommage. Ce secteur employait 213 000 personnes en 1988, et l'encours total des placements des entreprises d'assurance a atteint 876 milliards de francs la même année. Trois groupes français figurent parmi les dix premières sociétés d'assurances européennes (un groupe national, l'UAP et deux groupes privés, Victoire-Colonia et Axa-Midi).

Libre concurrence

Le cadre du débat était posé, M. Bérégovoy a présenté les grandes lignes de son projet. Il s'agit, d'une part, de se préparer à la réalisation du grand marché

intérieur européen dans le domaine des activités financières, en organisant la libre prestation de services (notamment les transports), qui entrera en vigueur dès le 1^{er} juillet 1990, l'assurance-vie venant pour sa part un peu plus tard. Et, d'autre part, « d'anticiper les évolutions, afin de mieux armer les assureurs face à la concurrence internationale ».

La libre prestation des services signifie que, pour les grands risques (notamment les transports), tout assureur établi dans l'un des pays de la Communauté pourra opérer librement dans l'ensemble du marché intérieur, en étant toutefois soumis à un contrôle exercé par le pays d'origine. Pour les risques « de masse » (les assurances des particuliers), l'assureur qui voudrait intervenir en France devra obtenir l'accord des autorités françaises et opérer dans les conditions de la législation en vigueur dans le pays. Les compagnies d'assurances établies sur le territoire français pourront offrir à leurs clients des contrats en devises étrangères.

Pour adapter les sociétés d'assurances françaises à la concurrence, plusieurs mesures sont également prévues : elles ne pourront se constituer que sous la forme juridique de sociétés anonymes ou de sociétés d'assurance mutuelle, et les modalités de déli-

vrance de l'agrément par le ministre de l'économie seront simplifiées. En revanche, les contrôles sont renforcés, par la création d'une Commission de contrôle des assurances — sur le modèle de la commission bancaire — indépendante et dotée d'un pouvoir de sanction disciplinaire et pécuniaire.

Des adaptations particulières sont prévues pour les entreprises d'assurances publiques afin de les adapter elles-mêmes au secteur concurrentiel en supprimant certaines contraintes. L'Etat continuera de détenir 75 % de leur capital, soit directement, soit — élément nouveau — par le biais de sociétés publiques. Les 25 % restants seront répartis entre d'autres sociétés, y compris bancaires, ce qui était jusqu'alors interdit.

Enfin, le projet se préoccupe également des assurés en leur assurant une meilleure information sur les termes des contrats d'assurance (comparaison de prix, limites apportées au contenu du questionnaire que l'assureur peut faire remplir par l'assuré, définition réciproque des droits et des devoirs réciproques de l'assuré et de l'assureur en cas d'aggravation ou de diminution des risques).

A l'Assemblée comme au Sénat, seuls les députés communistes ont exprimé un rejet radical

de ce texte, qui s'inscrit, selon M. Brard, « dans une politique d'abandon de la souveraineté nationale » et qui « détourne le fondement même de l'assurance, en remplaçant la notion du service rendu par celle de rentabilité ». De plus, a observé M. Brard, « le passage de l'assurance à l'échelon européen ne pourra se faire sans une hausse des primes et l'exclusion des assurés dits « à risque » ».

Pressant la relève, M. Gilbert Millet (PC, Gard) a déclaré que ce projet tendait à « assurer l'hégémonie de quelques grands groupes », égarant au passage la politique « anti-social » de l'actuel gouvernement, qui explique, selon lui, le recours croissant aux assurances par les particuliers.

Les députés communistes ont en conséquence déposé de très nombreux amendements tendant à supprimer plusieurs dispositions du texte. Le ministre de l'économie et des finances comme le rapporteur pour avis de la commission des finances, M. Raymond Douyère (PS, Sarthe), ont dénoncé « le discours dirigé contre l'Europe, archaïque, frileux, défaitiste » des orateurs communistes. Ils ont annoncé qu'ils proposeraient par amendement la suppression de certaines mesures adoptées.

PIERRE SERVANT

La commission des lois adopte les projets relatifs au financement des partis et des campagnes électorales

La commission des lois de l'Assemblée nationale a adopté, en deuxième lecture, mercredi 29 novembre, les deux projets de loi relatifs au financement des partis et des campagnes électorales, qui seront soumis à l'examen des députés en séance publique, mercredi 6 décembre. Nulle voix ne s'est élevée pour rétablir l'article 18 du projet prévoyant l'annulation des délits commis en matière électorale et de financement des partis, qui avait été supprimé en première lecture par l'Assemblée. M. Savy (PS, Haute-Vienne), rapporteur des deux projets, a cependant souhaité que l'application de la nouvelle loi « ne se heurte pas à des difficultés liées aux suites des infractions commises avant son adoption ».

Il n'est donc pas exclu qu'une disposition d'amnistie — privant de son bénéfice les élus, afin de ne pas relancer la polémique sur l'auto-amnistie du personnel politique — soit proposée lors de l'examen du texte en séance publique. Une telle disposition ne pourrait toutefois être proposée que si elle reçoit le soutien d'une large majorité.

POLITIQUE

L'ancien président de la République sur tous les fronts

Les délicieuses revanches de Valéry Giscard d'Estaing

L'idée de M. Valéry Giscard d'Estaing de tenir des états généraux de l'opposition en 1990 fait petit à petit son chemin. Un comité d'organisation s'est constitué, comprenant MM. Michel Aurillac et Nicolas Sarkozy pour le RPR, MM. Alain Madelin et Hervé de Charette pour l'UDF, M. François Bayrou, centriste, et le président du CNI,

par Daniel Canton

C'était en 1981, neuf jours après le 10 mai, un soir à la télévision. En direct de « son » Elysée, pour la dernière fois, Giscard président parlait aux Français, à la nouvelle France de François Mitterrand. Dans une scène restée mémorable, le monarque déchu sortait de l'écran aux accents de la Marseillaise, par la porte du fond, après avoir prêté cet ultime serment : « Pour moi, je resterai attentif à tout ce qui concerne l'intérêt de la France. Tournez vers l'avenir et fort de l'expérience acquise, je serai en sorte de me tenir à la disposition de mon pays... » Je souhaite que la Providence veille sur la France. Un silence, un long silence de sept secondes, puis : « Au revoir ! »

C'était la semaine dernière au Parlement européen de Strasbourg. Moment de détente au terme d'une journée de votes-marathons dans son bureau de président du groupe libéral. Bureau sans ors et même sans chaleur. Pas de bibelots sur la table. Trois ou quatre livres dispersés sur les rayonnages, comme si chez lui l'attrait de l'essentiel avait enfin pris le pas sur le goût de l'apparat. Comme si, aussi, l'hôte de l'endroit n'était vraiment que de passage.

Huit années séparent ces deux scènes et pourtant l'on ressent l'étrange sensation de se retrouver devant un personnage qui semble, comme par enchantement, avoir rajeuni, s'être transformé. Comme si encore la Dame Providence, qu'il invoquait vaillamment en 1981 pour le salut de la France, ne l'avait pas non plus oublié dans ses prières. A supposer que l'on ait eu l'outrecuidance de s'y risquer... Inutile, en effet, de demander à l'ancien président de la République comment ça va. Tant il saute aux yeux qu'il va naturellement bien. Que le Giscard nouveau de 1989 se porte comme un charme.

Des sondages qui le confortent de semaine en semaine. Des bouleversements planétaires qui, en terre de France, peuvent tout logiquement l'imposer comme le porte-parole paternel de l'opposition et, parlant, l'interlocuteur désigné du pouvoir. La paternelle remise au pas des turbulents « rénovateurs », contraints, après avoir osé le croche-pied, de mettre leurs pas dans les sienes. Les fessées infligées ces temps derniers à François Léotard. Tous ces petits plaisirs de la vie politique qu'on ne se refuse jamais et qui, comme dans les salles de musculation, traduisent la forme de l'athlète... Bref, depuis les élections européennes du 18 juin — à l'époque où il n'était question pour certains que de lui avancer le breuvage empoisonné de la fin — ce Giscard-là semble, au contraire, se délecter du petit lait de la revanche sur lui-même, sur l'oubli, sur les autres. Giscard existe à nouveau. Le voici redevenu encombrant, avec cette différence, qui le rend peut-être encore plus redoutable de nos jours, qu'il est aussi parvenu, par conversion définitive ou par calcul suprême, à se faire, comme le dit le slogan, « plus proche et plus humain ».

Ce personnage est devenu une personne. Tombé rudement de son piédestal, il a fini, après une rude période de « formation permanente », par se hisser à hauteur d'homme, lui qui n'avait jadis que le culte des grands hommes. Un « véritable ordinateur sur pattes », dit affectueusement un de ses proches, « obsédé de la mathématique de l'échec », dit follement un autre. Cette belle mécanique a enfin récupéré une âme. On apprécie, même si l'image du prédateur continue de s'imposer à tous.

Regard d'une militante de droite comparant la mine de Giscard d'aujourd'hui à celle de Jacques Chirac : « Il y en a un qui a pris dix ans et un autre qui paraît en avoir perdu cinq. Ce Giscard en est presque redevenu séduisant... »

Regard d'un observateur éclairé de la droite : « Depuis quelques temps, Giscard a réussi à persua-

M. Yvon Briant. Mercredi 29 novembre, de nouveaux locaux ont été inaugurés à Paris, au 17, boulevard Raspail. Une première convention décentralisée aura lieu les 20 et 21 janvier, à Marne-la-Vallée. Elle sera consacrée à l'éducation, à la formation et à la recherche. Une autre suivra en mars sur

der à nouveau tout le monde qu'il restait le plus intelligent. »

Regard d'un des patrons du RPR qui ne fut jamais, au grand jamais, giscardien, mais qui, en bon professionnel, apprécie le parcours depuis ce fameux jour du 19 mai 1981 : « Si nous avons demain une élection présidentielle, personne, à droite, ne sera en mesure de le freiner. » Giscard sait qu'on sait.

« J'ai dû apprendre une démarche d'humilité »

Le soir, à Strasbourg, Anne Sinclair et Christophe Dechavanne devaient le convier, sur TF 1, à parler des « années 80 » dans le monde. Que n'aurait-il pas à raconter maintenant sur ses années 80 à



lui ! Ce retour à la base aux cantonales de 1982, où on le voyait devant le micro posé sur une caisse en carton animer des réunions électorales dans les arrière-salles de village. Ces élections législatives et régionales où, personnel, à l'époque, ne comprenait ce qu'un ancien chef de l'Etat venait faire dans ces galères. 1986 encore, quand ces « gamins » du PR, « ces enfants de 68 sans foi ni loi », François Léotard, Gérard Longuet, Alain Madelin et consorts s'employèrent à lui scier le fauteuil dans le gouvernement de cohabitation de Jacques Chirac.

« C'est vrai, raconte-t-il aujourd'hui, comme s'il parlait presque d'un autre acteur, ces années 80 n'ont pas été tendues avec moi. Il me semblait que je n'avais aucune prise sur les événements. J'ai dû apprendre une démarche d'humilité. On a du mal, dans ce pays, à se faire à l'idée que quelqu'un qui a exercé des fonctions importantes puisse faire autre chose. L'échec est trop synonyme, chez nous, de sanction et d'exclusion. Ruminativement, c'est très difficile à vivre. Mais si on croit à quelque chose dans l'action politique, il faut admettre l'échec. »

La rupture avec M. Mitterrand

Déception encore quand il s'aperçoit, comme le lui avaient pourtant répété certains de ses proches, que François Mitterrand n'a de cesse « de le rouler dans la farine ». Entre 1986 et 1988, les deux hommes semblaient pourtant s'entendre comme larrons en pleine foire de cohabitation. On a dit que la désillusion est venue lorsque le

le thème de l'identité nationale. Lundi 4 décembre, M. Giscard d'Estaing sera l'invité d'un « Club de la presse » exceptionnel sur Europe 1 pour commenter le sommet Bush-Gorbatchev. Le lendemain, M. François Mitterrand le recevra à l'Elysée.

président de la République décida de dissoudre sitôt sa réélection. « C'est faux, rectifie Giscard. C'est quand je l'ai entendu faire sa déclaration de candidature au journal d'Antenne 2. A la dureté de ses propos, j'ai compris que, décidément, il ne changerait pas. »

La Bièvre a coulé depuis, mais l'eau entre les deux bords reste glacée. Valéry Giscard d'Estaing reconnaît avec François Mitterrand que le 10 mai 1981 aura été la date politique majeure de cette décennie 80. Il se félicite de voir le chef de l'Etat parler à son tour de désillusion. « Vous imaginez ce que cela représente pour moi de voir une attitude reprise jusque dans son vocabulaire », mais il pense que sur ce terrain les socialistes n'ont fait encore que la moitié du chemin. « La véhémence des antagonismes a diminué, dit-il, mais nous n'avons toujours pas appris dans ce pays à travailler ensemble et donc à renouveler nos comportements. » Il n'en dit pas

L'œil sur Alain Juppé

La bonne santé du tiers-état giscardien n'est bien sûr pas oubliée. Les consignes sont simplement plus discrètes. Les giscardiens, depuis le 18 juin, s'activent. Michel d'Ornano et Michel Poniatowski, « qui sont chargés de faire ce que Giscard ne veut pas faire », ont repris du service. Le Conseil pour l'avenir de la France a eu pour mission de s'étoffer. Confiés à Hervé de Charette, les clubs Perspectives et Réalités ont eu pour consigne de ne point omettre les réalités électorales. Enfin, comme le Mitterrand des années 70, VGE veut faire apparaître autour de lui les hommes de la nouvelle génération aptes à gouverner demain.

Un recrutement qui dépasse les frontières des partis. Dans la ligne de mire, les Charles Millon, Pierre Méhaignerie, François Bayrou, les Philippe Seguin, Nicolas Sarkozy, Michèle Barzach et d'autres attentifs aux sirènes de la « rénovation ». Avec une attention particulière pour Alain Juppé, l'ex-numéro deux de sa liste européenne. Comme François Léotard jadis, Giscard a « à l'œil » le secrétaire général du RPR dont il apprécie le talent et qui lui renvoie peut-être l'image de sa propre jeunesse.

Quant à François Léotard, les giscardiens disent déjà en faire leur affaire. « Détesté, ennuie, coopté », pour eux le président du PR ne peut plus guère échapper à ce triptyque gaullien.

Question de calendrier

Le reste n'est évidemment plus que question de calendrier. Une élection présidentielle précipitée ? « C'est une hypothèse qu'il caresse avec conviction dans ses moments de doute personnel », convient-on dans son entourage. En tout cas, aujourd'hui, Valéry Giscard d'Estaing ne refuse plus d'envisager un duel présidentiel avec Michel Rocard. Comment distinguer alors le rocardisme d'un giscardisme nouveau ? Il a déjà des petites idées.

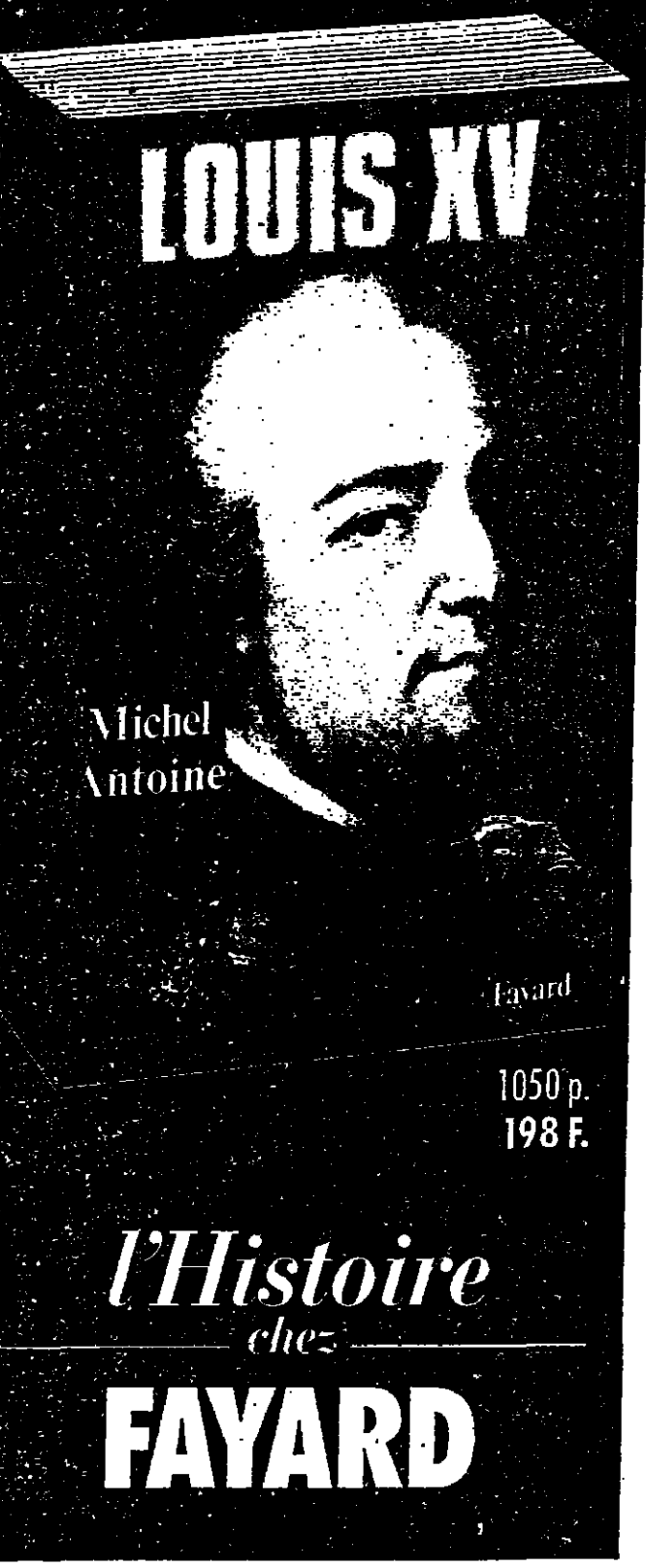
Sur l'Europe toujours et encore : « Rocard, constate-t-il, ne s'est pas assez impliqué dans l'Europe. » Sur l'économie, il ne croit toujours pas à l'économie mixte. L'économie de marché constitue à ses yeux « le seul régime de performance économique élevé » et, ajoute-t-il, « ce que Michel Rocard veut garder à l'Etat empêche pratiquement l'économie française de rivaliser avec ses concurrentes ».

Enfin l'ancien président prévoit que la différence se fera également sur les problèmes de société. L'affaire du foulard : il reproche au gouvernement de n'avoir pas eu « une attitude très franche et très simple ». « Il n'a pas senti, dénonce-t-il, que c'était quelque chose qui n'était pas anecdotique. » Pour battre en brèche le Front national, il importe selon lui « d'aborder ouvertement » ce genre de problème. Les idées ne manquent pas. Les événements à l'Est ne font que les multiplier. Valéry Giscard d'Estaing a aujourd'hui des fourmis dans les jambes. La frustration de ne pas agir est grande. Le plus difficile sera pour lui de ne pas trop le montrer...

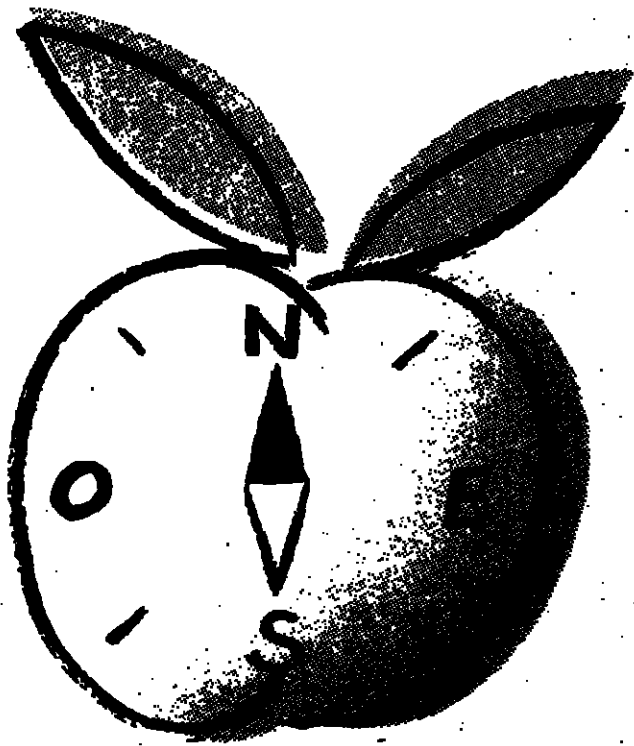
LOUIS XV

Michel Antoine a construit, à force de recherches, l'un des plus vastes monuments de pensée, de savoir et d'érudition qu'ait donnés, ces temps-ci, l'historiographie de la France moderne.

Emmanuel Le Roy Ladurie
L'Express



Est-Ouest ne perdez pas le Nord.



Rendez-vous sur Europe 1

La rencontre Mikhaïl GORBATCHEV - JEAN-PAUL II.

• Jeudi 30 novembre: 18h20 - 19h

"DECOUVERTES SPECIAL" Bernard RAPP.

• Vendredi 1^{er} décembre:

"PILE ET FACE" de Jean-Pierre ELKABBACH

7h45: Vadim ZAGLADINE

8h20: Monseigneur ETCHEGARRAY

Le sommet George BUSCH - Mikhaïl GORBATCHEV.

• Samedi 2 décembre: 18h - 19h30

émission spéciale autour d'André DUMAS.

• Dimanche 3 décembre: 19h - 20h

CLUB DE LA PRESSE Vernon WALTERS

Ambassadeur des Etats-Unis à Bonn

• Lundi 4 décembre: 19h15 - 20h15

CLUB DE LA PRESSE EXCEPTIONNEL

avec Valéry GISCARD D'ESTAING.

EUROPE 1

C'est la pêche.

POLITIQUE

Un entretien avec M. Michel Noir

« Je ne crois pas aux désagréments électoraux
pour ceux qui ont le courage de leurs idées »

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Michel Noir, maire de Lyon, l'un des chefs de file des rénovateurs du RPR, explique quelles sont, à son avis, les raisons des mauvais résultats obtenus, face au Front national, par la droite classique, aux élections législatives partielles de Dreux et de Marseille. Ceux qui, dans l'opposition, ont « le courage de leurs idées » sont, estime-t-il, à l'abri de tels « désagréments électoraux ».

« Les socialistes marseillais, ont payé cher leur projet de construire une mosquée dans la ville. L'élection législative de dimanche dernier en est témoin. Ne craignez-vous pas d'avoir un jour à payer vous-même le prix de la mosquée de Lyon ? »

« Si le Front national a obtenu de tels résultats à Dreux et à Marseille, c'est parce que nous n'avons pas affiché nos propres convictions. En 1988, on a parié contre après le Front national. Et, dans ces deux villes, on a fait les yeux doux à l'extrême droite. Alliance avait même été passée. Je ne crois pas aux désagréments électoraux pour ceux qui ont le courage de leurs idées. »

« Je ne suis pas sûr qu'il se produira à Lyon un « effet mosquée ». Je sais qu'une majorité de Lyonnais ont compris pourquoi c'était si important de respecter son droit de religion. Le pédagogue l'emporte toujours sur le démagogue. Encore faut-il avoir été pédagogue depuis le début, avoir expliqué que la différence de l'autre n'est pas une agression et qu'elle peut être au contraire un enrichissement pour celui qui est fort de son identité. Le grand problème français aujourd'hui, c'est une perte d'identité culturelle. Quand je suis fort de mon identité culturelle, je n'ai pas peur de l'autre. »

« Ce qui s'est passé à Dreux et à Marseille est d'autant plus regrettable que la plupart des hommes de l'opposition UDF-RPR, donnent, dans leur commune et leur département, l'exemple de ce que peut être la réponse aux questions de l'insertion des plus défavorisés et de l'intégration des immigrés. Quand on ne traite pas concrètement les choses de la vie quotidienne — l'urbanisme insupportable, le logement dans lequel on entend la télévision du voisin, l'absence de tissu associatif, l'échec scolaire, — il n'y a aucune chance de diminuer les peurs et l'agressivité qui en découlent, ce sur quoi joue le Front national. »

L'affaire d'un partenariat

« Les « choses de la vie », c'est l'affaire des maires ou celle du gouvernement ? »

« C'est l'affaire d'un partenariat Etat-collectivités locales. Lorsqu'on entreprend un travail de fond, ça marche. A Vénissieux, où se trouve le quartier des Minguettes, l'ensemble des partenaires a entrepris un travail de suivi depuis cinq ans : soutien scolaire, réhabilitation des logements, implantation d'un tissu associatif, accès à la culture... Aujourd'hui dans la ZUP des Minguettes, la partie est en passe d'être gagnée. Dans les tours, de nouveau, des Français viennent habiter avec des immigrés. »

« La peur de l'immigration ne risque-t-elle pas de se traduire chez les Français par un refus total de l'intégration des immigrés ? »

« L'intégration, ça marche quand on la pratique. Nous en avons les preuves sur le terrain. Mais il faut aussi une politique rigoureuse de l'immigration notamment, de lutte contre l'immigration clandestine. Ce n'est pas du tout contradictoire avec l'intégration. L'intégration passe aussi par le logement, c'est-à-dire le refus des ghettos. Il faudrait que des maires aient le courage de dire : « Il n'est pas normal que dans la commune d'à côté il y ait 17 % d'immigrés et que moi j'en sois à 1,5 %. » Dans la Communauté urbaine de Lyon que je préside, j'ai

bien l'intention d'expliquer, de convaincre et d'obtenir que la politique de logement social concerne l'ensemble des communes. Il faut un peu de solidarité. Je vais être obligé de dire à certains maires de l'agglomération lyonnaise : « Il n'est pas acceptable que vous distiez non au logement social et non aux immigrés. »

« Si des représentants de la communauté musulmane de Lyon venaient vous demander d'installer des écoles confessionnelles, comme il en existe des catholiques, l'accepteriez-vous ? »

« Je n'ai pas à accepter ou à refuser. C'est une liberté constitutionnelle. »

M. Chirac à en raison

« Comment expliquez-vous que, lundi dernier, les socialistes et M. Chirac aient lancé, à peu près en même temps, un appel à faire barrage au Front national à Dreux et à Marseille ? »

« Jacques Chirac a appelé à la mobilisation de « tous les républicains ». C'est clair. Je l'approuve. Etre opposés dans le jeu normal de nos institutions ne doit pas exclure d'être parfois d'accord. Dans le message socialiste comme dans le message gaulliste, même s'ils sont concurrents, il y a la notion de rassemblement des Français. Les calculs politiques d'un parti par rapport à un autre sont moins importants que le premier réflexe d'appel à la mobilisation de tous les républicains. »

« Si étaient restés en lice au second tour un candidat communiste et un candidat du Front national, auriez-vous appelé à voter pour le PC ? »

« Quel communiste ? Un des rares survivants du stalinisme en Europe de l'Ouest ? Je ne peux pas répondre. Le Parti communiste est, comme le Front national, un parti extrême qui a une logique d'affrontement et d'exclusion. S'il s'agissait d'un socialiste et d'un Front national, la réponse serait évidente. J'imagine que les appels spontanés de lundi matin lancés par les socialistes et l'opposition n'auraient pas été, dans ce cas, différents. Pour ma part, dès 1983 et 1984, lors de scrutins locaux, je m'étais déjà prononcé dans ce sens. Je n'ai pas varié depuis. »

« Dans la perspective des assises du RPR, vous avez signé la motion présentée par Alain Carignon. Pourquoi pas celle de Philippe Séguin autre « rénovateur » ? »

« Philippe Séguin propose dans son texte un régime présidentiel à l'américaine. Je ne crois pas que, compte tenu de sa culture, la France puisse s'y adapter. Mais pour le reste, j'aurais pu signer son texte. »

« Alain Carignon évoque la création d'une « formation commune » à toute l'opposition, mais à terme très éloigné. Alors que vous êtes fixés, au mois d'octobre dernier, six mois pour y parvenir... »

« Oui, moi j'ajoute un calendrier. Il faudra bien avoir réalisé cette ambition deux bonnes années avant l'échéance législative de 1993. Or chaque mois qui s'écoule n'apporte rien de positif à l'opposition. Cette formation commune aurait l'avantage d'afficher clairement que notre ambition n'est plus organisée autour d'un problème de personnes. Une formation commune, c'est obligatoirement une animation collégiale, sans qu'il soit besoin d'être un président ! »

« Une direction collégiale, ne serait-ce pas un simple habillage de la cohabitation entre des formations différentes ? »

« La pratique de la vie commune est excellente. C'est comme dans un couple. Il y aura bien entendu respect de la variété des composantes. De plus, le corollaire à la formation commune, c'est l'organisation de primaires afin de désigner un candidat unique à l'élection présidentielle. »

« Comment comptez-vous convaincre vos amis ? »

« Contrairement à ce que certains pensent, la culture du RPR

n'est pas du tout étrangère à la capacité de rassemblement. Il suffit de se souvenir un peu que nous sommes gaullistes. »

« Il ne s'agit donc pas de dissoudre le RPR dans une formation plus vaste, tel un sucre dans une tasse de café, comme dirait M. Pasqua ? »

« Les références agro-alimentaires ne sont pas ma tasse de thé. »

Est : un effort de formation

« N'y a-t-il pas incompatibilité entre la construction de l'Europe, l'intégration européenne et l'émigration après les déclarations du chancelier Kohl d'une sorte « d'intégration allemande » ? »

« Dans l'esprit du chancelier Kohl, je ne crois pas que cela soit contradictoire. En revanche, nous avons à nous interroger sur l'avenir de l'Europe. Nous ne saurions nous contenter de l'Europe conçue comme un espace de libre-échange. Gardons bien notre perspective d'espace intégré, nos politiques communes. Accélérons la construction européenne. »

« Deuxième interrogation : l'après-Yalta. Il faut se garder de mettre la question allemande au centre de tout. Si nous commençons à focaliser sur la réunification sur la puissance de l'Allemagne réunifiée, nous arriverons de façon souterraine l'opinion publique, ce qui nous conduira dans une impasse dramatique. Le chancelier Kohl agit avec prudence. Il fait de la pédagogie pour dépasser le débat. »

« Troisième interrogation : un plan concret pour l'Europe de l'Est. Les Douze devraient se mettre au travail pour examiner ce que signifierait un traité d'association avec les pays de l'Europe de l'Est, tel que cela est prévu par le traité de Rome. »

« Un plan d'aide est évidemment nécessaire. L'idée d'une banque d'investissements me paraît bonne. Mais il me semblerait encore plus important de mettre en œuvre un « plan Marshall » sur les hommes, car ces pays ont besoin de former des ingénieurs, des techniciens, des chefs d'entreprise. J'ai écrit à Michel Rocard il y a une dizaine de jours pour lui dire : Pourquoi ne conviez-vous pas les responsables des fédérations professionnelles et ne leur demandez-vous pas de quels moyens ils pourraient disposer pour aider à la formation dans les pays de l'Est ? Il faut que nous proposions à la Pologne autre chose que du crédit-export. Sur les 4 milliards annoncés par la France pour la Pologne, il y a 70 millions seulement pour la formation des hommes. »

« Il faut enfin que les Européens commencent à réfléchir à la nouvelle donne de la sécurité européenne. La brigade franco-allemande, c'est bien, mais la question est plus vaste. Que deviennent nos armes tactiques, la frappe d'ultime avertissement avant de passer à la stratégie ? Certes, nous avons du temps devant nous mais si nous ne réfléchissons pas, nous risquons de nous retrouver de facto dans le schéma voulu par les stratégies soviétiques, de découplage et de volonté de dénucléarisation de l'Europe. »

Propos recueillis par
JEAN-YVES LHOMEAU
et ANDRÉ PASSERON

« M. Lalonde accuse les Verts de « faire le lit du Front national ». Le secrétaire d'Etat à l'environnement, M. Brice Lalonde, a estimé, mercredi 29 novembre, à propos du deuxième tour des législatives, qu'« en donnant une consigne d'abstention les Verts font le lit du Front national ». M. Lalonde appelle « au contraire les électeurs écologistes de Marseille et de Salon à faire barrage au racisme et à la pollution politique ». Face à cette position, M. Christian Brodhag, porte-parole des Verts, souligne que le parti écologiste « n'a pas donné de consignes d'abstention, mais qu'il s'est abstenu de donner une consigne de vote », en rappelant toutefois que les Verts « sont vigoureusement opposés aux thèses du Front national ».

14-15 L'islam en France
16 Nice : l'affaire Médéric

18 Mode : Azzedine Alaïa
19 Théâtre : Büchner au pied de la lettre

24 Tennis : le Tournoi des maîtres à New-York
- La presse populaire en Grande-Bretagne

« Nous risquons de perdre la course contre l'épidémie de sida »

nous déclare le docteur Jonathan Mann, responsable du programme de l'OMS

L'OMS organise, vendredi 1^{er} décembre, la seconde Journée mondiale du sida. Cette manifestation vise à améliorer la prise de conscience du risque de contamination et à renforcer « l'esprit de solidarité, de tolérance et de compassion » à l'égard des malades et des personnes infectées. Rien ne permet encore de penser, comme le souligne le docteur Jonathan Mann dans l'entretien qu'il nous a accordé, que l'on puisse gagner la lutte contre l'épidémie. L'Afrique est l'un des continents les plus touchés. Face au fléau, l'aide accordée aux pays de ce continent, notamment par la France, est insuffisante.

nous risquons de perdre la course contre l'épidémie.

Quel bilan peut-on faire de la progression de l'épidémie ?

La fin des années 80 est un bon moment pour tenter de faire un bilan. Nous savons désormais que la pandémie du sida a commencé au milieu des années 70. La maladie a été identifiée en 1981, le virus découvert en 1983 et les tests de dépistage de l'infection ont été développés en 1985. En fait, le sida n'est apparu comme un problème mondial que dans les années 1985-1986. C'est à cette date qu'a véritablement commencé la lutte internationale. Nous disposons aujourd'hui d'une série d'études concernant les aspects épidémiologiques, qui permettent de faire quelques généralisations.

D'abord, les modes de transmission de l'infection n'ont pas changé et, si l'on excepte les différences entre les virus HIV 1 et HIV 2, nous n'avons aucune preuve quant à une modification de la virulence de l'agent infectieux. Ensuite, l'épidémie ne se dissémine pas de façon homogène à travers le monde. Enfin, il s'agit d'une épidémie en mouvement, d'un phénomène dynamique. Il est frappant, par exemple, d'observer la progression de l'épidémie en Afrique de l'Ouest. Je dois d'ailleurs dire qu'il y a quelque chose d'un peu décourageant à observer une telle progression. Nous savons aujourd'hui que l'Afrique de l'Ouest va vivre quelque chose de semblable à l'Afrique de l'Est.

En Amérique latine, la situation évolue malheureusement, et aussi rapidement, comme dans les Caraïbes ou au Brésil... Il y a quelque chose d'extraordinaire à observer à quel point cette épidémie peut être « patiente ». La grippe, la peste, doivent évoluer rapidement. Avec le sida, l'épidémie « couve » et tout se passe comme si le virus attendait que la situation change, évolue, de manière à permettre sa multiplication.

L'autre chose qui me frappe, c'est que, dans la vie de l'individu, comme dans celle de la société, il y

a vis-à-vis du sida des moments de vulnérabilité plus ou moins forts. Pour la société, par exemple, il est clair que cette vulnérabilité tient au marché de la prostitution, à celui de la drogue, à l'âge moyen du mariage et au nombre plus ou moins élevé de partenaires sexuels.

Inquiétudes et espoirs

L'épidémie a malheureusement fait beaucoup de progrès dans les années 80. Nous estimons qu'il y avait environ cent mille personnes infectées en 1980. On en est aujourd'hui à un minimum de six millions de personnes infectées. L'épidémie avance là où elle était déjà installée et, dans le même temps, elle touche des régions jusqu'alors indemnes. Elle se complique aussi, comme en Europe ou en Thaïlande, où elle ne concerne plus les seuls homosexuels ou les seuls toxicomanes. Cette épidémie commence, par exemple, ici ou là, à toucher la femme qui n'a eu qu'un seul partenaire sexuel ou le jeune qui en est à son premier rapport sexuel. C'est un phénomène encore lent mais bien réel.

Existe-t-il des zones encore indemnes de toute contamination ?

En Chine, jusqu'à présent, on ne compte qu'un nombre très bas d'infections, mais rien ne dit que cette situation va durer. Les changements que nous observons avec émerveillement en Europe de l'Est ne vont-ils pas, à court ou moyen terme, amplifier la vulnérabilité individuelle ou sociale vis-à-vis du virus ? On peut légitimement se poser la question.

Pour-on prévoir la durée de la progression de l'épidémie ?

Je crois que la progression de l'épidémie de sida sera un problème majeur au moins jusqu'en l'an 2000. Les traitements, dont nous commençons à disposer, comme l'AZT, sans même parler de leur difficulté d'administration, ne sont pas des médicaments qui pourraient être largement utilisés à travers le monde.



On entend parler aujourd'hui d'autres substances, mais on a aussi l'habitude, dans ce domaine, d'être souvent déçu. Je ne vois pas quel que chose qui permette de résoudre le problème de l'évolution de l'infection vers la maladie chez la grande partie de la population mondiale contaminée. Je suis par ailleurs convaincu que le nombre de personnes séropositives va augmenter. Quelle sera la courbe de cette progression ?

Tout est possible ici, dans la mesure où la mobilisation générale n'a commencé qu'en 1985-1986. Maintenant, nous savons ce qu'il faut faire et nous observons déjà quelques exemples concrets de réussites, même s'ils sont encore limités dans le temps et dans l'espace, limités aussi à certains aspects socioculturels et financiers.

Quels exemples ?

D'abord dans la population homosexuelle. A San-Francisco, bien sûr, mais aussi à Stockholm, Sydney ou Amsterdam. Chez les toxicomanes de New-York, de Stockholm, d'Amsterdam ou d'Innsbruck, les taux de contamination par le virus du sida sont devenus stables. Chez les femmes prostituées du Ghana, de Nairobi, du Pérou ou de Suisse, certaines attitudes montrent que l'utilisation du préservatif se généralise. Ces changements vont-ils durer ? Ceux qui entrent dans les groupes à risques observeront-ils, à l'avenir, les mêmes pratiques de « safe sex » ?

Pourra-t-on faire durer et généraliser de telles expériences ?

Quoi qu'il en soit, ces exemples nous confirment dans le bien-fondé de notre stratégie, qui associe, en matière de prévention, l'information adaptée, des services socio-médicaux associés à cette information et la non-discrimination des personnes concernées. Là où les choses réussissent, ces trois aspects sont conjointement mis en œuvre.

L'attitude de l'Eglise catholique

Etes-vous déçu de l'attitude de la hiérarchie catholique qui condamne le recours aux préservatifs pour prévenir la maladie ?

Nous avions, depuis très longtemps, des discussions avec l'Eglise catholique, comme avec d'autres Eglises. Nous savions très bien que la position du Vatican vis-à-vis du préservatif ne changerait pas. Nous sommes pourtant très heureux de la récente conférence internationale organisée à Rome, qui, pour moi, a été un moment historique, au même titre que l'avait été l'Assemblée générale des Nations unies qui, en 1987, avait pour la première fois été consacrée à une maladie, le sida. Il faut savoir que l'Eglise catholique gère un réseau hospitalier extraordinaire à travers le monde entier et qu'elle est, via ce réseau, responsable de soins médicaux et sociaux concernant un

nombre énorme de personnes. Le fait que le pape ait insisté comme il l'a fait sur la nécessité de prendre soin de tous ceux qui sont infectés et malades est un appel moral essentiel.

Les autorités catholiques ont dit, en substance, que cracher sur une personne séropositive ou un malade était l'équivalent d'un crachat sur le visage du Christ. Je ne suis pas catholique, mais c'est là, je pense, la manière la plus forte et la plus claire de dire aux catholiques qu'il ne faut pas s'engager dans des actions de discriminations vis-à-vis des malades du sida.

Il s'agit là pour nous de quelque chose d'essentiel car nous allons devoir faire face dans le monde entier, durant les années 90, à un nombre croissant et dramatique de personnes malades du sida. J'aimerais que les conclusions du pape soient traduites en directives et transmises à travers le monde à l'ensemble des établissements hospitaliers et socio-médicaux catholiques. A cet égard, l'Eglise catholique est notre alliée dans la lutte internationale contre le sida.

Mais condamner le préservatif, c'est, de fait, contribuer à la progression de l'épidémie.

Bien sûr, la prévention est essentielle, mais l'Eglise est prête à développer, à sa manière, une forme de prévention. Il est évident que nous ne sommes pas d'accord sur le préservatif, mais nous ne disons pas non plus, à l'Organisation mondiale de la santé, que le préservatif est la solution. Dans chaque société, il y a des idées, des aspects socioculturels qui pourraient renforcer la prévention vis-à-vis du sida. Si une société croit, par exemple, aux vertus du mariage monogame, pourquoi ne pas insister un peu plus sur ce point ? Il y a aussi, dans divers pays, une sorte d'entente plus ou moins tacite entre les responsables de l'Eglise catholique et les responsables de la lutte contre le sida.

Une certaine forme de lutte contre le sida continue-t-elle à menacer les droits de l'homme ?

Le risque de discrimination existe toujours à travers le monde et la lutte ne doit pas cesser, qu'il s'agisse du sida, du racisme ou d'autres problèmes similaires. A l'OMS, nous nous sommes associés au puissant réseau international de ceux qui sont concernés par les droits de l'homme. Ici ou là, nous devons faire face à des projets qui nous apparaissent inacceptables. Après la rencontre que j'ai pu avoir au Vatican avec le ministre de la santé de Cuba, j'irai prochainement dans ce pays pour organiser une évaluation des programmes cubains anti-sida, qui ne correspondent nullement, on le sait, aux directives de l'OMS.

Propos recueillis par
JEAN-YVES NAU

L'aide modeste de la France à l'Afrique

Y-a-t-il une fatalité du sida en Afrique ? Au-delà des discours officiels, l'Afrique est confrontée à un véritable fléau, un effort exceptionnel de solidarité doit être accompli - force est de constater que les pays occidentaux n'ont pas, sinon mesuré l'ampleur exacte de la catastrophe qui menace le continent noir, du moins mis tout en œuvre pour porter assistance aux pays africains.

Le discours prononcé, mercredi 29 novembre, à Paris, par M. Jacques Pelletier, ministre de la coopération et du développement, au cours de la conférence internationale consacrée aux « implications du sida pour la mère et l'enfant » (le Monde du 29 novembre), était significatif de cette espèce de pragmatisme, teinté de pessimisme, qui semble animer bon nombre de responsables de la coopération. Certes, il ne faut se faire aucune illusion : ce n'est pas demain que d'un simple coup de baguette magique, l'Afrique sera en mesure de faire face à cette épidémie. Certes, il n'existe aucune solution évidente, tant les problèmes sont complexes. Pour autant, il semble légitime de s'interroger sur l'importance et sur la nature de l'aide apportée par la France et par la Communauté européenne aux pays africains.

40 millions de francs en trois ans : c'est la somme que la France a consacrée à la lutte contre le sida en Afrique. Un tel chiffre doit être mis en parallèle avec un autre, qui figure dans le dernier rapport de la Banque mondiale, intitulé « L'Afrique subsaharienne. De la crise à une croissance durable » : en 2010, le coût direct du sida dans le seul Zaïre atteindra 49 millions de dollars. « Pour le financer, indique le rapport, le budget national de la santé devrait être majoré de 58 % en 1993 et de 244 % en 2010. » Et encore, ces chiffres ne concernent que le coût direct de l'épidémie. Le rapport estime que son coût indi-

rect, dû essentiellement à la perte de productivité qu'elle engendre, sera de vingt fois supérieur.

Dans ces conditions, peut-on se contenter, comme le fait M. Pelletier, d'affirmer que « nous devons avoir le souci du temps : quel que soit l'effort exceptionnel que nous pouvons consentir, il ne répondra pas à l'ampleur des problèmes ni à leur durée. Il faut bien cibler nos actions et privilégier avec réalisme celles qui, bien que modestes, se substitueront à celles, trop ambiguës, dont le coût de fonctionnement sera rapidement insupportable ».

Investir dans la prévention

A la lumière des multiples gâchis du passé, s'agissant de l'aide internationale, le ministre de la coopération n'a pas tort d'insister sur cet aspect. Le problème toutefois est qu'il en va de la survie proprement dite de certains pays d'Afrique. Dans certaines villes du Burundi, par exemple, 25 % des femmes enceintes sont séropositives. En outre, comme l'a rappelé M. Pelletier, en Afrique « le sida est d'autant plus grave qu'il frappe, de manière privilégiée, ceux dont ce continent a le plus besoin : ses cadres actifs, urbains et ouverts sur la civilisation moderne ».

Dans un tel contexte, que fait la France pour lutter contre le sida en Afrique ? Son action s'articule autour de trois pôles : la prévention, l'accueil des malades et l'éducation. Ainsi, plus vingt-cinq laboratoires de dépistage ont été installés dans des centres de transfusion sanguine. En outre, comme l'a indiqué M. Pelletier, le gouvernement envisage d'accroître ses interventions dans quatre directions : élaboration de supports méthodologiques et pédagogiques pour les équipes nationales char-

gées des programmes information, éducation, communication ; encouragement aux actions locales ; créations audiovisuelles ou écrites ; définition et mise en place d'un cycle de formation à l'éducation ».

Tout cela n'est pas digne d'une véritable politique de coopération, s'insurge le professeur Marc Gentilini (hôpital Pitié-Salpêtrière, Paris). Il faudrait qu'enfin la France sache ce qu'elle veut : des rapports banalisés avec les pays africains ou une politique francophone ambitieuse qui valorise l'Hexagone. Nous devons l'affirmer sans cesse : lutter contre le sida en Afrique, c'est notre problème. Va-on attendre que l'épidémie ne soit plus maîtrisable pour se décider à avoir enfin une action efficace ? Il est fondamental de poser le problème de la prise en charge des malades. Sans quoi, faute de la possibilité d'une réelle prise en charge médicale, les gens ne voudront pas jouer le jeu de la prévention et du dépistage. A quoi bon savoir que l'on est séropositif si l'on sait qu'on ne pourra pas se faire soigner ?

On n'a pas encore pris l'exacte mesure des conséquences de l'épidémie de sida en Afrique. Les économistes et les démographes, en particulier, ne l'ont pas encore vraiment intégré dans leurs prédictions. A cet égard, le dernier rapport de la Banque mondiale est particulièrement édifiant : une seule page y est consacrée au sida. Comme la note The Economist, qui publiait il y a quelques jours un éditorial à la « tragédie économique » du sida en Afrique, il est trop tard aujourd'hui pour échapper aux conséquences de l'épidémie actuelle, qui a déjà touché deux millions et demi de personnes. En revanche, il n'est que temps d'investir dans de vastes programmes de prévention.

FRANCK NOUCHI

Ouvrant de nouvelles perspectives thérapeutiques

Une greffe de foie a été pratiquée aux Etats-Unis à partir d'un donneur vivant

Une équipe de chirurgiens américains a tenté, dans la nuit du 27 au 28 novembre, la greffe d'une portion de foie d'une mère vivante à sa fille âgée de vingt et un mois, qui souffrait d'une malformation (atésie) des voies biliaires. L'intervention, qui a duré plus de seize heures, a été pratiquée par une équipe dirigée par le docteur Christoph E. Broelsch (université de Chicago). Il faudra attendre plusieurs jours avant de pouvoir se prononcer sur les chances de succès de cette greffe.

Trois autres opérations similaires avaient, ces derniers temps, été tentées au Brésil et en Australie. L'équipe du docteur Broelsch avait, il y a peu, développé dans l'hépatoma Journal of Medicine, (daté du 31 août 1989) les aspects éthiques des greffes hépatiques réalisées à partir de prélèvements effectués sur

des donneurs vivants, et non, comme c'est le plus souvent la règle, en France notamment, à partir de prélèvements sur cadavres.

La démonstration de la possibilité de pratiquer des greffes partielles du foie avait déjà été apportée par le professeur Henri Bismuth (Hôpital Paul Brousse, Villejuif) en 1988, lorsqu'il était notamment parvenu à greffer deux femmes souffrant d'hépatite fulminante à partir du foie d'un seul donneur décédé (le Monde du 28 mai 1988).

L'intervention américaine ouvre de nouvelles perspectives dans les pays où la pénurie d'organes transplantables fait que les équipes spécialisées ne parviennent pas à greffer tous les malades inscrits sur des listes d'attente, nous a expliqué le professeur Bismuth. Pour notre part, nous sommes tout à fait en mesure

de mettre cette technique en œuvre, mais l'occasion n'est pas encore présentée.

Rien, pour ce spécialiste, dont l'équipe compte près de quatre cents transplantations hépatiques à son actif, n'interdit de réaliser de telles greffes à partir de donneurs vivants. « Après huit mois d'attente, dit-il, nous avons reçu du Comité d'éthique l'autorisation de réaliser des greffes à partir de donneurs vivants en cas d'hépatite fulminante, dans l'hypothèse où nous n'aurions pas trouvé de donneur ou un membre de la famille du malade serait volontaire pour donner une partie de son foie. »

Ce spécialiste déplore aussi les décès, ces derniers temps, de sept de ces malades chez lesquels, faute d'organes disponibles, une transplantation hépatique n'a pu être tentée.

J.-Y.N.

L'école de la République redécouvre ses musulmans

Six pour cent au moins des élèves des écoles publiques sont d'origine musulmane. L'affaire des foulards a obligé l'éducation nationale à aborder de front cette réalité jusqu'à présent occultée. Entre la défense du « droit à la différence » et la laïcité, qui implique l'égalité entre tous les élèves, les enseignants sont souvent réduits à improviser. Au-delà de l'islam, c'est toute la question de l'intégration par l'école qui se trouve posée.

Devant les grilles de ce grand lycée de la banlieue parisienne, une jeune fille, portant le foulard islamique et un jean recouvert d'un long imperméable beige, salue ses copains, en les embrassant comme du bon pain. La scène se produit presque chaque matin depuis plusieurs années. Elle avait fini par passer inaperçue, jusqu'à ce que l'affaire des « foulards de Creil » ne vienne montrer qu'islam et école laïque pouvaient ne pas faire bon ménage.

Pourtant, les élèves d'origine musulmane constituent depuis longtemps quelque 6 % des trois millions d'élèves de l'éducation nationale (1). Et cela fait belle lurette que les établissements scolaires concernés avaient trouvé, sans le dire à personne, des modes de vivre. Si les absences pour certaines fêtes religieuses sont tolérées par la réglementation, bien d'autres accommodements sont pratiqués localement. Dans la plupart des cantines fréquentées par des enfants d'immigrés, un plat de substitution est proposé le jour de la fête de porc ou des endives au jambon. Dans tel collège, on rembourse même le prix de la demi-pension correspondant à la période du Ramadan. Quant aux absences aux cours d'éducation physique ou aux séances de natation, elles sont traitées au cas par cas.

Dans telle école, 100 % d'immigrés, les instituteurs se flattent de n'avoir jamais fait « aucun compromis, car le personnel est stable et connaît les parents ». Mais le plus souvent, c'est le règne du certificat médical de complaisance ou de la tolérance pure et simple. « Si

une maman refuse la piscine, explique une jeune institutrice « beur », je lui explique que c'est nécessaire à l'épanouissement de son enfant. Mais je ne peux exiger que l'élève me choisisse contre ses parents. »

L'islam lui-même n'est pas absent des programmes scolaires. L'étude de la civilisation et de l'empire musulmans ouvre le cours d'histoire de cinquième. Les manuels scolaires insistent sur la richesse de l'apport artistique, architectural et scientifique de l'islam. « La religion influence tous les aspects de la vie musulmane », précise l'un d'eux. Certains livres, franchissant les siècles, évoquent « la deuxième religion de France ». En enseignant ce chapitre, M^{me} Dumond, professeur d'histoire au collège Paul-Bert de Savigny-sur-Orge (Essonne), entend « que les élèves perçoivent positivement leurs différences et s'acceptent mutuellement ». « Mais en aucun cas nous n'étudions l'islam en tant que religion, précise-t-elle. Je n'ai ni l'envie, ni la capacité d'expliquer la foi. »

M^{me} Dumond a visité l'Institut du monde arabe et la Mosquée de Paris avec ses élèves. Cyril, douze ans, a fait un exposé sur le pèlerinage de La Mecque et cite de mémoire les « cinq piliers » de l'islam. Clotilde va jusqu'à proposer l'instauration de congés scolaires pour la naissance du Prophète, comme pour Noël, bien qu'elle ne semble pas apprécier « la volonté de supériorité des filles qui portent le voile ».

Ces quelques signes d'adaptation du système scolaire, ou de sa capa-



Une jeune institutrice : « Je ne peux exiger que l'élève me choisisse contre ses parents. »

cité à improviser, ne peuvent toutefois masquer l'essentiel : l'école française n'a pas été préparée pour traiter la question islamique. Pas facile, en effet, de se repérer, entre Radia, seize ans, qui, comme la plupart des élèves maghrébines, ne connaît de l'islam que le Ramadan et vient au lycée maquillée et vêtue du dernier top à la mode, et Farida, élève de terminale, qui jure qu'elle tient plus à son foulard qu'à

sa scolarité. « Elles sentent que les gens ne sont pas à l'aise avec l'islam, qui fait partie de leur identité », commente M^{me} Anne-Marie Delcamp, professeur d'arabe au lycée Paul-Eluard de Saint-Denis, au nord de Paris, et auteur d'un récent livre sur Mahomet. « Des élèves qui n'ont aucune culture islamique sont désarmés pour répondre aux arguments tout faits des prosélytes. Il faut leur donner les moyens intellectuels de contester. » C'est en me prêtant des livres et en discutant que mon prof d'anglais m'a aidé à sortir de l'emprise des « frères musulmans » et à revenir en classe », confie Nasser Ramadan, dix-sept ans, vice-président de la Fédération indépendante et démocratique lycéenne (FIDL) et militant de SOS-Racisme.

Mais l'éducation nationale ignore cet aspect du problème. Elle continue d'entretenir des dispositifs spécifiques pour « immigrés », alors que la plupart des enfants concernés sont nés en France et relèvent de la même stratégie de lutte contre l'échec scolaire que les élèves français d'origine issus des catégories sociales comparables. « L'éducation nationale a toujours traité le problème de l'intégration des enfants d'immigrés sous un angle marginal. Aujourd'hui, la marge nous saute à la figure. C'est le retour du refoulé », remarque M. Alain Seksis, chargé des questions scolaires au Fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leurs familles (FAS).

Un arsenal des années 70

Pour l'essentiel, l'arsenal éducatif date des années 70, lorsqu'il était question de préparer les enfants au retour dans les pays d'origine. On a donc créé des cours de « langues et cultures d'origine », assurés pendant les heures normales d'école, par des instituteurs étrangers qui appliquent des programmes non contrôlés, comprenant parfois l'apprentissage du Coran (le Monde du 23 novembre). Quant aux classes d'initiation (CLIN) conçues pour enseigner le français aux nouveaux arrivants, elles continuent de vivre dans le plus grand isolement (voir ci-contre). Ce dispositif a survécu à 1981 sous couvert du « respect du droit à la différence », alors de mise à gauche. L'inertie administrative aidant, il n'a pas été remis en cause, depuis que domine le mot d'ordre d'intégration.

L'exemple de l'enseignement de la langue arabe est symbolique des ambiguïtés de la politique éducative. Elle est apprise aux seuls écoliers maghrébins par les maîtres de leurs pays d'origine, au détriment de l'horaire normal de classe. Mais elle ne figure pas parmi les langues vivantes étrangères qui, depuis cette année, font l'objet d'un « apprentissage précoce » dans certains cours moyens. Dans le secondaire non plus, l'arabe n'a pas acquis le statut de langue vivante à part entière (2) et beaucoup de bébés préfèrent étudier l'anglais ou l'allemand plutôt qu'une « langue d'immigrés ». M. Mohamed Boufeldja, vingt-sept ans, instituteur en CLIN, s'est senti « agressé » par les intervenants spécialisés du Centre de formation et d'information pour la scolarisation des enfants de migrants (Ceifem), lors de ses études à l'école normale d'instituteurs des Batignolles à Paris. « On

nous présentait toujours l'élève immigré comme un cas pathologique, une sorte de « mutant » affligé d'un « déficit linguistique » et d'un « handicap culturel », comme si les enfants d'ouvriers français ne présentaient pas les mêmes symptômes. Ce regard clinique avait de quoi faire fuir les futurs instituteurs. On glissait sur des statistiques mais jamais sur les moyens matériels d'assurer la réussite scolaire. » Les enfants de l'immigration en ont assez qu'on cultive leur différence et qu'on leur demande automatiquement s'ils mangent du porc », réchort une de ses collègues, beur elle aussi, en se référant à sa propre enfance.

Ghettos ethniques

L'effet foulard serait-il le fruit de cette politique ? Le moins que l'on puisse dire est que l'institution scolaire n'a pas de discours clair sur la « gestion » des différences. Après les avoir magnifiées mais marginalisées, elle est tentée de les combattre au nom de la laïcité. La constitution de véritables ghettos ethniques dans certaines écoles, parfois encouragée par les municipalités, ne suscite guère de résistance de la part des autorités scolaires. Désarmés, mal informés, certains enseignants et parents ont cédé au vent de panique qui a suivi l'affaire de Creil.

Le président d'une association de parents d'élèves, de gauche, a sursauté en entendant l'un de ses adhérents proférer de violentes menaces d'exclusion à l'encontre des immigrés. Un instituteur jure qu'il déchirerait le voile si, par malheur, il s'en présentait un dans sa classe. Une enseignante fantasme sur la « guerre civile » que déclencherait dans son lycée la prolifération des foulards. Plus serein, M. Alain Bourgaud, formateur au Ceifem de Versailles, estime que « l'affaire a amené à parler de choses qu'on vivait et dont on ne parlait pas. L'anxiété des enseignants s'est exprimée par des réactions et des comportements qui ont coincé alors qu'ils se défendaient particulièrement pour la promotion de ces élèves ». Un autre enseignant a constaté un « dévouement assez malsain » dans sa salle de professeurs : « Tous les lieux communs sur les dangers de l'islam et sur les immigrés, facteurs d'échec scolaire, tous les malaises de notre école sont ressortis. » Il faudra sans doute quelque temps et pas mal d'imagination pour recoller les morceaux.

PHILIPPE BERNARD

(1) Il s'agit d'une estimation correspondant au nombre d'élèves de nationalité algérienne, marocaine, tunisienne ou turque, compte non tenu des enfants de la deuxième, voire troisième génération qui sont de nationalité française. Le taux est nettement supérieur en Ile-de-France et dans l'académie de Lyon. Il n'existe évidemment aucune statistique officielle sur les origines religieuses des élèves.

(2) Le rapport de M. Jacques Berque, remis en 1985 à M. Jean-Pierre Chevènement, qui préconisait l'intégration des langues de l'immigration parmi les enseignements fondamentaux de l'école élémentaire, une « initiation à la pluralité des civilisations du monde » pour tous les élèves, et la diversification des langues proposées dans le secondaire, notamment dans les lycées professionnels, est resté lettre morte.

Un village à l'heure turque

« Moi, pas gâteau ; moi garçon... »
Les enseignants de Tenay (Ain) ne sont pas les moins désemparés par la présence de nombreux immigrés dans la commune.

TENAY (Ain)

de notre envoyé spécial

Lorsque le soleil disparaît derrière la crête de la montagne, Tenay prend des allures de bourg fantôme. La silhouette dépenalisée des anciennes usines textiles, leurs cheminées inertes s'enfoncent dans la nuit. Sur l'étroite route nationale qui déchire le village, les semi-remorques poursuivent cependant leur ballet incessant. Autrefois, on ne se contentait pas de passer par Tenay, on s'y arrêtait. Des générations de Savoyards et d'immigrés, italiens, espagnols, maghrébins ont fait tourner les filatures, jusqu'à leur fermeture récente. Les enfants de l'école ont découvert, voici quelques années, que 63 % d'entre eux avaient une ascendance transalpine. Depuis deux ans, pris de la moitié des élèves sont turcs. Tenay, 1 200 habitants, a perdu ses emplois, mais a dû accueillir de nouveaux immigrés. Non francophones, ruraux et musulmans : triplement désarmés. Elle ne les a pas encore acceptés.

Désarmés « comme des Martiens », selon l'expression d'un enseignant, les Turcs ont simplement été attirés par la présence à Tenay de nombreux logements déertés depuis la disparition du textile. L'occasion pour les ouvriers immigrés de faire venir la famille restée au pays. Ces longues bâtisses cantanières, construites en bordure des usines, faisaient sans doute figure de palais pour le prolétaire de la fin du siècle dernier. On a peine à les croire encore habitées aujourd'hui, avec leurs murs lépreux et leurs escaliers ouverts au vent glacé. Deux femmes voilées, enveloppées dans de longues jupes colorées, étendant le linge : les hommes travaillent dans le plastique à Oyonnax et ne rentrent qu'en fin de semaine : les enfants sont à l'école, le seul endroit où s'opère un mélange, pas toujours en douceur.

Lorsqu'un matin de juin dernier, un homme excité a pénétré dans la cour de récréation, puis a injurié et frappé Meryem, une élève turque, devant tous les enfants du bourg, l'école a vacillé sur ses certitudes.

L'agresseur avait été chargé par le père de sa victime de la surveiller pendant la semaine. Il n'avait pas supporté de la voir jouer au ballon, d'autant que la fillette avait le nez promené et ne devait donc plus pour comme une enfant. L'enquête qui a suivi ces violences a révélé que Meryem n'avait pas onze ans, comme l'indiquait son état civil officiel, mais sans doute quatorze ou plus, ce qui était évident pour son instituteur. « Ils trichent sur les dates pour prolonger les allocations », murmure-t-on depuis lors, comme pour alléger le climat.

Des enfants « ingouvernables »

La petite ville se prend à frissonner au récit de « leurs » méfaits : les Turcs, dit-on, se bégayent entre familles rivales. Ils monopolisent le travail public pour fouler le laine, au point que la municipalité a préféré la fermer. Et les fleurs cueillies au cimetière pour être offertes à la maîtresse d'école ne font soulever personne. Le jeune maître socialiste, professeur au collège voisin, se plaint de ne pas être aidé par l'Etat pour créer des équipements sociaux, mener une politique de logement, et il s'alarme d'un projet de suppression de la brigade locale de gendarmerie. « On est peut-être au bout du rouleau pour l'intégration des étrangers », constate-t-il.

La malaise n'épargne même plus les enseignants. « J'ai tout fait pour les immigrés. Mais jusqu'à présent, ils ne me le rendent pas. Les parents souhaitent la réussite de leurs enfants, ils m'ont sur l'école. Les Turcs, eux, viennent le jour de l'inscription et disparaissent ensuite », commente M^{me} Jacqueline Di Carlo, directrice de l'école élémentaire depuis quatorze ans. Difficile à gérer, cette population peut s'absenter plusieurs semaines sans prévenir et semble ne pas porter le moindre intérêt au travail scolaire. Le vendredi matin, jour de marché et de la permanence de l'assistante sociale, plusieurs enfants marquent la classe pour servir d'interprètes à leur mère. En gymnastique, quelques fillettes refu-

sent de faire des exercices. L'école laïque et obligatoire ferme les yeux.

Gilles Morellet, vingt-huit ans, instituteur, ignore tout de la Turquie, de l'islam, et des méthodes d'enseignement du français pour enfants étrangers lorsqu'il a été parachuté sur Tenay par les soins de l'éducation nationale, à sa sortie de l'école normale en septembre 1987. Il fallait alors scolariser d'urgence les enfants des familles turques qui venaient d'emménager dans les cités. Certains n'avaient jamais fréquenté d'école, pas un seul ne parlait un mot de français. On les a rassemblés dans une classe d'initiation (CLIN), passerelle théorique vers une scolarité normale. « La première année, j'ai fait comme j'ai pu, se souvient M. Morellet, avec une méthode audiovisuelle de français conçue dans les années 60. Je me suis trouvé en face d'une douzaine d'élèves en début d'année, une trentaine au mois de juin, âgés entre six et... seize ans, car le collège n'accueille pas les grands. Les enfants voulaient parler entre eux, s'agitaient et paraissaient ingouvernables. »

Pour toute aide, l'instituteur de la CLIN doit compter avec les rares visites d'un inspecteur et la compassion des collègues. « J'ai découvert au bout d'un an qu'il existait un livre de lecture correspondant à la méthode audiovisuelle », raconte l'instituteur, qui avoue « en avoir bavé ».

Usé après deux années de CLIN, Gilles Morellet a obtenu sa mutation. Juste au moment où il quittait ses élèves turcs, il a assisté à une conférence pédagogique sur... l'islam et le statut des femmes, puis a été logiquement remplacé par une jeune normalienne qui repart à zéro, avec une partie de ses élèves.

En principe, la plupart des enfants devraient accéder, à une classe normale, au moins pour certaines leçons, après un an de « recyclage ». Mais l'organisation rigide de l'école, le manque de formation des maîtres et les tâtonnements de l'apprentissage du français en décident souvent autrement. « Il ne faudrait pas

laisser les enfants étrangers continuellement entre eux. Comment peuvent-ils apprendre efficacement le français ? » remarque M. Di Carlo, l'inspecteur départemental spécialisé. Pour les enfants de la CLIN, c'est pourtant le cas, non seulement pendant les heures normales d'école, mais le mercredi matin, lorsque les enfants turcs de Tenay assistent au cours de « langue et culture d'origine » (LCO) donné, dans les locaux des sapeurs-pompiers, par un instituteur turc rémunéré par la Turquie. M. Kadir Cengiz ne parle pas le français, et les inspecteurs de l'éducation nationale ne peuvent ni l'aider ni le contrôler.

Dans ce contexte proche du ghetto, à la maison comme à l'école, l'intégration marque le pas. Les institutrices prient l'ouverture, mais, désarmées, elles sont réduites à l'improvisation. Lorsqu'une fillette est arrivée un matin avec un foulard islamique, la directrice lui a demandé si elle avait froid. L'après-midi, l'élève est revenue tête nue. Plus récemment, un enfant turc de six ans a refusé de participer à la confection d'une tarte. « Moi, pas gâteau ; moi, garçon ! », a-t-elle répondu, estomaquée, l'institutrice. Là encore, la stratégie des yeux fermés s'est révélée efficace.

Dans la cour de récréation, enfants turcs et français ne se mélangent guère. Pourtant, des Noël dernier, les premiers signes d'un rapprochement sont apparus : les habitants de Tenay ont applaudi des femmes turques dansant pour la fête des écoles. Les institutrices veulent aussi travailler à l'approche de la culture : on lisait aux élèves des contes de tous les pays. Dernière raison d'espérer, et non la moindre : une petite Turque figure parmi les meilleures élèves de son CM2. Reste à convaincre ses parents qu'il faut poursuivre en sidième. Sa sœur aînée, treize ans, ne s'est jamais présentée au collège, malgré l'intervention des gendarmes. Depuis qu'elle ne fréquente plus l'école, elle ne sort plus des cités, dit-on, que le visage enveloppé d'un foulard.

Ph. Ba.

SOCIÉTÉ

et la politique du gouvernement

Une école islamique sous contrat avec l'Etat

L'imam, l'institutrice et le Prophète

SAINT-DENIS
(île de la Réunion)

de notre envoyé spécial
Derrière le porche ocre, la cour résonne de pépiements joyeux. Une nuée de gamins s'acharne à coups de pied sur un vieux ballon asthmatique, tandis que les filles papotent sous les arbres. Créée en 1945, en plein centre de Saint-Denis, la medersa est une école islamique, sous contrat avec l'Etat depuis 1977. Six enseignants — dont cinq sont musulmans — payés par l'éducation nationale dispensent aux cent quarante-six élèves (de la maternelle au CE2) ce que le jargon de l'école appelle « l'éducation française ». C'est-à-dire le programme en vigueur dans tous les établissements de France et d'outre-mer. L'éducation religieuse est l'affaire des imams. Entre deux cours, à raison d'une heure par jour, les classes montent à tour de rôle à l'étage pour recevoir la « science de Dieu ».

La plupart des enfants restent après seize heures pour parfaire leur connaissance du Coran. Les petits de la maternelle comme les grands du CE2 ont ainsi, au total, une dizaine d'heures hebdomadaires d'enseignement islamique. En dehors des horaires scolaires, la medersa reçoit de nombreux autres élèves âgés de quatre à vingt ans. Les plus âgés arrivent des cinq heures et demie du matin : ils étudient les hadith du Prophète avant de rejoindre leurs lycées. L'essentiel des sept cent soixante élèves actuellement inscrits viennent du sud, entre seize et dix-huit heures. A ce moment-là, une pieuse cacophonie s'échappe de toutes les salles de classe et se répercute dans les couloirs jonchés de chaussures.

Dans l'une des pièces, les plus petits s'initient à l'alphabet arabe. En face, ils sont à peine plus âgés mais décryptent déjà, avec une apparente aisance, les

pages de leurs livres. Les dix-huit imams employés par la medersa se sont répartis les jeunes en fonction de l'âge, mais aussi des spécialités étudiées : Coran, jurisprudence islamique, vie des prophètes, croyance islamique... Assis à de petits pupitres, garçons et filles mélangés répètent en chœur et à l'écrit les phrases qu'un imam barbu extrait du livre saint. Dans un coin, tournant le dos à l'assistance, un garçonnet d'une dizaine d'années, la tête entre les mains, psalmodie à haute voix. « Ils sont quarante à apprendre comme lui le Coran par cœur », précise Khalil Ravat, l'imam directeur de l'école, visiblement fier de ce zèle musulman.

« C'est simple, Dieu nous aide »

La trentaine massive, collier de barbe et calotte sur le crâne, Khalil Ravat est, lui-même, un ancien élève de la medersa. Sa nomination a coïncidé avec l'essor que connaît actuellement l'école. « Il y a cinq ans, la medersa ne comptait que cent cinquante élèves. Aujourd'hui, nous avons des projets d'agrandissement pour en accueillir un millier », dit-il, persuadé que ce succès est dû à l'arrivée d'enseignants francophones. Des Réunionnais qui, comme lui, sont allés poursuivre leurs études islamiques en Inde ou en Arabie saoudite. L'école coranique est aussi gratuite que « l'école française », comment ces imams sont-ils rémunérés ? « C'est simple, Dieu nous aide », répond M. Ravat, allusion sibylline au rôle de l'association qui regroupe la plupart des vingt mille sunnites de l'île et qui gère, outre la medersa, les mosquées de Saint-Denis.

Directrice de l'école primaire, Rabia Adam confirme que seules les capacités d'accueil freinent le développement. Actuellement sous contrat simple, l'école a demandé au recto-

rat à bénéficier d'un contrat d'association. Elle espère ouvrir d'autres sections jusqu'au CM2, afin de répondre aux demandes de plus en plus nombreuses de parents qui souhaitent voir leurs enfants éduqués dans une culture musulmane. Certes, les inspecteurs vous le diront, la séparation entre le laïque et le religieux est scrupuleusement respectée. « Nous voulons que les enfants soient à la fois de bons Français et de bons musulmans », déclare l'imam directeur. Néanmoins, toute l'école baigne dans une certaine atmosphère. Les institutrices donnent des conseils sur l'alimentation et sur la façon de s'habiller. Le pantalon pour les filles, mais pas forcément le foulard, en tout cas pas avant le CE2. « Nous leur inculquons le respect des autres, des grands et surtout des parents. C'est une éducation assez stricte », reconnaît Rabia Adam.

Lorsqu'elles entrent au collège, les filles portent bien évidemment le foulard. « C'est obligatoire », rappelle Khalil Ravat, en feuilletant le saint Coran à la recherche de la preuve irréfutable. Mais il ajoute, sur le ton de l'évidence : « Elles assistent à tous les cours ». Il est vrai que, à la Réunion, la tolérance se vit au quotidien dans la cohabitation naturelle d'ethnies et de religions différentes. Des foulards sur les têtes des écolières n'ont jamais ému personne. « Ici, c'est un faux problème », estime M. Ravat. L'attachement au mental de la Fédération de l'éducation nationale (FEN) partage cet avis : « La Réunion vit avec son histoire, il y a des adaptations à la laïcité ». Suivant la consigne ministérielle, le recteur a entrepris le recensement des enseignantes qui porteraient le voile dans l'île. Il y en a, bien sûr. Mme Adam, directrice musulmane de la seule école primaire coranique de France, n'en fait pas partie.

JEAN-JACQUES BOZONNET

Il n'existe qu'un seul établissement confessionnel subventionné par l'Education nationale

Est-il possible de créer des écoles islamiques en France, comme il existe des établissements catholiques ou juifs ? La question revient régulièrement depuis le début du débat sur les foulards. Si les musulmans étaient exclus de l'école publique, elles auraient tôt fait de retrouver dans des écoles confessionnelles, craignent certains. Aujourd'hui, si de nombreuses écoles coraniques payantes fonctionnent dans les mosquées en dehors des horaires scolaires (mercredi, samedi et dimanche), il n'existe pas d'école musulmane donnant un enseignement général. A quelques exceptions près, comme le cours privé Montesquieu à Joinville-le-Pont (Val-de-Marne) et l'école musulmane de Saint-Denis-de-la-Réunion, le seul établissement musulman à être subventionné par l'Etat par le biais d'un « contrat simple » de la loi Debré (lire notre reportage ci-dessus).

Le cours Montesquieu, dirigé par un musulman français conseiller du recteur de la mosquée de Paris, M. Hadj Eddin San, dispense un « enseignement multiconfessionnel » à cent trente élèves, musulmans pour la plupart, mais majoritairement non pratiquants, dont les parents ont le souci de transmettre une culture religieuse. Il ne bénéficie d'aucune subvention publique. En 1978, M. San avait déposé une demande de contrat avec l'Etat pour la création d'un « lycée international afro-asiatique » à Créteil ; il a retiré cette demande en 1982 pour créer un lycée musulman. En vain à chaque fois, car la législation exige que l'établissement ait cinq années d'existence pour que le dossier soit examiné. Le contrat exige aussi l'accueil de tous les enfants sans distinction, le respect des programmes et horaires en vigueur dans l'enseignement public et, pour le contrat d'association, l'existence d'un « besoin scolaire reconnu » notion qui peut donner lieu à des interprétations diverses. Mais il

n'oblige pas à respecter la mixité des élèves et n'empêche nullement l'organisation de cours d'éducation religieuse facultatifs (et non subventionnés).

Selon M. Daniel Youssouf Leclerc, président de la Fédération nationale des musulmans de France, seules l'absence de ressources financières et l'insuffisance des compétences ont empêché jusqu'à présent les musulmans de créer leurs écoles, d'autant que les pays musulmans ne se bousculent pas pour financer de tels établissements.

Un musulman français sur deux n'en veut pas

Le sondage IFOP-Le Monde-L'Express apporte plusieurs éclairages intéressants sur l'islam et l'école. Si la perspective de créer des écoles privées islamiques est perçue défavorablement par une large majorité de Français (63 %), l'opinion sur cette question varie beaucoup selon l'appartenance politique. 34 % des sympathisants socialistes approuvent cette perspective, mais seulement 22 % des communistes, 26 % des électeurs du RPR et 19 % de ceux du Front national. Réponses non dénuées d'ambiguïté si l'on considère que l'acceptation des écoles privées islamiques peut traduire soit un sentiment de tolérance, soit une volonté d'exclusion.

On peut rappeler, par ailleurs, qu'un moment de la question scolaire de 1983-1984 71 % des Français se déclaraient favorables à l'existence de l'enseignement privé ; ils ne sont plus que 27 % à confirmer aujourd'hui ce point de vue, s'agissant d'écoles privées musulmanes. Et les catholiques pratiquants ne se distinguent pas de la moyenne générale.

L'opinion des musulmans sur cette question dépend souvent de leur nationalité : 49 % de ceux qui sont français se prononcent contre la création d'écoles islamiques.

ments en France : « Si on en avait les moyens, on aurait enlevé nos filles des écoles publiques », assure-t-il. Au ministère de l'Education nationale, on rappelle que 95 % des élèves de nationalité étrangère sont scolarisés dans l'enseignement public, et on assure qu'aucune demande de contrat concernant un établissement confessionnel musulman n'a été déposée récemment. Une éventuelle demande de ce genre, précise-t-on, a bien peu de chance d'aboutir dans le contexte actuel.

Ph. Be.

La solidarité des juifs à propos des cantines

A propos du respect des interdits alimentaires dans les cantines scolaires des écoles publiques, l'opinion des Français varie très fortement selon l'âge, la profession et l'appartenance religieuse. 54 % des moins de vingt-cinq ans défendent la tolérance dans ce domaine, mais 24 % seulement adoptent cette position chez les plus de soixante-cinq ans. Les ouvriers et surtout les agriculteurs sont très hostiles au respect des interdits alimentaires, se démarquant ainsi des cadres et des employés.

Enfin, on constate une sorte de solidarité des religions minoritaires en France sur ce problème : si 72 % des juifs et 47 % des protestants veulent que soient respectées les règles alimentaires de l'islam, 34 % des catholiques seulement prêchent la tolérance en la matière.

La réunion du comité interministériel sur l'immigration

M. Rocard : intégrer sans tapage

M. Michel Rocard a présidé, jeudi 30 novembre en fin de matinée, à l'hôtel Matignon, un comité interministériel consacré à la politique d'intégration des résidents d'origine étrangère. Le premier ministre devait annoncer la mise en place d'un comité interministériel permanent chargé de coordonner, en ce domaine, l'action gouvernementale et administrative, sous la direction d'un secrétaire général directement rattaché à l'hôtel Matignon. M. Rocard fera vraisemblablement une communication sur ses orientations, mercredi prochain, devant le conseil des ministres.

De même que la question de la place de la religion musulmane dans la société française ne pourra pas être réglée à coups de circulaires ministérielles sur le port du foulard islamique à l'école, le problème de l'intégration des immigrés et de leurs familles dans la communauté nationale ne pourra pas être résolu à coups d'incantations ou de gadgets.

C'est à partir de ce postulat réaliste que le ministre de l'Intérieur et le ministre de la Solidarité nationale se sont fermement opposés, ces dernières semaines, à l'idée de créer un ministère de l'intégration, comme le proposait, en particulier, M. Harlem Désir. Et il semblait, au moment où le premier ministre prenait personnellement en main ce dossier, que le point de vue de M. Pierre Joxe et Claude Evin ait facilement convaincu M. Michel Rocard de ne pas céder aux pressions exercées, jusqu'au dernier moment, non seulement par SOS-Racisme mais aussi par d'autres associations proches du PS, allant parfois jusqu'à réclamer la nomination d'un beur à la tête de cet éventuel ministère. Le premier ministre était plus enclin à s'aventurer dans un processus législatif. Sur ce point aussi, M. Harlem Désir, qui préconisait une loi-cadre, n'a pas suscité d'enthousiasme à l'hôtel Matignon.

M. Rocard préfère privilégier l'action sur le terrain, sans tapage. Le comité permanent traitera, au rythme de deux réunions par semaine, des dossiers concrets : éducation, logement, etc.

Le témoignage de M. Benassayag

Le témoignage d'un autre dirigeant socialiste a posé dans la balance, celui de M. Maurice Benassayag, déjà confronté, concrètement, à un authentique problème d'intégration en sa qualité de délégué national aux rapatriés. Responsable politique de

l'insertion des rapatriés de confession islamique, et notamment des anciens harkis et de leurs enfants, ce conseiller d'Etat, lui-même rapatrié d'Algérie, est bien placé pour mesurer le bilan négatif de la politique spécifique menée, depuis 1962, de secrétariat d'Etat en secrétariat d'Etat, en faveur de cette communauté dont beaucoup trop de membres restent encore marginalisés. « Je me suis opposé, moi aussi, à la création d'un ministère de l'intégration parce que j'ai appris, par expérience, que le fait de créer des structures spécifiques, en substituant des règles particulières au droit commun, n'aboutit qu'à entretenir les problèmes sans vraiment les résoudre, nous déclarait-il, mercredi 29 novembre. Ce qu'il faut, c'est trouver des compléments au droit commun et non créer des structures pour servir de substitut, généralement sans résultat. »

L'installation d'une cellule interministérielle permanente qui aura pour mission de faciliter l'intégration des immigrés en orchestrant le travail des ministères et des administrations s'inspirera, d'ailleurs, du nouveau dispositif conçu cet été en faveur des rapatriés d'origine nord-africaine. Après la diffusion des quatre circulaires présentées par M. Evin lors du conseil des ministres du 30 août (le Monde du 6 septembre), M. Joxe a pu constater, à l'occasion d'une réunion de tous les préfets métropolitains, le 7 novembre à Paris, les premiers effets positifs de l'application décentralisée du plan gouvernemental.

Des considérations plus politiques militaient aussi pour une structure plus légère qu'un ministère de l'intégration : le souci de ne pas alimenter davantage les controverses sur l'immigration au seul profit du Front national ; la crainte de donner aux Français l'impression de privilégier le traitement social d'une communauté déjà victime de sa mauvaise image ; le risque de déclencher une « guerre » des associations concurrentes, sans parler des escalades prévisibles à l'Intérieur même du Parti socialiste avant le congrès de Rennes...

Un projet global

Mais au-delà de cette première réponse au débat national ouvert par les foulards de Créil et envahissant par le regain du Front national aux élections législatives partielles, le gouvernement paraît décidé à engager une politique d'intégration globale. Il y est poussé, en tout cas, par le ministre de l'Intérieur. Il est ainsi question d'un plan pour « casser les ghettos » en incitant les familles d'immigrés à sortir de l'isolement géographique où les confinent souvent les contraintes de l'habitat. Il semble acquis que le ministère de

l'Intérieur va à la fois accentuer la répression de l'immigration clandestine et accélérer les procédures de naturalisation pour les immigrés dont le maintien en France est devenu inéluctable dès lors qu'ils sont parents d'enfants nés français et destinés à vivre dans notre pays.

M. Joxe et Benassayag œuvrent, parallèlement, à faire en sorte que la gestion de l'islam en France, dominée jusqu'à présent par des organisations d'obédiences étrangères, incombe un jour aux Français musulmans, qui forment aujourd'hui une communauté de huit cent mille personnes, dont le nombre atteindra avant dix ans un million cinq cent mille environ.

En revanche, rien de tout cela ne sera sans doute suffisant pour contrecarrer les thèses démagogiques de l'extrême droite, si, de leur côté, les partis attachés aux institutions républicaines ne parviennent pas à combler le vide militant qui entretient leur discrédit dans les zones urbaines à forte concentration d'immigrés. Là où la gauche a laissé en déshérence le milieu associatif et où l'ancrage électoral du Front national est à la mesure de la désaffection de beaucoup de « petites gens », comme dit M. Stirling, instinctivement portées vers n'importe quel illusionnisme.

Et s'il faut des références pour essayer de convaincre ces électeurs déboussolés qu'un vote pro-Le Pen ne saurait être assimilé à une simple expression de mauvaise humeur contre les immigrés sans danger pour l'avenir démocratique de la communauté nationale, il en est une que les circonstances imposent : le rappel de ce que disait un député qui s'exprimait avec beaucoup de sollicitude pour les musulmans à l'époque où l'Algérie était encore la France, un 29 janvier 1958, à la tribune de l'Assemblée nationale : « J'affirme que dans la religion musulmane rien ne s'oppose, au point de vue moral, à faire du croyant ou du pratiquant musulman un citoyen français complet. Bien au contraire. Sur l'essentiel, ses préceptes sont les mêmes que ceux de la religion chrétienne, fondement de la civilisation occidentale. D'autre part, je ne crois pas qu'il existe plus de race algérienne qu'il n'existe de race française. Il y a une collectivité que les us et les coutumes ancestraux séparent à la fois du monde moderne et de la collectivité d'origine métropolitaine. Offrons aux musulmans l'entrée et l'intégration dans une France dynamique, dans une France conquérante. Au lieu de leur dire, comme nous le faisons maintenant : « Vous nous coûte trop cher, vous êtes un fardeau », disons-leur : « Nous avons besoin de vous, vous êtes la jeunesse de la nation ! » Ce député s'appelait Jean-Marie Le Pen.

ALAIN ROLLAT

CE MOIS-CI DANS SCIENCE & L'AVENIR

UN GRAND DOSSIER A QUOI SERVENT LES MATHS ?

UNE ENQUÊTE INÉDITE : LES FRANÇAIS ET LA SCIENCE

MALADIE D'ALZHEIMER : LA RECHERCHE MOBILISÉE

DÉFORESTATION : LE CANCER DES TROPIQUES

PHYSIQUE : LA GUERRE DES BOSONS

Pas de foulard à l'hôpital

Le Conseil d'administration du Centre hospitalier régional de Dijon (Côte-d'Or) a décidé de ne pas accepter une jeune femme médecin, de confession musulmane, qui veut porter le foulard islamique dans les services hospitaliers où elle désire suivre un enseignement spécialisé, à-t-on appris auprès du directeur général du CHR.

Originaire d'Afrique du Nord, cette jeune femme, qui prépare un diplôme de spécialisation, avait présenté les médecins chefs de service qu'elle voulait porter le foulard islamique au cours de ses stages en hôpital. Devant la réticence de plusieurs chefs de service, la commission médicale d'établissement avait été saisie et avait émis une réponse négative.

Le directeur général du CHR, M. Raymond Montalban, avait alors demandé à cette jeune femme de réviser la tenue en vigueur dans l'établissement, en lui proposant de porter soit une coiffe d'infirmière, soit un bonnet de chirurgien.

Devant son refus, le conseil d'administration a été saisi. Se plaçant sur le plan strictement technique et médical, il a décidé de ne pas accepter la jeune femme dans les services avec son foulard.

SOCIÉTÉ

L'islam en France

« La laïcité ne peut être négociée »

affirme M. Lionel Jospin à l'Assemblée nationale

L'avis du Conseil d'Etat à propos du port de signes extérieurs religieux à l'école ne semble pas avoir totalement contenté M. Pierre Mazeaud, député RPR (Haute-Savoie), lors de la séance des questions au gouvernement, demandant à M. Lionel Jospin, ministre de l'Education nationale, de déposer un projet de loi donnant « un contenu à la laïcité ».

Le ministre a tout d'abord expliqué qu'il se félicitait de l'avis du Conseil d'Etat qui pose « les principes » des actions des chefs d'établissement confrontés au problème soulevé par l'affaire du « voile coranique ».

« L'avis du Conseil d'Etat, a-t-il ajouté, ne crée nullement une laïcité à la carte, puisque les principes qu'il pose doivent être scrupuleusement respectés partout, les chefs d'établissement n'en fixant que les modalités d'application, en tenant compte des comportements individuels et collectifs des élèves et de leur famille. Qui pourrait le faire à leur place ? »

M. Jospin a estimé qu'il n'était nul besoin de légiférer en la matière. Une circulaire préparée par ses soins « élaborée en concertation avec tous les acteurs du système éducatif » — sera soumise le 12 décembre au Conseil supérieur de l'Education nationale. « Elle rappellera l'esprit de la laïcité, le respect impératif des enseignements obligatoires, l'obligation de neutralité des enseignants — qui exclut le port du « foulard » — elle indiquera enfin les procédures prévues à suivre à l'égard des jeunes et des familles, pour aider les éta-

blissements à régler ces problèmes ».

« Contrairement à ce que vous dites, cela ne peut conduire qu'à une laïcité à la carte, qui saperait dans ses fondements un principe constitutionnel qui ne souffre pas d'exception. Comment peut-on prétendre que le port du voile est compatible avec la laïcité ? » a déclaré, un peu plus tard, M. Jean-Claude Lefort (PCF, Val-de-Marne). « Le contenu de la laïcité moderne n'est ni l'affaire des juges ni celle d'une circulaire. Là aussi, il faut une politique de gauche ! » a lancé le député communiste en direction des bancs du gouvernement.

« Il n'y a pas dans l'avis du Conseil d'Etat de recul sur la laïcité », a répondu M. Jospin. Le gouvernement défend la laïcité. L'Etat ne peut pas devenir partisan, plus de force encore, notre condamnation de tout prosélytisme et de toute propagande, et l'obligation pour les enfants de participer à l'ensemble des activités scolaires et de suivre tous les cours. La laïcité ne peut être négociée avec personne. Si ce débat n'était pas devenu passionnel, les chefs d'établissement et moi-même aurions pu résoudre avec plus de sérénité la question de l'exclusion des élèves qui portent de façon ostentatoire un signe religieux. Le Conseil d'Etat vient de déclarer que cela ne pouvait être fait de façon absolue et générale. « La laïcité est une affaire de principe », a-t-il ajouté.

Selon M. Khamenei, « l'islam, qui a mis en cause l'existence de l'Occident et les valeurs auxquelles il croyait depuis longtemps, menace sérieusement son avenir ».

La religion de l'épouse

Notre commentaire des tableaux du sondage IFOP sur l'islam en France à propos des « mariages mixtes » comportait une inexactitude. On ne peut pas dire en effet que « l'épouse d'un musulman devient automatiquement musulmane » : elle a le droit de conserver et de pratiquer librement sa religion. Il est vrai, en revanche, que ses enfants seront automatiquement musulmans et confiés à leur père en cas de répudiation ou de divorce. Comme il est vrai qu'elle ne pourra ni faire un testament en faveur de son mari ni hériter de celui-ci, sauf si elle se convertit à l'islam.

Il est vrai, d'autre part, que « l'époux de la musulmane doit être obligatoirement musulman ».

L'affaire du foulard est « une campagne contre l'islam »

affirme le guide de la République iranienne

Téhéran (AFP) — Le guide de la République islamique, M. Ali Khamenei, a estimé mardi 28 novembre que l'affaire du port du foulard islamique en France fait partie d'une campagne d'« endoctrinement » de l'Occident. « L'Occident et le capitalisme se sont donné la main pour faire face à l'islam », a-t-il ajouté.

Selon M. Khamenei, « l'islam, qui a mis en cause l'existence de l'Occident et les valeurs auxquelles il croyait depuis longtemps, menace sérieusement son avenir ».

Après le scandale de la « filière libanaise »

Le Conseil national suisse adopte un projet de loi réprimant le blanchiment de l'argent de la drogue

BERNE

de notre correspondant

Les responsables politiques suisses n'ont pas fini de tirer les enseignements du scandale de la « filière libanaise ». Cette affaire de recyclage de dollars, la plus grave jamais découverte dans la Confédération, avait entraîné la démission du ministre de la justice, M. Elisabeth Kopp. Quelques jours après la publication du rapport d'enquête, le Conseil national (chambre basse) a adopté, à l'unanimité, mardi 28 novembre, un projet de loi proposé par le gouvernement visant à réprimer plus sévèrement le blanchiment d'argent sale. Le Conseil des Etats (chambre haute), qui se prononcera prochainement, devrait adopter la même position.

Principale innovation de cette révision du code pénal, une peine pouvant aller jusqu'à cinq ans de réclusion et une amende de 1 million de francs suisses au maximum sont prévues pour « celui qui aura commis un acte propre à entraver l'identification de l'origine, la découverte ou la confiscation des valeurs patrimoniales dont il savait ou devait pressumer qu'elles provenaient d'un crime ». Des circonstances aggravantes sont même prévues dans trois cas au moins : si l'auteur du délit agit comme membre d'une organisation criminelle ; s'il fait partie d'une bande organisée pour se servir de manière systématique, au blanchiment d'argent ; s'il

réalise un chiffre d'affaires ou un gain important en se livrant au blanchiment d'argent par métier.

Jugeant ces nouvelles dispositions trop timorées, la gauche et certains députés du centre auraient souhaité aller plus loin, mais ils n'ont pas été suivis par la majorité. Ainsi, par 89 voix contre 86, le Conseil national a refusé d'introduire la notion d'association de malfaiteurs, inconnue en Suisse. Il a également rejeté par 124 voix contre 66 une proposition socialiste demandant d'insérer dans la loi la notion d'infraction par négligence comme le stipulait l'ancien projet. Une majorité « bourgeoise » lui a préféré une disposition moins contraignante permettant de poursuivre « le défaut de vigilance en matière d'opérations financières ».

A ce sujet, la nouvelle norme pénale précise que l'employé de banque ou de fonctionnaire qui, « professionnellement, aura accepté, conservé, aidé à placer ou à transférer des valeurs patrimoniales d'un tiers et qui aura omis d'en vérifier, conformément à la vigilance requise par la circonstance, l'identité de l'ayant droit économique, sera puni de l'emprisonnement pour une année ou plus ».

Pour apaiser certaines critiques, le gouvernement a rappelé que ces premières mesures seraient complétées dans une révision plus générale du code pénal qu'il soumettra au Parlement l'année prochaine.

JEAN-CLAUDE BUNIER

Sur commission rogatoire de deux juges d'instruction de la région parisienne

Deux cents policiers et gendarmes investissent la coopérative de Longo Mai

La coopérative agricole européenne Longo Mai, installée à Limans près de Forcalquier (Alpes-de-Haute-Provence) a été investie, mercredi 29 novembre, au lever du jour, par d'importantes forces de police et de gendarmerie (nos dernières éditions du 30 novembre), qui enquêtent sur le meurtre, en France, de deux militants kurdes.

NICE

de notre correspondant

L'ampleur des moyens mis en œuvre reste une énigme en regard de la minuscule affaire. Alors que l'opération était présentée comme « top secret », presque toutes les salles de presse de la ville ont été fermées, depuis la veille, de la rumeur selon laquelle plusieurs terroristes kurdes avaient été interpellés, à Limans.

Une rumeur qui, mardi soir, sur les ondes de Radio-Zincine, la radio de Longo Mai, fut commentée et démentie dans un ton fort de ruse. Cela n'a toutefois pas empêché certains quotidiens régionaux (le *Provençal*, le *Dauphiné libéré*) de publier l'information, dès mercredi, alors que rien n'avait été communiqué à l'extérieur de la coopérative. Car l'opération fut, en fait, lancée mercredi au petit matin avec la mise en place de 7 heures d'un important dispositif : un escadron de gendarmerie mobile, une compagnie de CRS, des gendarmes départementaux, des policiers de la PJ de Marseille et de Paris, des agents de la DST, des matrones-chiens et même un hélicoptère. Au total, près de deux cents hommes qui, après avoir bouclé le secteur,

pénétrèrent dans les trois fermes occupées par les coopérateurs ainsi que dans les studios de Radio Zincine, permettant ainsi aux enquêteurs de suivre en direct le début de la perquisition, avant l'interdiction des émissions.

Immédiatement, les policiers présentèrent deux responsables de Longo Mai, du moins à ceux qui étaient sur place puisque d'autres se trouvaient à Forcalquier et d'autres encore, notamment François Bouchard et Roland Perrot, deux des principaux responsables, à Paris.

La première commission rogatoire émanant d'un juge d'instruction de Bobigny (Seine-Saint-Denis), M. Alain Cadet, faisait référence à l'enquête concernant la séquestration et le meurtre commis, au mois de mai en Seine-Saint-Denis, d'une militante kurde. La seconde, signée par le juge Bruno Laroche de Paris, se rapportait à l'assassinat, perpétré en 1987 dans la capitale, d'un autre ressortissant kurde.

Un Turc

et trois Maliens

Les événements au Kurdistan et les luttes d'influence parfois sanglantes qui opposent les divers mouvements indépendantistes kurdes selon qu'ils sont turcs, iraniens ou encore irakiens, étaient donc bien à l'origine des investigations policières. Mais on était très loin de la rumeur de la veille qui faisait état de trois terroristes « planqués » à Longo Mai et qui seraient responsables d'un triple assassinat dont celui du secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan iranien (PDKI).

M. Abdul Raman Ghassemlou, commis en juillet dernier à Vienna, en Autriche.

Toujours est-il que les policiers emmenèrent sous bonne escorte en direction de Marseille où ils désinfectèrent la coopérative comme ils le font pour les lieux où ils trouvent des armes. Il s'agit d'un avocat de nationalité turque, M. Hussein Yildirim, qui séjournerait depuis quelques semaines à Longo Mai. Plusieurs fois arrêté dans son pays, soumis à la torture, M. Hussein Yildirim était sorti des prisons turques en 1984, grâce à l'action d'Amnesty International. Il avait trouvé officiellement refuge en Suisse il fut plus tard blessé aux Pays-Bas de deux balles au cours d'un attentat.

Les policiers ont, d'autre part, interpellé trois jeunes Maliens en situation irrégulière qu'ils ont transférés à la gendarmerie de Forcalquier où, en milieu d'après-midi, deux responsables de la coopérative, MM. Jacques Mallafosse et Mathieu Furet, furent également amenés pour y être entendus.

Tel était, mercredi en fin d'après-midi, le seul résultat apparent de l'opération au moment où les forces de l'ordre se retirèrent. En début de soirée, Radio Zincine reprenait le cours normal de ses émissions. Le sentiment des coopérateurs sur cette affaire et sur ses éventuelles retombées était alors bien établi : « On a voulu, en organisant une fuite et en lançant une opération policière « médiatisée », de grande envergure, discréditer une nouvelle fois Longo Mai et raviver l'action de solidarité que le mouvement kurde en faveur des minorités par le biais du CEDRI : le Comité européen de défense des réfugiés et immigrés qu'il a créé en 1982 ».

FRANÇOIS DE BOUCHONY

Un suspect s'étant plaint d'avoir été brutalisé

Deux inspecteurs parisiens sont suspendus

Deux inspecteurs de police du 19^e arrondissement de Paris ont été suspendus de leurs fonctions par le préfet de police, M. Pierre Verbrugghe. Cette décision provisoire — en l'attente d'une enquête approfondie de l'Inspection générale des services (IGS) dont les suites peuvent être judiciaires et disciplinaires — est intervenue après qu'un homme placé en garde à vue, dans la nuit du 15 au 16 novembre, se fut plaint de coups donnés par les deux inspecteurs. Suspecté dans une affaire de vol, l'homme avait été interrogé par les deux inspecteurs au commissariat du quartier des Grandes-Carrières alors que, précisément, à la préfecture de police, « l'affaire en question ne les concernait pas au premier chef ». « Des gâfles ont suivi », ajoute-t-on. Selon les deux inspecteurs, qui auraient reconnu les faits, le suspect était « arrogant et grossier ».

Après les accusations portées contre lui

Le maire de Nice dénonce un « montage politique »

NICE

de notre correspondant régional

Après les accusations portées contre lui, M. Jacques Médéric, maire (RPR) de Nice et président du conseil général des Alpes-Maritimes, a réagi dans une déclaration publiée, mercredi 29 novembre, par le journal *Nice-Matin*. Comme il l'avait déjà reconnu, il explique qu'il avait bien ouvert, momentanément, un compte à la Bank of California en 1980.

« Aujourd'hui (...), dit-il, la déclaration annonce que le compte de la Costa Real (une société panaméenne avec laquelle l'association « Nice-Opéra » avait passé un contrat en 1983) et celui de Jacques Médéric portaient le même numéro. C'est faux et vérifiable. Mon compte dans cette banque était le 342716 (1). D'autre part, quatre ans après son audition, j'apprends qu'un architecte nigériais, résident pendant quatre heures, a déclaré certaines choses aux douanes. Si vraiment les enquêteurs m'avaient cru coupable, ils m'auraient interrogé et n'auraient pas laissé jouer la prescription (2) (...). « Tout cela, estime le maire de Nice, sent le montage politique, cela transpire la haine. 354 maires sont poursuivis pour ingérence et on ne parle que de moi. » M. Médéric indique, par ailleurs, qu'il « n'est pas comptable de la gestion de l'Opéra » mais qu'il a connu à Los Angeles « l'homme qui animait la société Atlantis » (société ayant des bureaux à Los Angeles, dans

lesquels la Costa Real possédait une boîte aux lettres). Il m'avait écrit pour me demander si je connaissais des gens susceptibles d'être intéressés par son affaire. Une lettre qui date de six ans et que j'avais gardée dans un dossier. Elle a été saisie lors de la perquisition effectuée à mon domicile (...). « Je prends des coups de tous côtés, conclut le maire de Nice. Cela devient insupportable. En fait, le complot cherche à faire croire que mes amis se débarrassent de moi, que je me lasse et que je m'en aille. C'est un mauvais calcul : je me bats d'autant plus que je suis attaqué ».

Nice-Matin publie aussi une déclaration de M. Georges Marguerita, l'architecte, proche de M. Médéric, au domicile duquel les inspecteurs des douanes ont effectué une perquisition le 16 janvier 1986. M. Marguerita confirme les informations publiées par le *Monde* concernant, d'une part, la découverte, dans son coffre-fort, de plusieurs revolvers et, d'autre part, des mentions relatives au compte en banque de M. Médéric à la Bank of California et à la société Costa Real, qui figuraient dans son répertoire téléphonique. Il précise cependant qu'il s'agissait de vieux revolvers de collection, dont l'un d'eux venait de son père et « devait avoir fait la guerre de 14. Ils m'ont dit que c'était interdit et m'ont collé une amende de 20 000 francs. J'ai discuté le prix et ils ont finalement transigé à 10 000 francs ». Il souligne également : « Il n'y a strictement aucun lien entre ce compte [à la Bank of California], ni même la société Costa Real et moi-même. Je ne sais d'ailleurs pas ce qu'est cette société ».

G. P.

(1) Le numéro de compte de M. Médéric à la Bank of California était, comme l'a écrit le *Monde*, le 07531942.

(2) A la suite des découvertes faites par les douanes, le directeur des services fiscaux de Marseille avait demandé à sa hiérarchie de procéder à une vérification générale des comptes personnels de M. Médéric et de ceux des associations parisiennes de Nice. Cette demande avait été rejetée par M. Alain Juppé, alors ministre du budget.

Près de Saint-Quentin (Aisne)

Saisie de 25 kilos d'héroïne pure

Les policiers de l'Office central de répression du trafic illicite des stupéfiants (OCTIS) ont opéré, dimanche 26 novembre, une importante saisie — 25 kilogrammes d'héroïne pure — sur une aire de repos de l'autoroute A 26 près de Saint-Quentin (Aisne). Les enquêteurs, qui travaillaient depuis plusieurs mois sur une filière fonctionnant entre l'Asie du Sud-Ouest et la France, sont intervenus au moment où le passeur, chauffeur d'un camion immatriculé en Syrie, remettait la drogue dissimulée dans le véhicule à deux complices. Ceux-ci, deux ressortissants turcs, Sirtat Tabat et Gülers Selahattin, travaillaient pour le compte d'un commanditaire de nationalité pakistanaise, Siddique Hattji, qui a lui-même été interpellé après la saisie dans un hôtel parisien.

Les fausses factures de la SORMAE

Deux nouvelles inculpations visent le PCF

M. Pierre Culié, président de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, a prononcé, mardi 28 novembre, deux nouvelles inculpations dans l'affaire des fausses factures de la SORMAE, filiale de la Société auxiliaire d'entreprise (SAE) dans le Sud-Est.

La première vise Maurice Pierret, soixante ans, ancien PDG de la société Sud-Est. Equipement, bureau d'études lié au Parti communiste. M. Pierret est inculpé de faux et usage de faux en écritures de commerce, recel et complicité de ces délits, recel d'abus de biens sociaux et corruption. La seconde concerne M. Jean Simonetti, quarante ans, conseiller financier, inculpé de complicité et recel d'abus de biens sociaux.

Dès mars dernier, lors de leurs premières interrogatoires, les responsables de la SORMAE et de la SAE avaient cité Sud-Est Equipement — au même titre qu'Urlic Technic, lié au PS — parmi les bureaux d'études compromis dans le financement dans le financement des partis politiques.

AVERTISSEMENT

ÉTUDIANTS



LE BULLETIN-REPONSE PARAITRA DANS LE MONDE DU SAMEDI 2 DÉCEMBRE 1989

Innuméro daté dimanche 3 / lundi 4 décembre 1989

*Bac + 3 minimum obtenu courant 1990

En raison d'impératifs techniques, il nous est impossible de publier comme prévu, le bulletin de participation : LA BOURSE AUX STAGES DU MONDE CAMPUS le mercredi 29 novembre 1989. Sa publication est reportée au samedi 2 décembre 1989 (LE MONDE daté dimanche 3 / lundi 4 décembre 1989).

Nous vous rappelons qu'il est également possible d'obtenir ce bulletin de participation en écrivant à l'adresse suivante (**):

Le Monde
CAMPUS
Europe

LA BOURSE AUX STAGES
DU MONDE CAMPUS
BP 182
93261 LES LILAS CEDEX

**timbre remboursé sur simple demande.

Un clochard battu à mort par quatre vigiles lyonnais

LYON

de notre bureau régional

Quatre vigiles appartenant à une société de sécurité lyonnaise ont été arrêtés après avoir battu à mort, dans la nuit du 23 au 24 novembre un Algérien de quarante-deux ans, Abdelhak Bouafia. Guy Galligo, vingt-trois ans, Eric Bertrand, Alain Plet, vingt ans et Eric Fleury, vingt et un ans, ont été appréhendés par la section criminelle de la sûreté urbaine de Lyon, le 28 novembre. Ils sont passés aux aveux, et ils devraient être présentés au juge d'instruction le jeudi 30 novembre.

Selon les policiers, il ne s'agirait pas d'un crime raciste, malgré l'origine nord-africaine de la victime. Les vigiles, s'en seraient pris à l'homme « pour s'amuser ».

Judi 23 novembre, alors qu'il devait prendre le dernier bus pour rentrer chez son père à Oullins, dans la banlieue lyonnaise, Abdelhak Bouafia, qui vivait de mendicité et passait une bonne partie de son temps à boire dans la gare de Perrache, est accosté par l'un des vigiles chargés de surveiller la rampe de la gare.

Sans avertir la police, le vigile appelle deux de ses collègues qui emmènent l'homme, en voiture, dans la campagne où ils le passent à tabac. Un quatrièmement comparse les rejoint et participe aux violences. Deux vigiles décident, au milieu de la nuit, de ramener l'homme mourant dans un coin discret, en l'occurrence une cour de Vénissieux, où il sera découvert à 6 h 30 le vendredi matin, une demi-heure avant de décéder.

R. Ra.

maire de Nice
montage politique

Le maire de Nice, Jean-Claude Gissel, a annoncé hier soir, lors d'un conseil municipal, qu'il se présenterait à la mairie de la ville de Nice aux élections municipales de 1995. Cette annonce a été faite à l'issue d'une séance ordinaire du conseil municipal, qui s'est tenue à 19 heures à la mairie de la ville de Nice. Le maire a déclaré qu'il souhaitait continuer à servir la ville de Nice et qu'il se sentait honoré de pouvoir se présenter à la mairie de la ville de Nice. Il a également mentionné qu'il avait l'appui de la majorité du conseil municipal pour cette candidature.

Le maire de Nice, Jean-Claude Gissel, a annoncé hier soir, lors d'un conseil municipal, qu'il se présenterait à la mairie de la ville de Nice aux élections municipales de 1995.

Le maire de Nice, Jean-Claude Gissel, a annoncé hier soir, lors d'un conseil municipal, qu'il se présenterait à la mairie de la ville de Nice aux élections municipales de 1995.

Le maire de Nice, Jean-Claude Gissel, a annoncé hier soir, lors d'un conseil municipal, qu'il se présenterait à la mairie de la ville de Nice aux élections municipales de 1995.

Le maire de Nice, Jean-Claude Gissel, a annoncé hier soir, lors d'un conseil municipal, qu'il se présenterait à la mairie de la ville de Nice aux élections municipales de 1995.

Le maire de Nice, Jean-Claude Gissel, a annoncé hier soir, lors d'un conseil municipal, qu'il se présenterait à la mairie de la ville de Nice aux élections municipales de 1995.

Le maire de Nice, Jean-Claude Gissel, a annoncé hier soir, lors d'un conseil municipal, qu'il se présenterait à la mairie de la ville de Nice aux élections municipales de 1995.

Le maire de Nice, Jean-Claude Gissel, a annoncé hier soir, lors d'un conseil municipal, qu'il se présenterait à la mairie de la ville de Nice aux élections municipales de 1995.

Le maire de Nice, Jean-Claude Gissel, a annoncé hier soir, lors d'un conseil municipal, qu'il se présenterait à la mairie de la ville de Nice aux élections municipales de 1995.

Le maire de Nice, Jean-Claude Gissel, a annoncé hier soir, lors d'un conseil municipal, qu'il se présenterait à la mairie de la ville de Nice aux élections municipales de 1995.

Le maire de Nice, Jean-Claude Gissel, a annoncé hier soir, lors d'un conseil municipal, qu'il se présenterait à la mairie de la ville de Nice aux élections municipales de 1995.

Le maire de Nice, Jean-Claude Gissel, a annoncé hier soir, lors d'un conseil municipal, qu'il se présenterait à la mairie de la ville de Nice aux élections municipales de 1995.

Chez IKEA, on concoit les cadeaux pour qu'ils et notre budget.

85F
ETOILE ELECTRIQUE POUR FENETRE
Bois naturel.
Diam. 35 cm environ.

245F
KRI Table roulante multi-fonctions. Métal laqué/chromé. 80 x 40 cm. Peut aussi être utilisée comme meuble stéréo.

95F
BOLK Fauteuil. Métal laqué/plastique. Rouge ou noir.

115F
FRACK Miroir articulé. Métal chromé 2 faces dont une grossissante.

185F
LACK Table basse triangulaire. Divers coloris.

40F
PLOMMON Serviette de toilette. Eponge velours. Bleu, rose ou gris. 50 x 70 cm.

65F
LIA Chaise pliante. Plastique/métal laqué. Noir.

85F
EMBLEM Vase. Façonné avec décor sous-émail. Assiettes creuses. Diam. 22 cm.

255F
FORS Plaid. Pure laine vierge. 130 x 205 cm. Bleu clair, bleu/vert ou rouge.

250F
TOTAL Shaker. Acier inox.

68F
SMÅLANDSFIGUR Bougeoir. Bois massif peint à la main.

35F
ANIMAUX EN PELUCHE A partir de

Il y en a qui ont encore les yeux plus grands que la cheminée. Parce que, espérer faire passer un canapé IKEA par là, il faut vraiment croire au Père Noël. Par contre, par la porte et emballé dans des cartons plats IKEA, c'est aussi simple que de chanter "Mon beau sapin". Et puis ça fait un beau cadeau pour s'asseoir devant la cheminée et déballer tous les cadeaux IKEA pas chers du tout et tous plus beaux les uns que les autres, choisis par l'ancêtre dans son magasin préféré pour les petits et pour les grands.

Pour les petits, il y a plein de jeux de construction à monter soi-même (les parents peuvent jouer aussi): petits lits simples ou superposés, petits bureaux,

petites chaises, petits rangements, petites bibliothèques, grands coffres, etc. Et des tas de petits jouets pour mettre dans les grands coffres.

Pour les grands, il y a tout le magasin IKEA, ce qui fait 12.000 cadeaux à offrir, à s'offrir à des prix si petits qu'ils laissent de quoi se payer une superbe crise de foie gras. Imaginez un peu là et là les sublimes vases design, ici la petite table basse, ailleurs la console noire, là-bas la bibliothèque chromée, à côté le meuble à musique. Et la cuisine, vous avez pensé à la cuisine? C'est pas un beau cadeau, ça, une cuisine? En plus, c'est un cadeau pour tout le monde. Surtout si vous y ajoutez les ustensiles,

la vaisselle et quelques excellents produits suédois justement en vente chez IKEA.

Vous n'avez rien oublié? La décoration du sapin, les guirlandes et tout ça? Les tables et les chaises supplémentaires pour le ban et l'arrière-ban des cousins? Et les flûtes à champagne, la pelle à bûche, le plat à dinde? Vous aurez encore le temps de revenir chez IKEA. Avec ou sans la barbe. Mais avec la hotte.

Offre valable jusqu'au 10 Décembre 1989 dans la limite des stocks disponibles.

Ils sont fous ces Suédois



IKEA PARIS NORD II
AUTOROUTE DU NORD, SORTIE 21 PARIS NORD.
LUN - VEN: 10 H - 20H SAM: 9H - 20H
DIM: 10H - 19H NOCTURNE MER: 22H
TEL: (1) 46.63.20.25

IKEA PARIS EVRY
AUTOROUTE DU SUD, SORTIE EVRY LISSES MENNECY.
LUN - VEN: 10H - 20H SAM: 9H - 20H
NOCTURNE JEU ET VEN 22H
TEL: (1) 64.97.71.20

IKEA LYON
ZAC DU CHAMP DU PONT ST-PIERRE
LUN - VEN: 10 H - 20H SAM: 9H - 20H
NOCTURNE JEU ET VEN 22H
TEL: (1) 78.56.49.49

IKEA MARSEILLE
EN DE CENTRE CAL VITROLLES ESPACE.
LUN - VEN: 10 H - 20H
SAM: 9H - 20H DIM: 10H - 19H
TEL: (1) 42.89.96.16

IKEA LILLE
C CAL DE LOMME BUS - METRO STATION.
ST-PIERRE LUN - VEN: 10 H - 20H
SAM: 9H - 30H NOCTURNE MER: 22H
TEL: (1) 20.93.36.77

RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS DANS TOUS NOS MAGASINS - MINUTEL 364 IKEA

Le monde 287 x 436 mm.

MODE

Le défilé d'Azzedine Alaïa

Sous le soleil exactement

On mesure son importance au nombre de personnalités étrangères, acheteurs, journalistes, qu'il déplace. Un mois après la fin officielle des défilés de la cour Carrée, Azzedine Alaïa présente donc son printemps-été 90. Avec lui, pas de mousselines évanouissantes, ni de drapés «néo-quelque chose». Il privilégie cette saison les tombés secs, rigides, les raphias crochétés, les cotons de mailles extensibles, les toiles de coton aux couleurs métalliques.

D'emblée, il donne le ton, avec des aventurières sanglées dans des sahariennes au dos écourté, qui font rebondir les fesses; les poches immenses se plaquent, rabattues sur les hanches. Quand le tissu se permet des écarts, tournoie dans des robes bain de soleil à rayures bayadères, il revient, incorruptible, à la case départ. C'est un blanc, plus sexy que le noir, avec de fausses jupettes d'adolescentes, des débardeurs Marcel en viscoses qui font des poitrines à dents.

Diagonales infernales

Azzedine Alaïa ne résiste pas à son faible pour les années 50. Il coupe des shorts dans un capri africain, hisse les balconnets, ceinture, comme les stars, des trenchis de toutes les couleurs, dont celui réversible noir-bleu et gris-beige. Parfois, il s'inspire lui-même. Les plus belles filles du monde, Linda Evangelista, Naomi Campbell, Beverly Peil, en équilibre instable sur des mules à talon pointu, avancent à petits pas dans des fourreaux aux surpiqûres savantes. Des tubes de maille, travaillés comme des plans d'occupation des sols, où la moindre parcelle devient suspecte : «Tiens, elle a grossi». Echantillons, arrondis



Un modèle d'Alaïa : tubes de maille aux surpiqûres savantes.

tendus comme des arcs, jeux croisés de bretelles, diagonales infernales : la paire de ciseaux s'affine en scalpel. Elle fend le tissu en lamelles qui bougent à peine quand on marche. La peau

LAURENCE BENAÏM

DANSE

Boris Eifman à Monte-Carlo

Le chorégraphe soviétique a moins convaincu que la troupe monégasque

C'était fatal. Son nom commençant à être connu à l'Ouest comme celui du chorégraphe le plus «moderne» d'URSS, on l'a aussitôt baptisé «le chorégraphe de la perestroïka». Boris Eifman, quarante-trois ans, sympathique personnage à poil noir, moustache et collier de barbe, sourit. Résigné, courtis. «Je me suis toujours senti libre dans mes créations, bien avant la perestroïka, dit-il. Il est vrai que j'avais certains problèmes. On me disait : «Ce que vous faites n'est pas de la chorégraphie mais de la portographie». On ne me le dit plus. J'ai maintenant quarante-huit danseurs, et je reçois un peu d'argent. Je circule beaucoup plus facilement.»

Il a donc eu le feu le plus vert pour accepter l'invitation de la princesse Caroline de Monaco, venue voir son travail à Leningrad : régler une œuvre — sa première à l'Ouest — pour le Ballet de Monte-Carlo.

«La recherche formelle n'est pas mon problème, dit aussi Boris Eifman. Ce que j'aime, depuis l'enfance, c'est raconter des histoires.» Il a choisi cette fois le *Barbier de Séville*, de Beaumarchais (auteur qui lui tient à cœur : il a déjà réglé en URSS un *Mariage de Figaro*). Il a remanié le livret, l'a rebaptisé *Les Intrigues de l'amour*. A demandé à Timour Kogan

d'«arranger», comme on dit, la musique de Rossini — idée pour le moins discutée.

Ce n'est pas sur ces *Intrigues de l'amour* qu'on appréciera le talent de Boris Eifman pour la narration dansée (il est, dit-on, plus à l'aise dans le drame que dans la comédie). Si certains épisodes, comme la séance de rasage ou la leçon de chant, deviennent leçon de danse, sont aisément repérables, beaucoup d'autres sont confus, compliqués, illisibles. On reconnaît les personnages plus à leur costume qu'à leur danse, peu caractérisée. La chorégraphie, de base très classique, n'est pas maladroite, mais apparaît à l'œil occidental peu inventive, peu originale. Attendons pour mieux connaître Eifman sa venue à Paris, avec son Ballet-Théâtre de Leningrad, à partir du 29 décembre, au Théâtre des Champs-Élysées.

Il a, en tout cas, trouvé avec le Ballet de Monte-Carlo un instrument souple et vil, remarquable — c'est la bonne surprise de la soirée. Bien entraînés, souvent beaux, apparemment très jeunes, les danseurs mettent à la tâche un cœur et des muscles enthousiastes. D'ailleurs, l'exigeant William Forsythe leur a confié son fameux *In the Middle, Somewhat Elevated* : c'est un brevet.

Les deux étoiles maison, Evelyn Desutter et Frédéric Olivier (transfuges de l'Opéra de Paris, où ils s'impatientaient), mènent le jeu des *Intrigues* avec brio. On les retrouve dans le *Spectre de la rose*, où les choses se gâtent un peu. Non qu'ils le dansent mal, loin de là, mais comment lutter ici contre la légende de Nijinski, ses photos stupéfiantes sur lesquelles fantasme tout spectateur bien né ? Il ne suffit pas de sauter, il faut une poésie, un mystère, une présence exceptionnelle. Seul, en ce siècle, Jean Babilée y a fait oublier Nijinski, parce qu'il fut lui-même une légende, dès son apparition.

La vitalité de la troupe monégasque explose dans *Gaité parisienne*, de Léonide Massine, remontée par son fils Lorca. Comme elle est aujourd'hui loin de nous, cette *Gaité Belle Époque*, avec ses cocottes et ses garçons de café, ses lionnes et ses dandies, son Pervin et son french cancan ! On bâillerait s'il n'y avait l'exquise musique d'Offenbach. Et s'il n'y avait, dans le rôle de la Gantier, Paola Cantalupo, brune italienne au visage de lithographie romantique, au pied superbement cambré et travaillé. Elle est passée chez Béjart et chez Neumeier, Monaco a bien fait de se l'attacher.

SYLVIE DE NUSSAC

MUSIQUES

Peinture et musique abstraites

Le concours Noroit-Petitot à Arras a mis en symbiose la musique acousmatique et la peinture lumineuse d'Elvire Jan

Fondateur du Centre Noroit, en 1938 à Arras, où il invita quantité d'écrivains, de savants, de poètes, de peintres, Léonce Petitot était d'abord un pianiste et un professeur de piano. Mais, passionné de musique contemporaine, il fut, en particulier, l'un des premiers et des plus fidèles soutiens des Schaeffer, Pierre Henry, Bayle, et organisa, à partir de 1982, des expositions sonores régulières au milieu d'expositions de peinture.

Tout naturellement après sa mort, son fils Bernard, qui lui succéda, et René Bargeton, président de Noroit, ont créé un concours international de musique acousmatique (1), généreusement doté par le conseil général du Pas-de-Calais (grâce à MM. Roland Hugnet et Alain Lefebvre), dont on vient de recueillir les premiers fruits.

Dans la vieille maison de Noroit, remaniée à l'intérieur par un disciple de Le Corbusier, les arts s'étagent sur quatre niveaux, qui, aujourd'hui, abritent quarante ans (2) d'œuvres et d'aquarelles d'une adorable vieille dame, Elvire Jan, où, comme l'écrit Jean Bézine, «la lumière coule de source, envahit le vide du papier, se propage en ondes joyeuses ou en remous dramatiques avec toute la force et la liberté d'une eau originelle».

Une peinture abstraite dont «les formes ne sont plus que des courants souterrains, des intervalles musicaux, qui mettent en branle la matière sonore du tableau», et dont la contemplation renforce la beauté des mystérieuses musiques de ce concours.

LETTRES

Lionel Chouchon lauréat du Grand Prix de l'Humour

Lionel Chouchon a reçu, jeudi 30 novembre, le Grand Prix de l'Humour 1989 pour son pamphlet *De la boulotique à la débilitique en passant par la Lorraine avec mes sabots* (éditions Olivier Orban). Créé en 1986, ce prix récompense un ouvrage de langue française humoristique.

Six œuvres, sélectionnées par François Bayle, Michel Chion et Jacques Lejeune, sur cinquante-cinq envois, témoignaient d'un niveau élevé, tout en appartenant à des esthétiques fort différentes.

Les *Quatre Études d'espace*, de Jean-Marc Duchesne (1959, assistant de Denis Dufour au Conservatoire de région de Lyon), ont remporté le Prix du jury (doté de 25 000 F). Inspirées par des tailles d'Yves Tanguy, elles s'apparentent étroitement à de grandes surfaces de peinture abstraite, aux objets sonores raffinés, un peu froids, immobiles, malgré leurs vibrations, mais ordonnés d'une main sûre.

Le public, appelé à décerner un prix important (15 000 F), lui a préféré un jeune Canadien, Jacques Tremblay (1962), pour *Les Cafards de Lino K.*, à la manière de Kafka. C'est sa première œuvre, réalisée avec de petits moyens artisanaux, presque comme aux débuts de la musique concrète, où l'on paraît de sons découpés au sécateur. Il y montre d'emblée une fantaisie étourdissante, ne craignant pas de raconter une histoire, celle d'un «guitariste blasé» qui s'égare à travers la ville et les rêves. Sa composition a beaucoup de relief et révèle une oreille très aiguisée dans le choix de matériaux percussifs et expressifs. Avec le charme parfois des papiers collés de Braque ou de Picasso.

On regrettera que Patrick Asciône (1953) n'ait rien obtenu : mais son talent confirmé n'est nullement amoindri par cette *Lune noire*, à la fois raffinée dans ses matériaux et d'un art très puissant dans le développement, malgré une certaine faiblesse de la «réexposition» finale.

Le jeune François Donato (1963), élève de Jean Schwarz, débute brillamment pendant cinq minutes dans *Stare Libra Onis*, puis tombe en léthargie, avant de se retrouver un peu vers la fin. Et si *Tension*, de Philippe Royer (1962), paraît encore trop élémentaire, juxtaposant des images dans un discours assez évanescent, l'Espagnol Ramon Gonzalez Arroyo (1953) montre au contraire une grande capacité à soutenir l'intérêt technique d'idées

assez banales, grâce à une manipulation virtuose, qu'il prolonge complaisamment.

JACQUES LONCHAMPT

► Les deux œuvres primées seront retransmises sur France-Musique le 6 décembre, à 22 h 30.

(1) Musique acousmatique : que l'on entend en direct sans en connaître et voir la source réelle (musique électroacoustique, électronique concrète par ordinateur, etc.).
(2) Jusqu'au 21 janvier, Centre Noroit, 9, rue des Capucins, 52000 Arras. Tél. : 03-21-71-30-12. Tous les jours, sauf mardi, de 15 heures à 19 heures.



Imaginez un monde où des postes auxquels vous n'aviez encore jamais pensé, vous sont proposés.

Cadres, découvrez un monde d'offres d'emplois sur 36 15 LM. En quelques minutes, 36 15 LM vous permet de consulter un mois d'annonces parues dans le Monde. 36 15 LM personnalise vos demandes en sélectionnant et en conservant dans une «boîte aux lettres» confidentielle, toutes les offres d'emplois correspondant à votre C.V. Avec 36 15 LM, d'être informés de 36 15 vous êtes assurés importants pour tous les postes de votre carrière.

36 15
LM

Le service télématique expert de l'emploi des cadres

HEYOKA
Centre Dramatique National pour l'Enfance et la Jeunesse

Création
SARTROUVILLE
EMBRASSE-LES TOUS

Comédie en musique et en chanson de Nicolas Lormeau

«C'est dur à faire une déclaration d'amour»

Du 14 au 18 novembre et du 1^{er} au 3 décembre

ESPACE GERARD PHILIPPE
TEL. 39 14 23 77

4 AU 9 DÉCEMBRE

PIERRE GUYOTAT

WANTED FEMALE

SEANCES

PUBLICQUES

D'IMPROVISATION

CENTRE

GEORGES POMPIDOU

LOCATION : 41 96 96 94

CULTURE

THÉÂTRE

Büchner au pied de la lettre

François Tanguy et le Théâtre du Radeau s'emparent des manuscrits de Büchner pour « Woyzeck » et fabriquent un spectacle de pure intelligence

La découverte des manuscrits de Woyzeck, l'œuvre ultime de Georg Büchner, qu'on peut tenir pour l'un des plus grands poètes dramatiques allemands de son siècle, le dix-neuvième – et du nôtre, – est l'une de ces joies vraies que peuvent procurer les métiers du théâtre. Même sous la forme brouillée, hasardeuse d'un fac-similé ou d'une photocopie, on se trouve là comme au pied d'un sommet escarpé, la peur au ventre en même temps qu'une sorte de jubilation ordonne de s'élancer.

L'œil n'en finit pas de mener le siège, armé d'une loupe tant cette jungle de signes est touffue. De signes vraiment, plutôt que de caractères : accumulation de lettres serrées, tremblées, accidentées ; esquisses d'un visage ou d'une silhouette ; ratures indiquant un choix sûr et sûr ; sifflements incertains ; tache d'encre là et plus loin, tache de sang peut-être, ou bien la marque d'une sécrétion catarrhale. Büchner a beaucoup à dire, à écrire, et peu de temps, il le sait, pour y parvenir. Le typhus l'empêche déjà et va bientôt le tuer. Il n'a pas vingt-quatre ans.

Typhus, du grec « typhos », que l'on peut traduire par « état de stupeur ». Stupeur d'un jeune homme dont le regard est si aigu qu'il n'en finit pas de percer les secrets de son environnement et des êtres qui le peuplent. Il y a dans Woyzeck un petit garçon et un policier, un forain et un

tambour-major, un docteur et un ambassadeur, un idiot et un joueur d'orgue de barbarie, un bonimenteur et un juif, trois femmes dont l'une fait partie du mythe de la littérature dramatique, Marie, au côté de Woyzeck, le brave soldat, le héros. Il y a aussi la ville et la campagne, une chambre et une auberge, une rue et un étang, une brocante et une caserne.

Il y a encore une anecdote : un jeune soldat, Woyzeck, tue sa femme parce qu'elle le trompe avec d'autres hommes et, surtout, le capitaine qui commande à Woyzeck. Jusqu'ici, les diverses mises en scène de Woyzeck étaient basées sur cette anecdote, telle qu'elle est contenue dans le texte, publié en 1879 et établi d'après le manuscrit nommé par Büchner « H4 » en 1836.

Le Théâtre du Radeau, une compagnie installée au Mans et animée par François Tanguy, acteur et metteur en scène, n'a pas voulu se cantonner aux diverses traductions du « H4 », comme celle, excellente, de Marthe Robert, pour les Éditions de l'Arche (1). Les comédiens ont travaillé sur la totalité des manuscrits rassemblés et commentés par Gerhard Schmid dans une édition berlinoise de 1984. Mady Tanguy a traduit patiemment nombre des fragments dessinés par l'auteur, y compris ceux qui étaient ratés,

surchargés, incomplets. Elle a dû s'arrêter presque à chaque mot pour imaginer, discuter, décider d'une traduction tant la langue allemande permet d'associations, de rapprochements, de fusions de mots différents pour n'en faire qu'un seul. Une lettre suffit parfois à faire basculer et le mot et la sémantique du mot.

Accident d'écriture

De leur côté, François Tanguy et les comédiens du Radeau – une fois n'est pas coutume, il faut les citer tous, engagés dans un processus collectif de création : Dominique Benard, Frode Bjørnstad, Marc Bodnar, Laurence Chable, Patrick Coudé, Marcel Helary et Jean Rochereau – se collaient aux fragments et élaboraient leur mise en scène. C'est moins le sens des mots qui a compté que leur agencement, leur respiration, leur rythme, cette façon qu'ils ont de se contracter ou de s'étirer, de se livrer ou de conserver leur mystère. Partant, ils ont conçu un spectacle – décors, costumes, lumières et sons – qui est l'exact décalque de l'œuvre en train de s'écrire.

Alors sur le plateau s'animent des murs de bois, comme s'ils étaient dessinés à la plume par l'auteur lui-même ; tel mouvement d'une palissade fait écho à telle rature du texte, tel mouvement d'un acteur reflète un

accident d'écriture, telle boutelle de bière renversée figure l'une de ces taches qui rend impossible la lecture d'un fragment. On est bien loin des interprétations naturalistes ou romantiques habituelles. Le Radeau nous transporte au cœur même de l'œuvre, de sa fièvre qui la fait balancer entre hyperlucidité et pure poésie. Le monde, la beauté, la violence, l'énigme du monde ; les hommes, la beauté, la violence, l'énigme des hommes.

C'est d'une grande, passionnante intelligence, un travail qui colle à la tête, bien longtemps après que les lumières du théâtre se sont rallumées. C'est beau, fort, exaltant comme l'était ce spectacle de Klaus Michael Gruber, invité lui aussi du Festival d'automne il y a quelques années. Sur la grand route, d'après une nouvelle de Tchekhov. En un mot, *Fragments forains* est un moment de théâtre exceptionnel.

OLIVIER SCHMITT

(1) In : Théâtre complet (la Mort de Danton, L'écume des jours, Woyzeck), 174 pages, 75 F.

► Dans le cadre du Festival d'automne, *Fragments forains*, Théâtre Gérard-Philipe à Saint-Denis (93, bd Jules-Guesde), Du mardi au samedi à 20 h 30, matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 42-43-17-17.

Comédiens et martyrs

Roger Planchon, Jean-Pierre Vincent et Bruno Bayen lisent une pièce inconnue de Jean Genet

Jean Genet a écrit *Elle* à l'automne de 1955. Il venait de terminer la première version du *Bacon* et il était encore hanté par les « figures fondamentales » de la pièce, en particulier celle du faux évêque. Comme par un jeu de miroirs, *Elle* donnait une « réalité » à un autre dignitaire de l'Eglise, le premier cette fois, Sa Sainteté elle-même. Pour autant, du moins, qu'on soit « réel » quand on assume un tel pouvoir médiatique...

Elle est à la fois une pièce toute simple, agréablement, dans son ingénuité, d'un acte de provocation (le pape y joue à choquer verbalement son auditoire) et aussi, peut-être, une œuvre-matrice où Genet expose de la façon la plus lumineuse ses idées sur l'assujettissement de l'homme aux apparences.

Lecture cérémonielle

Simulateur manipulé, comédien et martyr, son pape prouve sur le mode bouffon, mais non sans authenticité désespérée, qu'on n'est jamais à la fois sujet et objet, homme et symbole, et que celui qui prodigue trop son image, finit par perdre tout, à commencer par la maîtrise de son être.

Publiée en février dernier à l'Arbalète par Marc Barbezat, le principal éditeur de Jean Genet depuis la sortie non clandestine, en 1944, de *Notre-Dame des fleurs*, *Elle* a été découverte deux mois plus tard à Parme. Invité à monter la pièce dans le cadre du premier

colloque international consacré à Genet, Bruno Bayen avait prédéfini d'office une vraie mise en scène et lire le texte avec quelques amis, comme Roger Planchon et Jean-Pierre Vincent.

C'est cette présentation – sorte de mise en espace ou, mieux, de lecture cérémonielle – qu'ils viennent de rééditer au TNP, avec la participation de Gigi dall'Aglio et Bruno Botglin.

Au-delà du caractère attractif de ce « concours de metteurs en scène », l'opération a été assez éblouissante. En réglant le rituel, Bruno Bayen a démontré – comme naguère Jean-Pierre Vincent lisant avec sa troupe des pièces de Grunberg ou Resnais – qu'une lecture intelligemment « ordonnée » peut être plus délectable qu'un spectacle longtemps répété. Il lui a suffi de quelques accessoires, dont une rampe de petits garçons suisses lumineux, pour établir la nécessaire distance humoristique.

Surtout, Roger Planchon a esquissé une de ses meilleures interprétations d'acteur. Écrit pour Michel de Ré, le rôle de Sa Sainteté lui a permis de retrouver l'option occasionnelle de Tartuffe, et de pousser plus loin encore l'ambivalence innocence-perversité du personnage. Souve blasphemateur et humaniste tragiquement frustré, ce pape illustre la fondamentale « équivoque » du héros de Genet, tant que l'Histoire ne fait pas irruption dans le théâtre pour régler leur compte aux illusions.

BERNADETTE BOST

Le p'tit Léon d'Afrique

Une balade coloniale, le nez au raz du barda du soldat Mercier

A pied, à dos de chameau, en bateau, jour après jour, de 1901 à 1903, un brave soldat français fait la conquête du Tchad, un œil sur le prix de la défense d'éléphant, l'autre sur des médailles militaires qu'il attendent au retour. Il écrit à son cousin Pierre, resté à Sedan, une abondante correspondance où il narre les détails de son quotidien : la tambouille, le manque d'équipement, les boussoles et les lions, la pirogue trop chargée, la bataille de Bir-Alali, et un peu les « négros ».

Léon parle avec les mots simples et naïfs du bistro du coin : « La santé, ça colle, le moral, ça colle. » Il dit « croquer » quand il a faim, ou qu'il a peur d'être mangé, par le lion, par les Africains.

Tranche de vie

Né à Sedan en 1873, mort dans son lit en 1944, Léon Mercier a fait aussi les campagnes du Tonkin, de l'Afrique occidentale française et la guerre de 1914-1918. Il a eu la chance d'en sortir vivant, et d'engendrer un héritier comédien et metteur en scène. Philippe Mercier est tombé par hasard, dans le grenier familial, sur les lettres de son grand-père. Il y a mis de l'ordre, et les a publiées sans résister au plaisir de se glisser sur scène dans la peau de Léon.

Comme il sait bien qu'avoir le nez trop collé sur les choses n'aide pas forcément à les voir, il a demandé à Christian Schiaretti d'écrire avec lui une adaptation (1) et de le mettre en scène.

Leur grande petite épopée coloniale est un régal, entre la bande dessinée, les vieux manuels scolaires, et Tartarin de Tarascon. Et puis, soudain, ça vire au tragique – il en a marre, Léon, il se sent oublié des siens.

Léon la France est tout sauf un spectacle en noir et blanc sur le colonialisme. Simplement une tranche de vie authentique, et Philippe Mercier, dégingandé, la bonne humeur et l'humour à la boutonnière, a la dégaîne d'un anti-héros. Trois comédiens noirs l'entourent. Ils racontent parfois son histoire, sur un ton épique. Le plus souvent, ils vont et viennent, dans la pénombre, présences un peu inquiétantes. Parfois, à voix basse, Alain Baker, Bantimba Bath et M'Bamba parlent leur langue, le lari congolais. Il y a des rumeurs, le clapotis de l'eau sous un caillouteux, une aube bleutée dans *Léon la France* ou *Hardi Voyage vers l'Ouest africain*. Sur les pas de Léon, on parcourt l'Afrique et la France du début du siècle comme un vieux album de photographies, dont les sourires sont devenus terribles.

ODILE QUROT

(1) *Léon la France*. Correspondance présentée par Philippe Mercier. Coll. « Archives privées Actes Sud (100 F). *Léon la France*, de Christian Schiaretti et Philippe Mercier. Actes Sud/Papiers (57 F).

► Jusqu'au 10 décembre. Nouveau Théâtre d'Angers, 41-55-50-08. Du 5 janvier au 10 février à l'Atlantide, à Paris, 46-06-11-90.

« La Vie de Galilée » dans ses murs

La pièce de Brecht dans la nouvelle salle de La Limousine

LIMOGES

de notre correspondant

« Il faut développer en nous le regard étranger avec lequel le grand Galilée considérait un lustre en train d'osciller... C'est ce regard, aussi difficile que fructueux, que le théâtre a pour objectif de provoquer en recréant des images de la vie sociale. » Brecht résumait ainsi la *Vie de Galilée*, l'un de ses spectacles manifestes principaux.

La mise en scène, réalisée par Arlette Thépany avec le théâtre de la Limousine, opte pour la trucidance et le traitement bien en chair de ce texte didactique et souvent abstrait. Pierre Meyrand y incarne un Galilée Galilei hédoniste, buveur et roublard, qui vit l'observation et le raisonnement scientifique comme de véritables voluptés. On sait aujourd'hui que Brecht ne dédaignait pas de s'offrir parfois de purs plaisirs théâtraux.

A Limoges, cette *Vie de Galilée* marque aussi un événement : l'inauguration du théâtre la Limou-

sine, une salle de quatre cents places avec une scène de 200 mètres carrés, des locaux techniques et administratifs, une galerie d'expositions et une cafétéria.

Vingt-cinq ans après sa création, le centre dramatique national de Limoges entre ainsi, pour la première fois dans ses murs, dans un lieu un peu mythique de la capitale limousine – le Ciné-Union est un bâtiment moderne édifié au début de ce siècle par les coopératives ouvrières de la ville pour donner un toit à la vie populaire et syndicale. Il avait été fermé dans les années 70 pour cause de vétusté.

Pour sa réouverture, il présente également une exposition du photographe Nicolas Treutz ; lequel a suivi, image par image, les travaux de transformation du bâtiment.

Coût de ces travaux : 30 millions de francs, cofinancés par l'Etat (un peu moins de 50 %), la ville, le conseil général et le conseil régional.

GEORGES CHATAIN

► « La Vie de Galilée », Théâtre la Limousine, rue des Coopératives, Limoges. Jusqu'au 10 décembre ; puis, jusqu'au début janvier, tournée à Saint-Etienne, à Annecy et en Suisse.



ROMEO GIGLI

46 Rue de Sévigné
75003 Paris
Tél. 427 10 668

Monte-Carlo

CHATELAIN

CHATELAIN

CHATELAIN

CHATELAIN

CHATELAIN

CHATELAIN

CHATELAIN

CHATELAIN

CHATELAIN

CHATELAIN

CHATELAIN

CHATELAIN

CHATELAIN

CHATELAIN

CHATELAIN

CHATELAIN

CHATELAIN

CHATELAIN

CHATELAIN

CHATELAIN

CHATELAIN

CHATELAIN

CHATELAIN

CHATELAIN

CHATELAIN

CHATELAIN

CHATELAIN

CHATELAIN

CHATELAIN

CHATELAIN

CHATELAIN

CHATELAIN

CHATELAIN

CHATELAIN

CHATELAIN

CHATELAIN

CHATELAIN

CHATELAIN

CHATELAIN

CHATELAIN

CHATELAIN

AGENDA

Le Monde • Vendredi 1^{er} décembre 1989 21

JEUDI 30 NOVEMBRE

EXPOSITIONS

CENTRE GEORGES POMPIDOU

PIERRE GEORGES POMPIDOU (1929-1972). T.I.J. et mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

EMILE ALLAUD. Galerie des dessins d'architecture. Ccl. Jusqu'au 15 janvier 1990.

COLLECTION DU CABINET DE LA PHOTOGRAPHIE. MNAM. Grande salle-terrain sous-sol. Jusqu'au 14 janvier 1990.

DE MATISSE A AUJOURD'HUI. 3^e et 4^e étages. Entrée : 22 F. Jusqu'au 31 décembre.

DES MONDES A PART. Peuples autochtones et drôles de l'homme. Salle d'actualité. Jusqu'au 29 janvier 1990.

DONATIONS DANIEL CORDIER. Le regard d'un amateur. Salle d'art graphique. 4^e étage. Entrée : 21 F. Jusqu'au 15 janvier 1990.

L'ÉTRANGE UNIVERS DE CARLO MOLLI. Galerie du Ccl. Jusqu'au 29 janvier 1990.

L'INVENTION D'UN ART. 150^e anniversaire de la photographie. Musée national d'art moderne. Grande galerie. Jusqu'au 1^{er} janvier 1990.

GUSTAVE ROUD. Galerie de la B.P.I. Jusqu'au 5 février 1990.

BRAM VAN VELDE. Musée d'art moderne. Grande galerie. Jusqu'au 1^{er} janvier 1990.

VILLES NOUVELLES, NOUVEAUX PROJETS D'ARCHITECTURE. Centre d'information Ccl. Jusqu'au 14 janvier 1990.

MUSÉE D'ORSAY

1, rue de Bellechasse (40-49-14). Mer., ven., sam., mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.

LOUIS-FRANÇOIS PHILIPPE BOITTE (1830-1906). UN FOND D'ARCHITECTURE. Entrée : 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 4 février 1990.

L'INVENTION D'UN REGARD (1839-1918) : CENT CINQUANTE-NAIRE DE LA PHOTOGRAPHIE. XIX^e siècle. Entrée : 20 F (billet joint au billet d'accès au musée). Jusqu'au 31 décembre.

LIVRES D'ENFANTS, LIVRES D'IMAGES. Exposition dossier. Entrée : 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 21 janvier 1990.

UN CRÉATEUR D'AVANT-GARDE A VIENNE : KOLOMAN MOSER (1858-1918). Exposition dossier. Entrée : 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 11 février 1990.

PALAIS DU LOUVRE

Entrée par la pyramide (40-20-53-17). T.I.J. et mar. de 12 h à 22 h (fermeture des caisses à 21 h 30).

ARABESQUES ET JARDINS DE PARADIS. Collections françaises du 14^e au 18^e siècle. Entrée : 25 F (possibilité de billets couplés avec billet d'entrée du musée). Jusqu'au 15 janvier 1990.

LE BEAU IDÉAL. Pavillon de Flore. Entrée : 25 F (billet d'entrée au musée). Jusqu'au 31 décembre.

DAVID (1748 - 1825). Galerie et salle Mollien. Entrée : 35 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 12 février 1990.

MUSÉE D'ART MODERNE DE LA VILLE DE PARIS

12, av. de New York (47-23-61-27). T.I.J. et mar. de 10 h 30 à 17 h 40, jeu. à 20 h 30. Ventes complémentaires, gr. jeu. à 15 h et dim. à 11 h, 14 h, 16 h, 18 h, 20 h.

L'ART CONCEPTUEL, UNE PERSPECTIVE. Entrée : 15 F. Jusqu'au 18 février 1990.

KUPKA OU L'INVENTION D'UNE ABSTRACTION. Entrée : 15 F. Jusqu'au 25 février 1990.

GRAND PALAIS

Av. W.-Churchill, place Clemenceau, av. G.-Eisenhower.

ARCHÉOLOGIE DE LA FRANCE. TRENTA ANS DE DÉCOUVERTES. Galeries nationales (42-89-54-10). T.I.J. et mar. de 10 h à 22 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 32 F, sam. : 21 F. Jusqu'au 31 décembre.

CORPS SCULPTÉS, CORPS PARÉS. CORPS MASQUÉS. Chère d'œuvre de la Côte d'Ivoire. Galeries nationales.

(42-89-54-10). T.I.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 32 F. Jusqu'au 16 décembre.

LES ENVOIS DE JACQUES LARTIGUE. Cane photographique en noir et blanc de 1904 à 1944. Galeries nationales. T.I.J. et mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 31 décembre.

EROS GREC, AMOUR DES DIEUX ET DES HOMMES. Galeries nationales (42-89-54-10). T.I.J. et mar. de 10 h à 20 h. Nocturne mar. jusqu'à 22 h. Entrée : 28 F. Jusqu'au 5 février 1990.

MAC 2000. Sculpture. Nef (42-59-45-13). T.I.J. et mar. de 11 h à 19 h. Nocturne le 29 novembre et le 1^{er} décembre jusqu'à 22 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 3 décembre.

UTOPIES 88. (45-25-99-01). T.I.J. et mar. de 11 h à 19 h. Nocturne le 5 décembre jusqu'à 23 h. Entrée : 40 F. Jusqu'au 10 décembre.

CITÉ DES SCIENCES ET DE L'INDUSTRIE

30, av. Cornet-Carlou (46-42-13-13). T.I.J. et mar. de 12 h à 22 h.

LA SCIENCE PAR LA BANDE. Manifestation. Entrée libre. Jusqu'au 31 janvier 1990.

CENTRES CULTURELS

AIR D'OPÉRA. Le Louvre des Antiquaires, 2, place du Palais-Royal (42-77-00-1). T.I.J. et mar. de 11 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 28 janvier 1990.

LES ARCHITECTES DE LA LIBERTÉ. Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, 11, rue Bonaparte (42-80-34-57). De 10 h à 18 h. Jusqu'au 7 janvier 1990.

COMIC ART. Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, chapelle des Petits-Augustins - 14, rue Bonaparte (42-80-34-57). T.I.J. et mar. de 13 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 24 décembre.

LE CORBUSIER, LE POÈME DE L'ANGLE DROIT. Fondation Le Corbusier, 8, rue du Docteur-Blanche (42-88-41-53). T.I.J. et mar. de 10 h à 18 h 30, dim. de 13 h à 18 h. Jusqu'au 25 février 1990.

DE L'INSTABILITÉ. Images électroniques, installations, vidéos, peintures. Centre national des Arts plastiques, 11, rue Bermyer (45-83-00-55). T.I.J. et mar. de 13 h à 18 h. Jusqu'au 10 décembre.

EGYPTE - EGYPT. Institut du monde arabe, salle d'actualité, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.I.J. et mar. de 10 h à 22 h. Entrée : 35 F. Jusqu'au 30 mars 1990.

ÉLOGE DE LA NAVIGATION HOLLANDAISE AU XVIII^e SIÈCLE. Tableaux, dessins de la collection Fritz Lugt. Institut néerlandais, 121, rue de Valenciennes (47-23-66-53). T.I.J. et mar. de 13 h à 19 h. Jusqu'au 17 décembre.

HORST. L'œil éloquent. Franc Forum des Hautes, rue de la Harpe (40-26-27-45). T.I.J. et mar. de 10 h à 19 h 30, dim. de 13 h à 19 h 30. Jusqu'au 27 janvier 1990.

JEHANNE LA PASSION ET LA MORT D'UNE SAINTE. Exposition sur le film Jeanne d'Arc de Dreyer. Maison du Danemark, 142, av. des Champs-Élysées (42-25-00-01). T.I.J. et mar. de 13 h à 19 h, dim. de 15 h à 19 h. Jusqu'au 24 décembre.

JOHN FRANKLIN KENNEDY. Paris Art Center, 38, rue Faubourg (43-22-39-47). T.I.J. et mar. de 10 h 30 à 19 h 30. Du 5 décembre au 3 février 1990.

OBJETS INTERDITS. Fondation Dapper, 50, av. Victor-Hugo (45-00-01-50). T.I.J. et mar. de 11 h à 19 h. Entrée : 15 F (entrée libre le mercredi). Jusqu'au 7 avril 1990.

CARMEN PERRIN, RICHARD MONNER, EMMANUEL SAULNIER. Hôtel de Ville, salle Saint-Jean, rue Lobau, porche côté Seine. T.I.J. et mar. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 10 décembre.

DENIS ROCHE. Photographies 1965-1988. Espace photographique de Paris, Nouveau Forum des Hautes, place Carnot - 4 et 8, Grande Galerie (40-26-27-45). T.I.J. et mar. de 13 h à 18 h, dim. de 15 h à 18 h. Entrée : 7 F. Jusqu'au 3 décembre.

GUSTAVE SERRURIER BOVY. Centre Wallonia-Bruzelles à Paris, 127-129, rue Saint-Martin (42-71-26-10). T.I.J. et mar. de 11 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 décembre.

LE TAPIS : PRÉSENT DE L'ORIENT A L'OCCIDENT. Institut du monde

MUSÉES

1839 : LA PHOTOGRAPHIE RÉVÉLÉE. Archives nationales, 80, rue des Francs-Bourgeois (40-27-60-01). T.I.J. et mar. de 13 h 30 à 17 h 45. Entrée : 12 F (dim. 8 F). Jusqu'au 17 décembre.

LES ACCESSOIRES DU TEMPS. OMBRELLES ET PARAPLUIES. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I^{er}-de-Sicile (47-20-86-23). T.I.J. et mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 25 F. Jusqu'au 14 janvier 1990.

ALCHERINSKY. Traités des exotismes modernes. Maison de Balzac, 47, rue Raymond (42-24-56-38). T.I.J. et mar. de 10 h à 18 h 40. Entrée : 15 F. Jusqu'au 4 février 1990.

LES AMÉRIQUES DE CLAUDE LEVITANSKY. Musée de l'Homme, palais de Chaillot, étage du Trocadéro (45-53-70-60). T.I.J. et mar. de 10 h à 17 h 15. Entrée : 20 F, 25 F (compréhension la visite du musée). Jusqu'au 24 février 1990.

ANATOLIE ANTOINE, FOUILLES FRANÇAISES EN TURQUIE. Bibliothèque Nationale, cabinet des médailles et antiques, 58, rue de Richelieu (47-03-83-30). T.I.J. et mar. de 13 h à 17 h. Entrée : 20 F. Du 30 novembre au 16 avril 1990.

L'ART DE CARTIER. Musée du Petit Palais, av. Winston-Churchill (42-86-12-73). T.I.J. et mar. de 10 h à 18 h 30, dim. de 13 h à 18 h. Jusqu'au 22 h. Ventes complémentaires, gr. jeu. et sam. à 14 h 30. Prix : 22 F + droit d'entrée.

ART MAKONDE. TRADITION ET MODERNITÉ. Musée national des Arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (43-43-14-54). T.I.J. et mar. de 10 h à 18 h 30, dim. de 13 h à 17 h 30, sam. dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 8 janvier 1990.

LES ARTS ET MÉTIERS EN RÉVOLUTION. Itinéraire dans les collections du Musée national des Techniques, 270, rue Saint-Martin (40-27-23-75). T.I.J. et mar. de 10 h à 17 h 30, dim. de 13 h à 17 h 30. Entrée : 15 F (8 F le dim.). Du 1^{er} décembre au 31 décembre.

BERLIN : ARCHITECTURE ET UTOPIE. Pavillon de l'Armée, 21, boulevard Morland (42-76-33-97). T.I.J. et mar. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 3 décembre.

LES BRETONS ET DIEU. Musée national des arts et traditions populaires, 6, av. du Mahatma-Gandhi (40-67-90-00). T.I.J. et mar. de 10 h à 17 h 15. Entrée : 14 F (prix d'entrée du musée), 9 F dim. Jusqu'au 31 décembre.

CLAUDE MONNET, AUGUSTE RODIN, CENTENAIRE DE L'EXPOSITION DE 1889. Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). T.I.J. et mar. de 10 h à 20 h. Fermé les 25 décembre et 1^{er} janvier. Entrée : 20 F. Jusqu'au 21 janvier 1991.

LE CRAYON QUI PARLE. Pissarro, poème. Musée Pissarro, hôtel Salé - 5, rue de Thorigny (42-71-26-10). T.I.J. et mar. de 9 h 15 à 17 h 15. Entrée : 22 F. Jusqu'au 29 janvier 1990.

HONORÉ D'ALMEIDA. Musée Marmottan, 2, rue Louis-Bouilly (42-24-07-02). T.I.J. et mar. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 4 février 1990.

ET LA PIERRE DEVINT MÉTAL. Hôtel de la Monnaie, 11, quai Conti (40-46-55-66). T.I.J. et mar. de 13 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 13 décembre.

GOUTY ET COMPAGNIE. La publicité du chocolat des origines aux années vingt. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (42-46-13-09). T.I.J. et mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 15 janvier 1990.

HENRI IV ET LA CHASSE. Musée de la Chasse et de la Nature, hôtel de Guénégaud, 60, rue des Archives (42-72-88-42). T.I.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 15 F. Du 30 novembre au 31 décembre.

HISTOIRE DE VOIR. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-38-53). T.I.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 12 février 1990.

HISTOIRES DE TABLES. Musée Jacquemart-André, 158, bd Haussmann (46-62-39-94). T.I.J. et mar. de 10 h à 18 h 30. Entrée : 35 F. Jusqu'au 17 décembre.

JE SUIS LE CANIER : LES CANIERS DE PARIS. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-80-32-14). T.I.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 décembre.

FRANÇOIS KOLLAR, RÉTROSPECTIVE. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-38-53). T.I.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 11 février 1990.

MAGNUM. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-38-53). T.I.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 12 février 1990.

MODÈLIERS. Musée de Montmartre, 12, rue Cortot (46-06-61-11). T.I.J. et mar. de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 7 janvier 1990.

MÉTAL, HOMMES ET DIEUX. Jardin des Plantes, galerie de minéralogie, 38, rue Geoffroy-Saint-Hilaire (43-38-54-26). T.I.J. et mar. de 10 h à 17 h, sam., dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F (compréhension l'ensemble des expositions). Jusqu'au 30 janvier 1990.

NOS ANNÉES 80. Musée des Arts de la mode, pavillon de Marsan, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.I.J. et mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 1^{er} avril 1990.

PARIS ET LA DÉSERTIFICATION. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.I.J. et mar. de 10 h à 17 h 40, jeudi jusqu'à 22 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 28 février 1990.

LUC PIERRE. Musée du Luxembourg, 1, rue de Valenciennes (42-76-33-97). T.I.J. et mar. de 11 h à 19 h, jeu. jusqu'à 21 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 3 décembre.

PROJET DIANA, PIERO GIARDI. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-80-32-14). T.I.J. et mar. de 10 h à 18 h, sam. et dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 7 janvier 1990.

SAINTE-GERMAIN-DES-PRÉS 1945-1950. Pavillon des Arts, 101, rue Rampeau (42-33-83-50). T.I.J. et mar. de 11 h 30 à 18 h 30. Ventes complémentaires, gr. jeu. et dim. de 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 7 janvier 1990.

SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS 1945-1950. Pavillon des Arts, 101, rue Rampeau (42-33-83-50). T.I.J. et mar. de 11 h 30 à 18 h 30. Ventes complémentaires, gr. jeu. et dim. de 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 7 janvier 1990.

SAINTE-GERMAIN-DES-PRÉS 1945-1950. Pavillon des Arts, 101, rue Rampeau (42-33-83-50). T.I.J. et mar. de 11 h 30 à 18 h 30. Ventes complémentaires, gr. jeu. et dim. de 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 7 janvier 1990.

SAINTE-GERMAIN-DES-PRÉS 1945-1950. Pavillon des Arts, 101, rue Rampeau (42-33-83-50). T.I.J. et mar. de 11 h 30 à 18 h 30. Ventes complémentaires, gr. jeu. et dim. de 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 7 janvier 1990.

SAINTE-GERMAIN-DES-PRÉS 1945-1950. Pavillon des Arts, 101, rue Rampeau (42-33-83-50). T.I.J. et mar. de 11 h 30 à 18 h 30. Ventes complémentaires, gr. jeu. et dim. de 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 7 janvier 1990.

SAINTE-GERMAIN-DES-PRÉS 1945-1950. Pavillon des Arts, 101, rue Rampeau (42-33-83-50). T.I.J. et mar. de 11 h 30 à 18 h 30. Ventes complémentaires, gr. jeu. et dim. de 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 7 janvier 1990.

SAINTE-GERMAIN-DES-PRÉS 1945-1950. Pavillon des Arts, 101, rue Rampeau (42-33-83-50). T.I.J. et mar. de 11 h 30 à 18 h 30. Ventes complémentaires, gr. jeu. et dim. de 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 7 janvier 1990.

SAINTE-GERMAIN-DES-PRÉS 1945-1950. Pavillon des Arts, 101, rue Rampeau (42-33-83-50). T.I.J. et mar. de 11 h 30 à 18 h 30. Ventes complémentaires, gr. jeu. et dim. de 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 7 janvier 1990.

SAINTE-GERMAIN-DES-PRÉS 1945-1950. Pavillon des Arts, 101, rue Rampeau (42-33-83-50). T.I.J. et mar. de 11 h 30 à 18 h 30. Ventes complémentaires, gr. jeu. et dim. de 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 7 janvier 1990.

SAINTE-GERMAIN-DES-PRÉS 1945-1950. Pavillon des Arts, 101, rue Rampeau (42-33-83-50). T.I.J. et mar. de 11 h 30 à 18 h 30. Ventes complémentaires, gr. jeu. et dim. de 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 7 janvier 1990.

SAINTE-GERMAIN-DES-PRÉS 1945-1950. Pavillon des Arts, 101, rue Rampeau (42-33-83-50). T.I.J. et mar. de 11 h 30 à 18 h 30. Ventes complémentaires, gr. jeu. et dim. de 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 7 janvier 1990.

SAINTE-GERMAIN-DES-PRÉS 1945-1950. Pavillon des Arts, 101, rue Rampeau (42-33-83-50). T.I.J. et mar. de 11 h 30 à 18 h 30. Ventes complémentaires, gr. jeu. et dim. de 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 7 janvier 1990.

SAINTE-GERMAIN-DES-PRÉS 1945-1950. Pavillon des Arts, 101, rue Rampeau (42-33-83-50). T.I.J. et mar. de 11 h 30 à 18 h 30. Ventes complémentaires, gr. jeu. et dim. de 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 7 janvier 1990.

SAINTE-GERMAIN-DES-PRÉS 1945-1950. Pavillon des Arts, 101, rue Rampeau (42-33-83-50). T.I.J. et mar. de 11 h 30 à 18 h 30. Ventes complémentaires, gr. jeu. et dim. de 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 7 janvier 1990.

SAINTE-GERMAIN-DES-PRÉS 1945-1950. Pavillon des Arts, 101, rue Rampeau (42-33-83-50). T.I.J. et mar. de 11 h 30 à 18 h 30. Ventes complémentaires, gr. jeu. et dim. de 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 7 janvier 1990.

SAINTE-GERMAIN-DES-PRÉS 1945-1950. Pavillon des Arts, 101, rue Rampeau (42-33-83-50). T.I.J. et mar. de 11 h 30 à 18 h 30. Ventes complémentaires, gr. jeu. et dim. de 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 7 janvier 1990.

SAINTE-GERMAIN-DES-PRÉS 1945-1950. Pavillon des Arts, 101, rue Rampeau (42-33-83-50). T.I.J. et mar. de 11 h 30 à 18 h 30. Ventes complémentaires, gr. jeu. et dim. de 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 7 janvier 1990.

SAINTE-GERMAIN-DES-PRÉS 1945-1950. Pavillon des Arts, 101, rue Rampeau (42-33-83-50). T.I.J. et mar. de 11 h 30 à 18 h 30. Ventes complémentaires, gr. jeu. et dim. de 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 7 janvier 1990.

SAINTE-GERMAIN-DES-PRÉS 1945-1950. Pavillon des Arts, 101, rue Rampeau (42-33-83-50). T.I.J. et mar. de 11 h 30 à 18 h 30. Ventes complémentaires, gr. jeu. et dim. de 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 7 janvier 1990.

SAINTE-GERMAIN-DES-PRÉS 1945-1950. Pavillon des Arts, 101, rue Rampeau (42-33-83-50). T.I.J. et mar. de 11 h 30 à 18 h 30. Ventes complémentaires, gr. jeu. et dim. de 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 7 janvier 1990.

SAINTE-GERMAIN-DES-PRÉS 1945-1950. Pavillon des Arts, 101, rue Rampeau (42-33-83-50). T.I.J. et mar. de 11 h 30 à 18 h 30. Ventes complémentaires, gr. jeu. et dim. de 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 7 janvier 1990.

SAINTE-GERMAIN-DES-PRÉS 1945-1950. Pavillon des Arts, 101, rue Rampeau (42-33-83-50). T.I.J. et mar. de 11 h 30 à 18 h 30. Ventes complémentaires, gr. jeu. et dim. de 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 7 janvier 1990.

SAINTE-GERMAIN-DES-PRÉS 1945-1950. Pavillon des Arts, 101, rue Rampeau (42-33-83-50). T.I.J. et mar. de 11 h 30 à 18 h 30. Ventes complémentaires, gr. jeu. et dim. de 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 7 janvier 1990.

SAINTE-GERMAIN-DES-PRÉS 1945-1950. Pavillon des Arts, 101, rue Rampeau (42-33-83-50). T.I.J. et mar. de 11 h 30 à 18 h 30. Ventes complémentaires, gr. jeu. et dim. de 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 7 janvier 1990.

SAINTE-GERMAIN-DES-PRÉS 1945-1950. Pavillon des Arts, 101, rue Rampeau (42-33-83-50). T.I.J. et mar. de 11 h 30 à 18 h 30. Ventes complémentaires, gr. jeu. et dim. de 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 7 janvier 1990.

SAINTE-GERMAIN-DES-PRÉS 1945-1950. Pavillon des Arts, 101, rue Rampeau (42-33-83-50). T.I.J. et mar. de 11 h 30 à 18 h 30. Ventes complémentaires, gr. jeu. et dim. de 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 7 janvier 1990.

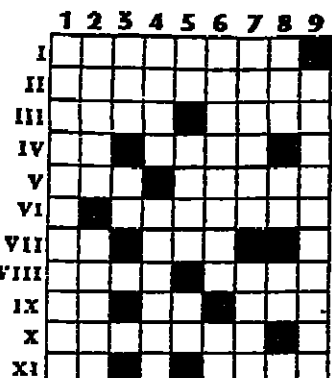
SAINTE-GERMAIN-DES-PRÉS 1945-1950. Pavillon des Arts, 101, rue Rampeau (42-33-83-50). T.I.J. et mar. de 11 h 30 à 18 h 30. Ventes complémentaires, gr. jeu. et dim. de 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 7 janvier 1990.

SAINTE-GERMAIN-DES-PRÉS 1945-1950. Pavillon des Arts, 10

AGENDA

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5143



VERTICALEMENT

1. Multiplie les sorties. — 2. On peut parfois dire d'elle que c'est le bouquet ! Ça chauffe régulièrement pour eux. — 3. Plait davantage quand il est petit. Cours moyen. — 4. De quoi faire des cérémonies. Grossissent sans prendre de poids. — 5. Note. Moyens d'agir vite et bien. Pronom. 6. Fraise des bois. Tombé sous le sens. 7. Fait du mal. Vont à la terre. 8. Reçoit beaucoup de monde. Pris au piège. Partie de ballon. 9. Susceptibles d'être chassées en toute saison.

HORIZONTALEMENT

I. Fait prendre l'air. — II. Sûrs de plaire. — III. Fit travailler la nature. Qui n'a donc pas changé. — IV. Participe. Va sur l'esu. — V. Apportera satisfaction. Susceptible de se montrer brillante. — VI. Est capable de faire un tube. — VII. Article. Perdit beaucoup d'hommes. — VIII. Sers quand il sert. Les côtes y apportent un certain relief. — IX. Possède de belles choses. Arrive aux oreilles de nombreux dieux. Qui ne va évidemment pas s'avouer vaincu. — X. On y met des plantes. — XI. Préposition. Qui risquent de perdre leur emploi.

Solution du problème N° 5142

Horizontalement

I. Débandade. — II. Initiales. — III. Eola. Lest. — IV. Trelala. — V. Emmêlés. — VI. Tee. Et. — VII. Failli. — VIII. Cénacle. — IX. Inini. Pou. — X. Etage. Rue. — XI. Ne. En. Et.

Verticalement

1. Distinction. — 2. Enorme. Enté. — 3. Bilame. Nis. — 4. Atèle. Fanga. — 5. Ni. Alsacien. — 6. Dalle. Il. — 7. Alés. Lèpre. — 8. Dés. El. Out. — 9. Esthétique.

GUY BROUTY

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : P Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Jeudi 30 novembre

TF 1

20.40 Série : Le triplé gagnant.
22.15 Documentaire : Les défis de l'océan. 1. La conquête des grands fonds. Magazine : Futur's.
23.05 Journal et Météo.
0.00 Série : Intrigues.

A 2

20.35 Cinéma : La guerre de Murphy. ■ Film britannique de Peter Yates (1971). Aucune originalité dans la réalisation. Mais Peter O'Toole est très bien...
22.15 Flash d'informations.
22.20 Documentaire : L'esprit des lois. 2. La terre.
22.22 Quand je serai grand. Pierre Tchernia.
23.25 Informations : 24 heures sur le 2. Avec le magazine européen Puissance 12.
23.45 Météo.
23.47 Soixante secondes. Jean Hamburger, biologiste.

FR 3

20.35 Cinéma : Quelmade. ■ Film italien de Gillo Pontecorvo (1969).
22.25 Journal et Météo.
22.50 Magazine : Océaniques. Karab Yacine, l'amour et la révolution.

23.45 Musiques, musique.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Maurice. ■■ Film britannique de James Ivory (1987).
22.45 Flash d'informations.
22.50 Cinéma : Y a-t-il enfin un pilote dans l'avion ? □ Film américain de Ken Fieldman (1982) (v.o.).
0.15 Cinéma : Mortelle randonnée. ■■■ Film français de Claude Miller (1982).

LA 5

20.40 Téléfilm : Sexy Academy.
22.10 Série : Deux flics à Miami.
23.10 Magazine : Désir.
23.45 Magazine : Ciné Cinq (rediff.).
0.00 Journal de minuit.

M 6

20.30 Cinéma : Celles qu'on n'a pas eues. ■■ Film français de Pascal Thomas (1980). Avec Michel Aumont, Michel Galabru, Daniel Ceccaldi.

22.25 Série : Brigade de nuit.
23.15 Série : Câlins d'abord !
23.45 Six minutes d'informations.
23.50 Midnight chaud.

LA SEPT

20.30 Feuilletton : Condorcet (1^{er} épisode).
22.00 Magazine : Mégamix.
22.30 Magazine : Dynamix.
23.00 Documentaire : Ici bat la vie.
23.30 Cinéma : Tasio. ■■ Film espagnol d'Amendriz Montxo (1984).

FRANCE-CULTURE

20.30 Le théâtre de l'Europe des Douze. Le Portugal. Le marin, de Fernando Pessoa.
21.30 Profils perdus. Marcel Marinet.
22.40 Nuits magnétiques. Les pouvoirs de la voix.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda. Ois Redding.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 18 novembre au Grand Auditorium) : Concerto pour orchestre de chambre en mi bémol majeur, de Stravinski ; Divertissement pour orchestre de chambre, d'Berlioz ; Petite Symphonie pour instruments à vent en si mineur, de Gounod ; Tricetto Botticelliano pour petit orchestre, de Respighi ; Kammermusik pour petit orchestre op. 24 n° 1, de Hindemith, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Marek Janowski.
22.30 Studio 116.
23.07 L'invité du soir. Tristan Murail.

Vendredi 1^{er} décembre

TF 1

13.35 Feuilletton : Les feux de l'amour.
14.25 Feuilletton : Le grand amour du duc de Windsor (4^e épisode).
15.30 Série : Tribunal.
16.00 Variétés : La chance aux chansons.
16.45 Club Dorothée.
17.55 Série : Hawaii, police d'Etat.
18.50 Avis de recherche.
18.55 Feuilletton : Santa-Barbara.
19.25 Jeu : La roue de la fortune.
19.50 Le bébé show.
20.00 Journal, Météo et Tapis vert.
20.35 Variétés : Avis de recherche. Invité : Yves Rérier. Variétés : Kassav', Texas, Nazim Le Forestier, Johnny Clegg, Patricia Kass, David Hallyday, Francis Cabrel...
22.35 Magazine : 52^e sur la Une. Solitudes, de Claude Coderre.
23.30 Variétés : Et puis quoi encore ! Invité : Elie et Smiley.
0.35 Journal et Météo.
0.55 Série : Mégaaventures.
1.20 Série : Des agents très spéciaux.
2.05 Info revue.

A 2

13.45 Série : Falcon Crest.
14.15 Feuilletton : Et la vie continue (4^e épisode).
15.15 Magazine : Du côté de chez Fred. Philippe Chatrier.
16.20 Série : Les mystères de l'Ouest.
17.15 Dessins animés : Le pays du père Noël. Les Rikids au pays du père Noël.
17.20 Magazine : Graffiti E-15.
18.15 Série : Les voisins.
18.40 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19.00 Série : Top models.
19.25 Jeu : Dessinez, c'est gagné !
20.00 Journal et Météo.
20.35 Série : Panique aux Caraïbes.
21.30 Apostrophes. Magazine littéraire de Bernard Pivot. Dialogues de savants. Avec Jean-Pierre Chagnoux et Alain Connes (Méthode à penser), Claude Jamin (Cancer : aide-toi, la science t'aidera), Trinh Xuan Thuan (La Méthode scientifique).
22.47 Quand je serai grand. Fernando Arrabal.
22.50 Journal et Météo.
23.07 Soixante secondes. Samuel Fuller, cinéaste.
23.10 Cinéma : Beau temps, mais orageux en fin de journée. ■ Film français de Gérard Philipe (1986). Avec Micheline Presle, Claude Papi. L'amour, les différences de générations, la tendresse et les malentendus. Bon joué.
0.30 Du côté de chez Fred (rediff.).

FR 3

13.30 Magazine : Regards de femme. Présenté par Aline Pailler, en direct de Tou

lous. Invité : Marie-Claude Arbaretz, chef de chant.

13.57 Flash d'informations.
14.00 Magazine : L'heure du tee. La magazine du golf.
14.30 Magazine : La vie à cœur.
15.00 Feuilletton : A cœur ouvert.
15.25 Magazine : Télé-Caroline.
17.00 Flash d'informations.
17.05 Amuse 3.
18.00 Magazine : C'est pas juste.
18.30 Jeu : Questions pour un champion.
19.00 Le 19-20 de l'information.
De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
19.50 Dessin animé : Kimbo.
20.05 Jeux : La classe.
20.35 Magazine : Thalassa. L'épave Tabarly, de Jean Loiseau. La dynastie Pen-Ducit.
21.30 Série : Le retour d'Arsène Lupin.
22.30 Journal et Météo.
22.55 Documentaire : Histoire de la Révolution française. 6. Le Consulat et l'Empire.
23.45 Musiques, musique. Nabucco (ouverture), de Verdi.

CANAL PLUS

13.30 Cinéma : Over the top (Le bras de fer). □ Film américain de Menahem Golan (1987).
15.00 Pochettes surprises. Le casseur de pierre, de Mohammed Zran.
15.30 Cinéma : Black mio mac 2. □ Film français de Marco Paoletti (1988). Cabou cadin.
17.25 En clair jusqu'à 20.30
18.15 Dessins animés : Ça cartoon.
19.30 Top album.
19.30 Magazine : Nulle part ailleurs.
20.30 Téléfilm : Chronique d'un condamné à mort.
21.55 Documentaire : Cascades, trucs et cinéma.
22.45 Flash d'informations.
23.00 Cinéma : Star Trek 4. Film américain de Leonard Nimoy (1986).
0.55 Cinéma : La brûlure. □ Film de Mike Nichols (1988) (v.o.).

LA 5

13.30 Série : Matlock.
14.30 Série : L'inspecteur Derrick.
15.30 Série : Le renard.
16.45 Dessins animés.
18.50 Journal images.
19.00 Série : Happy days.
19.30 Le bar des ministères.
20.00 Journal.
20.30 Drôles d'histoires.
20.40 Téléfilm : Soirées galantes.
22.20 Magazine : Reporters.
23.25 Série : Génération pub.
0.00 Journal de minuit.
0.05 Génération pub (suite).
0.30 Feuilletton : Rendez-vous en noir.

M 6

13.20 Série : Madame est servie (rediff.).
13.45 Feuilletton : La vie à cœur. de la Forêt-Noire.
17.05 Série : L'homme de fer.
18.05 Variétés : Multitop.
18.35 Série : Le frelon vert.
19.00 Série : Magnum.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Madame est servie.
20.30 Téléfilm : Danger à l'université. D'Eric Lonsdale, avec Danyel Washington, Lynn Whitfield. La tâche du nouveau directeur est rude.
22.05 Série : Brigade de nuit.
23.00 Série : Câlins d'abord !
23.30 Capital.
23.35 Six minutes d'informations.
23.40 Sexy clip.
0.20 Variétés : You can dance.
1.00 Rediffusions. Multitop : Poly en Espagne ; Anna, jour après jour ; Hiroshi, l'empereur ambigu ; Poly en Espagne ; Destination samedi (la douleur) ; Culture pub : Poly en Espagne.

LA SEPT

18.00 Méthode Victor : Allemand.
18.30 Documentaire : Témoins. De Marcel Loeb.
17.00 Documentaire : Portrait et grimages, Witkiewicz. De Jean-François Krif.
17.30 Cinéma : Berlin Jérusalem. ■ Film d'Amos Gitai (1988). Avec Liza Kreizer, Rivka Neuman.
19.00 Magazine : Imagine.
19.30 Documentaire : La Pologne comme jamais vue à l'Ouest (2). De Marcel Loeb.
20.27 Je me souviens... des années 80.
20.30 Danse : La fiancée aux yeux de bois. De Karine Saporta.
21.30 Documentaire : Les trois trajets d'Armand Gatti. De Raoul Singla.
22.30 Documentaire : De David et Judith McDougall.
23.30 Cinéma : Le rayon vert. ■■ Film français d'Eric Rohmer (1985). Avec Marie Rivière, Rosetta, Carita, Vincent Gauthier.
1.05 Documentaire : Jean-Luc Godard.

FRANCE-CULTURE

20.30 Radio-archives. Inédites. Le travail de l'INA.
21.30 Musique : Black and blue. La valse et le jazz.
22.40 Nuits magnétiques. Les pouvoirs de la voix.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda. Ois Redding.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 16 novembre à Stuttgart) : Russes et Luchina, ouverture, de Glinka ; Concerto pour violon et orchestre op. 14, de Barber ; Symphonie n° 10 en mi mineur op. 93, de Chostakovitch, par l'Orchestre symphonique de la Radio de Stuttgart, dir. Vladimir Fedosiev ; sol. : Nedja Saleno-Semmerberg, violon.
22.20 Musique légendaire. Œuvres de Strauss, Lerner, Bonneau, Renaud.
23.07 Le livre des mélanges.
0.30 Poissons d'or.

TRANCHE	PRIMES ET BILLETTS	SOMMES	TRANCHE	PRIMES ET BILLETTS	SOMMES
0	70 450 930 9060 088910 203170	400 800 800 8 000 80 000 200 000	5	3225 32275 32275	300 30 200 60 200
1	441 2231 6041 7291 7291 18481 20001 33741 188121	500 5 000 5 000 5 000 5 000 30 000 30 000 30 000 200 000	6	322 4775 40935 191175	500 5 000 30 000 60 000
2	12 32 102 302 7072 8002 8002 8002	400 400 500 500 5 000 5 000 5 000 5 000	7	677 8167 267407	500 5 000 60 000
3	4483 010888 148873	5 000 50 000 50 000	8	62 322 32485 008885 208115	400 500 30 000 10 000 400 60 000
4	138884	200 000	9	6 319 83489 70999 008389 043289 183189 177229 210839	200 1 000 30 200 30 200 60 200 200 200 200 200 200 200 200 200

TRANCHE DE LA SAINTE-CATHERINE

TRANCHE DU MERCREDI 29 NOVEMBRE 1989

RÉSULTATS OFFICIELS - INFORMATIONS

36.18 LOTO

Le numéro 9 3 5 8 7 1 gagne 4 000 000,00 F

Les numéros 0 3 5 8 7 1 5 3 5 8 7 1 gagnent 1 3 5 8 7 1 6 3 5 8 7 1 40 000,00 F

Les numéros approchant à la centaine de mille 3 3 5 8 7 1 7 3 5 8 7 1 40 000,00 F

4 3 5 8 7 1 8 3 5 8 7 1

Les numéros approchant aux

Numéro	Monte	Centaines	Unités	gagnent
905871	930871	935071	935601	935870
915871	931871	935171	935611	935872
925871	932871	935271	935621	935873
935871	933871	935371	935631	935874
945871	934871	935471	935641	935875
955871	935871	935571	935651	935876
965871	936871	935671	935661	935877
975871	937871	935771	935671	935878
985871	938871	935871	935681	935879
995871	939871	935971	935691	935880

Tous les billets se terminant par 871 gagnent 4 000,00 F

871 gagnent 200,00 F

71 gagnent 100,00 F

1

LOTTO

1 11 22 30 35 40 13

POUR UN TRACÉ DES NUMÉROS 6 ET GAGNÉ 9 DÉCEMBRE 1989

TRACÉ DU MERCREDI 29 NOVEMBRE 1989

RÉSULTATS OFFICIELS - INFORMATIONS

36.18 LOTO

Le numéro 9 3 5 8 7 1 gagne 4 000 000,00 F

Les numéros 0 3 5 8 7 1 5 3 5 8 7 1 gagnent 1 3 5 8 7 1 6 3 5 8 7 1 40 000,00 F

Les numéros approchant à la centaine de mille 3 3 5 8 7 1 7 3 5 8 7 1 40 000,00 F

4 3 5 8 7 1 8 3 5 8 7 1

Les numéros approchant aux

Numéro Monte Centaines Unités gagnent

905871 930871 935071 935601 935870

915871 931871 935171 935611 935872

925871 932871 935271 935621 935873

935871 933871 935371 935631 935874

945871 934871 935471 935641 935875

955871 935871 935571 935651 935876

965871 936871 935671 935661 935877

975871 937871 935771 935671 935878

985871 938871 935871 935681 935879

995871 939871 935971 935691 935880

Tous les billets se terminant par 871 gagnent 4 000,00 F

871 gagnent 200,00 F

71 gagnent 100,00 F

1

LOTTO

1 11 22 30 35 40 13

POUR UN TRACÉ DES NUMÉROS 6 ET GAGNÉ 9 DÉCEMBRE 1989

TRACÉ DU MERCREDI 29 NOVEMBRE 1989

RÉSULTATS OFFICIELS - INFORMATIONS

36.18 LOTO

SPORTS

TENNIS : Tournoi des maîtres

La Coupe de discorde

Vainqueurs respectivement d'André Agassi et de Brad Gilbert, Boris Becker et Stefan Edberg se sont qualifiés, mercredi 29 novembre, au Madison Square Garden de New-York, pour les demi-finales du Tournoi des maîtres, tandis qu'après trois années d'absence dans cette épreuve John McEnroe réussissait sa rentrée contre Aaron Krickstein.

NEW-YORK

de notre envoyé spécial

John McEnroe est né en Allemagne fédérale, à Wiesbaden, où son père stationnait avec les forces américaines en 1959. Le perspective de revenir dans son pays natal à l'occasion du Tournoi des maîtres 1990 - l'épreuve s'appellera alors « Finale ATP » - n'enchantait pas spécialement l'ancien champion du monde. Après la victoire acquise mercredi 29 novembre sur son compatriote Aaron Krickstein, il a dit combien il était sensible à l'ambiance du Madison Square Garden, où il a disputé quatre finales et gagné trois titres, et où il voudrait briller pour la dernière « représentation ».

Écarté des trois dernières éditions pour manque de résultats, il s'est interrogé à l'occasion de sa rentrée victorieuse sur le court en moquette bleue quant à l'opportunité d'implanter les trois prochaines éditions des Masters hors les États-Unis : « C'est un choix qui correspond à la montée en puissance des joueurs européens. Mais cette année cinq joueurs sur huit qualifiés pour le Tournoi des maîtres sont américains. Qui aurait prévu cela en 1986, quand il n'y en avait pas eu un seul ? Il faudrait être prudent ».

Au nom de cette prudence qui n'est guère la caractéristique de son jeu on de ses propos, John McEnroe est également parti en campagne contre la Coupe du grand chelem annoncée par la Fédération internationale de tennis pour 1990 en concurrence directe avec les nouveaux Masters (le Monde du 8 novembre) : « Tous les joueurs que je connais, excepté Ivan Lendl, sont contre ce machin ».

Pourquoi n'est-il pas séduit par le pacte de 2 millions de dollars qui est promis au vainqueur de cette nouvelle épreuve destinée aux huit joueurs ayant obtenu les meilleurs résultats lors des Internationaux d'Australie, de France, de

Grande-Bretagne et des États-Unis, alors qu'après trois mauvaises années il peut prétendre tenir à nouveau dans ces enclos le rôle qui avait été le sien au début des années 80 ?

McEnroe défenseur de l'ATP ?

Le cap de la trentaine franchi, le plus individualiste des champions s'est découvert une âme de syndicaliste en même temps que le goût de la paternité. En clair John McEnroe a pris fait et cause pour l'Association des joueurs professionnels (ATP) qui organise l'année prochaine un nouveau circuit. La Coupe du grand chelem n'est donc à ses yeux qu'une manœuvre des dirigeants traditionnels du tennis pour faire capoter l'entreprise. Or John McEnroe n'a sans doute pas pardonné à l'établissement tennisistique les avances qu'il lui ont été infligées tout au long de sa carrière : le refus de l'admission au All England Club après sa première victoire à Wimbledon, le forfait déclaré dans le double de Flushing Meadow pour un retard dû aux embouteillages, la suspension pendant deux longs mois lors de la première tentative de retour à la compétition...

Ivan Lendl n'a pas les mêmes griefs à formuler contre un système qui lui a permis de s'enrichir pleinement. Avec une malice certaine, le Tchèque soviétique, qui attend sa naturalisation américaine depuis trois ans, a invoqué les bienfaits de la libre entreprise pour justifier son soutien à l'initiative de la Fédération internationale. Mais, contrairement aux affirmations de John McEnroe, le numéro un mondial n'est pas un égoïste isolé dans sa tour de dollars.

L'embarras de Becker

Aaron Krickstein, qui est revenu au premier plan après bien des années de santé, n'a pas caché qu'il ne cracherait pas dans la soupe : « C'est facile pour Boris Becker qui a déjà gagné plus de cinquante millions de dollars de « div » que deux millions de dollars au vainqueur de cette Coupe c'est trop. Moi je vais essayer de me qualifier pour la jouer ». André Agassi a réitéré un argument qui était utilisé par les adversaires de la Coupe : « Il ne faut pas dire que cela s'empêcherait sur le temps de repos des joueurs. Ce serait hypocrite ! Chacun sait que les périodes de repos, c'est-à-dire sans tournois officiels, nous permettent de disputer des

exhibitions, donc de gagner plus d'argent ».

Michael Chang a fait preuve sur la question d'une sagesse tout orientale : « Pour l'instant personne n'est sûr de rien. Je verrai bien le moment venu. Pour le moment la seule chose qui soit acquise pour moi est que je n'ai pas disputé l'Open d'Australie à la mi-janvier pour ne pas compromettre les fêtes de fin d'année ». Bien qu'il ait fait partie des leaders du mouvement qui a conduit à la création du Tour ATP, Stefan Edberg est aussi d'avis qu'il faut laisser les événements se décanter. Brad Gilbert pense que la Fédération internationale doit modifier le lieu, la date et les critères de sélection de la Coupe pour faire la preuve qu'il ne s'agit pas d'une opération anti-ATP. Mais il n'est pas fondamentalement hostile à la formule.

Le plus embarrassé dans l'affaire est Boris Becker. C'est en grande partie son nom et sur ses chances de devenir numéro un mondial que les Masters et la Coupe du grand chelem ont été implantés en RFA. Or le président de la Fédération allemande, le docteur Stander, et son manager, Ion Tiriac, ont eu le sentiment que la Fédération internationale leur coupait l'herbe sous les pieds. Le champion de Wimbledon et de Flushing Meadow n'est donc pas très convaincant lorsqu'il explique que la Coupe ne lui convient pas parce qu'elle « double » avec le Tour des maîtres et qu'elle met en jeu trop d'argent.

Bref, si en lançant son projet de Coupe l'objectif de la Fédération internationale était de semer le trouble dans les rangs des joueurs qui avaient fait bloc en 1988 autour de l'ATP pour mettre un terme au Grand Prix, le but est atteint. D'autant que l'ATP, qui s'est indignée de la dotation de la Coupe (huit millions de dollars dont deux millions reversés aux fédérations pour le développement du jeu), va devoir maintenant expliquer pourquoi sur les deux millions de dollars qu'elle attend des Masters 1990 elle n'a prévu d'en reverser que deux millions aux joueurs.

ALAIN GIRAUDO

RÉSULTATS DU MERCREDI 29 NOVEMBRE

Groupe Rod Laver

J. McEnroe (EU, n° 4) b. A. Krickstein (EU, n° 8), 5-7, 6-3, 6-2.

Groupe Ilie Nastase

B. Becker (RFA, n° 2) b. A. Agassi (EU, n° 6), 6-1, 6-3, 3-6, 6-3, 6-3. B. Gilbert (EU, n° 7), 6-1, 6-3.

BASKET-BALL : championnat d'Europe des nations

Un soviétique au-dessus du panier

En match qualificatif pour le championnat d'Europe des nations, dont la phase finale aura lieu en 1991, l'équipe de France a été dominée par l'Union soviétique, mercredi 29 novembre à la Halle Georges-Carpentier, à Paris, par 96 à 86.

Sabonis était là. Du haut de ses 2,20 mètres, le pivot soviétique a régenté la partie. Il n'a pas marqué tous les points de son équipe, loin de là, mais par son imposante présence il a rendu la tâche des joueurs français particulièrement difficile.

Que faire contre ce géant, semblaient se demander les deux meneurs tricolores, Freddy Hufnagel et Valéry Domery. Ces maîtres de 1,80 mètre avaient beau déployer force gestes devant leur adversaire, celui-ci paraissait toujours avoir la même facilité pour récupérer la balle ou la servir à l'un de ses compagnons.

Arvidas Sabonis est ailleurs. Dans une bande dessinée, nul doute que l'illustrateur lui ferait figurer des nuages autour de la tête. Il vit au niveau des paniers, dans un monde particulier que ne fréquentent pas les autres joueurs, même si seulement une dizaine de centimètres suffisent à créer la différence. Là, dominant le jeu, il cherche la faille dans la défense adverse, s'éloigne des mouches qui tournent autour de lui et allonge ses bras qui n'en finissent pas vers ce cercle qui supporte les filets.

Le grand gaillard a du mal à mettre en mouvement ce corps décidément trop long. Alors que les autres joueurs courent d'une surface à l'autre, sans signes de fati-

gue apparents, le titulaire du Forum Filatelico, un club de Valladolid en Espagne, donne toujours l'impression d'avoir du mal à se lancer. Sous la fine moustache blonde, les lèvres semblent se crispier. L'effort qu'il demande à tout son corps pour l'aider à propulser ses jambes en avant paraît important. Sabonis souffre-t-il ? La grosse gaine de cuir qui lui enserrant une des cuisses signifie-t-elle que le champion est plus fragile que les autres basketballeurs ?

La présence de Sabonis change totalement le visage de l'équipe soviétique ainsi que sa façon de jouer, avouait Francis Jordane, l'entraîneur de l'équipe de France, avant la rencontre. Il possède un registre tellement étendu qu'il est impossible de le bloquer dans un secteur. Les faits lui ont donné largement raison. Face à une équipe championne olympique à Séoul, où se retrouvaient nombre d'éléments qui avaient participé à ce succès, les joueurs français n'ont pas baissé les bras mais ils ont eu du mal à entrer dans le jeu.

L'entraîneur reconnaissait que son équipe avait raté le début du match : « Nous étions trop fébriles et les Soviétiques ont exploité chaque occasion ». Le fait qu'un employé un peu tête en l'air ait envoyé l'hymne tchécoslovaque à la place de celui du grand pays toujours frère n'a pas perturbé les joueurs d'Alma Ata et de Moscou. Venus à Paris pour gagner, pour effacer le mauvais souvenir de leur récente défaite contre la Tchécoslovaquie, les « diables rouges » voulaient montrer qu'ils avaient retrouvé leur meilleur niveau.

Vaderamas Khomitchus et Arvidas Sabonis, les deux exilés

dans un club espagnol, sont venus rappeler à leurs « petits camarades » que, même lorsque l'on joue dans une équipe occidentale pour augmenter ses revenus, on peut rester un basketballeur de bon niveau. La fausseté de Saint-Quentin et les petites garnitures qui tentent de singler les « pom-pom girls » des universités américaines n'auront été d'aucun secours à l'équipe de France. L'écart de dix points qui du début à la fin de la rencontre aura séparé les deux formations est là pour en témoigner.

« Sabonis nous a fait très mal », résumait Stéphane Ostrowski, le capitaine de l'équipe de France, pivot limougeaud de 2 mètres. Sabonis était là, et ses 20 centimètres supplémentaires alliés à son sens tactique ont permis aux Soviétiques de retrouver leur aisance des Jeux olympiques.

SERGE BOLLOCH

COMMUNICATION

Avant la discussion d'un projet de loi

Les journaux britanniques adoptent un code de bonne conduite

LONDRES

de notre correspondant

Le gouvernement décide de déposer devant le parlement un projet de loi limitant la liberté de la presse au nom du droit de tous les sujets de sa gracieuse Majesté au respect de leur vie privée. Les excès des quotidiens populaires au format tabloïd sont à l'origine de cette démarche. Un groupe de réflexion présidé par un juriste, M. David Calcutt, a été chargé de remettre avant Pâques un rapport au 10 Downing Street.

En fonction des résultats de ce travail, le cabinet choisira alors ou non de se lancer dans l'aventure sans précédent en Grande-Bretagne qui consisterait à fixer par écrit et de façon détaillée les droits de toute personne privée face à la presse. Si cette loi voit le jour, il ne serait plus par exemple possible aux quotidiens tabloïds, comme cela leur arrive souvent, de publier la photo d'un malade amais, atteint d'un cancer, sans la permission de l'intéressé ou de sa famille.

Tout récemment le *People*, un des journaux de M. Maxwell, a ainsi osé imprimer une photo du chanteur américain Sammy Davis junior, qui subit un traitement pour un cancer de la gorge, avec cette légende : « Il est trop malade pour chanter mais pas pour fumer ». La trace d'une cicatrice rouge autour du cou de Sammy Davis attirait l'œil car le cliché était en couleur. Il était à la place habituellement réservée aux pin-up aux seins nus, la meilleure, au milieu de la page trois.

M^{me} Wendy Henry, rédactrice en chef du *People*, qui avait choisi la

photo et la légende, a aussi publié un instantané, pris à la serviette, du fils aîné du prince Charles, âgé de sept ans, en train de se soulager contre un arbre dans un parc de Londres. La famille royale était outrée, et semblait, une bonne partie de l'opinion avec elle. Laquelle des deux affaires a-t-elle été déterminante ? M. Maxwell a en tout cas prié M^{me} Henry de partir. « C'est une journaliste remarquable, et incontestablement douée, mais elle aime choquer », a-t-il déclaré en la licenciant.

M^{me} Henry avait déjà suscité une polémique en s'intéressant passionnément aux femmes obèses et aux défilés sexuels dans lesquels des enfants sont impliqués lorsqu'elle dirigeait la rédaction du quotidien populaire « *News of the world* » de M. Rupert Murdoch. Elle était allée si loin que ce dernier s'était lui aussi brusquement séparé de ses services. Elle a réussi à être trop vulgaire à la fois pour M. Maxwell et Murdoch », commentait avec amusement l'éditorialiste du magazine dominical de l'*Independent* dans sa dernière chronique.

Le public britannique se souvient encore du retentissant procès de l'écrivain Jeffrey Archer contre le *Daily Star* qui avait cru pouvoir affirmer qu'il fréquentait une prostituée. En réalité, tout avait été monté par *News of the World*. Le tribunal avait craqué lorsque la jeune femme s'était révélée incapable de préciser certains détails concernant M. Archer qu'elle aurait dû connaître si elle l'avait vu nu à plusieurs reprises comme elle le prétendait.

« Seulement par des moyens honnêtes »

Il y a eu aussi le million de livres qu'Elton John a gagné contre le *Sun*. Le chanteur est bisexuel et le reconnaît, mais le *Sun* avait tort d'écrire qu'il avait recours aux services de

jeunes prostituées masculines, et pis encore sans doute aux yeux de l'opinion britannique, qu'il martyrisait les animaux. La liste des affaires récentes est interminable.

On comprend donc que les journalistes des quotidiens tabloïds soient à la fois craints et méprisés par le public. En attendant l'hypothétique projet de loi du printemps prochain, le Press Council, l'organisme chargé d'examiner les plaintes de lecteurs et d'obtenir à l'occasion un droit de réponse publiera dans le courant de décembre un nouveau code de déontologie professionnelle et devrait voir ses pouvoirs augmentés.

Face à toutes ces menaces qui planent sur eux - la plus grave émanant du gouvernement et du parlement - les directeurs de tous les quotidiens nationaux ont tenté une contre-offensive. Ils ont publié le 28 novembre une déclaration commune, assortie d'un code de conduite. Ces deux textes ont paru dans la quasi totalité des journaux, parfois en première page comme dans l'*Independent*, dont le directeur, M. Andreas Whitam Smith, a été très actif dans toute cette affaire.

Les signataires affirment que « l'intrusion dans la vie privée des gens doit toujours être justifiée par l'intérêt public et qu'un droit de réponse doit être équitablement accordé dans des limites raisonnables ». Les erreurs doivent être « rapidement rectifiées ». L'information doit être obtenue « seulement par des moyens honnêtes ». Les journaux ne doivent pas en particulier « verser de l'argent à des auteurs de délits, à leurs parents ou à leurs complices » afin de se la procurer.

Toute « allusion inappropriée concernant la race, la couleur ou la religion » doit être évitée. Des ambassadeurs, chargés de prendre en compte les plaintes du public, devront être nommés dans chaque rédaction.

DOMINIQUE DHOMBRES

A la suite d'une mise en demeure du CSA

La Cinq ne peut plus diffuser de films à 20 h 30 jusqu'à la fin de l'année

La Cinq n'a plus le droit de diffuser de films à 20 h 30 jusqu'à la fin du mois de décembre. Dans une lettre datée du 24 novembre, le président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), M. Jacques Boutet, informe en effet M. Robert Hersant, le PDG de la chaîne, que celle-ci a dépassé le quota annuel autorisé de 104 films à 20 h 30, le mettant en demeure de ne plus en diffuser à cette heure-là et rappelant le butoir de 192 longs métrages, tous horaires confondus.

Tout en minimisant la portée de cette mesure - trois films seulement étaient programmés jusqu'au 31 décembre - la chaîne a décidé d'obtempérer.

La Cinq rappelle, toutefois, qu'elle conteste depuis deux ans devant le Conseil d'Etat la notion de films telle que l'a définie l'ancien CNCL dans sa note de terminologie du 31 décembre 1987. Cette note considère, en effet, comme « film » toute œuvre audiovisuelle diffusée en salle, non seulement en France mais aussi à l'étranger. Une définition source de conflits - les œuvres étrangères sont parfois dif-

ficiles à répertorier - et qui a déjà valu à la Cinq une mise en demeure de la CNCL l'an dernier. TF 1 et les professionnels du cinéma se sont engouffrés dans la brèche, il y a quelques semaines, en attirant l'attention du CSA sur la Cinq, coupable d'avoir diffusé sous l'appellation « téléfilms » de vrais longs métrages. Après vérifications du Centre national du cinéma, une dizaine d'œuvres ont en effet changé de statut.

Autre déboire pour le groupe Hersant, la décision de l'ensemble des producteurs, distributeurs, exploitants de cinéma, d'assigner le *Figaro*, son supplément radio-télévisé et *France-Sat* TV-Magazine devant le tribunal de grande instance de Paris. Les professionnels contestent, en effet, le droit pour le *Figaro* et les deux suppléments d'annoncer « tous les soirs, un film sur la Cinq » quand la réglementation l'interdit et qu'il s'agit, le plus souvent, de téléfilms. L'audience est fixée au 24 janvier.

P.-A. G.

La construction du siège de TF 1 à Boulogne

La première chaîne quittera Cognac-Jay dans deux ans

« A vous Cognac-Jay ! » Cette phrase rituelle qui a bercé des générations de téléspectateurs français, ne l'entendra plus dans deux ans. A cette date, TF 1 emménagera dans ses nouveaux locaux, quai du Point-du-

Jour à Boulogne. M. Francis Bouygues, truie de maçon à la main, a posé, le 29 novembre, la première pierre de la tour gris argent de quatorze étages qui abritera la chaîne.

Les 27 000 mètres carrés permettront de regrouper la rédaction, les installations techniques de la rue Cognac-Jay, les services administratifs et les unités de programmes du centre Montparnasse, la régie publicitaire de la tour Montparnasse et les stocks de programmes dispersés dans d'autres locaux à Paris.

Le bâtiment sera la propriété du groupe d'assurances GAN. Le cabinet Saubot et Julien en est le maître d'œuvre. Mais c'est le groupe Bouygues - retrouvant sa casquette de bâtisseur - qui sera l'opérateur de la construction. Un chantier dont ni les responsables du GAN ni ceux de TF 1 ne veulent, pour le moment, dévoiler le montant.

J.-F. L.

Maxi neige, mini prix, minitel.

3614 consom

INFO PRIX - NEIGE

85 stations

HÔTELS, LOCATIONS REMONTEES MÉCANIQUES ETC.

SECRÉTARIAT D'ÉTAT CHARGÉ DE LA CONSOMMATION

Editions du Seuil

LE FEUILLETON

de Michel Brandeau

CORRESPONDANCE GIDE-LARBAUD, 1905-1938

Cahiers André Gide 14.
Édition établie par Françoise Lioure.
Gallimard, 336 p. 150 F.

LETTERES A LILITA

de Jean Giraudoux.
Édition établie par Maurice Berne.
Gallimard, 243 p. 115 F.

CORRESPONDANCE PAULHAN-UNGARETTI, 1921-1968

Cahiers Jean Paulhan 5.
Préface de Luciano Rebay.
Gallimard, 700 p. 160 F.

OUVRIER le courrier d'autrui est un plaisir trop rare pour qu'on s'en lasse : à moins de fracturer les boîtes, il faut compter sur le hasard qui est chiche, ou sur la distraction de nos concierges échevillées, gristées par les vapeurs alliées de leur frichti lusitanien, mais elles sont vigilantes, les démons. Et encore faut-il avoir des voisins intéressants dans son immeuble, dont on ait envie de lire le courrier, ce qui ne nous a pas été donné depuis quelques déménagements.

Le mieux est encore de se fournir directement à la bonne source, chez Gallimard qui reste le plus fin pourvoyeur de ces choses qui doivent être légales puisqu'elles sont financées généralement avec le concours du Centre national des lettres, mais dont on s'étonne toujours un peu qu'elles soient en vente libre, ces correspondances d'illustres écrivains, complètement privées, intimes, imprimées sur beau papier avec de grandes marges et des appels de notes aussi nombreux que les mouches sur le crâne de l'érudit, que les doutes du correcteur et les curiosités minuscules du lecteur.

De ces notes impayables, dans la grande tradition, d'un invincible sérieux, d'une frivolité désarmante, comme on voudra, mais qui donnent à profusion de ces détails pointus, un changement d'adresse, la date d'une rencontre, un télégramme disparu, des tas de secrets « misérables » et magnifiques, multipliables à l'infini et dont on n'a jamais assez.

« J'ai toujours été déplorablement indiscret », écrit André Gide à Valéry Larbaud, le 23 octobre 1917, dans une lettre qu'il ne nous en voudra pas de lire par-dessus l'épaule du feu destinataire, d'autant qu'il devait très probablement souhaiter qu'elle soit un jour publiée. Il n'y a qu'à voir la détresse qui le frappa peu après, quand sa femme Madeleine brûla les lettres d'amour qu'il lui avait adressées, pour juger qu'il s'agissait bien, à ses yeux, d'une partie vivante de son œuvre.

Indiscret, c'est une façon de parler, en fait rien de bien secret dans ce quatorzième volume de la correspondance d'André Gide, consacré à son amitié avec Valéry Larbaud, de 1905 à 1938. Au contraire, le jeune Larbaud s'adresse avec déférence à Gide, de douze ans son aîné, dont la gloire est de moins en moins confidentielle et qui lui ouvre les portes de la NRF naissante. Gide répond avec vivacité, affection, sans trop se révéler.

C'est une correspondance d'hommes de lettres sans vraies confidences, sinon, en mars 1912, celle de la conversion au catholicisme de Larbaud. Gide ne dit rien en revanche de ses jours heureux avec Marc Allégret. Au plus, s'esquisse une discussion sur l'origine du monologue intérieur dans le roman (cf. la lettre et ses notes du 29 juillet 1923). Larbaud l'attribue à Edouard Dujardin (1), Gide à Dostoïevski et Robert Browning.

Pour le reste, de longs échanges d'amabilités dont on voit bien avec le temps qu'elles sont tout à fait sincères, mais jamais au-delà du raisonnable : quelques minauderies gidiennes toujours savoureuses (« Presque personne n'a parlé de Paludes... »). Le champ de la critique, si l'on veut qu'y fleurisse l'éloge, a besoin d'être beaucoup arrosé ; et je n'ai jamais rien semé qu'à l'aventure... ») et, déjà, des indignations pincées contre le style expéditif des concurrents de chez Grasset : « Sur le coup de cinq heures, passant rue de Grenelle, je me sens happé par Fasquelle qui jallit d'une automobile. Prodigieuse conversation dans une petite pièce du rez-de-chaussée où deux chaises défoncées finissent leurs jours en compagnie de piles d'inventus. » Il s'agit d'Eugène Fasquelle. En mars 1911.

À la même époque, Giraudoux est amoureux depuis un an d'une belle Cubaine, Rosalia Abreu, dite « Lilita », issue



André Gide, par Berenice Abbott.

Les lois de l'indiscrétion

d'une riche famille de planteurs et qui tourne la tête, selon Morand, « à tout le clan naissant de la NRF ». Giraudoux est vice-consul au ministère des affaires étrangères, il a publié *Provinciales* et commence *l'Ecole des indifférents* et *Simon le Pathétique*, où il évoque assez directement la silhouette de la belle Havanaise qui l'aime bien mais ne l'aime pas. Elle brisera des cœurs du meilleur gratin, celui de Louis Pasteur Valléry-Radot, entre autres, qui veut l'épouser, à qui elle dit oui, puis peut-être, attendons, finalement non.

A Giraudoux elle ne laisse pas d'illusions, mais sous le manteau d'une amitié désincarnée l'autorise à lui écrire ce qui lui passe par la tête et par le cœur. Comme elle a bien fait : ces lettres sont souvent délicieuses, drôles et tristes, en effet pathétiques.

Entre le 1^{er} mars 1910 et février 1928, cent quarante-cinq lettres, sans compter les cartes postales (six, le seul 3 mai 1912) ni les télégrammes et pneumatiques qui souvent les précèdent et les suivent comme une escorte de petits bleus et de poulets attendris. Cela commence par des invitations à des promenades dans Paris, des envois de livres et de respectueux hommages, et même assez vite à des « je vous aime » qu'aucun espoir de retour ne berce.

Giraudoux y déploie une prévenance, une gentillesse sans doute excessive — il va même, le 13 juillet 1912, jusqu'à prier Lilita : « Pardonnez-moi d'avoir effleuré votre main il y aura bientôt un an, à Versailles. Je vous aimais trop. Je ne pouvais plus ! » — et sans doute aime-t-il son amour et la fièvre littéraire qui l'accompagne au moins autant qu'il aime l'inflexible Lilita. Du reste, en 1921, celle-ci épouse Adal Henraux, et Giraudoux convole avec Suzanne Boland dont il vient d'avoir son fils unique, Jean-Pierre. Par la suite, Lilita vivra la grande

passion de sa vie avec Alexis Léger, qui lui consacra, une fois devenu Saint-John Perse dans les lettres, son *Poème à l'étrangère* en 1942.

Giraudoux meurt en 1944, Lilita lui surviva onze ans. On n'a d'elle que son carnet intime, qui est d'un ton très réservé. Aucune des lettres qu'elle envoya à Giraudoux ne nous est parvenue, toutes détruites comme elle l'exigeait expressément de leur destinataire transi.

JEAN PAULHAN et Giuseppe Ungaretti se rencontrent une première fois chez André Breton, juste après la guerre, puis par hasard, en 1921, à une exposition de De Chirico. Paulhan avait trente-sept ans et Ungaretti trente-trois ans. Ils ne cessèrent (à l'exception des années de guerre, de novembre 1939 à octobre 1944) de s'écrire, jusqu'à la mort de Paulhan en 1968.

Il nous reste quatre cent quatre-vingt-huit lettres d'un échange qui dut être beaucoup plus nourri, mais Ungaretti, qui correspondait avec de nombreux écrivains importants, italiens ou français, perdit la plupart de ses lettres au cours de ses déménagements, d'Alexandrie, en Egypte, à Paris, de Milan à Sao-Paulo. Jean Paulhan, au contraire, gardait tout dans un scrupuleux désordre.

Si bien que l'on a beaucoup plus de pages d'Ungaretti que de Paulhan, dont la première lettre conservée date de 1936. Il semble que les progrès de leur amitié furent assez rapides et solides, Paulhan donnant du « cher frère » (parfois du « cher Unga »), ce qui n'était pas accordé au premier venu, tant s'en faut.

On y découvre beaucoup les difficultés d'existence d'Ungaretti. Il n'a pas de quoi vivre (« C'est très dur d'être à la merci d'une pauvre tragédie d'argent »), acceptera avec reconnaissance l'aide de Mussolini de 1 500 livres par mois, en 1934, avant un poste d'enseignant au Brésil. Il se sait reconnu comme un des premiers poètes italiens, et pourtant : « Je suis seul. Il me semble que toute ma vie se passe en cris sans voix. La justice des gens de lettres à quoi servira-t-elle ? Si tout le monde reste quand même distrait ? » Plus seul encore à la mort de son fils, âgé de neuf ans.

En même temps se dévoile un homme de tempérament sanguin, emporté, qui juge parfois très durement : Umberto Saba, « une sorte de Coppée affolé par Freud », Suarès, « un sous-D'Annunzio », Savinio, « il ne connaît que des langues étrangères ». Les Faux Monnayeurs de Gide : « C'est souvent petit, parfois c'est d'une noblesse téméraire. Et ça fait constamment horreur. » Quant à Max Jacob, il est « incompréhensible et crétin ». Pas moins.

PAULHAN n'est pas toujours plus doux quand il donne des nouvelles des amis en 1937. « Artaud est dans un asile de fous. Breton tient un magasin d'objets bizarres, rue de Seine. Aragon est un chef communiste (avec d'extraordinaires dons policiers, qui emportent chez lui tout le reste). » Mais l'essentiel de leur dialogue ne concerne qu'eux et leurs œuvres : « merci de tes poèmes », « merci de ta lettre ». Dix fois, vingt fois, Ungaretti réclame les *Fleurs de Tarbes* de Paulhan, qui n'arrivent pas. Et Paulhan conseille à son ami de changer de traducteur français, de prendre l'excellent Mandiargues.

Ce qui est a posteriori ahurissant, c'est la façon dont cette amitié résiste à la guerre, aux prises de position parfois odieuses d'Ungaretti. Il proclame son fascisme avec fierté, n'a que des mots d'amour pour le Duce (« Ses yeux étaient si bons, si humains, son âme m'est apparue encore une fois si noble »), annonce la fin du monde et sur les ruines de l'Europe, « l'ère des nègres ». Paulhan sera dans la Résistance, fondera les *Lettres françaises* avec Jacques Decour, et les Editions de Minuit avec Vercors. Bien des amis auraient rompu pour moins que cela. Eux, non.

Finie la guerre, les lettres reprennent de plus belle le chemin des Alpes. En 1958, Paulhan propose à Ungaretti de s'installer chez lui, rue des Arènes. « Il serait bon de vieillir ensemble. » Et en 1960, à soixante-dix ans passés, après un tour du monde effectué avec Paulhan, Ungaretti jette un coup d'œil en arrière sur leur longue fraternité. « Nous n'avons rien jeté au vent. Nous avons, malgré tout, vécu comme il fallait pour notre œuvre écrite — que le temps couronne. »

(1) Dont les Editions du Dilettante viennent de republier le fameux roman *Les lauriers sont coupés*. Héros : la préface que Larbaud écrivit en 1924.



LAURENT COHEN-TANUGI

LA MÉTAMORPHOSE DE LA DÉMOCRATIE

« Un livre qui domine de haut la plupart des essais politiques parus cette année. [...] Non seulement parce qu'il met solidement en perspective un grand nombre de débats très actuels [...] Mais surtout parce que rarement une réflexion comparative nous a été obligée à une réévaluation aussi radicale des critères au moyen desquels nous avons l'habitude de juger notre démocratie. »

Alain-Gérard SLAMA - LE POINT

« Une œuvre et brillante analyse... »

Enriky PEUSTIER - LE FIGARO

« Bien argumentée, serrée, pénétrante... »

Pascal BRUCKNER - LE NOUVEAU OBSERVATEUR

EDITIONS
ODILE JACOB

IL Y A DES IDÉES QUI FONT AVANCER LES IDÉES

« Cohen-Tanugi a raison de montrer l'émergence d'institutions, Conseil constitutionnel ou autorités administratives indépendantes, qui ne relèvent pas de la théorie classique des pouvoirs en France. »

Robert BADINTER - LE MONDE

« La thèse de Cohen-Tanugi aide à comprendre les brouillages idéologiques qui accompagnent l'époque [...] »

Pierre BOURETZ - L'EXPRESS

« [...] la théorie complète, clefs en mains, de notre situation politique. »

Daniel SOULEZ-LARIVIERE - LIBÉRATION

LIVRES • IDÉES

ROMANS

Sénac à la recherche du père perdu

Au moment où la jeunesse algérienne réhabilite le poète pied-noir de l'indépendance, on publie l'unique roman de Jean Sénac, assassiné en 1973

ÉBAUCHE DU PÈRE
de Jean Sénac
avant-propos
de Rabah Belamri,
Gallimard, 180 p., 178 F.

Durant ses années d'exclusion, sous la dictature boumedienne, alors que, chassé de Radio-Alger, abandonné par la plupart de ses amis, installé dans le régime, Jean Sénac en était réduit, « caché dans le maquis de [sa] barbe », à vivre au fond d'une cave algéroise, il lui arrivait de lire à ses fidèles quelques pages de son « roman ».

L'unique roman écrit par le grand poète francophone du nationalisme algérien, mais qui devait, prévoyait-il, n'être que le premier tome d'une dizaine de volumes inspirés par sa vie.

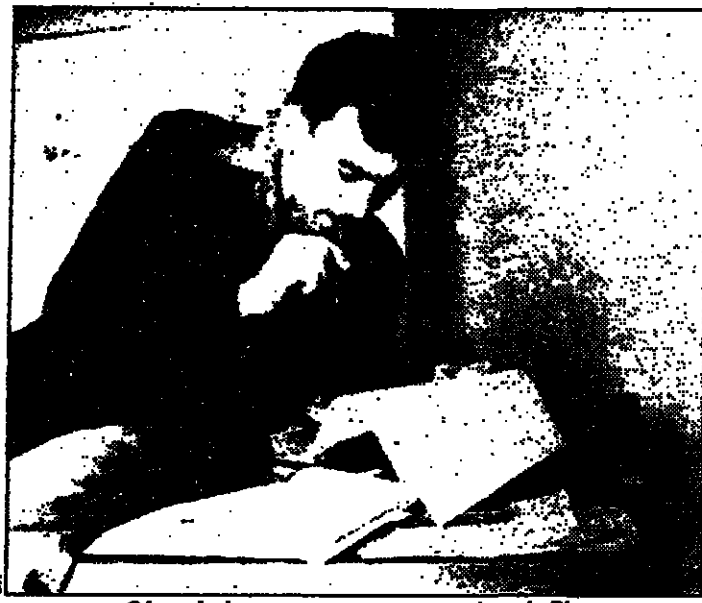
Né d'un père inconnu en 1926, dans une famille de « petits Blancs » d'Oranie, reconnu par l'éphémère épouse de sa mère (d'où son nom de Sénac), auteur de son premier poème à quatorze ans (*Ode à Pétaï*), très tôt introduit dans le milieu intellectuel algérois d'alors (Geneviève Baïlac, Emmanuel Roblès, Jean Cayrol, Mohamed Dib, les peintres Sauveur Galliero et Jean de Maisonneuve, etc.), il correspond activement, à partir de 1948, avec Camus, qu'il rencontrera à Paris deux ans plus tard et qui l'appellera désormais « mi hijo » (mon fils, en espagnol).

Si Camus reste attaché jusqu'au bout à l'Algérie française pour ne pas chagriner sa mère, Sénac publie dès 1950, dans la revue *Conscience algérienne*, *Matinale de mon peuple*, au titre prémoniteur.

De retour en Algérie, il a, en 1953, ses premiers contacts avec des nationalistes (Larbi Ben M'Hiidj, Amar Ouzegane) et lance la revue *Terrasses* dont l'unique numéro, avec les signatures de Camus, Dib, Ponge, Kateb Yacine, Millemam, Jean Daniel, Dermenghem, Cossery, Ferrouk, etc., dit assez le rôle d'aimant que, durant son existence, Sénac exercera autour de lui.

Remarqué à Paris dès 1954, avec ses *Poèmes* préfacés par René Char et publiés par Gallimard, dans la collection « Espoir » de Camus, Sénac deviendra célèbre, traduit et étudié un peu partout dans le monde, après l'indépendance de l'Algérie, en 1962, et cela grâce à ses vers vigoureux où la vraie poésie, par une grâce rare, parvient à n'être pas évincée par un nationalisme strident — et au fond « contre nature », puisque Sénac, refusant « le mamamouchi de la conversion à l'islam », continuait de porter haut sa « pied-noirise ».

Le roman, que l'on avait perdu de vue dans la panique et



Sénac à vingt et un ans au sanatorium de Rivet (aujourd'hui Meftah) en Algérie.

l'angoisse des lendemains de son assassinat (1) à Alger en 1973 (probablement à l'instigation d'éléments racistes du régime, inquiets de l'influence du poète gouir (2) sur la jeunesse), fut retrouvé ensuite par ses proches.

Rédigé en France, entre 1959 et 1962, dans la semi-clandestinité de la guerre d'Algérie, il n'est pas « l'essai de roman jauni » décrit par Sénac un jour de cafard de 1972, mais un ouvrage achevé, se suffisant à lui seul, même si ses lecteurs regretteront toujours que la suite n'ait pas été écrite.

Sous-titrée *Pour en finir avec l'enfance*, cette *Ébauche du père* est encore, selon son auteur, et là avec plus de discernement, un « pittoresque monstrueux », un « océan de désordre », en tout cas un mélange difficile et réussi de prose poétique et d'autobiographie toute crue. Un bien singulier roman en somme...

« Très haute écriture lyrique, constante invention poétique, justesse de l'observation, concrétude dans l'élan de l'émotion », juge son ami Jean de Maisonneuve, qui fut lui aussi un Européen d'Algérie libérale (3).

Respectable chimère

Ébauche du père permet entre autres de comprendre les contradictions de ces pieds-noirs bourgeois ou prolés, peu nombreux

mais têtus, qui crurent longtemps avoir leur place dans une Algérie algérienne. Vaine mais respectable chimère...

Le livre de Sénac est peut-être surtout un terrible *A la recherche du père perdu*, une quête d'amour paternel jamais comblée, qui a persisté au-delà même de l'âge adulte, cruellement marquante pour le reste de l'existence. En ce sens, on peut dire que l'unique roman de Sénac est très « arabe » dans l'immense importance qu'il attribue à son père, à ces pères si peu « maternels » mais auxquels la justice islamique confie généralement les enfants dès qu'ils sont sortis du premier âge.

Le poète eut pourtant une mère très aimante — c'est le personnage marquant du texte, — peuple et raffiné, excentrique et généreux, plus pied-noir que nature et en même temps formidablement orientale. « C'est parce que je l'aimais trop que j'ai refusé d'aller à son enterrement », nous confiera un jour son fils.

La piété filiale, inassouvie ou orpheline, ne jette pourtant pas un voile triste sur l'ensemble du livre. Parmi les pages impayables, celles consacrées à l'abbé Lambert, maire d'Oran, antijouf aimé des juifs, gifleur d'évêque aimé des catholiques, aimé de toutes les femmes et le leur rendant bien...

Et, plus loin, cette réflexion politique : « Celui qui a donné

l'indépendance à l'Algérie, c'est Naegelen », un gouverneur socialiste qui, après 1945, en truant sans vergogne les élections algériennes, détourna une foule de musulmans de la France.

Bref, *Ébauche du père* n'a pas deux cents pages, mais il y en a un peu pour tous les goûts, dans l'unité — et c'est l'essentiel — d'un style constamment créatif, quoique jamais gratuitement. Sénac, ne l'oublions pas, inventa le point d'ironie, pour lequel Gallimard dut fondre le caractère...

La diffusion en Algérie d'*Ébauche du père* sera naturellement un bon test du changement dans ce pays. En novembre 1988, nous y avons constaté que les ouvrages de Sénac disponibles en France (presque tous publiés par Actes-Sud) circulaient un peu partout comme un défi. Vient maintenant de paraître à l'Office des publications universitaires de Ben-Aknoun (Alger) un choix de textes de l'écrivain (4) présentés par Rabah Belamri, lequel prépare à Paris une monumentale biographie de Sénac. Une missive du Sud algérien nous apprend qu'on veut y fonder une association des amis de Sénac. Dès l'an passé, le romancier Rachid Boudjedra, fort bien en cour à Alger, avait estimé qu'il fallait « donner à Jean Sénac une rue ».

En attendant sa complète « réhabilitation », la modeste pierre tombale de Sénac au cimetière d'Alm-Bénian (ex-Guyotville) a été brisée. Mais qu'importe au poète qui, dès 1964, avait chanté (5) :

« Vous comprendrez pourquoi ma mort est optimiste ».

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

(1) Voir notre ouvrage *Assassinat d'un poète* (suivi d'un inédit de Jean Sénac : *Heures de mon adolescence*). Préface de Tahar Ben Jelloun. Ed. Jeanne Laffitte, Marseille, 1983.

(2) Gouir est, en Algérie, un mot pour le moins ambigu désignant le non-musulman. Sénac, encore une fois prémoniteur, avait publié en 1967, chez Subervie, dans *Citoyens de beauté*, le long « Chant funèbre pour un gouir », où il écrit notamment : « Celui-là, s'il est étranger sur sa terre, comment porterait-il avec lui l'espérance du peuple ? »

(3) Voir « L'affaire Maisonneuve » in *Chroniques algériennes* (Actuelles III), de Camus, Gallimard, 1958.

(4) *Jean Sénac entre désir et douleur*, 130 p., 70 F. En vente en France dans les librairies orientalistes.

(5) In « Chant funèbre pour un gouir ».

Le voyage halluciné de Rabah Belamri

L'ASILE DE PIERRE
de Rabah Belamri
Gallimard, 152 p., 75 F.

Hassan, l'adolescent du *Regard blessé* (1), vivait une double tragédie : la perte de la vue et les soubresauts douloureux de l'histoire de son pays, l'Algérie. Dans son nouveau roman, Rabah Belamri approfondit son exploration des hantises intimes et nationales. Le livre s'ouvre sur l'image d'un asile où vient de s'éteindre Marie, une institutrice restée en Algérie après l'indépendance et qu'Hamel — la double de Belamri — a longtemps aimée en secret.

Cette image appelle une autre vision, plus bouleversante encore : celle de la femme noire — sa mère — tenue recluse pendant des années dans la pièce isolée, cachée sous la vigne, de la maison familiale. Hamel ne l'a vue qu'une fois morte, reposant sur un matelas, le visage « illuminé par un soleil tapi sous la peau ».

Afin de se sauver lui-même, Hamel voudrait élucider le mystère de ces enfermements tragiques. L'enquête panique à laquelle il se livre pour remonter à l'origine de la démence ne peut être contenue dans le corps d'un récit linéaire. Elle prend très vite l'allure hantée d'un voyage halluciné à travers les traditions et les obsessions

familiales. Le passé ne se retrouve qu'éclaté, dans un tourbillon de scènes et de visions d'effroi. C'est l'intransigence des rites ancestraux qui engendre la folie des âmes les plus désarmées : ils finissent par se punir de leur propre désir d'insoumission.

Seules plages de repos dans ce recensement affolé des malheurs de l'enfance : la miséricorde muette du père magicien, ami des djins de l'eau et jadis capable « d'inverser les destins » ; et surtout le rayonnement serin de la tante Aïcha. Mais les folies elles-mêmes sont empreintes de cruauté : celle, notamment, de la Source rouge qui a donné son nom au village natal et qui, une fois par an, continue à laisser passer une goutte de sang.

Les contes ne consolent pas longtemps des tourments du réel. L'Histoire revient sans cesse avec son cortège de souvenirs barbares : Hamel se rappelle le jour d'épouvante où, pendant une rafle, il est demeuré seul à la maison tandis qu'on emmenait le reste de sa famille vers le stade, cerné de barbelés ; la mort de Saci, l'ancien berger de ses parents, tué au cours d'un accrochage.

Le morcellement du livre en séquences dont la date est à peine suggérée permet à Rabah Belamri de mettre en accusation

la violence, quelle que soit l'époque de l'histoire embrassée : la brutalité des soldats français durant la guerre est semblable à celle des policiers algériens qui arrêtent Hamel, après l'assassinat de son ami, le poète — en lequel on reconnaît Jean Sénac. Pour les autorités, Hamel fait partie de ces intellectuels accusés de « toutes les dépravations de l'Occident ». L'Algérie reste, pour Belamri, un vaste asile de pierre, hanté par les ombres de l'obscurantisme.

Seule l'écriture permet de s'en évader. « Le Livre des yeux et de la mémoire », qu'Hamel entreprend d'écrire sous le figulier ancestral, est pour lui le moyen de rester fidèle à la façon de bonnet rebelle revue du vieux poète. Personne ne saurait bannir une vision : celle de la prairie bleue où, au-delà des mers et des montagnes, Hamel rêve de rejoindre Marie.

Cette capacité de transfiguration de la poésie, Rabah Belamri l'exprime à sa manière à la fois savante et sauvage, réservée et brusquement impudique quand il s'agit pour lui de briser, dans des emboîtements de lyrisme noir, les amarrages de pierre des enfermements et des interdits et d'affirmer la vertu du blasphème.

Jean-Noël Pancrazi

(1) Gallimard.

Giampaolo RUGARLI



La Trogue

Traduit de l'italien par Jean-Paul Manganaro

L'Italie trouble, grotesque et sanguinaire de l'affaire Moro, de l'inflation, des services secrets, de la loge maçonnique P2, a trouvé enfin son romancier.

GALLIMARD *urf*

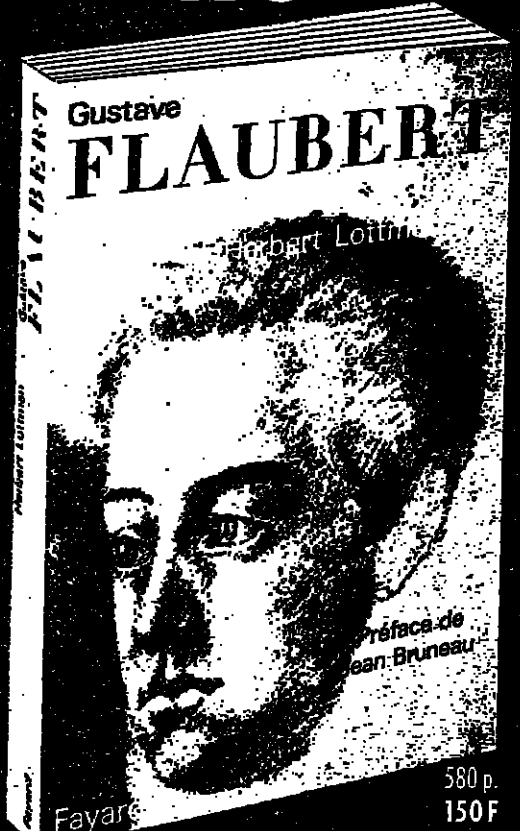
Vous écrivez ? Écrivez-nous !

Important éditeur parisiens recherche, pour ses différentes collections, manuscrits inédits de romans, essais, récits, mémoires, nouvelles, poésie, théâtre...

Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision. Contrat défini par l'article 49 de la loi du 11/03/57 sur la propriété littéraire. Adressez manuscrits et CV à : La Pensée Universelle Service L.M. 4, rue Charlemagne 75004 Paris Tel. 48 87 08 21

LA PENSÉE UNIVERSELLE ÉDITEURS

PRIX GUILLAUME LE CONQUÉRANT 1989



L'intérêt du livre d'Herbert Lottman est de faire la synthèse des connaissances biographiques avérées ou controversées. Partant d'une formidable documentation, vérifiant point par point les affirmations de ses prédécesseurs, il nous donne le récit le plus complet à ce jour et le plus digne de foi de la vie de Flaubert. Pas un détail qui ne s'appuie sur une citation, pas une hypothèse qui ne se trouve étayée par des preuves tangibles. Chez Herbert Lottman, la rigueur est l'alliée fidèle de la fascination.

Lire

FAYARD

NOUVEAUTÉ



Marc Dachy

Journal du
MOUVEMENT
DADA

232 pages, 250 illust. 580 FF

SKIRA

L'ANUGI

CRATIE

Le mouvement dadaïste est un mouvement de révolte contre la culture bourgeoise. Il se caractérise par son rejet de la logique, de la morale, de la religion, de la science, de la littérature, de l'art, de la vie.

Le mouvement dadaïste est un mouvement de révolte contre la culture bourgeoise. Il se caractérise par son rejet de la logique, de la morale, de la religion, de la science, de la littérature, de l'art, de la vie.

Le mouvement dadaïste est un mouvement de révolte contre la culture bourgeoise. Il se caractérise par son rejet de la logique, de la morale, de la religion, de la science, de la littérature, de l'art, de la vie.

ROMANS

HISTOIRE LITTÉRAIRE

André Dalmas, dans l'écart de l'écriture

LE SÉJOUR INTERROMPU
suivi de L'AMOUR NOIR
d'André Dalmas.
Éditions Le Nouveau Commerce.
156 p., 115 F.

Certaines œuvres semblent naturellement destinées à demeurer confidentielles ou bien à révéler un très long temps pour attendre un public un peu large. Cela tient parfois moins à leur difficulté qu'au peu de bruit et d'éclats qu'elles font en direction du lecteur.

Cet art de la discrétion, cette « vertu de l'incertitude » dont il parle lui-même dans un beau et étrange récit, *L'Arrière-monde* (1), André Dalmas les a développées avec un rare bonheur. L'écart dans lequel il s'est tenu jusqu'à sa mort en février (voir « le Monde des livres » des 28 février et 3 mars), n'était pas une marge étroite, resserée sur elle-même, mais un espace de liberté, de réflexion. Non loin de Maurice Blanchot et de Jean Paulhan, qui surent la reconnaître et qui appartenaient au même paysage littéraire, André Dalmas a signé un mode d'expression singulier. Mode dans lequel l'exactitude, le souci constant du juste balancement des mots et des idées étaient chemin de connaissance. Écriture secrète, il a témoigné de cette même exigence dans les numéros du *Nouveau Commerce*, revue qu'il fonda avec Marcelle Fontaine en 1963 et qui en est à son soixante-quinzième cahier.

Ce livre écart, les personnages des brèves récits d'André Dalmas s'y tiennent également. Comme Monsieur D... de *L'Arrière-monde*, Vincent Lemoine, jeune ingénieur des Mines, héros du roman *Le Séjour interrompu*, publié en 1957 et réédité aujourd'hui, tient le monde à une certaine distance. Ou bien est tenu par lui dans ce même éloignement. Dans l'une ou l'autre hypothèse, un blanc existe : non pas une de ces fractures absolues qui relèguent dans la folie, mais un simple intervalle infranchissable. Intervalle qui « protège » les êtres et les choses, blanc qui les préserve d'une emprise toujours trop rapide, trop irréfutable, de la conscience.

Dans la période difficile que traversait le pays, M. Vincent Lemoine ne semblait pas

prendre la vie au sérieux. Le décor mental est posé. Ce manque de « sérieux » dont on le soupçonne et qui est sa manière (involontaire) d'apparaître aux yeux des autres ménage au jeune homme un intimité, une sorte de suspension dans la réalité environnante.

La réalité, c'est celle de la guerre, la dernière, vécue par quelques Européens imposant leur présence parmi la population noire d'une région de l'Afrique occidentale. Les clivages politiques sont là, mais comme assourdis par la distance. La violence aussi est présente, mais elle est celle, d'abord, du colonialisme ordinaire, de ses masques privilégiés, de l'irrespect ordinaire, brutal, à l'égard des indigènes. La violence et la mort viendront surprendre Vincent Lemoine, le déloger de son inacceptable singularité, de son impossible écart.

Proseur impeccable, au style classique et limpide, André Dalmas ne pose jamais devant lui un objet à décrire, une situation préalablement supposée dont la narration devrait suivre les détours. Rien n'est venu. Chaque élément du récit semble correspondre à une nécessité. Nécessité que l'écriture elle-même découvre à mesure, accompagne, tout en la laissant innombrée, comme la poursuite d'un secret familial, d'autant plus mystérieux qu'il est proche.

« *Confidentielle* », avouons-le, dit à propos de l'œuvre d'André Dalmas. Ce serait aller à l'encontre de la nature même de celle-ci que de la pousser brutalement sous une lumière trop crue. Il faut la laisser cheminer à son propre rythme et simplement la proposer à l'effort et au plaisir d'une découverte, elle-même toujours singulière.

Patrick Kéchichian

(1) *L'Arrière-monde*, 1968, réédité aux Éditions Le Nouveau Commerce cette année. D'autres livres d'André Dalmas ont été également repris chez le même éditeur : *Histoire d'écrire* (voir l'article d'Emmanuel Lévinas dans « le Monde des livres » du 15 août 1986) et *Poèmes de 1931, le Vin pur*. Enfin, le dernier numéro du *Nouveau Commerce* (n° 75, automne 1989) comporte un texte d'André Dalmas.

Le destinataire n'habite plus à l'adresse indiquée

Avec un nouveau livre sur Jacques Vaché,
Georges Sebbag achève sa trilogie surréaliste

L'IMPRONONÇABLE
JOUR DE SA MORT

JACQUES VACHÉ
JANVIER 1919

de Georges Sebbag.

Ed. Jean-Michel Place,
150 illustrations, 272 p., 150 F.

Le 6 janvier 1919, Jacques Vaché, s'amusant avec le seul jeu encore en sa possession, sa vie, partait sans laisser d'adresse. Une semaine plus tard, le 13, André Breton, ignorant cette mort qui devait tant le marquer, expédiait à son ami une lettre-collage constituée de trente-deux découpures.

Pour Georges Sebbag, qui achève ainsi sa trilogie « *Entre deux jours* » (1), ce document « contient autant de messages sur le siècle que le traité de Versailles signé le 28 juin 1919 ». Sans pour autant adhérer à cette comparaison hasardeuse, on ne peut être qu'intrigué par cette lettre-collage dans laquelle, à partir de textes imprimés, d'images tronquées, d'étiquettes sélectionnées, de papiers pliés et de lignes recopiées, André Breton posait des sortes de pas-

relles entre des personnages bien différents les uns des autres.

Guillaume Apollinaire, Pierre Reverdy, Louis Aragon, Philippe Soupault, mais aussi Georges Clemenceau, Adrienne Monnier, Rimbaud, Lautréamont, Jarry, etc., apparaissent ainsi, peu ou prou, dans cette surprenante constellation. Georges Sebbag, en véritable détective poétique, a mené une enquête afin de déterminer la source et, si possible, la signification de chacune des trente-deux découpures. Son travail laisse rêver par sa puissance d'imagination.

Jacques Vaché, dont nous publions une nouvelle inédite contenue dans le volume de Georges Sebbag, avait la réputation de ne pas garder les lettres qu'il recevait. Celle-ci doit donc autant à sa dernière manifestation d'« Umour » qu'au talent d'André Breton.

Pierre Drachine

(1) Après *L'imprononçable jour de ma naissance* d'André Breton et *Soixante-Dix-Neuf Lettres de guerre* de Jacques Vaché, chez Jean-Michel Place.



Jacques Vaché avant la guerre de 1914

Une nouvelle inédite de Jacques Vaché

On mobilise...

Quand de tragiques petites affiches blanches apprirent qu'il fallait se battre, et que décidément la mort d'un grand nombre d'hommes était rendue nécessaire M. et M^{me} Pichois-Leron. — Vous savez bien, les Pichois-Leron des « Engrais-chimiques ». — M. et M^{me} Pichois-Leron, dit-je, sentaient un je ne sais quoi poser au creux de leur estomac ; cela est d'ailleurs un fait méritant la remarque : les événements dignes de troubler la béatitude de M. et de M^{me} Pichois-Leron (ainsi que beaucoup de leurs semblables) se traduisaient toujours par quelque malaise immatériel et subtil de leur organisme, mais de préférence vers l'endroit où l'on affirme qu'est placé l'estomac. Cela était comme une sorte d'angoisse physique. Positivement ces gens-là étaient troublés dans leur digestion. M. Pichois-Leron avait coutume de masquer cette mauvaise digestion derrière un soufflement de phoque, que d'autres... [mais] qui dans son esprit correspondait à je ne sais quelle sévère expression d'une douleur stoïque.

M^{me} Pichois-Leron, après un silence plein de stupefaction inquiète, annonça d'une voix plaintive : « Mon dieu, ils ont déchu ! » Cette parole lui semblait correspondre honnêtement à la situation, et devoir être prononcée par une bonne Française.

Puis, après un silence qui lui paraissait s'imposer : « Les pommes de terre vont bien augmenter ! »

Ayant de la sorte crié leur indignation en des manières différentes quant à la forme mais, dont on pouvait le remarquer, identiques pour le fond, M. et M^{me} Pichois-Leron résolurent d'employer de leur influence civique pour protéger leur progéniture d'un événement aussi redoutable.

Ainsi donc, un jour, M. Pichois-Leron appela son fils en son cabinet de travail (il n'y a rien de pareil à ces gens-là pour avoir un cabinet de travail), il lui tint à peu près ces paroles : « Hervé, mon garçon, un fléau terrible s'est abattu sur notre patrie. Ce n'est pas nous qui l'avons déchaîné, mais un voisin turbulent et plein de ténacité. Il convient qu'en ces heures graves chacun fasse son devoir. »

Ici, l'observateur impartial ne put observer une vague inquiétude écarquiller les yeux de Pichois-Leron fils. Puis ce dernier attendit l'arrêt de son devoir des livres de son père, en fils soumis, et qui s'en voudrait d'avoir l'air de désobéir. « Il faut que la jeunesse française montre qu'elle n'est pas indigne de ses glorieux devanciers d'Austerlitz et de Reichshoffen, à cause que dans ce cas la postérité l'admirerait et que les affaires iraient mieux si nous étions les plus forts. Enfin il

faut dans de tels moments se rendre utile à son pays. »

Ceci lui semblait un des points culminants de son homélie. M. Pichois-Leron regarda son fils pour voir l'effet de ses mâles paroles. Puis il continua : « Vois-tu, Hervé, mon garçon, il y a cent manières de servir le pays. Il y a des rôles sans gloire qui sont précisément pour cette cause les plus glorieux : l'infirmer qui soigne les blessés, le médecin qui les panse, tous ceux-là servent leur patrie aussi. Enfin, Eugène Lantini, le fils de la cuisinière, qui était doué, et bien il est toujours docteur. Et lui, il sert son pays celui-là ? »

La transition lui semblait suffisante. M. Pichois-Leron conclut très vite : « Enfin voilà, l'usine est réquisitionnée pour faire du pain de guerre. Les ouvriers qui sont dedans ne vont pas au feu. Je ne veux pas que tu ailles au feu, alors tu resteras dans mon usine comme ouvrier. »

Hervé eut un petit soupir de soulagement, à l'intérieur, naturellement, parce que, voyez-vous, ces gens-là ne laissent jamais rien voir de ce qu'ils ressentent en vérité. Puis, avec l'air de quelqu'un qui se soumet : « Je suis entièrement de votre avis, papa. » Et puis il songea, en prenant congé de son père : justement Clonchète qui avait peur de ne voir partir...

A quelque temps de là, Jules, qui était le valet de chambre des Pichois-Leron, pénétra à une heure inusitée dans le cabinet de travail de M. Pichois-Leron. « Monsieur m'excusera si je déränge monsieur de son travail. Ce serait pour un petit service que je voudrais demander à monsieur. »

Jules pressa ses mains moites à son tablier, ce qui était signe d'un grand trouble intérieur. « Voilà l'affaire monsieur. J'ai mon fils Antoine qui va être appelé sous les drapeaux. Alors, monsieur comprendra, Antoine fait vivre la mère, n'est-ce pas, qui n'est plus jeune, vu qu'elle va sur ses soixante et quinze ans. Moi et mon fils Antoine, on lui donne un peu de ce qu'on gagne, à cause que c'est la mère, n'est-ce pas, alors dame, si c'était un effet de la bonté de monsieur de mettre Antoine dans son usine, comme ça il resterait là. »

M. Pichois-Leron coupe court : « Jules, mon ami, vous me demandez là quelque chose d'impossible. Le pays, vous comprenez, a besoin de ses défenseurs, et puis enfin, n'est-ce pas, il faut défendre son pays... Les Romains... Enfin, voilà, mon bon Jules... Je ne peux pas, voyez-vous, positivement, là positivement... » Le soir, au dîner, il dit à Madame Pichois-Leron : « Ces

gens-là... cela n'a pas de grand sentiment. »

Entre-temps, M^{me} Pichois-Leron fabriquait des pansements pour les autres soldats, de la charpie pour les autres blessés, et se signait avec une larme aux yeux devant le corbillard des autres morts. Et on ne pouvait dire si toute cette activité tapageuse était ridicule ou simplement navrante.

Un jour, M^{me} Pichois-Leron annonça au déjeuner : « Cette pauvre M^{me} des Guichets ! Ce deuil qui la frappe est vraiment une chose

effrayante. J'irai ce soir la voir pour lui porter mes condoléances. » Cela lui semblait une grosse consolation pour ladite dame. Il faut vous expliquer : le petit des Guichets avait été quelque part, sur le front.

Et M^{me} Pichois-Leron eut le front — ces gens-là ne se rendent pas compte — d'aller s'annexer la perte d'un petit enfant. Son fils Hervé était d'ailleurs toujours douillettement au chaud à l'usine paternelle.

Jacques Vaché

PRIX DIDEROT-UNIVERSALIS 1989

LA MAISON DES CULTURES DU MONDE pour son travail de diffusion des formes théâtrales traditionnelles et modernes

Le Prix DIDEROT-UNIVERSALIS, créé par l'Encyclopædia Universalis, consacre une action ou une œuvre exemplaires en matière de diffusion de la culture.



Václav
Jamek
Prix Médicis
de l'Essai
Traité des
courtes merveilles

Prix Globe européen

organisé par Globe et les correspondants à Paris des journaux européens : *Il Messaggero*, *Die Zeit*, *SRF*, *Le Soir*, *Politiken*, *El País*, *Financiel Times*, *Dagbladet*, *Der Welt*, *La Tribune de Genève*, *L'Express*, *Le Monde*, *Vijesti*, *Svenske Dagbladet*.

GRASSET



TÉRAIRE

l'adresse indiquée



Christine Jodis, auteur de "Le don des langues".

... de grand...



Václav Jemelka
x Médias et l'Essai
Traité des merveilles
Globe européen
RASSI

LIVRES • IDÉES

HISTOIRE LITTÉRAIRE

Les délices de la méchanceté

Les romancières anglaises contemporaines et leurs « petits enfers variés »

DE PETITS ENFERS VARIÉS
de Christine Jodis, Seuil coll. « Le don des langues », 256 p., 120 F.

La prose des Anglaises a enchanté des générations de lecteurs — et de lectrices, car s'il est une littérature dans laquelle les femmes occupent le devant de la scène, c'est bien celle des fées Britanniques. Christine Jodis est responsable depuis dix ans de la littérature au British Council à Paris et, en outre, l'auteur d'une thèse sur l'humour noir anglais. Toutes choses qui la désignent à l'évidence pour s'intéresser à l'univers des romancières anglaises du vingtième siècle, à ce qui peut relier des personnages aussi différents, en apparence, que Doris Lessing et Anita Brookner, Iris Murdoch et Barbara Pym.

Le lien, pour Christine Jodis, ce sont ces « petits enfers variés » qu'évoquait Marguerite Yourcenar (1) et dont elle a fait le titre de son essai. Chez Virginia Woolf, Jean Rhys, Anna Kavan, Sylvia Townsend Warner, Angela Carter et quelques autres, elle relève, au-delà de l'originalité de chacune, une permanence : un usage constant et tout à fait particulier de la méchanceté. « On retrouve de

roman en roman, écrit-elle, une humanité estropiée et peureuse, marginale et solitaire, repliée sur elle-même, incapable d'assumer sa singularité. Barbara Pym, Muriel Spark, aussi bien que Molly Keane ou Ivy Compton-Burnett l'ont décrite. Chacun a tout le loisir d'examiner l'infirmité ou la détresse de l'autre et de reprendre quelque force à ce spectacle. »

Toutes ces femmes expérimentent, chacune dans sa manière propre, les voluptés de la malignité, les délices des sentiments déliés. Mais, scalpel ou stylet, elles ont le goût de l'instrument aigu et de l'écriture incisive : pour explorer, elles découvrent ou taillent, et, pour décrire, elles cisèlent. Ainsi, vont-elles au cœur de l'angoisse — Virginia Woolf la toute première, — contraignant le lecteur à les suivre dans cette anatomie fausement pudique. A la loupe, comme Anita Brookner, elles observent « l'impuissance à vivre, la solitude, l'étouffement » sans jamais se laisser aller à l'analyse psychologique, à la fascination de l'exception ou à la facilité de la généralisation.

Comme le précise Christine Jodis, « les sentiments ni les états intérieurs ne sont jamais évoqués qu'à partir des traces

les plus intimes qu'ils laissent dans la vie quotidienne (...). Technique de l'accumulation, dans laquelle rien n'est dit, tout est suggéré, insinué à travers une suite de notations précises. Les phrases brèves s'enchaînent comme autant de conclusions qui n'appellent pas de commentaires. »

Un jeu meurtrier

Bien entendu, Christine Jodis termine ce panorama de la méchanceté en littérature britannique par Muriel Spark, celle qui a poussé le plus loin « ce dépouillement et justifié de cocher protectrices successives, ce dégonflage implacable des baudruches (...) » prétexte à un jeu aussi distrayant que meurtrier. Si l'on peut regretter qu'elle n'ait pas souhaité écrire de conclusion à ses observations, c'est certainement volontairement qu'elle abandonne son lecteur sur cette phrase de Muriel Spark dans *Intentions suspectes* : « Sans sa mythologie, un roman n'est rien. Le véritable romancier, celui qui considère l'œuvre comme un poème ininterrompu, est un forgeron de mythes. »

Cet essai, entre autres qualités, en possède une, rare et

remarquable. Loin de laisser croire au lecteur qu'il peut se dispenser de lire les auteurs traités, il donne l'envie de découvrir, ou de retrouver, les romans qui en constituent le matériau. La bibliographie très précise de chaque écrivain, en fin de volume, n'en est que plus précieuse.

De plus, Christine Jodis a su trouver un ton à la fois suffisamment sobre et distant pour laisser à ce livre sa qualité d'essai, et suffisamment personnel pour que transparaissent ses passions et ses fascinations, ses angoisses aussi peut-être, son amour des mots cernant les monstruosité ténues du quotidien, des petites phrases cruelles qui en disent plus que de longues colères. Il ne lui reste plus qu'à prendre le risque de devenir elle-même une romancière — française — attentive à ces « petits enfers variés » qui n'ont, somme toute, rien d'insulaires.

Josyane Savigneau

(1) Dans un entretien accordé au Monde et publié le 7 décembre 1984, à la question « Vous avez dit un jour qu'il y avait des gens damnés. Le croyez-vous ? », Marguerite Yourcenar répondait : « C'est une métaphore. Je ne crois pas à la damnation sous sa forme théologique. Mais il y a beaucoup de gens qui vivent dans des petits enfers variés. »

Les enquêtes littéraires de Holmes

Suite de la page 25

D'abord, Stevenson, que la renommée de *l'Île au trésor* réduit trop souvent à un adepte exclusif du roman d'aventures ; alors qu'il a laissé les textes les plus subtils et les plus agréables à lire qui soient sur l'art de la fiction (3) — avis partagé par Nabokov et Borges, ces deux grands insolents qui trouvaient toujours à redire, s'amusant à montrer les faiblesses des chefs-d'œuvre, même de ceux qu'ils plaçaient au-dessus du lot.

Stevenson, pour qui la fiction était à l'homme adulte ce que le jeu est à l'enfant, et qui affirmait que, lui, il n'avait qu'à mettre en forme, les histoires que ses « lutins » tramaient pour lui pendant son sommeil ; lui qui, encore enfant, rêvait d'une rumeur, en provenance, sans doute, de son propre avenir, de plumes grattant du papier, et livres « tellement étonnants que n'importe quel livre imprimé — que la littérature — depuis, l'avait laissé insatisfait... ».

De Stevenson donc, et de son expédition dans les Cévennes sur le dos de Modestine, son âne, Holmes choisit d'éclairer, pour en faire l'un de ces moments-clés où l'homme se trouve face à face avec son destin, et comme dans l'imminence d'une révélation absolue, cette nuit où, allongé sur l'herbe, il allume sa cigarette dont la lueur fait briller la bague de gitan qu'il porte « pour ressembler à un colporteur ». A chaque bouffée, il voit le point lumineux au creux de sa main devenir le point le plus élevé de tout le paysage, du monde : « Il me semblait que la vie recommençait et que je ne connaissais dans tout l'univers que le créateur tout-puissant. »

Moment de communion mystique au cours duquel Stevenson ressent l'avènement d'un autre ep lui, inconnu mais certain, où sa mémoire s'efface, rempli qu'il est de sentiments non attribués, comme si jamais il n'en avait éprouvé d'autres. Moment exceptionnel si l'on songe à son agnosticisme, dont au demeurant il se vantait tellement devant son père qu'il finit par s'attirer une réponse qu'il n'oublia jamais : « Tu as fait de ma vie entière un échec. »

Chassés-croisés amoureux

En mai 68, « immédiatement, nativement », selon ses propres termes, Holmes identifie la révolution estudiantine avec la Révolution française telle que l'avaient vue les romantiques anglais un siècle et demi plus tôt. Parmi eux, Wordsworth, qui, la réalité ayant fait taire son lyrisme, restera à jamais hanté par ce qu'il avait vu en France, un cauchemar récurrent l'ayant poursuivi pendant des années : il se revoyait encore à Paris, traîné devant des tribunaux révolutionnaires.

Il y eut, surtout, ce personnage haut en couleur, Mary Wollstonecraft, critique littéraire, écrivain féministe vivant de sa plume — « une *kyène en jupon* », disait d'elle Horace Walpole, — qui vit tomber la tête de Louis XVI de Danton, de Desmoullins, de Robespierre, de Saint-Just, mais demeura en France jusqu'à la période qui suivit Thermidor, blâmant « le troupeau frivole qui jette l'anathème sur des principes immuables, sous le simple prétexte que certains des instruments de la Révolution sont trop coupants ». Et l'on ne se privera pas, ici, de rapporter, en passant, ce mot d'une amie de Mary Wollstonecraft, le jour de l'exécution de Danton : « Je me rendais rue Saint-Honoré en voiture, mais le

cocher n'a absolument pu franchir le pont Neuf — je me demande pourquoi il n'est pas possible d'exécuter les criminels sans toute cette mise en scène... »

Cela dit, pour la génération de Byron, Shelley, Hazlitt, Keats, lesquels vinrent en France trente ans après sa mort — car cela leur semblait être bel et bien « leur affaire », — Mary Wollstonecraft était devenue une héroïne. Et c'est sur sa tombe que Shelley, en 1814, déclara son amour à sa fille Mary, laquelle donnerait le jour, en littérature, à l'un de ces personnages qui, aussi fantomatiques soient-ils, semblent avoir plus de réalité que leur auteur : Frankenstein.

Le chapitre que Holmes consacre à Shelley est, avant tout, une enquête sur les chassés-croisés amoureux du poète qui prônait l'amour libre, où l'on trouve Mary, certes, mais surtout la demi-sœur de celle-ci, Claire, dont la fille qu'elle eut de Byron fut abandonnée par ce dernier dans un convent de Venise, où elle mourut, une autre enfant qui lui est attribuée, mise en pension dans un convent napolitain, ayant été le fruit de ses amours avec Shelley, son beau-frère.

Certes, la composition de ces ébauches biographiques fait parfois songer à un échafaudage instable, et l'écriture est, elle aussi, passablement brouillonne. Mais les aperçus que l'on y trouve sont d'une telle richesse ! Ils annoncent le grand biographe qu'est devenu Holmes, et donnent, surtout, à réfléchir.

En effet, l'une des superstitions les plus tenaces de la modernité consiste à vouloir séparer à tout prix l'œuvre de son auteur. Serait-il interdit de souhaiter qu'une plume osée et alerte en finisse avec cette volonté d'asepsie en rédigeant, par exemple, un *Contre-Contre Sainte-Beuve* ?

L'écrivain est bien lui-même, mais, par surcroît, il est une chambre d'écho où le bien et le mal, l'intelligence et la bêtise, la beauté et la laideur se répondent et deviennent également mémorables. Et la vie qui semble davantage contredire une œuvre ne fait, par contraste, que l'enrichir. Car l'écrivain, comme tout homme, est né bien avant sa naissance, et son œuvre n'est que le fruit d'une nostalgie, d'un manque, d'un remords pas forcément personnels — ou des rêves d'un autre que son sang a hérité, et qui exigent de lui leur accomplissement.

Hector Bianciotti

(3) Essai sur l'art de la fiction, la Table ronde (Le Monde du 3 mars).

VAUTRIN

prix Goncourt 1989



aux éditions Mazarine :

La vie ripolin

244 pages. 85 F

Baby Boom

286 pages. 79 F

Patchwork

276 pages. 75 F

Canicule

296 pages. 75 F

Groom

304 pages. 75 F

Bloody Mary

257 pages. 75 F

Billy-Ze-Kick

216 pages. 69 F

en coédition
Fayard/Balland :

La dame de Berlin

Les aventures de Boro,
reporter photographie

(en collaboration avec D. Franck)

504 pages. 110 F

GRASSET

HISTOIRE LITTÉRAIRE

Le retour du « roi du crime »

« Bouquins » réédite l'intégralité de « Fantômas »
C'est « l'Enéide de notre époque », disait Jean Cocteau

FANTÔMAS
de Sylvester et Allain.
Laffont, coll. « Bouquins ».
3 vol. parus (1987, 1988, 1989).
5 vol. à paraître.

Francis Lacassin nous avait habitués à plonger dans les profondeurs de ce qu'il était convenu d'appeler la para, voire l'infra-littérature. Ses initiatives les plus récentes, en collaboration avec les éditions Robert Laffont, avaient déjà permis de sortir du ghetto des littératures marginales bon nombre de textes dits mineurs, de Gustave Le Rouge à Paul Féval. Mais en s'attaquant à *Fantômas*, de Pierre Sylvestre et Marcel Allain, dont les trente-deux épisodes originaux vont être réédités, il fait œuvre d'utilité publique et lève la malédiction bientôt centenaire qui pesait sur ces textes. En effet, depuis 1911-1913, dates des premières publications par Fayard dans sa célèbre collection à 13 sous, *Fantômas* n'avait connu que des éditions tronquées et incomplètes.

De surcroît, aucune bibliothèque ne conserve le cycle *Fantômas* dans son texte original. La Bibliothèque nationale elle-même ne possède pas les trente-deux volumes de 1911-1913, comme si, mystère suprême, le « roi du crime » avait échappé au système du dépôt légal ou, hypothèse plus probable, comme si *Fantômas* lui-même, pour mieux brouiller les pistes, avait ajouté à la liste de ses méfaits le vol de ses propres aventures dans le temple de la rue Richelieu ! Et pour lire *Fantômas*, il ne restait plus qu'à tenter sa chance auprès des bouquinistes qui, perpétrant la cruauté légendaire du maître de l'effroi, pratiquaient sur les Fayard d'origine des tarifs démentiels.

Dans ce contexte, l'entreprise des éditions Laffont prend toute sa dimension. Et l'affaire n'est pas mince ! Trente-deux romans denses et épais (forts volumes, disait-on à l'époque), dans lesquels s'agit tout un monde interlope, dominé par la silhouette inquiétante de *Fantômas* et de ses complices, apaches et pierceuses, et par celles de ses

deux adversaires éternels, le policier Juve et le journaliste Fandor, dans des aventures non-stop que Cocteau qualifiait d'« Enéide de notre époque ».

Certes, l'occasion est belle de redire qu'on se trouve là face à un texte bâclé, écrit d'importance comment (et pour cause, mis à part le premier épisode, les auteurs ont dicté l'essentiel du roman et, faute de temps, ne se relisent jamais) et abarrant à plus d'un titre : bouffes, longueurs, redites, invraisemblances, personnages sans profondeur psychologique, caractères stéréotypés et simplistes.

32 romans en 32 mois

Mais l'essentiel n'est pas là : reste la démarche d'ensemble, perceptible uniquement dans son intégralité, la démesure de l'entreprise (trente-deux romans en trente-deux mois) qu'il faut aborder comme un immense champ littéraire, quasi expérimental, d'une plénitude qui se moque de toute écriture, une sorte de réussite monstrueuse qui dépasse de très loin les prévisions des auteurs. Et c'est bien ainsi que l'ont pris les nombreux écrivains qui lui rendirent hommage (1), d'Apollinaire (créateur d'une éphémère Société des amis de *Fantômas*) à Pablo Neruda, en passant par Cocteau, Queneau, Malraux et, bien sûr, l'ensemble du groupe surréaliste, qui, mené par Desnos, s'est emparé de *Fantômas*, cousin de Maldoror. On célébrait alors la puissance, d'imagination, d'élégance et insolente, la composition incohérente, l'humour noir, cocasse, sinistre, insolite, et surtout ce style oral qui annonçait la coulée verbale de l'écriture automatique. Bref, *Fantômas* en héros d'une poésie involontaire.

Et puis, au-delà de ces considérations, comment boudier le plaisir naïf de voir *Fantômas*, l'insaisissable, en costume et cagoule noirs, tel que l'immortalisa Louis Feuillade, lancer d'incessants défis à cette société de la Belle Époque qui s'embourgeoise et s'installe dans le confort de la consommation. Il

escamote des rames de métro en pleine course, vole l'or du dôme des Invalides, note le Tout-Paris dans le lac du bois de Boulogne, pille les caisses de la Banque de France, bombarde le casino de Monte-Carlo, avant de sombrer, fin toute provisoire, à bord du *Gigantic* ! Incarnation du possible, *Fantômas* entre par effraction dans une société qui s'assagit, agite ses fantasmes et instaure un désordre sacrilège que ni Juve, le roi des policiers, ni Fandor, prototype du reporter moderne qu'invente la Belle Époque, ne parviennent à conjurer. Car la saga de *Fantômas*, c'est aussi une « mythologie du réel », un immense champ sociologique, où se lit, dans la nudité des stéréotypes, toute la richesse d'un imaginaire social.

L'édition proposée, enrichie d'un précieux appareil critique (bibliographie, dictionnaire des personnages, témoignages et hommages), doit donc être saluée comme une initiative majeure. On pourrait lui adresser un reproche, cependant. Le parti pris de démanteler la réédition à l'épisode XXI, dont on comprend bien sûr le sens (les derniers romans du cycle étant les moins connus et n'ayant jamais fait l'objet de rééditions), offre l'inconvénient de repousser à plus tard les épisodes fondateurs. Ce n'est peut-être pas le meilleur moyen de séduire le public.

Critique mineure certes, car l'essentiel reste l'engagement de publier la totalité du cycle (huit tomes prévus à raison de quatre épisodes par volume), ce qui rendait à *Fantômas* sa puissance originelle. Voilà donc le « roi du crime » qui accède, sinon à la reconnaissance, du moins à la connaissance du grand public. Étrange destin que celui de *Fantômas* ! Créé à l'origine pour un public populaire, il avait été confisqué par une poignée de collectionneurs et d'intellectuels avides de littérature marginale. En rendant à *Fantômas* son texte original, on rend aussi *Fantômas* à son public.

Dominique Kalifa

(1) Jean-Luc Angot : *Fantômas* revisité, Horvath, 1989.



La face cachée de Sherlock

Que faisait donc Sherlock Holmes
lorsqu'il n'enquêtait pas ? Il enquêtait...

LES PASSE-TEMPS
DE SHERLOCK HOLMES
de René Réouven
Denoël, 75 F, 248 p.

Ah ! qu'il est doux d'être holmésien... Car le holmésien acharné, contrairement à d'autres maniaques de la littérature, peut aisément (voire très aisément) assouvir sa passion : en éprouver avec bonheur la pérégrinité et en déguster avec joie le renouveau : le pastiche est là pour ça. Il est vrai, mystérieusement, que ce genre typiquement attaché à Conan Doyle réussit particulièrement bien, proliférant sans s'épuiser. Le dernier de la série, signé René Réouven (l'un des maîtres en la matière), en est un exemple flagrant.

Pour son cinquième ouvrage consacré au grand détective victorien, Réouven, en amateur professionnel, n'a pu résister à la grande question qui ronge chaque sherlockien : mais que s'est-il donc passé lors de ces aventures seulement évoquées au détour d'une phrase par le docteur Doyle ? Ces aventures qui jamais ne furent rapportées par le fidèle Watson, ces fameux *untold tales*, à la fois si poétiques et si délicieusement exotiques pour l'imagination : cette « répugnante histoire de la sangsue rouge », cette « société des mendiants amateurs » (qui possédait un club luxueux dans la cave d'un garde-meubles), ce « rat géant de Sumatra... tragédie à laquelle le monde n'est pas encore préparé » ou encore

cette « singulière histoire de la béquille en aluminium », ces aventures dont chacun brûle de connaître la clé. C'est chose faite pour trois d'entre elles.

L'auteur s'attaque au problème et soulève un coin du voile épais qui recouvre ces énigmatiques allusions. La première des nouvelles, intitulée *la Tragédie des Addison*, creuse une phrase trouvée au cours d'un paragraphe d'une des vraies aventures de Sherlock Holmes, le *Pince-nez en or* à l'énigmatique proposition : « ... et le compte rendu des singulières découvertes qui furent faites dans un vieux tombeau anglais ». Remerciant sans doute Conan Doyle de ne pas en avoir dit davantage, René Réouven s'en empare, lançant Sherlock Holmes et Watson dans une enquête au cours de laquelle nous découvrons enfin qui était réellement William Shakespeare, par quel détour Christopher Marlowe et ce brave Watson sont indiscutablement liés et enfin quel fut le rôle essentiel que joua la grande Elisabeth dans cette tragédie moderne...

Un holmésien
qui se respecte

Content de ce premier tour de passe-passe, René Réouven ne nous laisse pas le temps de respirer. La seconde histoire, si elle recouvre une quête plus sombre, est aussi celle de la révélation la plus étrange du recueil : voici quelles étaient les véritables et profondes raisons de la « mort mystérieuse du cardinal Toeca », découvert inanimé dans une bibliothèque juive du vieux Londres. « A la demande expresse de sa Sainteté le Pape », Holmes dénoue les fils du mystère.

La dernière énigme — persécution spéciale dont était victime John Vincent Harden, le

millionnaire du tabac — est largement à la hauteur des deux précédentes. Cette fois, ce sont le *Sturm und Drang*, Goethe et le jeune Werther qui sont mouillés jusqu'au cou dans une ténébreuse affaire qui plonge ses racines en Autriche. Cette fois, Thomas de Quincy, Madame de Staël, Spinoza et Malebranche apporteront leur contribution au happy end.

René Réouven, après quatre premiers pastiches, signe là une manière de perfection. Dans le style, car à chaque instant il permet au lecteur de croire lire une traduction de Conan Doyle : dans le fond, car rien ne manque au lecteur fanatique, ni Londres, ni madame Hudson, ni tout ce dont raffole un holmésien qui se respecte. Quant à l'érudition de l'auteur, elle est époustouflante. Cependant, par une délicatesse toute holmésienne, René Réouven prend bien soin, avec humour, de ne jamais abandonner en route un lecteur non averti. L'auteur affirme qu'il s'agit de sa dernière prouesse. Espérons pourtant que ce livre ne sera pas l'ultime, pas plus que le saut mortel de Sherlock Holmes dans le gouffre de Reichenbach ne fut son final problème.

Christilla Pellé-Douil

□ Intégrale Conan Doyle. — Pour les inconditionnels du détective londonien, signalons, aux Éditions Néo, le volume 21 de l'intégrale de Conan Doyle, qui comprend notamment son théâtre (édition due à Jean-Pierre Croquet) et le *Nouveau Musée de l'Holmes*, deuxième volume d'une anthologie de nouvelles qui prolongent le mythe holmésien (anthologie établie par Jacques Baudou et Paul Gayot).

La Belle Époque de Lupin et Leblanc

MAURICE LEBLANC,
ARSENÈ LUPIN MALGRÉ LUI
de Jacques Derouard
Librairie Séguier,
612 p., 240 F.

Arsène Lupin malgré lui, tel est le paradoxal sous-titre de la monumentale biographie consacrée par Jacques Derouard à un « illustre » inconnu : Maurice Leblanc. Deux époques se partagent le vie de ce Rouennais d'origine, mis au monde par Achille Flaubert (frère de Gustave), disciple de Maupassant, devenu, grâce à sa sœur la comédienne Georgette Leblanc, l'ami de Mistinguett, de Malraux, de Jules Renard : il y a avant Lupin et après Lupin.

Maurice Leblanc appartient à cette lignée d'auteurs boudés du public pour la partie de leur œuvre qu'ils chérissent le plus, adieu pour celle, alimentaire, qu'ils méprisent. Dandy passionné de cyclisme et de cette psychologie amoureuse, Maurice Leblanc, fils de négociant normand, est à quarante-deux ans un écrivain d'une sensibilité excentrique (un beau coucher de soleil le fait pleurer), respecté par la critique, admiré par ses intimes, estimé de ses collègues plus renommés, et à peu près inconnu des lecteurs, quand son ami Lafitte, journaliste sportif, créateur de la revue *Je sais tout*, lui commande en 1906 une nouvelle, destinée explicitement à faire

place au fameux détective londonien d'Arthur Conan Doyle. Déformant le nom d'un conseiller municipal de Paris, s'inspirant vaguement de faits divers récents, Leblanc crée de toutes pièces, du jour au lendemain, l'arrestation d'Arsène Lupin, et, par la même occasion, un mythe : celui du gentleman-cambrioleur, fantasme génial, qui d'un seul élan ridiculise une police universellement méprisée, redessine les torts et pourfend les méchants — tout en s'emplissant les poches.

Le succès est immédiat, énorme. Lupin — pardon, Leblanc — se fait tirer l'oreille pour une seconde nouvelle, sous prétexte qu'il a mis Lupin en prison et ne voit aucun moyen de l'en sortir ! La vraie raison, c'est que ce succès-là, cette renommée d'auteur populaire, il n'en veut pas ! Pourtant, Derouard le montre avec finesse, Leblanc et Lupin sont à plus d'un titre des jumeaux : même goût pour la justice (Leblanc, comme la plupart de ses amis, a été dreyfusard), pour le sport, même passion pour cette France profonde des châteaux et des abbayes, mêmes tendances, aussi, à l'enthousiasme et à la dépression...

Contrairement à son illustre inspirateur d'outre-Manche, Leblanc ne cède pas à la facilité

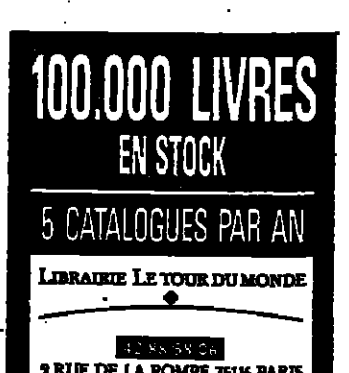
en supprimant — même provisoirement — son héros. Ce n'est pas sans mal qu'il résiste... Ces romans, ces nouvelles érudites d'inventeurs, et de répertoirs, il les appelle son « poignard d'ingrès ». Il y travaille à demi allongé sur son balcon, les volets clos, d'autant plus déprimé et malheureux que la critique, qui lui avait gardé toute son estime à travers ses succès, ne lui pardonne pas son triomphe.

Ce que n'ont peut-être pas vu ses contemporains — même ses admirateurs — et qui paraît très bien à travers cette biographie magnifiquement documentée, c'est à quel point Maurice Leblanc, avec la grâce nerveuse d'un Beldini ou d'un Dufy, exprime la quintessence de la Belle Époque.

Alexis Lecaye

□ Comp d'État, ou de théâtre, au sein de l'association des Amis d'Arsène Lupin — Jean Rumeau (patronyme à lire à voix haute pour en saisir toute la saveur) vient de se faire élire à la présidence de l'auguste société, en remplacement de François George, président à vie et néanmoins démissionnaire. Il faudra attendre le prochain bulletin de l'association pour espérer voir éclaircir ce nouveau mystère. (Association des Amis d'Arsène Lupin, BP 388, 75326 Paris Cedex 11.)

Elle est l'indignation des cœurs forts et
puissants, le dédain militant de ceux que
fâchent la médiocrité et la sottise.



C'EST Pasolini qui le dit, dès 1973 : « En réalité, la seule analyse possible et fructueuse des livres de Sciascia est à vrai dire une analyse linguistique (1). » Quelques illustrations suffiraient pour installer l'évidence, qui éclate dans un court récit : *Philologie* (2). On apprend qu'un jeune mafieux doit aussi savoir porter attention aux discours, aux sens des mots, à leur force et à leur embrouillemant infamant. Ainsi mafia devrait s'écrire avec deux f si l'on admettait la définition du fameux lexicographe Petroschi : « Union de personnes de tout rang et de toute espèce qui se prêtent aide et assistance en vue de leurs intérêts réciproques, au mépris des lois et de la morale. » Avec beaucoup d'incertitude, le mot est mis en relation avec l'ancien français *maffier*, « d'où vient maffé et mafflu et qui veut dire manger, bouffer... »

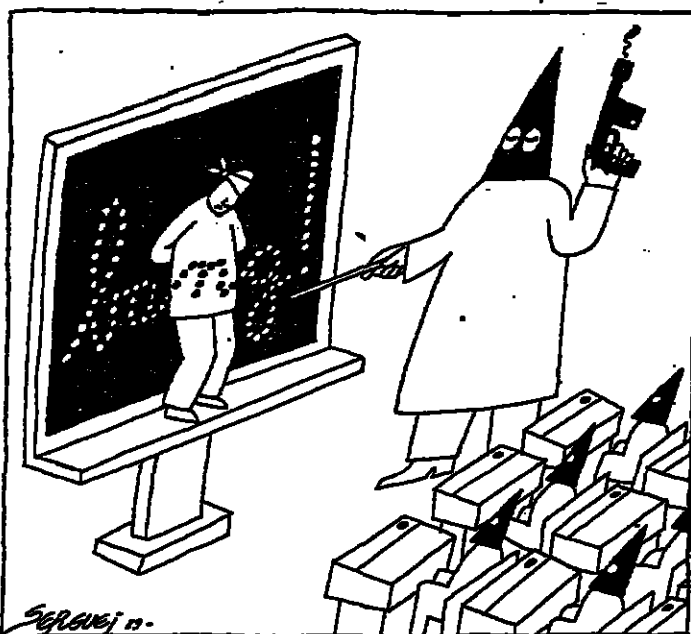
Dans *Œil de chèvre* (« ce livre est peut-être mince, mais pour moi il est important »), Sciascia réunit sous la forme d'un alphabet les mots, les expressions et les proverbes utilisés dans son village de Racalmuto. On trouvera, entre autres, « pigliari di lingua, prendre par la langue » ; « Métaphore qui désigne une façon de poser des questions à quelqu'un, de mener son interrogatoire d'une façon si habile qu'il se met en contradiction, ou qu'on lui fait dire ce qu'il voulait cacher ou falsifier. (...) D'où cette règle du silence dans le monde paysan face à ceux dont le métier est de prendre par la langue : le policier, le juge. Il est donc difficile de prendre par la langue qui ce soit. Impossible de prendre par la langue un mafieux. » Enfin, Italo Calvino voyait dans le Conseil d'Égypte un joli cas de mystification philologique (3).

Il arrive que la réalité défie la fiction, et que des hommes vivants souffrent à leur tour d'une mystification grammaticale. Dans *l'Affaire Moro*, Sciascia cite « l'annonce terrible » qui achève la communiqué numéro neuf des Brigades rouges : « Nous concluons donc la bataille commencée le 16 mars (1978) en exécutant la sentence à laquelle Aldo Moro a été condamné », et il souligne d'emblée la seconde proposition : « en exécutant, gérondif présent du verbe exécuter », parce qu'elle a déclenché en Italie un stupéfiant débat grammatical sur « l'interprétation du gérondif ».

En effet, le directeur du journal démocrate-chrétien *Il Popolo* déclarait : « Toute notre attention est concentrée sur le gérondif. » Ce que Sciascia commente à la manière d'un homme de Racalmuto, « en parlant avec les dents, en mordant, en laissant la marque sanglante du sarcasme » : « Non pas le gérondif présent du verbe exécuter, mais le mot « gérondif ». Un bon tiers de la population italienne se demande ce qu'est ce gérondif à quoi l'on s'en remet pour sauver la vie de Moro. Serais-ce un synonyme d'intermédiaire ? Serais-ce un organisme d'une autorité morale supérieure

LA VIE DU LANGAGE

par Denis Slakta



Exécuter par la langue

à celle du pape ? Serais-ce un corps de police, spécial, particulièrement entraîné et équipé pour des actions d'un risque extrême et d'une extrême précision ? Serais-ce le nom d'une personne qui a un certain pouvoir sur les Brigades rouges ?

Et pour un Français, de quoi s'agit-il au juste ? La grammaire devient grave, quand peut en dépendre la vie ou la mort d'un homme.

LES grammaires françaises sont plutôt prudentes à propos du gérondif, malgré un accord initial : le gérondif, en exécutant, se définit comme forme adverbiale du verbe ; et se rapporte, en français moderne, au sujet de la proposition principale : « Nous concluons (...) en exécutant. » C'est alors que les interprétations divergent. Certains mettent en avant l'expression de l'instrument, du moyen ou de la manière : « en forgeant on devient forgeron, d'autres mentionnent d'abord une valeur temporelle fondamentale : il déjeune en lisant le journal, d'où découleraient « souvent » des valeurs secondaires comme la cause : en voyant son ennemi (parce qu'il vit), il s'éloigne ; la concession : il a écrit en protestant (quoiqu'il protestât) ; la condition : en ne fumant pas (s'il ne fumait pas) il se porterait mieux. Quelques grammairiens ajoutent, entre parenthèses, que l'adverbe tout peut « parfois » précéder le gérondif (il a écrit tout en protestant).

Dans ces conditions, on conçoit que l'interprétation du gérondif puisse, en français aussi, soulever quelques difficultés. La Grammaire de l'Académie française donne cet exemple : en cherchant (à condition de

chercher) vous trouverez ; d'ordinaire plus tranchant, Ferdinand Brunot note seulement : « Il semble que en cherchant marque le moyen par lequel on trouvera plutôt que la condition. »

Il est clair que deux possibilités se manifestent d'abord : on utilise le gérondif pour indiquer le moyen ou la manière (elle répondit en riant) et aussi la simultanéité de deux procès (il fume en travaillant). Le gérondif est alors disponible pour des emplois circonstanciels que limitent des conditions strictes portant sur l'occurrence de tout et sur la négation.

Quand il signifie la simultanéité, le gérondif admet tout : il déjeune (tout) en lisant le journal ; mais il exclut la négation en ne... pas au profit de SANS + INFINITIF : il déjeune sans lire le journal. Il en va de même pour l'expression de la concession : il est venu (tout) en protestant ; sans protester. On peut maintenant constituer un second ensemble où le gérondif stipule la cause ou la condition. Tout et SANS + INFINITIF deviennent impossibles, tandis que ne... pas peut apparaître — comme le montrent ces deux exemples : « Apollinaire, en ne voulant rien tenir pour périlleux (parce qu'il ne voulait rien tenir...), s'engageait à considérer sans amertume le spectacle de la guerre » (André Breton). Pour la condition, il suffit d'écouter

Rodrigue : « J'attire en me vengeant (si je me venge) sa haine et sa colère. J'attire ses mépris en ne me vengeant pas. »

DÈS lors, nul doute que Sciascia voyait juste, « Se concentrer » sur le seul gérondif devenait criminel : c'est du gérondif en exécutant dans son rapport à nous concluons qu'il fallait tenir compte. En effet, pour souligner seulement la manière, un complément en PAR aurait suffi, comme le dit cet exemple de Charles Bally : on se déshonore en condamnant un innocent : par la condamnation d'un innocent. Nous concluons donc la bataille en exécutant la sentence : par l'exécution de la sentence. L'emploi du gérondif en exécutant mettait alors en évidence la simultanéité (ou la concomitance) des deux actions : la conclusion de la bataille et l'exécution de la sentence. Autrement dit, conclure la bataille, c'était exécuter la sentence qui condamnait à mort Aldo Moro.

Le dernier chapitre de *l'Affaire Moro* commence donc par dénoncer ce véritable abus de mots : « Même ceux qui n'aiment pas les batailles respirent un air moins vicié à la lecture de la description d'une vraie bataille : car on se sent comme suffoqué d'entendre appeler bataille, le meurtre, avec un revolver muet d'un silence, d'un homme sans défense dans un garage ou un sous-sol. »

- (1) Pier Paolo Pasolini. *Descriptions de descriptions*. Trad. René de Coccaty. Rivages, 1984.
- (2) Leonardo Sciascia. *La Mer couleur de vin*. Trad. Jacques de Pressac. « Les lettres nouvelles », Denoël, 1973.
- (3) Italo Calvino. *Lectures à Sciascia*, L'arc 77, 1979.

Chevaliers d'Argot

LES MARLOUPINS DU ROI de Philippe Raguenau. Le Pré aux clercs, 336 p., 92 F.

C'est en 1523 qu'il a situé son roman... historique, Philippe Raguenau. Et tout le monde y jaspine argot comme père et mère. Pourquoi pas ? Ça n'empêche pas l'action d'être très claire. L'argot a toujours existé, sans doute. Il a dû naître avec le langage. Tout simplement parce qu'il répond à un besoin essentiel de masquer.

Mais se masquer, ce n'est pas seulement dissimuler son visage. C'est aussi en prendre un autre... différent... amusant... surprenant... L'argot n'est pas seulement le langage des « classes dangereuses », comme on disait à l'époque d'Aristide Bruant, celui qui sert à monter des coups au nez et à la barbe des futures victimes. C'est aussi le moyen de combler les lacunes du vocabulaire académique... voyez l'abondant discours de Vénus auquel s'adonne l'argot, tous les mots verdoyants pour désigner le chibre, la chagatte, les joyeuses parties de jambes en l'air... Toutes choses que vous cherchiez en vain dans les sérieux lexiques, les dictionnaires à col cassé, Littré, Larousse et compagnie.

L'argot ne se gêne pas aux alentours. Là où la marquise sourit derrière son éventail, la langue verte lui glisse une bonne manière en loucadoc. Ecoutez l'argot lorsqu'il s'occupe des choses défendues... secrètes. Quels mots chenus ! Parole ! On en mangerait ! On s'en régale ! Et puis aussi, l'argot est un jeu. Jeu d'images. Sens figurés. Aspects seconds. Complicités secrètes. C'est d'ailleurs, pas pour frimer, non, mais pour enjouer. Prendre plaisir... son pied, son petit fada. Voyez les masques : les nez rouges, les gros sourires carmin, les yeux ronds.

L'argot, c'est aussi le théâtre, le cirque... Tiens, à propos emmener Popol au cirque... N'est-ce pas charmant ? Cocasse ? Ravissant, marquis ? On ne s'étonnera pas dès lors que les militaires aient fait une forte consommation... une forte création d'argot.

Pierre Mac Orlan, en vrai maître du langage qu'il était, ce ne lui a pas échappé dans ses romans... ses chansons... ses évocations des joyeux régaliments d'autrefois, jadis et naguère. Une petite chanson me chante aux oreilles... « Mais à trop faire le marolo/ Ça ne pouvait guère rappor-

ter. / Avec d'autr's miroirs à cagoles/ A Saint-Jean on l'a convoqué./ J'lui ei r'filé ma dernier thune.../ On a d'honneur dans la maison... »

La Belle de Mai, le titre... Si vous vous souvenez... au refrain : Ah comm' je l'aimais, / Comme on s'aimait/ A la Belle de Mai...

Céline, un jour, il rêvait sur l'argot. « L'argot est mort... », il disait. Pessimiste ? Mais quand il a écrit une chanson, il y est revenu tout naturellement : « C'est pas des nouvelles que t'en croques/ Que... t'es pourri/ Que les bourmanns lis te suffoquent/ Par... ta Mélite... »

L'argot est langue de chanson, langue de musique... On n'y échappe pas. On y revient. Il s'y passe toujours quelque chose. Et comme chacun sait, les grivoires, du temps qu'il y avait encore de la grive, que la mort était pas encore électronique, interplanétaire... ils chantaient tout le temps. Sur la route de Louviers... et bien d'autres. Voyez Bruant, qu'on citait tout à l'heure... Normal que Raguenau fasse parler des soudards dans le vocabulaire violent, coloré, musical...

Dans sa préface, son préambule... Raguenau, il cite un autre poète et à bien juste titre... un du seizième... siècle, je veux dire Marc Papillon de Lesphrès. Le capitaine... il n'achève pas ses mots, Lesphrès : « Hé mé mé bino moy, bino moy ma pouponne, / Capendant que Papa s'en est allé aux champs, / Il ne le soze pas... »

A côté du jargon des Coquillards, la langue super-secrète des cours de campements et des Cours des miracles, il patoisait comme Gaston Couré, comme Molière aussi... Voilà le jeu, le bonheur... Voilà l'plaisir !

Normal, donc, tout à fait logique que les marloupins de Philippe Raguenau du temps de Charles Quint et de François I^{er} s'expriment dans ce langage.

Des hauts-de-chausses à cravats du temps des grands combats en rase campagne aux combinaisons inflammables de la guerre atomique, en passant par les pantalons « minces des g'noix et larges des pattes » des mecs à Bruant, compagnons de Nini Pao de d'chien, la faridond langagière se poursuit en joyeuse sarabande.

Allez, laissez-nous faire... Entrons dans la danse. Elle est pas prise de s'arrêter. Comme disait, l'autre... Tant qu'il y aura des hommes...

Alphonse Boudard

Une histoire d'amour

La volupté de se disputer sur l'usage du point-virgule

PREMIERS COMBATS POUR LA LANGUE FRANÇAISE Introduction, choix et notes de Claude Longeon.

Le Livre de poche classique 186 p., 22 F.

MIGNONNE, ALLONS VOIR SI LA ROSE... de Cavanna.

Belfond, 235 p., 98 F.

Il ne faut pas croire que l'envahisseur soit des plus reluisants. A force d'adaptation, de concession, d'universalisation, la langue anglaise pratiquée aujourd'hui a peu de chose à voir avec celle de Samuel Johnson, qui possédait l'art de la conversation comme personne. Ceux qui la connaissent et l'aiment savent de quel déprissement elle pâtit alors qu'en apparence elle se porte comme un charme. N'empêche que c'est ce produit d'une dégénérescence dont on use le plus dans le monde en notre vingtième siècle. Les communautés scientifiques et d'affaires, sous peine d'asphyxie, s'y prétendent contraintes. Les clercs nous l'affirment ; et tant pis si l'ahurissant sabir anglo-saxon qu'ils emploient regorge d'inexactitudes et d'arrogance.

Sans doute n'est-il pas loin le temps où nous ne serons plus que quelques-uns à célébrer l'aisance, la précision, la clarté (1) de notre langue française. Ces survivants, ennemis des profanations, seront-

ils regardés comme des animaux étranges ? Voir étrangers en leur propre pays ? Les offensives menées au sein même de nos frontières laissent augurer de sombres lendemains.

Soyons francs (le mot ne vient pas là par hasard). Ces offensives contre la grammaire et l'orthographe ne datent pas de 1989. De tous temps, de tous bords, on se mêla de gommer, d'ajouter, de triturer. Même Victor Hugo, qui dans *Choses vues* se lassa du doublement des consonnes quand l'oreille ne l'exigeait pas ! Même une des sœurs Mahé — les deux vivaient avec l'anarchiste Albert Libertad, — qui écrivait vers 1910 une réforme de l'orthographe !

Le sens de l'infini

Cependant, les attaques, en nos années, nous paraissent autrement dangereuses. Car il ne s'agit plus de combattre des archaïsmes ou des raffinements sous prétexte que, si l'on gèle nos positions — si l'on s'obstine, — la forteresse tombera d'un coup, mais d'une démission. Il est vrai qu'en France ceux qui sont prêts à baisser culotte devant l'envahisseur, sous quel aspect qu'il se présente, n'en sont pas à leur premier essai.

Il m'arrive de croire que la littérature a fait son temps, que le bruit succèdera définitivement à

la musique, que des dégueulis de peinture fixés sur une toile seront à jamais appelés « art », bref que la nuance et la grâce ont du plomb dans l'œil. Les amateurs d'exigences appartiennent-ils à une race en voie d'extinction ? La joie profonde qu'offre la lecture de belles pages où force, intelligence, sensibilité, gravité sans redondance s'unissent ne touchera-t-elle plus que quelques dinosaures ?

Voilà que deux livres viennent apporter un peu de bonheur à qui s'interroge (en prévoyant hélas ! de sinistres réponses) et s'agace des bavardages que l'on nous présente comme des illuminations.

L'un raconte les *Premiers combats pour la langue française*. Claude Longeon en est le maître d'œuvre. On y suit l'ardent et lent cheminement de notre idiome. Que de combats ! « Avant même la Renaissance », nous dit l'auteur, évoquant Nicolas Oresme, mort en 1382 ! On y découvre un choix de textes des quizième et seizième siècles. Elle est vieille, cette langue qui garde tant de jeunesse ; la grandeur l'imprègne ; le sens de l'infini la nimbe. Et l'envie de la dorloter, de la saisir comme on effleure un oisillon, se conforte en nous tant l'émotion nous saisit.

L'autre ouvrage est de Cavanna. On le savoure comme

on savoure les *Trois Mousquetaires*. On en sort ébloui, parce qu'en ces chapitres le bon sens si impopulaire se revanche enfin des paradoxes obscurs de ceux qui se pavent et ne subsistent que de nos crédulités et de nos effacements. Cavanna y parle de passion, de respect. Ne doit-on écrire que sur ce que l'on aime ? D'aucuns s'y refusent : ils n'ignorent pas qu'il est plus difficile d'écrire la fureur que la ferveur, ce qui, comme toute, est révélateur de la nature de l'homme.

Cavanna se joue de l'obstacle et des difficultés. Cette langue, il l'a conquise. De cette conquête, née d'un long ballet d'amour (donc de tourment et d'espérance), il en sort plein de vigueur, d'humour, de ténacité, de fougue et de tendresse. On sent là le gosse de la commune d'autan, qui savait qu'il faut mériter ce que l'on acquiert. Et cela m'enchantait au point de lui pardonner sa haine du point-virgule. Paul Morand l'approuvait (voir *Vénus*). Quant à l'autre Paul, Léautaud, il l'exécrait. Le débat continue. Laissez donc à leurs menus plaisirs les amoureux de la marine à voile. N'est pas gourmet qui veut.

Louis Nucera

- (1) « Ce qui n'est pas clair n'est pas français ». Rivarol, biographie de Jean Levasseur, Perrin, 140 F (lire le chapitre intitulé : « L'emploi de la langue »).

Michel SCHNEIDER



Glenn Gould Piano solo

« Il faut plonger dans le "Piano solo", de Michel Schneider, pour approcher enfin le cœur du piano, dans lequel continue de battre celui de Glenn Gould. »

Françoise Ducloux/Elle

L'UN L'AUTRE
GALLIMARD nrf

L E T T R E S J A P O N A I S E S

Nakagami, la rage au cœur

Un écrivain à contre-courant, hanté par les forces primitives

LA MER DES ARBRES MORTS
de Kenji Nakagami.
Traduit du japonais
par Jacques Laloz
et Yasuhiro Oura,
Fayard, 309 p., 130 F.
L'OPERA DES GUEUX
de Takeshi Kaiko.
Traduit du japonais
par Jacques Laloz
Publications orientalistes
de France, 203 p., 98 F.

Nakagami écrit avec la rage au cœur. Une rage de dire qui tient de l'exorcisme ou du tribut à payer à un destin. Il y puise un souffle qui, de bout en bout, anime ce long récit, pratiquement sans ruptures — sinon des blancs ponctués des épisodes haïme, — qu'est la *Mer des arbres morts*, l'un de ses grands romans, qui lui valut en 1977 le prix Mainichi.

Histoire de famille ou plutôt saga d'individus liés par un même sang, qu'il soit adultérin ou incestueux, et surtout une destinée commune : ce sont des habitants des Ruelles, le quartier des discriminés de la petite ville de Shingu, prisonnière de cette côte inhospitalière, battue par les vents, la grève des arbres morts, au sud de la péninsule de Kii.

Comme dans son autre roman traduit en français, *Mille ans de plaisir* (1), qui se déroule aussi à Shingu, sa ville natale, Nakagami entraîne le lecteur dans ce bout du monde où la sauvagerie s'allie à l'innocence souveraine, comme si le désordre des corps n'était que l'écho fracassant du

murmure de l'âme. Le temps du roman est aléatoire, presque allégorique : il est fait du mélange d'épisodes de la vie d'Akiyuki, le jeune contremaître qui travaille à la coupe du bois dans la montagne, et de ses réminiscences, d'une mémoire qui remonte comme une nausée, ponctuée des ragots de la vieille Yuki, sa tante, vendue à quinze ans à un bordel puis rachetée de longues années plus tard par un frère.

Embroûillaminé de relations, rumeurs des Ruelles : tout le récit tourne autour de la relation d'Akiyuki à celui qu'il nomme l'Autre, ce père que l'enfant qu'il était avait renié comme sa mère avait fait de l'homme, joueur professionnel, volage et condamné, qui l'avait engrossé. Ce père qui resurgit dans sa vie, nouveau riche, ne fera qu'accroître le désarroi d'Akiyuki, partagé entre deux sangs et écartelé entre les trois noms qui lui reviennent (ceux de sa mère, de son père adoptif, de son père par le sang). Un jour, il tuera son demi-frère (fils du père renié) comme, lorsqu'il était enfant, un autre demi-frère avait failli faire de lui sa victime.

Comme dans *Mille ans de plaisir*, les personnages de Nakagami sont inexorablement conduits à répéter les mêmes gestes de génération en génération, comme s'ils devaient accomplir leur destin, se laver d'une faute à la lettre immémoriale et qui pourtant les flétrit, comme s'ils devaient punir ainsi la marche d'un sens caché qui les dépasse. Cette structure



Kenji Nakagami : une écriture charnelle.

invisible qui emprisonne les personnages de Nakagami a pour arrière-fond la situation des « habitants des humeurs discriminées » : les *burakumin*, classe comparable aux intouchables en Inde, théoriquement émancipés

depuis 1871. Mais cette libération formelle ne changea pas vraiment les mentalités. On peut regretter que la présente traduction, contrairement à la précédente, ne soit pas accompagnée

d'une courte présentation de ce contexte historique et culturel, qui aide le lecteur à pénétrer plus facilement dans le récit et à comprendre la trame de ces vies sur lesquelles pèse obscurément l'ombre du châtiment du Bouddha. (L'une des raisons religieuses à la discrimination des *burakumin*, dont est originaire Nakagami, était qu'ils ne respectaient pas les interdits bouddhistes concernant le sang et la mort.)

L'histoire du Kansai

Les traducteurs ont, en revanche, admirablement restitué en une langue vivante un texte difficile, aux tournures archaïques et dialectales. L'écriture de Nakagami est charnelle : corps « plié aux recommandations de la terre », odeur de celle-ci après la pluie ou des tentatives, murmure du vent, « chant de détresse » des cigales, désirs d'assouvissement dans la profondeur des forêts qui s'emparent d'Akiyuki... toutes ces forces primitives, telluriques, qui hantent Nakagami font aussi la force de cette œuvre à contre-courant de l'esthétisme, supposée être la caractéristique de la littérature nipponne.

On doit à l'un des traducteurs, Jacques Laloz, une autre traduction, parce il y a quelques années et passée, hélas, quelque peu inaperçue, qui offre aussi un exemple de cette dimension violente de la littérature japonaise moderne et donne aussi un aperçu de l'histoire du Kansai (région d'Osaka, berceau d'une

culture populaire urbaine) : *L'Opéra des gueux*, de Kaiko Takeshi (2).

Ce roman se déroule au cœur d'Osaka, au lendemain de la guerre. Dans les décombres naît une mini-société composée des épaves du pays vaincu, clochards et voleurs, qui s'organisent pour dépecer la « mine » de ferrailles tordues d'un complexe d'armement bombardé.

Sans sombrer dans le misérabilisme — ce n'est pas le genre de l'auteur, — Kaiko se confie, lorsque le roman parut en 1959, un écrivain de talent (il avait obtenu le prix Akutagawa deux ans plus tôt). Il démontrait aussi un sens de l'observation qui fit la qualité, plus tard, de ses reportages (au Vietnam, notamment). Il décrit ici, se référant implicitement à *L'Opéra de quat'sous* de Bertolt Brecht et au *Beggar Opera* de John Gay, un monde truculent, haut en couleur, mais aussi rude, impitoyable car chacun doit se battre pour vivre, un univers qu'il a connu au cours de son adolescence passée à Osaka. Un livre qui, outre sa qualité littéraire, a le grand mérite de constituer un document sur le marché noir et ses « apaches » du lendemain de la guerre et de décrire des mentalités qui, même si elles s'expriment plus timidement, ne sont pas absentes du Japon contemporain.

Philippe Pons

(1) Fayard.
(2) Sur la couverture du livre a été respecté l'ordre japonais : le nom précède le prénom.

« Ci-gît Kafu le gribouilleur »

Kafu Nagai, un grand auteur quasiment inconnu en France

DU CÔTÉ DES SAULES ET DES FLEURS
de Kafu Nagai,
traduit du japonais
par Catherine Cadou,
éditions Philippe Picquier,
224 p., 92 F.

Voici un beau roman d'un grand auteur : Kafu Nagai (1). Relativement peu connu en France, Kafu est pourtant l'une des figures qui dominent la littérature japonaise de ce siècle. Auteur angélique, dévoué, il fut l'un de ceux qui surent le mieux exprimer une sensibilité japonaise qui transcende toute mémoire. Dernier des écrivains de l'époque Meiji (1868-1912), c'est-à-dire de ces années de crise de civilisation que connaît le Japon en basculant dans l'ère moderne, Kafu, qui est mort en 1959, est un grand écrivain parce qu'il a un style superbe mais aussi, et surtout peut-être,

parce qu'il prit pour matière de son œuvre cette mutation, lui donnant une résonance universelle.

Du côté des saules et des fleurs, expression qui désignait le quartier des geishas au début du siècle, entraîne le lecteur dans ce demi-monde de la galanterie que Kafu avait fait sien. Le roman, paru en 1917, se déroule dans le quartier alors à la mode de Shimbashi, à Tokyo, au tournant du siècle. Il a pour cadre cet univers chatoyant du plaisir avec son code et ses conventions, ses intrigues, ses secrets, ses amertumes et ses larmes.

Kamayo, l'héroïne, belle et sans doute trop confiante, sera sur le point d'être broyée par ce monde dont les manœuvres de l'argent, comme les âpres rivalités qui dressent ces femmes les unes contre les

autres (*dekurabe*, rivalité, est le titre original du roman), tissent la trame. Kafu excelle à décrire ces pans obscurs de la nature humaine, et particulièrement féminine.

Il y a tout un cheminement chez Kafu et il est regrettable que cette tradition soit présentée, un peu sèchement, sans aucune introduction (on ne peut que conseiller au lecteur de se reporter aux commentaires de Pierre Faure qui accompagnent les deux remarquables traductions qu'il fit de nouvelles de Kafu ou, en anglais, à la biographie que lui a consacrée Edward Seidensticker (2)).

Car la plongée de Kafu dans le demi-monde de la galanterie ne tient pas à un simple attirance sensuelle ou à un amorosisme scabreux que les bons esprits ont tout fait d'épingler à ce qui fut avant tout un parti-pris de vie.

Kafu découvre dans ce monde du plaisir une plaintive harmonie, écrit-il, une fleur au fond de ces nuits où s'unissent liesse et détresse, bouffée de bonheur et résignation. Les lieux de plaisir furent surtout pour lui des lieux de repli qu'il opposait à la réalité crue et désolée de la société de son époque. Kafu ne fut jamais un Zola prenant pour thème le conflit social, mais il n'eut pas moins lucidement conscience de l'impasse dans laquelle se trouvait l'intellectuel qu'il était à une époque où dominait une conception prussienne de l'État.

Possédé par la ville, il va s'enfermer d'elle, promenant sa longue silhouette dans ses méandres, pour s'immerger dans ce « monde flottant » (expression désignant l'univers du plaisir), règne du néant exalté de l'éphémère, d'une esthétique raffinée et subtile qui en dissimulait souvent la cruauté, sinon le sordide. Une ambivalence de ce monde que Kafu rend à merveille dans *Du côté des saules et des fleurs*.

A travers une œuvre dispersée, inégale, mêlant fiction et autobiographie, au fil de nouvelles qui tiennent souvent du poème en prose (tel que *Sumida*) et de romans toujours empreints d'une tristesse fugitive, Kafu cherche à saisir le temps qui se dérobe, privilégiant

l'instant équivoque et fugitif. Derrière cet esthétisme, il ne se déparait jamais de son attitude de résistance passive (au régime de l'avant-guerre qu'il condamnait, puis à une respectabilité dont il n'avait cure). Une ténacité qu'il paiera de solitude.

Kafu aurait voulu que ces cendres soient déposées dans le cimetière des prostituées du temple de Jōkan-ji, près de ce qui fut le grand quartier réservé de Yoshiwara à Tokyo, avec cette simple inscription : « Ci-gît Kafu le gribouilleur ».

Mais sa famille récupéra mort ce vagabond qui, fils de haut fonctionnaire, toute sa vie avait renié une respectabilité de façade. Aujourd'hui, une plaque à sa mémoire dans le cimetière du temple rappelle que c'est là, entre les « filles » anonymes et les courtisanes de haut vol, qu'il voulait reposer. Ce sont les figures de ces femmes, qu'il aimait pour tout ce qu'elles étaient, qu'il évoque dans *Du côté des saules et des fleurs*.

Ph. P.

(1) On désigne souvent au Japon des écrivains célèbres par leur prénom : c'est le cas de Kafu Nagai, connu sous le simple nom de Kafu.
(2) La *Sumida* (Gallimard, coll. Connaissance de l'Orient) et *Interminablement la pluie*... (Matacœur et Larose). Il existe une autre traduction de nouvelles de Kafu, *Voitures de nuit* (Publications orientalistes de France). Le titre de la biographie de Seidensticker est *Kafu the scribbler* (Stanford University Press).

« Vivre c'est raconter, raconter c'est vivre »

Suite de la page 25

— Qu'est-ce qui est « merveilleux » dans votre roman ?

— Je suis ravi de voir que le mot « merveilleux » est au pluriel en français (1). C'est une merveille à la fois singulière et plurielle. Elle existe partout et en même temps elle est synthétique. Ce qui est « merveille », c'est-à-dire ce qui dépasse le sens commun des hommes, a le plus souvent un aspect de croyance institutionnelle. Je ne parle pas seulement des superstitions, mais de toutes les formes de religion de mysticisme. Je voudrais décrire, en revanche, ce qui échappe à toute forme d'institution et demeure, dans le cercle d'un petit village, « merveille » dans le for intérieur de chacun.

— Est-ce que vous considérez votre roman comme un tournant dans votre œuvre ?

— Avec *M/T*, j'ai le sentiment d'avoir résumé mes idées sur un certain nombre de thèmes. Tout de suite après, j'ai rédigé la *Lettre aux amies de nostalgie* (2), où j'ai donc utilisé l'idéogramme de la destruction dans l'autre sens, c'est-

à-dire de la nostalgie. C'est en grande partie autobiographique. Je projette un roman qui s'intitulera *les Fresques*, référence aux *murals* mexicains : tous les villageois du passé, du présent et de l'avenir, moi compris, apparaissent. Je ne pense pas écrire plus de quatre romans désormais. Mais, pour le plus important d'entre eux, je vais me servir du ton de *M/T*.

— Si les *Fresques* doivent constituer la conclusion de mon œuvre, on peut dire en effet que la moitié du tournant aura été ébauchée par *M/T*. J'aimerais faire en sorte qu'un enfant handicapé puisse relire les deux romans. Je souhaite, lorsque j'aurai terminé ce dernier livre, que le personnage K. s'efface. J'aurai environ soixante ans. Et je me tairai. A moins que je ne renaisse sous la forme d'un autre écrivain.

Propos recueillis par René de Cocca et Ryoji Nakamura

(1) Le pluriel n'existe pas en japonais.

(2) Paru en 1987 au Japon, en cours de traduction chez Gallimard.

Leur premier roman à Messidor

Francis Pomon
COUTHON LE MAL AIME
392 p. 150 F

Alain Leduc
LE GRAND DIABLE MAMMON D'ARGENT
312 p. 110 F

Francis Combes
BAL MASQUE SUR MINUIT
147 p. 80 F

Patrick Besson
LES PETITS MAUX D'AMOUR
132 p. 80 F

messidor ROMAN

— LA VIE DU LIVRE —

LA LIBRAIRIE MILLEPAGES
174, rue de Fontenay, à Vincennes
vous invite à rencontrer
JEAN VAUTRIN
PRIX GONCOURT 1989
pour
« UN GRAND PAS VERS LE BON DIEU »
(Éditions Grasset)
le samedi 2 décembre
à partir de 17 heures

LA LIBRAIRIE MILLEPAGES
174, rue de Fontenay, à Vincennes
vous invite à rencontrer
JEAN VAUTRIN
PRIX GONCOURT 1989
pour
« UN GRAND PAS VERS LE BON DIEU »
(Éditions Grasset)
le samedi 2 décembre
à partir de 17 heures

LIBRES

POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogue sur demande
LIBELLA
12, rue Edgar-Louis à Paris
Tél. : 43-26-51-09

Jean-Jacques SEMPÉ
signera son dernier album
PAR AVION
Éditions Denoël
mercredi 6 décembre 1989
à partir de 17 heures
Librairie de Paris
9, place de Clichy
75017 Paris
Tél. : 45-22-47-81

BAUDOUIN LE PROCÈS-VERBAL
de J.M.G. LE CLEZIO
192 PAGES 120 Frs.

LIVRES • IDÉES
ACTUALITÉS

Un entretien avec l'administrateur de l'Institut Mémoire de l'édition contemporaine

Un lieu de mémoire pour l'édition

Créé il y a juste un an, sous la tutelle du Centre national des lettres, des ministères de la culture et de l'éducation et de la Ville de Paris, inauguré en octobre, l'Institut Mémoire de l'édition contemporaine est à présent installé dans ses murs (1) et déjà à la tâche. Né d'un projet original et réfléchi, l'IMEC comble un manque qui n'était pas forcément visible. Manque maintenu par les projets de la Bibliothèque de France et qui faisait courir à l'édition française, souvent oubliée d'elle-même, un risque : celui de perdre sa mémoire, de se laisser dépasser par sa propre histoire.

Y a-t-il à l'étranger des institutions comparables à l'IMEC ?
— Dans quelques pays, en Angleterre et en Allemagne notamment, il existe des institutions privées ou publiques qui tentent de répondre à des préoccupations proches des nôtres, sans toutefois, semble-t-il, que l'articulation conservation-exploitation (des archives) y soit aussi poussée qu'à l'IMEC. Par ailleurs, l'intérêt pour l'histoire de l'édition contemporaine grandit dans certains pays, et plusieurs chercheurs espagnols, italiens, québécois, américains, qui sont déjà venus visiter l'IMEC, suivent de très près notre initiative. Nous comptons d'ailleurs consacrer une place importante à leurs propres recherches dans les *Cahiers de l'édition contemporaine*, que nous publierons à partir de l'année prochaine.

— Quels sont vos rapports et l'avenir de vos rapports avec des institutions comme la Bibliothèque de France et les universités ?

— D'abord, il est apparu très vite que la création de l'IMEC ne redoublait en rien les institutions existantes, mais qu'elle correspondait en réalité à un véritable besoin jusqu'ici peu pris en compte. De sorte que l'incorruptibilité de certains a fait désormais place à un intérêt et à une volonté de collaboration qui témoignent qu'il était plus que temps qu'un organisme de ce type soit créé. A tel point que l'on regrette même que cela n'ait pas été fait plus tôt.

— Les collaborations qui, nous l'espérons beaucoup, pourront s'établir avec la future Bibliothèque

de France devront favoriser l'accès, pour le grand public et pour les chercheurs, à ce patrimoine de l'édition. De même, nous souhaitons pouvoir aider le développement, dans les universités, de formations, de recherches et d'expositions sur l'édition contemporaine. Certains des fonds qui viennent d'être accueillis à l'IMEC, par exemple les archives de la *Revue des deux mondes* ou celles du Centre international de synthèse d'Henri Berr (4), qui couvrent plusieurs décennies de la vie intellectuelle et littéraire, peuvent donner lieu à de nombreuses études.

— Mais l'IMEC, pour être efficace et garder un contact étroit avec tous les acteurs de la vie du livre, devra rester une unité aux dimensions restreintes et aux structures souples. D'ailleurs, les grands lieux de transmission du savoir, comme la Bibliothèque de France, auront besoin que soit préservée l'existence autonome d'institutions comme la nôtre.

« Avant qu'il ne soit trop tard »

— Plusieurs éditeurs — Christian Bourgois, Antoine Gallimard, Claude Grall — se sont associés à votre projet, qui serait inimaginable sans leur participation. Reconnaissez-vous la compréhension nécessaire ? Leur arrive-t-il d'être réticents à l'égard de leur propre histoire ?

— La plupart des éditeurs que nous avons contactés ou qui nous

ont contactés ont bien compris que nous ne voulions d'aucune façon les « dépouiller » de leurs archives — ne serait-ce que parce que, de toute manière, s'ils les déposent à l'IMEC, ils en restent propriétaires, — mais que notre intervention ne peut que les aider à sauvegarder ces documents souvent éparpillés ou mal conservés, et favoriser leur mise en valeur à travers des recherches, des expositions, etc. Et lorsqu'un éditeur, comme Privat, a pris soin de maintenir l'intégrité de ses archives, notre travail pour faire resurgir ce passé, à l'occasion du 150^e anniversaire de cette maison, n'a pu qu'en être facilité.

— Les éventuelles réticences viennent moins d'un goût du secret, qui serait particulier à cette profession, qu'à une ignorance ou à une sous-estimation de tout l'intérêt de ces archives, tant d'ailleurs pour la recherche sur l'édition que pour les chercheurs eux-mêmes, surtout à une époque où les transformations du paysage éditorial ont vite fait de brouiller les filiations, de défaire les traditions. Il serait tout de même paradoxal que les éditeurs mais aussi les autres acteurs de la vie du livre soient les derniers à se préoccuper de leur propre mémoire, eux qui ont la tâche, presque la mission, de transmettre celle des autres à travers le livre.

— Quelle place comptez-vous accorder à la mémoire présente, à l'histoire immédiate contemporaine de l'édition ?

— Evidemment, notre préoccupation première est de sauvegarder, avant qu'il ne soit trop tard, tout ce qui peut l'être, en particulier pour les maisons d'édition déjà disparues ou rachetées, en priorité sur la période 1920-1950.

— Pour l'édition immédiate contemporaine, nous croyons extrêmement important que tout soit fait pour que ne se répètent pas les mêmes erreurs ou négligences qui rendent aujourd'hui si difficile de retracer l'itinéraire de maisons d'édition ou de revues disparues il y a seulement quelques dizaines d'années.

— Nous aurions déjà atteint un de nos objectifs si l'existence de l'IMEC avait au moins une vertu pédagogique et incitait les éditeurs actuels à ne pas se débarrasser trop vite de documents aussi précieux, par exemple, que des dossiers de presse, de correspondance ou de fabrication.

— Le fait d'accueillir la Bibliothèque technique du Cercle de la librairie nous permet, par ailleurs, de conserver tous les documents, bibliographiques notamment, qui serviront à l'histoire de l'édition d'aujourd'hui ; de même pour l'histoire des revues, grâce au travail de documentation entrepris autour de la *Revue*

sur l'édition française sous l'Occupation (3), Olivier Corpet, spécialiste de l'histoire des revues, directeur de la *Revue des revues*, et Jean-Pierre Dauphin, responsable du service historique chez Gallimard et spécialiste de Céline. Cet espace, l'IMEC, se tient au point de rencontre entre la conservation, la gestion ou l'enrichissement du fonds et l'exploitation de cette mémoire rendue au présent.

Nous avons demandé à Olivier Corpet, administrateur de l'IMEC, quelques précisions sur le sens et la finalité de cette entreprise.

des revues en collaboration avec l'IMEC. Un fonds comme celui du graphiste Massin, qui se trouve également à l'IMEC, s'enrichit chaque jour de la production actuelle de son auteur.

— Quels sont vos principaux projets ?

— Outre l'ouverture de notre bibliothèque aux professionnels et aux chercheurs et l'ouverture de nouveaux fonds — y compris des fonds d'auteurs, grâce en particulier à la Bibliothèque de littérature française contemporaine, qui, après Céline et Genet, va avoir, dans le cadre de l'IMEC, les fonds sur Roger Blin, George Bataille, etc., — nous préparons pour 1990-1991 des expositions (celles sur Mame et Privat seront présentées à Paris, au CNL, voir ci-dessous) et des publications, mais aussi un colloque international sur l'histoire de l'édition, un séminaire sur l'histoire des revues et des éditeurs du vingtième siècle.

Propos recueillis par Patrick Kéchichian

(1) IMEC, 25, rue de Lille, 75007 Paris ; tél. : 42-61-29-29.

(2) Publiés par le Cercle de la librairie, les quatre volumes de la monumentale *Histoire de l'édition* vont être repris, allégés de leur iconographie, chez Fayard. Deux volumes de l'*Histoire des bibliothèques* ont déjà paru (toujours au Cercle de la librairie) ; ils couvrent une période allant du VI^e siècle à 1789.

(3) Deux volumes, publiés par l'Université de Paris, *Le Monde des livres*, du 23 octobre 1987.

(4) Voir dans *Le Monde* du 23 novembre l'entretien avec Jacques Royer, actuel directeur du Centre international de synthèse.

L'Europe des traducteurs

Le pari était de taille : réunir, comme l'indiquait le titre du colloque, « face à face auteurs et traducteurs » de deux des livres italiens les plus traduits de cette décennie : *Le Nom de la rose*, d'Umberto Eco, et *Damabe*, de Claudio Magris, à l'instigation de l'Ecole supérieure de langues modernes pour interprètes et traducteurs de Trieste, sous la présidence de John Dodds. Nous nous retrouvons ainsi une quinzaine de traducteurs et autant d'universitaires, invités à débattre de diverses questions techniques soulevées par la traduction des deux œuvres, les 27 et 28 novembre.

La fête culturelle eût rapidement tourné à l'émeute, des centaines d'étudiants n'ayant pu trouver place dans la grande salle rococo à lambris et colonnades du Cercle de la culture et des arts. Mais le directeur de l'école, Franco Crevatin, parvint à obtenir la grande salle de l'université, et dès le premier après-midi tout le colloque se transporta comme il put vers l'énorme cube de pierre blanche trônant au sommet d'un des côtes sur lesquels s'étage la ville.

Que ce colloque connaisse un tel succès, que tant de jeunes soient assoiffés de littérature, voilà certes qui était encourageant, et neuf. Mais il y a plus.

La convergence d'idées, la similitude des sensibilités de gens venus d'une dizaine de pays de la Communauté et de l'Est, la convivialité née des séances de travail et des réceptions dans ce creuset plurilingue symbolique qu'est Trieste nous ont rappelé que l'Europe sera culturelle ou ne sera pas. Et à la base de toute culture, il y a des mots qui soignent des expériences, qui balisent des faits, qui ornent le vécu. A la base de toute relation humaine, il y a des gens qui se parlent. Donc des livres, au sens large du terme. Et des gens qui font franchir à ces livres les frontières, sinon les barrières, des pays, des langues et des mentalités. Qui aident tous à mieux se comprendre, à mieux se connaître.

Jean Pastureau
traducteur en français
de Danube, de Claudio Magris.

La sélection du prix Interallié

Le jury du prix Interallié, qui sera attribué mardi 5 décembre, a sélectionné les quatre ouvrages suivants :
— *Le Jugement dernier*, de Philippe Dagen (Gallimard) ;
— *Le Verger du diable*, d'Alain Gerber (Grasset) ;
— *Les Fils d'Abraham*, de Marek Halter (Robert Laffont) ;
— *Les Folies Koenigsmark*, de Gilles Lapouge (Albin Michel).

Les sociétés savantes européennes

Un grand colloque international vient de s'achever à l'Hôtel de Ville sur le mouvement des sociétés savantes en Europe de la Renaissance à la Révolution. Subventionné par la ville de Paris — capitale culturelle de l'année européenne 1989 — et organisé avec le concours du groupe GMF et l'Association pour la communication des savoirs, il a accueilli une centaine de participants venus de l'Europe entière ainsi que des Etats-Unis et d'URSS. On remarquait la présence des plus grands spécialistes : Marc Fumaroli (Collège de France), dont la leçon fut éblouissante, Andreas Kraus, de Munich, le mentor des études en ce domaine, et Conrad Grau, de l'Académie des sciences de RDA.

Soixante communications traitaient de ces assemblées, salons, académies ou sociétés qui, dans toutes les disciplines, induisent, par leur sociabilité particulière, non seulement les diffusions modernes du savoir mais encore l'apprentissage de la démocratie.

Dominique Bourrel

EN BREF

□ Freud à Nancy. — Sous la direction de Jacques Hassenot, un colloque se tiendra à Nancy les 9 et 10 décembre (au Forum/IFRAS, 1, av. Pinchard, 54100 Nancy), à l'occasion du centenaire anniversaire du séjour de Freud à Nancy. (Rem. : Paul-Elie Lévy et Christiane Riboni, tél. : 83-96-55-00 et 83-96-51-67).

□ Babouin en Picardie. — Un colloque international consacré à Babouin aura lieu les 7 et 8 décembre à Amiens (salle de conférences Robida, 61, rue Saint-Fuscien, 80000 Amiens).

□ Autour de Louis-René des Forêts. — Un colloque autour de l'œuvre de Louis-René des Forêts se tient les 1^{er} et 2 décembre à l'Ecole normale supérieure. Cette rencontre s'achèvera, samedi 2 décembre à 15 h, par une table ronde animée par Yves Bounefoy (45, rue d'Ulm, Paris, salle Desnane).

La part du livre

En avançant, en 1895, à propos du livre, la notion d'*instrument spirituel*, Malraux inaugurait une prise en compte rigoureuse de la matérialité du texte, de son inscription sous les espèces du livre. L'*instrumentalité* — d'est-à-dire la forme réfléchie, efficace — devenait ainsi le support nécessaire à la valeur spirituelle du livre, considéré comme *expansion totale de la lettre*.

Maints poètes, écrivains, éditeurs et imprimeurs ont entendu, dans le siècle qui est encore le nôtre, le leçon du vieux maître. Faire de ces innombrables expériences, de ces travaux que les bibliothèques publiques ou privées recherchent et qui excitent la convoitise des bibliophiles, un objet d'étude : c'est le but que s'est fixé le Groupe de recherche sur les formes du livre moderne (1).

A des titres divers, les personnalités qui constituent ce groupe — François Chapon, Michel Collot, Edouard-Jean Hubert, Georges Monzi, Yves Peyré, Gilles Quinest et Raymond Josué Seckel — sont habilitées à mener ces études ou à leur donner l'impulsion nécessaire. Dans le premier numéro du bulletin du groupe, la *Part du livre*, publié par les Editions Le Temps qu'il fait (Cognac), Yves Peyré développe les raisons et le sens de cette initiative.

Les premières publications annoncées sont : une *Bibliographie des écrits de Pierre Reverdy*, par E.-A. Hubert, et des monographies sur K. éditeur (par Léon Aichelbaum, avec Alain Gheerbrant) et sur J.O. Fourcade éditeur (par Maurice Imbert).

P. Ke.

(1) 4, rue de Chevreuse, 75006 Paris.

Expositions et publications

L'exposition « Mame, deux siècles du livre », qui a été présentée à Tours à l'hôtel Mame, viendra à Paris, au Centre national des lettres, en mars 1990. L'exposition sur le « 150^e anniversaire des Editions Privat » se tiendra jusqu'au 31 janvier au Musée des Augustins de Toulouse, avant d'être présentée au CNL, en mai 1990.

Ces expositions ont donné lieu à la publication par l'IMEC de deux catalogues qui sont de véritables monographies sur ces éditeurs (respectivement 120 F et 60 F). Enfin, on réédite l'ouvrage de Pascal Fouché sur les Editions Au Sans Pareil (446 p., 300 F). Paraîtront l'an prochain des ouvrages équivalents sur les Editions La Sirène et Jean Froissart ou sur les revues des années 30.

BIBLIOTHÈQUE BEAUCHESSNE 15

EMILE JACQUES



PHILIPPE COSPEAU

Un ami-enemi de Richelieu

264 pages 180 FF

BEAUCHESSNE

72, rue des Saints-Pères 75007 PARIS



TARDI CASSE-PIPE de CELINE

96 PAGES 85 Frs.

Henri Alleg L'URSS ET LES JUIFS



282 pages 120 F

LE NOUVEL OBSERVATEUR

messiaen DOCUMENT

JENNIFER JOHNSTON

Le Sanctuaire des Fous

"Son art est unique et touche à la perfection." Anthony BURGESS



EDITIONS BERNARD COLTAZ

DOROTHY RICHARDSON

Rayon de miel

"Il y eut Joyce et Virginia Woolf. Et puis au commencement, il y eut Dorothy Richardson."

LE NOUVEL OBSERVATEUR



EDITIONS BERNARD COLTAZ

JENNIFER JOHNSTON

LE SANCTUAIRE DES FOUS

TRADUIT DE L'ANGLAIS PAR SOPHIE FORTZ

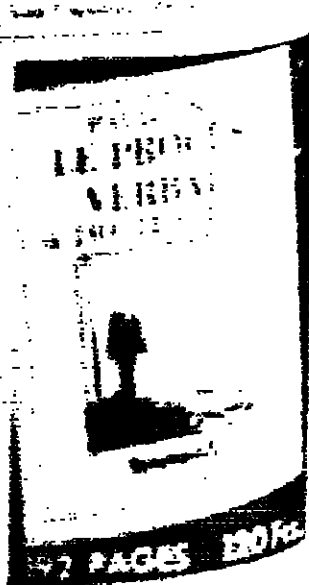
EDITIONS BERNARD COLTAZ

DOROTHY RICHARDSON

RAYON DE MIEL

TRADUIT DE L'ANGLAIS PAR MARIE-COÛTE PROUST

EDITIONS BERNARD COLTAZ



92 PAGES 80 Frs.

Passage en revues

Idées, histoire, sociétés

La plupart des revues d'idées donnent une forme de cohérence à chacun des numéros qu'elles publient en les organisant autour d'un thème. Elles donnent ainsi, ou croient donner une certaine pertinence à leur discours. En toute logique, la livraison de *Communications* intitulée « Variations sur le thème » se devait donc d'ouvrir cette promenade « à propos de », « autour de », « sur » quelques revues à thèmes. Des études consacrées à la place du thème dans la littérature, la critique, la musique ou la peinture, il ressort clairement que, si la situation du thème est paradoxale, il est le noyau central, mais le véritable intérêt du discours dont il est censé fonder l'unité est dans l'ailleurs, la variation, le vagabondage. D'où la tentation, soulignée par plusieurs contributions, de supprimer la thématique pour donner libre cours au divers. La « crise du thème » marque sans doute l'une des ruptures majeures de l'esthétique contemporaine.

(*Communications*, n° 47, Le Seuil, 220 p., 89 F.)

La *Pensée*, revue de l'Institut de recherches marxistes, possédait un thème évident pour son numéro 270-271, celui de la célébration de son cinquantième anniversaire. La plus brillante actualité aidant, ce cinquantenaire aurait pu être pour les auteurs amateurs de la *Pensée* l'occasion d'une réévaluation critique d'un demi-siècle de pensée marxiste dans le domaine de la philosophie, de l'histoire, des sciences et des arts.

Au lieu de cela, au lieu d'une discussion sur les idées et les pratiques du marxisme, Antoine Casanova, qui dirige aujourd'hui la *Pensée*, se contente d'invocations rituelles à la « réélaboration radicalement novatrice de

la démarche de pensée et d'action de la force politique révolutionnaire que constitue en France le PCF », entreprise par les 25^e et 26^e congrès, et termine son éditorial par une non moins rituelle citation de M. Marchais. Jacques Milhau, de son côté, développe des trésors de rhétorique, non de dialectique, pour montrer que plus le PCF s'affaiblit, plus sa pensée est forte, juste et vraie : « La page est définitivement tournée d'une éclipse théorique et politique qui avait creusé le fossé entre un mouvement ouvrier révolutionnaire vivant trop sur ses seules réserves et une société française en pleine évolution ».

(*La Pensée*, n° 270-271, 200 p., 100 F.)

Voici deux revues qui parlent du peuple dans sa réalité vivante, concrète, complexe. *Terrain* s'interroge, sous la direction d'une ethnologue toulousaine, Claudine Fabre-Vassas, sur ce que nos façons de boire révèlent de nos sociétés. Qu'il s'agisse de la place des femmes dans les libations collectives, de la place des boissons alcoolisées dans les rituels (fêtes, noces, veillées funéraires, conscription), des signes de solidarité, qui se développent autour du verre de vin, du rôle de distinction attribué aux boissons exotiques ou des transformations qui affectent la mythologie du vin — du « boire un bon coup » de nos ancêtres à nos modernes et pompesuses dissertations sur papier glacé initiant à la « science œnologique », — les auteurs bousculent bien des idées reçues et montrent que la boisson « renvoie à la globalité ou au cœur de l'univers social (...) L'attente du « monde idéal », l'aspiration collective à

une société apaisée, purgée de ses conflits, prennent souvent consistance autour d'une boisson partagée ».

(*Terrain*, Carnets du patrimoine ethnologique, 65, rue de Richelieu, 75002 Paris, 156 p., 60 F.)

Buvait-on davantage autrefois qu'aujourd'hui ? Il semble bien, en tout cas, que le vin était absorbé massivement dans les campagnes et les petites villes au Moyen Âge. Dans l'excellent ensemble que *Mentalités* consacre aux violences sexuelles, à l'histoire des corps forcés et des attentats à la pudeur, l'alcool est souvent présent. Et analysant « Un cas de force au Moyen Âge », précisément dans la région de Rennes, Jean-Pierre Leguay souligne que la consommation moyenne, toutes populations confondues, se situait entre 148 et 178 litres de vin par an et qu'à Dol, en 1416, il y avait cinquante et une auberges et tavernes pour trois mille habitants.

Mais l'alcool n'explique pas « l'érotisation de la souffrance et de la mort » — comme l'écrit Alain Corbin — qui est au cœur du viol, mais aussi de la répression sexuelle en général, comme le montrent les articles consacrés au châtiment des sodomites par l'Inquisition ou la violence thérapeutique des traitements infligés aux malades vénériens au dix-neuvième siècle. Il y a quelque vertige à penser que dans le corps social subsiste toujours ce sentiment confus qui lie la sexualité et la liberté à la souffrance et à la mort.

(*Mentalités*, n° 3, Imago, 166 p., 100 F.)

Pierre Lepape

ECRITS INTIMES

Nostalgie de Paris

« Le vieux Paris n'est plus la forme d'une ville/Change plus vite, hélas ! que le cœur d'un mortel. » Ces vers de Baudelaire reviennent en mémoire lorsque l'on lit *Articles de Paris* (1) de Pierre Marcelle. Une vingtaine de courts textes au fil desquels ce pionnier à l'ancienne exprime sa nostalgie d'une cité où, jadis, chaque quartier abritait un monde singulier.

Non content d'arpenter la capitale en solitaire, Pierre Marcelle a l'esprit aussi curieux que le pied. Il aime à regarder quels décors se cachent derrière les façades trop sages des immeubles. Ce concierge sans loge attitrée possède au plus haut point, pour reprendre l'expression de Jean Echenoz, « le réflexe de la porte cochère ».

Bien sûr, comme tout amoureux de Paris qui se respecte, Pierre Marcelle a ses partis pris, ses favoris devrait-on dire plutôt : les alentours de la gare d'Austerlitz où « les matins d'automne sont froids, gris et mouillés, comme les cendres dispersées entre les rails rouillés » ; Belleville, malgré les ravages de l'urbanisme ; le « pont des suicidés » dans le parc des Buttes-Chaumont, que Louis Aragon désignait comme « la véritable meque du suicide », etc.

Pierre Marcelle a même découvert, au détour de l'une de ses promenades, une « allée pavée où pousse un peu d'herbe » : ce qui prouve qu'aucune ville ne peut être parfaite...

P. Dra.

► *Articles de Paris*, de Pierre Marcelle, précédés de *Le Sens du pavé*, par Jean Echenoz, *Le Dilettante* (1), rue Barrault, 75013 Paris, 73 p., 69 F.

(1) Ces articles ont paru chaque semaine, d'octobre 1988 à février 1989, dans *Libération*.

ROMANS

Que d'Inde, que d'Inde !

« Fascination d'une Inde millénaire », « Illumination de l'esprit et du corps », « Intime alliances de la spiritualité et de la sensualité », voilà ce que nous promettaient les éditeurs d'Actes Sud pour le quatrième roman d'Olympia Alberti, *Rive de bronze, rive de perle*. Et, en effet, exotisme, féminisme, spiritualisme, simplisme et parfums nous seront guère épargnés. « Senteurs de jasmin et de sérénité », « jardins qui ne savent pas », l'Inde et ses stéréotypes accueillent Anna, venue prendre possession des biens de son grand-père, parfumeur à Pondichéry.

Et Olympia Alberti va tourmenter et fantasmer pendant quatre cent vingt pages : la couleur locale déguillette en va-et-vient de pieds nus, de hanches souples ou de femmes en sari, les vaches broupent le talus desséché, l'héroïne s'initie aux secrets des parfums du grand-père, découvrant avec un mysticisme étonné les merveilles de l'extase charnelle. Botanique, alchimie et philosophie sont appelées à la rescousse, et l'on ne craint pas de troubler le repos de Galien, Dioscoride, Paracelse, Confucius ou Lao Tseu pour leur extorquer longs développements ou citations fugaces. Dans sa quête d'un élixir secret, l'héroïne nous promène de carte postale en carte postale sans jamais le lecteur, fatigué de couleurs, de faux réalisme et d'assom-

mentes énumérations, ne participe vraiment à ces affres érotico-sentimentales.

Florence Noiville

► *Rive de bronze, rive de perle*, d'Olympia Alberti, Actes Sud, 424 p., 129 F.

Le soleil et la mort

Samuel aime se perdre dans les ruelles d'Istanbul. Moteur coupé, une Plymouth noire s'approche lentement. Deux hommes se précipitent sur lui. La voiture quitte Istanbul, emportant Samuel. Il ne saura jamais pourquoi. Après plusieurs jours de route, ils arrivent dans une maison perdue au milieu du désert. Samuel essaie de fuir, mais sans succès.

Manuel Audran décrit cet abandon de toute volonté. Samuel se rend compte que, même s'il est devenu cauchemar, il a atteint ce rêve d'Orient qui le hante depuis son enfance vendéenne, quand « il se répétait les noms magiques : Le Caire, Damas, Bagdad, Istanbul, Tripoli. C'est là-bas que j'irai, se disait-il, d'où émerge chaque matin le soleil pur et jaune au milieu des sables ».

Il va contempler ce soleil, s'abandonner à lui jusqu'à se perdre. Car, comme l'indique la maxime de La Rochefoucauld placée en exergue du roman : « Le soleil ni la mort ne se peuvent regarder distinctement ».

A.S.

► *Le rêveur d'Orient*, de Manuel Audran, Phébus, 124 p., 70 F.

JACQUES ATTALI
DANS
LES
CLÉS
N° 8
les clés de mon roman
"La vie éternelle"
DES AUJOURD'HUI CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 31 F

EN PLEIN HIVER, IL Y A ENCORE DES FEUILLES AVEC DE DRÔLES D'OISEAUX AUTOUR.

5^e Salon du livre de jeunesse

30 NOVEMBRE - 4 DECEMBRE
METRO MAIRIE DE MONTREUIL



Pour le concours de l'Association de la Culture, l'Union de la Ville et de la Lecture, et de l'Association Nationale des Lecteurs.



Des feuilles qui valent et de drôles d'oiseaux en jupette
et coiffes courtes, c'est ça, le 5^e Salon du livre de jeunesse.
Des images d'imagination, des histoires dures,
des tempêtes de rires, de l'aventure au coin de chaque page.
Cet hiver, c'est le printemps à Montreuil. Comme ça
on s'est plus obligé d'aller très loin pour aller au bout de monde.

Seine-Saint-Denis le département
Conseil Général

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand



Milosz, Wat et Herling à Portofino en 1959

Les pieds dans le tapis de l'Histoire

ma vie. • Il pensait avoir commis « un grand péché ». Persécuté plus encore par le sentiment de la responsabilité d'avoir entraîné ses lecteurs vers ce qui ne lui apparut que plus tard comme le Mal. Entre 1926 et 1957, pendant trente ans, ce poète que tous s'accordent à trouver « estimable n'écrivit plus. D'abord, parce que « ou ce n'était pas bon, ou ce n'était pas marxiste ». Ensuite, parce qu'il « éte comme frappé de mutité. Il quitta définitivement la Pologne en 1956. C'est à Paris qu'il se suicida...

« Et voilà ce ma fausse à moi si je méritais pris les lettres de l'histoire ? Par malheur, une des dures lois qui régissent mon destin est la même que celle qu'Ivaskiewicz s'est imposée : l'anachronisme. En fin de compte, j'ai été tout ce qu'il fallait être, mais jamais au bon moment. J'ai été homme politique quand il fallait être poète, et il aurait fallu faire de lui être communiste quand ne lui fallait être anticommuniste. J'ai été homme raisonnable pas-communiste. J'ai été homme d'avenir lorsqu'il n'y eut aucun mouvement nouvelles et, quelques jours, je suis devenu synchronisme nouvelles. J'ai été homme nouvelles. J'ai été Et même la liberté, je ne nie pas au bon moment. aladie qui est le résultat, et mon anachronisme. »

poète quand il n'était fallu faire de la politique. J'ai été communiste quand les gens comme il faut étaient anticommunistes, et je suis devenu anticommuniste quand les gens raisonnables passaient au communisme. J'ai été avant-gardiste et novateur lorsqu'il n'y avait en Pologne aucun mouvement vers les idées nouvelles et, quelques années plus tard, je suis devenu syncrétiste au moment où une jeunesse réclamait des idées nouvelles. Jamais au bon moment ! Et même la liberté, je ne l'ai pas choisie au bon moment. Jusqu'à ma maladie qui est le résultat, l'expression de mon anachronisme.

Il ne se pose pas en exception. Bien au contraire, il se sent le frère de ceux qui eurent, à quelques détails près, le même destin, qui vécurent « le même siècle » que lui, même s'ils ne subirent pas aussi directement la terreur. Qu'aurait-il pensé aujourd'hui, quand se disloque le monde des apparences utopiques et le mensonge de l'avenir radieux ? Peut-être aurait-il été enfin guéri de son « anachronisme » ?

Outre la confession spirituelle, ce livre — qui n'a pas de commencement ni de fin, comme dans les conversations qu'on a avec un ami, — grâce à Milosz, Wat nous initie, de l'intérieur, au bouillonnement de la vie intellectuelle dans la Pologne nouvellement indépendante des années 20 et 30, où surgagent quelques noms que nous connaissons : tels Iwaszkiewicz, qui écrit les *Demoselles de Wilko* à Alma-Ata, Gombrowicz, dont la maison d'édition pour laquelle

travaille Wat refuse *Ferdydurke*, Victor Chiklovski, qui l'héberge clandestinement à Alma-Ata, Isaac Deutscher, collaborateur à Varsovie de la revue avant de passer au trotskisme et d'émigrer, Witkiewicz, l'auteur de *l'Inassouvissément* ; surtout, l'énumération devient obsédante de ces intellectuels dont, presque toujours, le nom est suivi de la mention : « *Victime des purges stalinienne* ». Un siècle de purgés. (Quel dommage, pourtant, de ne pas nous fournir un index !)

Enfin, s'il ne vise pas à être l'historien de son époque, Alexandre Wat raconte la douleur que peut éprouver le prisonnier : la cellule à vingt-huit sur mètres carrés, les voyous, le froid du milieu d'hiver, les coups de poing et de poignets et les punaises, les mouchards, la rééducation des esprits (la *perestavka*), etc. Ce que complète, modestement, dans *l'Ombre seconde*, Ols Wat, âgé de quatre-vingt-six ans, qui vit toujours à Paris. *La vie m'a comblée à sa mesure. Ce saurais-je de la vie en prison ?* *années au Kazakhstan ?* demande-t-elle. *Ce saurais-je de la faim, du froid, du désespoir ? Maintenant, quand je vois à la télévision les corps squelettiques d'enfants affamés au ventre gonflé, même avec mon expérience familiale, je me sens bouleversé et révolté. Je suis un Juif rassasié. Comme il est facile d'oublier tout cela quand on mange à sa faim !*

Ces livres refermés, une chose nous intrigue : dans cette Varsovie intellectuelle des années 20 coexistaient deux cultures, deux avant-gardes. Une que Wat ignore tout à fait, et dont il ne dit mot. Dans la même ville, d'autres poètes, d'autres artistes, jéninistes ou non, tous juifs, tous modernistes, qui parlaient russe et polonais mais qui écrivaient en yiddish. Ils se nommaient Peretz Markish, Melekh Ravitch, Joseph Opotshou, Ozer Warszawski, tzetzel Joshua Singer, Marc Chagall, srzai Brauner, et publièrent en 1922 à Varsovie, en 1924 à Paris une revue, *la Kaddour*, (*Kaddour*, en hébreu), qui paraître en traduction et qui témoigne de la modernité de leurs recherches (voir l'article de Rachel Erat dans le Monde daté 15-16 octobre). Dans une langue qui allait être massacrée.

« Et lorsqu'il advient que l'on ne rempe plus sa plume dans l'encre mais dans le sang, et qu'on n'écrit plus sur du papier mais sur la peau des corps humains, et que les plumes ne sont plus en acier mais faites de coudes aillés en poignes acérées, et que le peuple juif sombre, que la culture yiddish meurt en plein jour entre les bras de ces dévastées et de villes anéanties, au moment où le dernier mur du Temple est en flammes... Alors, que font les grands prêtres?... », demande Peretz Markish, qui sera un des derniers assassins de Staline.

**Personne ne se trompe de siècle.
C'est le siècle qui se trompe. Toujours ?**

**MON SIÈCLE. CONFESSION
D'UN INTELLECTUEL EUROPÉEN**
d'Alexandre Wat.
Préface de Czeslaw Milosz.
Traduit du polonais
par Gérard Conio
et Jean Lajarrige.
Editions de Fallois -
L'Age d'Homme, 726 p., 195 F.

L'OMBRE SECONDE
d'Ola Wat.
Préface de Maria Craipeau.
Traduit du Polonais
par Christiane Giovannoni.
Ed. de Fallois -
L'Age d'Homme, 236 p., 90 F.

**ALEKSANDER WAT
ET LE DIABLE
DANS L'HISTOIRE,**
de Gérard Conio

L'Age d'Homme, 100 p., 95 F.
LA BANDE (KHALIASTRA) -
revue littéraire
Varsovie-Paris
Traduit du yiddish
et annoté sous la direction
de Rachel Ertel.
Lachenal et Ritter,
308 p., 295 F.

inconnus — mais soigneusement identifiés grâce à l'appareil de notes à Confession foisonnante, passionnante, émouvante, insupportable parfois, prononcée, avant de mourir, par un homme qui assume dans la douleur ce qu'au fond de lui il considère comme des ruptures, sinon des reniements : l'abandon de la croyance au marxisme, l'abandon de la religion de ses pères. Wat, en effet, converti au catholicisme, montre bien le chemin de la conversion à une seconde religion, le « *besoin insensé de monothéisme* » des intellectuels : « *Il y a une mystique de l'appartenance au parti comme il y a une mystique du baptême dans l'Eglise catholique, et dans le Judaïsme. C'est un langage de confession trahit.* »

EST-CE cela, en notre vingtième siècle. Je n'ai pu appeler un philosophe, un penseur, un écrivain, un poète, un homme d'Etat quel exemple ? Né le 1^{er} mai 1900 dans une ville juive de Varsovie, Aleksander Weissmann est un homme vrai non Chwat, comme les autres : le philosophe matérialiste Isaac Luria et un grand rabbin, mais lui-même, une fois marié, se convertit à la religion juive. Il a écrit de nombreux livres et de nombreux articles. Il est poète, écrivain, philosophe, critique. C'est un homme d'Etat. La jeune génération y a beaucoup appris. C'est un homme d'Etat. La jeune génération y a beaucoup appris. C'est un homme d'Etat. La jeune génération y a beaucoup appris.

A dix-neuf ans, il publie ses poèmes (futuristes) : *Moi et moi* de l'autre côté de moi, *Ynosfente*; puis à vingt-six ans, il gagne sous le titre de *Lucifer* le *Magazine*, l'année même de son initiation au marxisme. Il conduira à fréquenter « la route » l'ambassade soviétique, autres amateurs de littérature. Il créa en 1929 la première revue communiste de Pologne, le *Magazine* (*le Mensuel littéraire*) interdit deux ans plus tard. Il est membre du comité de rédaction alors interné quelques semaines à la prison centrale de Varsovie.

Réfugié en octobre 1939 (aujourd'hui soviétique),
Membres de l'empire des H

Mon siècle. Confession d'un intellectuel européen. Le dessein d'Alexandre Wat aurait sans aucun doute été oublié si l'amitié du poète Zdzisław Miłosz n'en était l'interlocuteur, l'organisateur, l'initiateur de ce gros livre étrange et obsédant qui a paru pour la première fois (en polonais) en 1977 à Londres, puis réédité en samizdat. Qui ne vous échappe pas. A la seule condition, bien sûr, que vous vous passionniez pour l'histoire de ce vingtième siècle, de ses utopies et de ses dogmes... Cette « confession », en effet, n'est pas vraiment le livre d'Alexandre Wat; mais le résultat de quarante conversations au magnétophone en 1964-1965, à Berkeley et à Paris, entre deux poètes polonais exilés : Alexandre Wat et Miłosz, prix Nobel de littérature 1980.

**Autobiographie parlée, décosue,
obsessionnelle, pleine de connivence, de
sous-entendus et de noms pour nous**

Les Editions Plume numérisent un
petit ouvrage de référence sur les
cultures lyriques en Europe. 100
photographies couleur, notices de
notre kleiméon et de lauras Mouton
pour les documents, gravures et
autres, textes de Jean Verrier.

N'écoutez pas votre culture,
n'imposez pas vos lectures !
Laissez-le libre
de choisir... offrez lui un

CHEQUE-LIRE
Une autre façon d'offrir
des livres en France.



OPÉRAS D'EUROPE
Format 24 x 34 cm sans couture
Éditions P.U.M. - 120 pages 900 f

EDITIONS LA FARANDOLE

***L'un espace de création
pour de grands noms
de la littérature de jeunesse***

Jorge Amado • Tchinguiz Aïtmatov • Henriette Bichonnier
• Joëlle Boucher • Paul Brouzeng • Jacques Cassabois •
Bernard Clavel • Frédéric Clément • Georges Coulonges •
Bernard Epin • Robert Escarpit • Pierre Gamarra • Made-
leine Gilard • Michel Grimaud • Peter Härtling • Jacqueline
Held • Toeckey Jones • Jánosch • Susie Morgenstern •
Christine Nöstlinger • Jean Ollivier • PEF • Claude Pujade-
Renaud • Mirjam Pressler • Suzanne Prou • Alain Serres •
Bertrand Solet • André Stil • Béatrice Tanaka • Maryse
Wolinski • Georges Wolinski • Daniel Zimmermann...



messidor

146 rue du Faubourg-Poissonnière 75010 PARIS - 42.81.91.03

LES ÉCRIVAINS IRLANDAIS



Après *Les écrivains britanniques, de Victoria aux années 30* (février 1989) et *Les écrivains britanniques, de 1945 à nos jours* (juin 1989), L'Oeil de la lettre présente le troisième volet de l'ensemble bibliographique consacré aux écrivains anglais, écossais, gallois et irlandais. Ce catalogue accompagne l'opération des « Belles Étrangères » consacrée aux « Écrivains d'Irlande » que le ministère de la Culture et de la Communication organise actuellement à Paris et dans plusieurs villes de province.

Il recense sous la forme d'un dictionnaire illustré 115 écrivains irlandais contemporains, et les auteurs les plus significatifs (Samuel Beckett, Brendan Behan, Elisabeth Bowen, Jennifer Johnston, James Joyce, Molly Keane, John McGahern, Edna O'Brien, Flann O'Brien, Sean O'Casey, George Bernard Shaw, J.M. Synge, Oscar Wilde, William Butler Yeats) sont présentés à l'aide d'extraits de leur œuvre, d'articles et d'entretiens.

En couverture, le pont O'Connell à Dublin : « Ils traversèrent la rue, O'Keefe acheta l'Irish Times et ils passèrent le pont d'un pas insouciant, emportés tous deux dans un torrent verbal mêlant l'excitation d'O'Keefe et les souvenirs de Dublin. » J.P. Donleavy *L'homme de Gingembre*. Denoël.

Les libraires de **L'œil** vous l'offriront
de la lettre
lors de votre prochain achat.

AIX-EN-PROVENCE, VENTS DU SUD, 7 place du Maréchal-Foch • **ARLES**, ACTES SUD, passage du Méjan • **AULNAY-SOUS-BOIS**, CAMPUS, 39 bis rue Anatole-France • **AVIGNON**, DU MONDE MÉTÉORITARIEN, 16 rue Bonnetrière • **BESANCON**, LES SANDALES D'EMPÊCHÉE, 138 Grande-Rue • **BORDEAUX**, LA MACHINE À LIRE, 18 rue du Parlement-St-Pierre • **BREST**, LE GRAND JEU, 33 rue Jean-Macé • **CAHORS**, CALLIGRAMME, 75 rue Joffroy • **CASTRES**, GRAFFITI, 8 place Pélisson • **CRÉTEIL**, CHRONIQUES, 3 place Mandés-France • **ENGHIEN-LES-BAINS**, LE CHANT DU MONDE, 20 rue Mora • **GRENOBLE**, DE L'UNIVERSITÉ, 2 place du Dr-Léon-Martin • **LYON**, DES NOUVEAUTES, 26 place Bellecour • **MAINTES-LA-JOLIE**, LA RÉSERVE, 14 rue Henri-Frivière • **MARSEILLE**, L'ODEUR DU TEMPS, 6 rue Pastorel • **METZ**, GERONIMO, 31 rue du Port-des-Bains • **MONTELLIER**, LA PAGE BLANCHE, 30 rue Saint-Guilhem • **NANTES**, VENT D'OUEST, 5 place du Bon-Pasteur • **ORLÈANS**, LES TEMPS MODERNES, 51 rue du Recouvrement • **PARIS 4**, BIFFURES, 44 rue Vieille-du-Temple • **PARIS 8**, L'ARBRE À LETTRES, 2 rue Edouard-Quenu • **COMPAGNIE JAUT**, ÉMENT DIT, 58 rue des Écoles **PARIS 7**, L'ARBRE À LETTRES, 55 rue Cler • **PARIS 8**, LIVRE STERLING, 49 bis avenue Franklin-D-Roosevelt • **PARIS 12**, LA TERRASSE DE GUTENBERG, 9 rue Emilio-Castelar • **PARIS 14**, L'ARBRE À LETTRES, 14 rue Boulard • **PARIS 15**, LA 25^e HEURE, 8 place du Général-Seuvert • **PAU**, L'AIDE-MÉMOIRE, 8 rue Latapie • **STRASBOURG**, QUAI DES BRUMES, 35 quai des Bateliers • **TOULOUSE**, OMBRES BLANCHES, 50 rue Gambetta • **VINCENNES**, MILLEPAGES, 174 rue de Fontenay, **EN BELGIQUE**, GROUPEMENT PROFIL : BRAINE L'ALÉU, GRAFFITI, 9 avenue Léon-Journez • **BRUXELLES**, LA LIVRE OUVERT, 116 rue Saint-Lambert • **LA LICORNE**, 36 rue X-ge-de-Bus • **RIVAGE**, 133 Chausseée de Waterloo • **TROPISMES**, 11 Gal. des Princes • **CHARLEROI**, MOLIERE, 4 boulevard Audry • **LIEGE**, PAX, 4 place Cockerill • **WAVRE**, CALLIGRAMMES, 7 rue Sambon.

IMMOBILIÈRE SATIS GROUPE BANQUE INDOSUEZ

AVANT D'ACHETER ÊTES-VOUS SÛR DE SAVOIR CE QUI VA PRENDRE DE LA VALEUR ?

(Par Geneviève Gomez, Président d'Immobilier Satis)



Quand on est filiale de la Banque Indosuez, on se doit de faire des réalisations qui apporteront toujours des plus-values, surtout quand celles-ci sont édifiées dans **CERTAINS QUARTIERS QUI PRENDRONT DE LA VALEUR**. Si nous avons construit dans le 15^e : c'est parce que ce quartier est déjà une valeur sûre. Si nous avons fait l'immeuble Le Millésime, c'est qu'il est inclus dans le rééquilibrage du plan d'urbanisme de Paris. Si nous construisons enfin à Rueil 2000, c'est parce que **CERTAINES VUES RESTERONT IMPRENABLES**. Avoir un appartement sur la Seine, un balcon dans les arbres, une terrasse fleurie, c'est le rêve de tout le monde, c'est une plus-value certaine, et c'est ce que nous, nous réalisons. A Rueil 2000, par exemple, l'immeuble Le Cézanne a une vue imprenable sur la Seine, l'Île de Chatou et des Impressionnistes. Cette vue est exceptionnelle comme l'est à Paris la vue sur l'Île St-Louis... A Charenton, les appartements du Millésime donnent eux en plein sud sur un parc paysagé d'un hectare. Quant au domaine de la Jatte face à Neuilly et à Levallois, il a pour vis-à-vis le ciel, les méandres de la Seine et les péniches qui paressent au soleil. Bien sûr, toutes ces vues resteront imprenables, c'est probablement ce qui a enthousiasmé **CERTAINS ARCHITECTES QUI LAISSERONT UN NOM**. Architectes pour qui l'audace des façades doit respecter la beauté du site. Ceux qui innovent, ceux qui inventent, ceux qui trouvent, ceux pour qui enfin la beauté ne va pas sans la qualité. Pour eux, **CERTAINS MATERIAUX DÉFIERONT LE TEMPS**. Le verre, le métal, le béton si contemporains ne seraient que bêtement modernes, sans la chaleur des matériaux traditionnels comme le marbre de Carrare, le granit de Lanhelin, la pierre de St-Nicolas, le bois ou la terre cuite. Demain, les Immeubles de l'Immobilier Satis resteront comme des exemples de l'excellence de la construction française des années 90, et ça, nous, nous le savons.



IMMOBILIÈRE
SATIS
GROUPE BANQUE INDOSUEZ

5, rue Antoine Bourdelle 75015 Paris - Téléphone : 45 44 38 78

38 Les conséquences des changements à l'Est
40 Le rapport sur le travail dans le monde

43 Les chèques-vacances sortent de l'ombre
45 Un entretien avec M. Michel Crozier

46 Marchés financiers
47 Bourse de Paris

BILLET

Démission dans le tunnel

Le tunnel sous la Manche se creuse dans le tumulte. Au début de 1989, les machines n'avançaient pas en raison d'un sol gorgé d'eau; en septembre, le consortium Eurotunnel et les entreprises qui le creusent se disputaient sur le coût final de l'ouvrage. Voilà que M. Jean-Paul Parayre, PDG du groupe Dumez, qui participe au chantier, a démissionné, mercredi 29 novembre, de son poste d'administrateur d'Eurotunnel.

Cette démission étonnera tous ceux qui ont vu M. Parayre se démenier pour que le tunnel ferroviaire soit la solution technique retenue par les pouvoirs publics. Une fois cette victoire acquise, il était normal que celui qui en était le principal artisan représente les entreprises françaises et britanniques chargées de creuser l'ouvrage dans leur filiale Eurotunnel.

Si le PDG de Dumez quitte le conseil d'Eurotunnel, c'est pour mettre fin à l'ambiguïté de sa situation. D'un côté, il y représentait le consortium TML Trans-Manche Link, qui regroupe les entreprises de BTP clientes d'Eurotunnel; par ailleurs, il était un actionnaire comme un autre de celui-ci. Il s'est donc trouvé pris entre deux feux dans le conflit qui oppose Eurotunnel et TML. La querelle porte notamment sur le coût des équipements de signalisation et de gestion du trafic ainsi que sur celui des jantes terminales qu'Eurotunnel chiffre à 14,8 milliards de francs et TML à 18,6 milliards. D'ici au 15 décembre, un audit ira qui, à raison, et ce n'est qu'après que les financiers acceptent de fournir les 10 à 15 milliards de francs du urcoût prévisible du chantier.

La démission de M. Parayre confirme ce que l'on savait déjà: la direction d'Eurotunnel est inflexible dans sa volonté de réaliser un ouvrage rentable dans les temps. AM. Morton et Bénard, qui animent, ont déjà fait plier la INCF, il y a deux ans, pour qu'elle paie plus cher pour le passage de ses trains. Ils hésitent pas aujourd'hui à se heurter rudement avec les pères fondateurs du tunnel n leur rappelant qu'ils n'ont les comptes à rendre qu'à leurs actionnaires, parmi lesquels s'figurent, M. Parayre n'avait pas qu'à choisir son camp. Il s'agit de le faire.

AL. F.

Un programme de 6,4 milliards de francs

Lancement de l'hélicoptère de combat franco-allemand

La France et l'Allemagne fédérale ont décidé de financer le développement d'un hélicoptère de combat, qui sera commun aux armées de terre de ces deux pays. Réunis à égalité dans un consortium dénommé Eurocopter, les industriels concernés par ce programme — la société française Aérospatiale et la Société ouest-allemande

Messerschmitt-Bölkow-Blohm (MBB) — ont signé, jeudi 30 novembre à Coblence, un contrat de développement global de 1 885 millions de francs, avec l'Office ouest-allemand de la technique militaire et des approvisionnements, qui gère ce programme au nom des deux États.

Ce contrat de développement global marque le lancement véritable d'un programme aéronautique qui représente, pour la France, un investissement total de 30 milliards de francs et qui, depuis un premier accord de mai 1984, réaménagé en juillet 1987, était régulièrement menacé par les règles budgétaires dans les deux pays.

Le programme concerne la production, à partir d'un même modèle de base bimoteur, de deux versions différentes: un hélicoptère antichar (HAC pour la France et PAH-2 pour l'Allemagne fédérale) commun aux deux pays et un hélicoptère d'appui et de protection (HAP) pour la France seule.

Les hélicoptères HAC et PAH-2 devraient transporter principalement des missiles antichars HOT, dans un premier temps, puis des missiles antichars de nouvelle génération développés par les deux partenaires et par la Grande-Bretagne, et des missiles français Mistral ou des

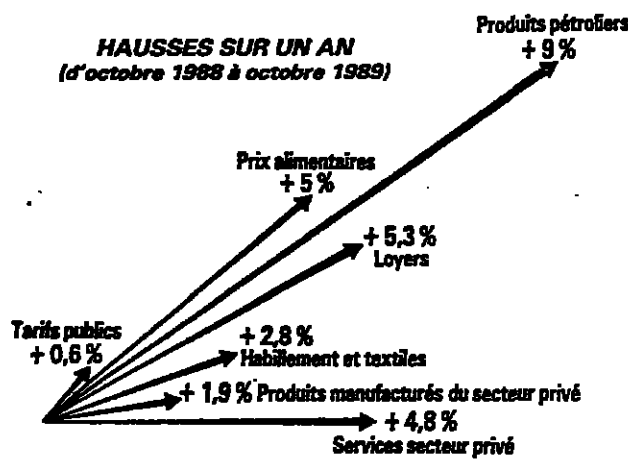
missiles américains Stinger pour l'Allemagne fédérale. Les hélicoptères HAP, spécialisés dans la lutte antihélicoptère, devraient emporter un canon de 30 millimètres, des missiles Mistral et des roquettes pour l'appui des troupes au sol.

L'inquiétude du Parlement français

Selon les cas, cet hélicoptère de combat aura une masse de 5,4 à 5,8 tonnes, et il pourra voler à des vitesses de 260 à 280 kilomètres/heure, à 3 000 mètres d'altitude. Son rayon d'action sera de 800 kilomètres sans réservoirs supplémentaires.

L'Allemagne fédérale a prévu de commander 212 hélicoptères PAH-2. La commande française est de 140 HAC et de 75 HAP, suivant un calendrier de livraisons qui s'étalera entre 1997 et l'an 2008. Cinq prototypes seront conçus, dont le premier volera pour la fin du premier semestre de 1991.

Les prix alimentaires et les services responsables de la forte hausse d'octobre



La hausse des prix de détail en France a été de 0,4 % en octobre, par rapport à septembre. En un an, l'augmentation du coût de la vie atteint 3,6 %.

Le graphique ci-dessus montre les évolutions divergentes des prix selon les secteurs: l'alimentation augmente fortement, du fait notamment de la viande, même si un certain ralentissement se peut-être en train de s'amorcer. La hausse reste forte également pour les services privés. En revanche, les prix des produits manufacturés du secteur privé sont stables. Les tarifs publics restent, quant à eux, presque stables. EDF va relever ses tarifs d'environ 1 % à la mi-décembre.

Le projet de production d'une petite voiture remplaçant la R4

L'usine de Renault-Flins pourrait fonctionner avec trois équipes

« La décision n'est pas prise. » Telle est la réponse officielle de Renault sur le projet de production d'une petite voiture remplaçant de la R4. Un projet « serpent de mer » remis sur le devant de la scène par le quotidien économique la Tribune dans son édition du jeudi 30 novembre.

Si la position officielle est toujours la même depuis que Renault a en carton ce projet, il semble cependant que les mentalités aient évolué. L'objection des constructeurs français, le groupe Peugeot comme Renault, a toujours été d'invoquer la non-rentabilité d'un tel véhicule. L'investissement pour la production d'une R4 ou d'une R25 est, grosso modo, le même (de l'ordre de 5 milliards de francs) alors que le créneau de marché des petites voitures (R4, 2CV, Fiat Panda) n'était plus que de 3,2 % en 1988. Par comparaison, le segment de la R5 dépasse les 40 %. Tout le problème est donc de savoir comment rendre rentable un tel véhicule. Visiblement, la

réflexion aurait évolué dans le bon sens chez Renault.

D'autant plus qu'une décision positive pour le lancement d'une remplaçante de la R4 viendrait à point nommé pour faire mieux passer psychologiquement au niveau des syndicats — notamment de la CGT, très attachée à un véhicule populaire, le principe d'une troisième équipe, permettant aux usines de tourner vingt heures au lieu de la quinzaine d'heures actuelles. Un enjeu vital pour la Régie pour mieux répondre aux variations du marché sans avoir à augmenter les investissements. Le système se pratique déjà en Europe chez Fiat et General Motors et est à l'étude chez Ford. La direction a entamé des discussions à Flins, qui deviendrait l'usine pilote où le système entrerait en vigueur pour 1991, permettant de porter la production actuelle de 1 650 véhicules/jour à quelque 2 000 dans les deux ans à venir.

C. B.

Cinquième producteur d'or mondial

L'anglo-américain Hanson dispose de 50 milliards de francs de liquidités

LONDRES
correspondance

Le conglomérat anglo-américain Hanson, devenu le cinquième producteur d'or mondial à la faveur de son OPA sur Consolidated Gold Fields l'été dernier, a révélé mercredi 29 novembre qu'il disposait d'un pactole de 5,3 milliards de livres au comptant (30 milliards de francs). Cette somme ouvre la voie à de nouvelles acquisitions lorsqu'elles se présenteront à des prix réalistes, a commenté le président lord Hanson avec un sens de l'understatement tout britannique.

Hanson, qui annonçait ses résultats annuels, a également fait son entrée pour la première fois dans le club très fermé des entreprises britanniques capables de gagner un milliard de livres en un an.

A 10,1 milliard de francs, le bénéfice avant impôts de l'exercice clos en septembre affiche une hausse de 21 %. Le chiffre d'affaires est lui en recul de 5 % à 66 milliards de francs en raison des cessions en série qui font partie de la routine quotidienne du sixième

groupe industriel britannique, dont les intérêts s'étendent des briques aux jaccuzzis en passant par les machines à écrire.

Plus que la hausse régulière des résultats, à laquelle lord Hanson et son compère Sir Gordon White ont habitude les investisseurs depuis l'époque où ils n'étaient que James Hanson et Gordon White, c'est

l'importance des liquidités du groupe qui a surpris.

En ajoutant au pactole de 50 milliards de francs la « substantielle capacité d'emprunt » à sa disposition, Hanson a les moyens de se payer la plupart des grandes sociétés mondiales. Si le groupe se convertissait soudain aux méthodes des artistes américains de rachat par « effet de levier », il pourrait lever jusqu'à dix fois le montant déjà astronomique de son compte en banque.

Heureusement pour les sociétés au capital mal verrouillé, ce n'est pas la méthode Hanson. L'acquisition de Consolidated Gold Fields pour 33 milliards de francs, la plus importante jamais vue au Royaume-Uni, a été entièrement payée au comptant.

Un tiers de la facture a déjà été recoupé par des ventes d'actifs et des analystes financiers s'attendent à une poursuite des cessions plutôt qu'à une nouvelle acquisition géante. Le prix de l'or s'est en effet envolé depuis quelques semaines et lord Hanson pourrait être selon eux tenté de se défaire de ses mines des États-Unis et d'Australie.

La vente des mines sud-africaines, réalisée la semaine dernière, répondait à des impératifs de relations publiques qu'à une logique financière. Hanson ne souhaitait pas effrayer ses actionnaires américains, qui détiennent 18 % du capital, en restant au pays de l'apartheid.

VINCENT BORD

Les sociétés d'investissement se protègent

Siparex se prépare à passer en société en commandite par actions

La société lyonnaise spécialisée dans le capital-risque et le capital-développement Siparex s'apprête à se transformer en commandite par actions. Un préalable à son introduction en Bourse afin de prévenir toute prise de contrôle. Car les sociétés d'investissement qui ont besoin de beaucoup de fonds propres pour leur activité et qui détiennent des participations à fortes plus-values potentielles sont devenues des proies tentantes.

Les sociétés d'investissement se croyaient intouchables. Mais depuis que l'une d'elles, la britannique ALVA, est tombée en octobre dernier sous la coupe de la Compagnie financière Edmond de Rothschild et de la Caisse de retraite de la marine marchande anglaise par le biais d'une offre publique d'achat (OPA) conjointe et hostile, elles se méfient.

Beaucoup sont encore protégées par le fait qu'elles ne sont pas cotées. Mais le cœur même de leur métier, l'intervention en fonds propres, exige qu'elles vivent un jour ou l'autre des capitaux en Bourse. Elles deviennent alors des proies tentantes, ayant en portefeuille des participations prometteuses de belles plus-values et ne disposant pas de fonds propres pour se défendre elles-mêmes.

C'est pourquoi Siparex, société lyonnaise spécialisée en capital-risque et en capital-développement, créée en 1978, préparait pour le début 1990 la création en société en commandite par actions (SCA) d'un holding qui serait la société mère du groupe Siparex et la transformation de plusieurs des sociétés existantes qui deviendraient les filiales de ce holding, telles Siparex-Lyon, la société d'origine, Siparex Développement, sa sœur jumelle qui vient d'être constituée à Paris pour prendre des participations dans des entreprises de la région parisienne et des régions voisines, Siparex Participations SA pour des interventions en fonds propres à l'étranger...

Pendant longtemps, le renforcement des fonds propres des entreprises n'est pas apparu comme un impératif, la plupart des chefs d'entreprise préférant l'endette-

ment à l'ouverture de leur capital. Les choses ont bien changé au cours de ces dernières années, et l'insuffisance des fonds propres des firmes françaises est devenue la tare nationale numéro un. Du coup, l'activité des sociétés en capital-risque et en capital-développement a connu un essor prodigieux. Pour preuve: Siparex a, au cours des neuf premiers mois de 1989, investi 103 millions de francs, soit le quart de ses investissements réalisés depuis sa création il y a onze ans.

La toute-puissance du gérant

Les actionnaires qui ont permis à Siparex d'être dotée de 500 millions de francs de fonds propres ne peuvent suffire à la tâche. D'autant que les rejets ont proliféré et que les grands investisseurs institutionnels (principalement les assureurs) auprès desquels les sociétés d'investissement allaient recueillir des fonds se sont mis à intervenir de plus en plus directement dans les firmes en expansion qui ont besoin de capitaux.

Hormis des investisseurs locaux et des groupes industriels, les sociétés d'investissement devront fatalement se tourner vers la Bourse. « Il nous fallait une structure qui nous permette d'être coté tout en restant indépendant », explique M. Dominique Nouvellet, directeur général de Siparex. D'où l'idée de société en commandite par actions, vieux statut juridique datant du dix-neuvième siècle qui,

en dissociant le pouvoir du capital, permet de se préserver de toute tentative de prise de contrôle hostile (le Monde Affaires du 22 avril).

Une formule qui peut conduire à la toute-puissance du gérant, désigné par les commandités porteurs de parts, alors que les commanditaires porteurs d'actions et apporteurs de capitaux se verraient réduits à l'impuissance. Mais la SCA, sur laquelle le code des sociétés commerciales s'est peu étendu, laisse en fait une grande marge de manœuvre et d'imagination. « Il suffit de trouver l'astuce, précise M. Nouvellet, qui nous protège tout en ne déresponsabilisant pas le gérant. Le tout est de prévoir l'existence de contre-pouvoirs dans les statuts, puis de les faire entrer en jeu par nos quelque trois cents actionnaires. »

Nombre de sociétés d'investissement ou de holdings de participations redonnent ainsi un coup de jeune à la SCA: la société de capital-risque Entreprises et partenaires, et tout récemment les holdings Simer et Pechelbron de Worms et Cie, elle-même en commandite depuis de nombreuses années. Reste que le système qui met un management à l'abri de toute sanction de ses actionnaires n'est pas sain et qu'il rappelle étrangement les vieilles pratiques du capitalisme français, plus destinées à maintenir les dirigeants dans leurs fonctions qu'à faire prospérer l'entreprise.

CLAIRE BLANDIN

Dans « le Monde Affaires » cette semaine

Coca vainqueur de la guerre des colas

Le 18 novembre, le cours de l'action Coca-Cola atteignait le niveau historique de 72 dollars (encore dépassé depuis), et la firme d'Atlanta voyait dans cet événement la preuve qu'elle avait gagné sa bataille contre son challenger Pepsi.

Le numéro mondial des boissons gazeuses sort de cet affrontement plus fort et ambitieux que jamais. Finies les diversifications dans le vin,

l'eau minérale... et le cinéma: Coca-Cola a vendu le mois dernier sa participation dans Columbia Pictures au japonais Sony. Dans un entretien, le PDG du groupe, M. Roberto Goizueta, explique sa stratégie pour les années 90: accélération du développement international avec une attention toute particulière pour l'Asie et l'Europe.

Pages 41 et 42

OSU TZ

R

VA

se doit de faire

s-values, surtout

about dans le 19

ir sûre, le monde

si riches dans ce

ous construisent

asse fleurie, c'est

nouveaux, ébranlés

imprévisible s'il la

nouvelle contrainte

u milleième d'un

maune de la latta

l'été seine et les

opérables, c'est

à venir du site

que que celui de

IMMOBILIER

SATIS

B 78

ÉCONOMIE

COMMERCE

Restructuration dans la distribution

Disque bleu quitte Euromarché pour Rallye

BREST

de notre correspondant

Le groupe Rallye, basé à Brest, a annoncé, mercredi 29 novembre, sa prise de participation majoritaire dans le groupe Disque bleu, jusqu'ici allié à Euromarché, dont le siège est à Limoges. Le groupe brestois rattrape ainsi l'OPA manquée du début de cette année sur La Ruche méridionale après la contre-attaque de la CFAO. Cette transaction lui coûte sensiblement moins cher, a souligné son PDG, M. Albert Cam, que la dernière offre d'achat sur La Ruche. Celle-ci se situait à un milliard et demi de francs.

Le rachat de Disque bleu, groupe familial de quatre mille deux cents

personnes et de 4,5 milliards de francs de chiffre d'affaires, permet à Rallye (treize mille personnes et 14,5 milliards de chiffre d'affaires), solidement implanté dans le grand est et dans le sud-est de la France, de s'installer dans le centre, améliorant du même coup sa puissance d'achat face aux fournisseurs. A ses vingt-six hypermarchés, cinquante-dix supermarchés, sept nouveaux hypermarchés (Bordeaux, Limoges, Brive, Aurillac, Millau, Carcassonne, Angoulême), soixante supermarchés, sept cafés et un gros entrepôt à Limoges. Ce qui devrait le placer en huitième position dans le domaine de la grande distribution.

GABRIEL SIMON

En Allemagne fédérale

Cinq anciens dirigeants du groupe Coop sont arrêtés

Cinq anciens dirigeants du groupe Coop, un des géants ouest-allemands du commerce de détail, ont été arrêtés mercredi 29 novembre pour falsification de bilan, détournement de fonds et violation de la loi sur les sociétés. Ces arrestations ont été confirmées au parquet de Francfort, sans que des noms aient été officiellement cités, mais à côté de l'ancien président du conseil de surveillance, M. Alfons Lappas, figurait un ancien membre du directoire, l'ancien responsable des bilans, le directeur financier et un commissaire aux comptes.

Né d'un regroupement de coopératives transformé au début des années soixante-dix en société anonyme, le groupe Coop (46 000 salariés, 12 milliards de deutschemarks, soit plus de 40 milliards de francs, de chiffre d'affaires) s'était surendetté à partir de 1982, sous la houlette de son PDG, M. Bernd Otto, actuellement en fuite en Afrique du Sud. Depuis le début de l'année, il connaît d'énormes difficultés financières, sauvées plusieurs fois in extremis par les banques allemandes et étrangères qui ont repris la majorité de son capital.

Visite à Paris du ministre du commerce extérieur est-allemand

Les sociétés mixtes devraient être autorisées l'an prochain en RDA

« Écrivez bien que les grèves ont lieu le week-end et le soir, et que les gens retournent travailler normalement le lendemain. Cela prouve le caractère très mûr de notre peuple », a expliqué à la presse M. Gerhard Beil, ministre du commerce extérieur de la RDA, reconduit dans ses fonctions, à l'occasion de son passage à Paris, le mercredi 29 novembre.

Rencontrant son homologue français M. Jean-Marie Rausch, M. Beil a tenu à rassurer. Si la RDA « vit un processus révolutionnaire », il n'empêche, selon le ministre est-allemand, que « l'économie du pays reste solide, et que la RDA continuera à être un partenaire avec lequel on peut entretenir des relations solides, prévisibles, stables ». Son langage a finalement peu changé au cours des derniers mois.

Interrogé sur les réformes économiques en cours dans le pays, M. Beil s'est borné à rappeler qu'à partir du premier janvier, la « planification centralisée excessive » devra disparaître et que les entreprises jouiront d'une plus grande responsabilité pour la production et la commercialisation de leurs produits. Cependant, en matière d'échanges internationaux, M. Beil a affirmé que « dans le courant de l'année prochaine, l'ensemble des dispositions législatives nécessaires à la mise en place de toutes les formes de coopération, y com-

pris les joint ventures, seront mises au point ». Le ministre de l'économie de la RDA, Mme Christa Luft, précisait dans une interview publiée jeudi 30 novembre par *Libération* que la participation étrangère dans les sociétés étrangères serait limitée à 49 % du capital. Une limite déjà abandonnée par la plupart des autres pays de l'Est.

M. Beil a invité les industriels français à ne pas attendre que les législations soient en place et à commencer à travailler dès maintenant à des projets de coopération. Selon lui, plusieurs entreprises françaises ont manifesté leur désir de créer des joint-ventures avec la RDA. Berlin-Est est également demandeur. A la suite d'une déclaration encourageante de M. Gerardo, P-DG de Pechiney, le 8 novembre dernier, la firme française a ainsi été contrainte par le comblant de Berlin Kometik, pour un projet commun dans le secteur des tubes souples d'emballage en aluminium. Les sociétés Elf Aquitaine, Jenmont-Schneider et Alstom pourraient également avoir engagé des discussions pour le montage de sociétés mixtes. M. Beil devait s'entretenir jeudi avec le ministre de l'économie, M. Bérégovoy, celui des affaires européennes Mme Cresson, ainsi qu'avec des représentants du patronat.

F.L.

Les répercussions

Pour éponger une partie de l'épargne dormante des Polonais

Varsovie lance un emprunt de 1,5 milliard de dollars

Le gouvernement polonais lance le vendredi 1^{er} décembre un grand emprunt de 5 milliards de zlotys (1,5 milliard de dollars), a-t-on annoncé officiellement à Varsovie. Les souscripteurs de l'emprunt, d'une durée de onze ans, pourront soit se porter acquéreurs d'actions des futures entreprises privatisées, à un prix préférentiel, soit percevoir des taux d'intérêt qui seront indexés sur l'inflation. A partir de 1995, l'Etat rachètera les titres ou versera 3 % d'intérêt annuel.

L'objectif avoué de cet emprunt est d'éponger une partie de l'énorme « épargne dormante » des Polonais. Le vice-ministre des finances, M. Wojciech Misiaj, a affirmé que l'emprunt de 5 milliards de zlotys « devrait capter 9 % de l'épargne » des Polonais, qu'il évalue donc à environ 45 milliards de zlotys, soit 13,5 milliards de dollars, plus du quart de la dette polonaise (39 milliards de dollars) et près du cinquième du produit intérieur brut (72 milliards de dollars).

L'emprunt devrait aussi permettre de financer le déficit budgétaire, qui atteignait 3,5 milliards de zlotys fin octobre (1 milliard de dollars), qui constitue l'un

des problèmes à résoudre pour obtenir l'aval du Fonds monétaire international (FMI), auquel se réfèrent la plupart des crédits occidentaux.

Des experts du FMI sont arrivés lundi à Varsovie pour mettre au point, avec les autorités polonaises, le budget 1990, caractérisé par une baisse des subventions à l'industrie, aux produits alimentaires, etc.

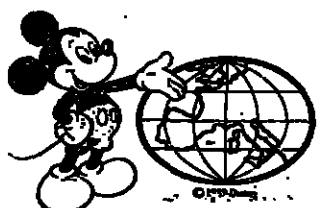
Le précédent emprunt lancé en Pologne (600 milliards de zlotys ou 1,7 million de dollars), le 1^{er} octobre dernier, avait remporté un vif succès, les gens faisant la queue pour souscrire.

Doublement de l'aide britannique à la Pologne

L'aide britannique à la Pologne, qui consistait jusqu'à présent en un fonds d'assistance technique de 25 millions de livres sterling, va être doublée, pour atteindre 50 millions de livres (environ 500 millions de francs). Cette annonce a été faite le 29 novembre, à la Chambre des communes, par le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, quelques heures avant l'arrivée à Londres du leader syndical polonais Lech Walesa, en visite pour quatre jours en Grande-Bretagne.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Ces actions ayant été souscrites, cet avis n'est publié qu'à titre d'information.



Euro Disneyland s.c.a.

Offre Publique de Souscription

en France

de 42.940.000 Actions
de FF10 nominal chacune

Banque Indosuez

Banque Nationale de Paris

Caisse Nationale et
Caisses Régionales de
Crédit Agricole

Crédit Lyonnais

Caisse des Dépôts et
Consignations

Société Générale

S.G. Warburg France S.A.

Banque du Louvre

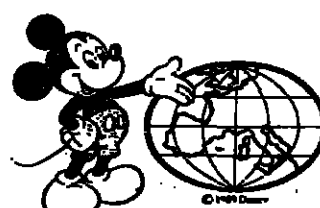
Caisse Centrale des
Banques Populaires

Groupe CIC

Banque Worms

Banque Fédérative
du Crédit Mutuel

Ces actions ayant été souscrites, cet avis n'est publié qu'à titre d'information.



Euro Disneyland s.c.a.

Offre Internationale

de

42.940.000 Actions
de FF10 nominal chacuneS.G. Warburg Securities Credit Suisse First Boston Limited
Banque IndosuezAmsterdam-Rotterdam Bank N.V. Deutsche Bank Capital Markets Limited
Mediobanca - Banca di Credito Finanziario S.p.A.

SYNDICATS REGIONAUX

Belgique et Luxembourg

Banque Indosuez

Generale Bank

Banque Bruxelles Lambert S.A. Kredietbank International Group

Credit Suisse First Boston Limited S.G. Warburg Securities
Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg Banque Internationale à Luxembourg S.A.
BNP Capital Markets Limited

Allemagne fédérale

Deutsche Bank Capital Markets Limited Dresdner Bank Aktiengesellschaft
CSFB-Effektenbank Aktiengesellschaft Bayerische Vereinsbank Aktiengesellschaft
Commerzbank Aktiengesellschaft S.G. Warburg Securities

Italie

Mediobanca - Banca di Credito Finanziario S.p.A.
Credit Suisse First Boston Limited S.G. Warburg Securities
Banca Commerciale Italiana Banco di Roma
Credito Italiano Istituto Bancario San Paolo di Torino
Banco di Napoli CARIPLO - Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde
Banca Nazionale del Lavoro Banca Nazionale dell'Agricoltura
Banca Popolare di Milano Banca Popolare di Novara
Credito Romagnolo S.p.A. Nuovo Banco Ambrosiano
Credito S.p.A. Pasfin Servizi Finanziari S.p.A.
RASFIN S.p.A. Gemina S.p.A.

Les Pays-Bas

Amsterdam-Rotterdam Bank N.V. Algemeene Bank Nederland N.V.
Credit Suisse First Boston Nederland N.V. Nederlandsche Middenstandsbank N.V.
Pierson, Holding & Pierson N.V. S.G. Warburg Securities

Royaume-Uni et Irlande

S.G. Warburg Securities
Credit Suisse First Boston Limited
Goldman Sachs International Limited J. Henry Schroder Wagg & Co. Limited
Merrill Lynch International Limited
Barclays de Zonen Wedd Limited James Capel & Co.

Reste de la CE

Credit Suisse First Boston Limited

Le scénario-catastrophe des experts pour la Pologne

ALAIN LEBAUVE

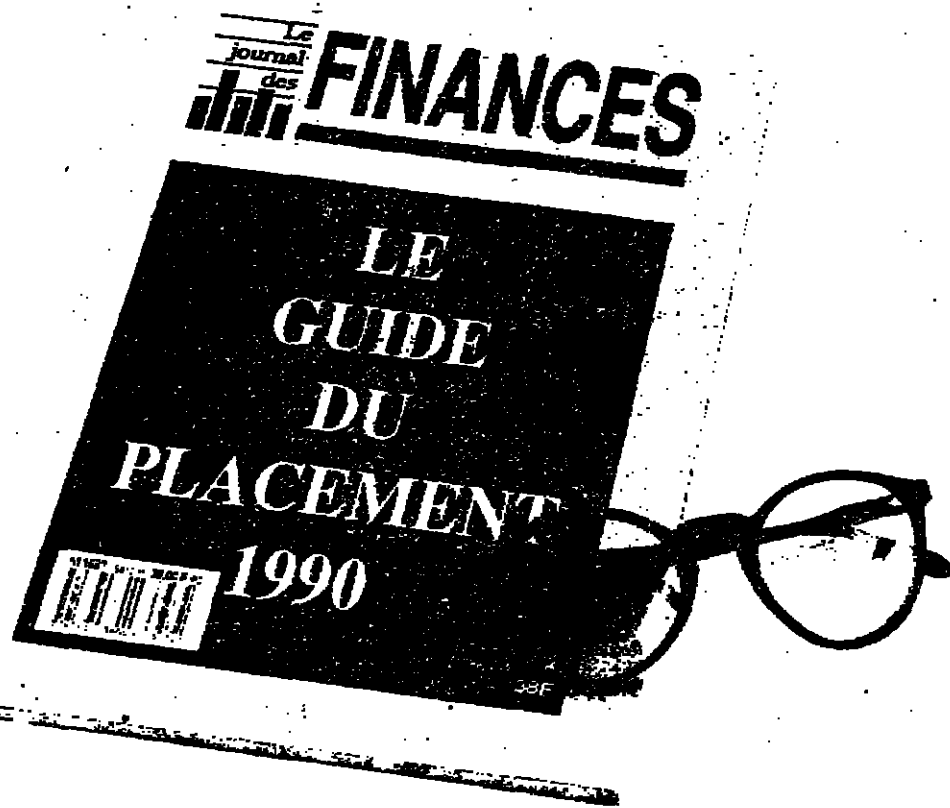
nous déclare M. Ernő Kemenes, ministre chargé de la politique économique

» Il doit cependant prendre en compte le fait que notre gouvernement doit satisfaire des exigences

— Notre appellation, très orthodoxe, ne correspond plus à notre réalité. En fait, dans une économie de marché, nos fonctions persistent : nous élaborons la politique économique et nous synthétisons la régulation. Nous faisons un peu la même chose que l'ancien ministère de l'économie quel on aurait ajouter votre commissariat au Plan. Nous allons d'ailleurs certainement changer de nom pour devenir, peut-être, le ministère de l'économie.

Propos recueillis par
ERIK IZRAEŁEWICZ

Tout ce que votre banquier,
votre assureur,
votre agent immobilier,
votre contrôleur des impôts,
et votre agent de change
devraient vous dire
avant le 31 décembre.



Le Journal des FINANCES
LE LE LIS, J'AGIS

38 F. Pour gagner beaucoup plus.
Dès le 4 décembre chez votre marchand de journaux.

Dès lors, certains spécialistes échauffaient un scénario catastrophique. « Ils vont faire des erreurs, vont méconnaître tout le monde et leur échec sera celui du capitalisme, pronostique un haut fonctionnaire européen. Walesa nous reprochera de ne pas l'avoir assez aidé, et c'est vrai que nous ne pouvons pas répondre à ses exigences, telles qu'elles sont formulées. L'opinion occidentale nous reprochera de ne pas avoir fait notre devoir et nous ne serons pas en mesure de nous justifier. » Du coup, leur faillite sera moins faillite... conclut-il. « On verra alors

ÉCONOMIE

SOCIAL

Dans son rapport
sur le travail dans le monde

Le BIT s'inquiète du malaise dans la fonction publique

GENÈVE

de notre correspondante

Dans de nombreux pays, la colère grandit parmi les fonctionnaires. Le rapport qu'a publié le 29 novembre le Bureau international du travail (BIT) sur « Le travail dans le monde, 1989 », cette « colère » est provoquée par la forte baisse du pouvoir d'achat des fonctionnaires dans le monde. Constatant que les salaires dans le secteur privé sont généralement plus élevés que ceux du secteur public, des gouvernements font preuve d'ingratitude pour attirer les candidats les plus qualifiés.

Ainsi, au Royaume-Uni, des augmentations substantielles ont été offertes aux fonctionnaires jugés particulièrement compétents dans leur branche, notamment aux experts scientifiques, aux informaticiens et... aux agents du fisc. Le BIT critique la pratique de la rémunération liée au rendement.

L'Association des journalistes économiques et financiers (AJEF) vient d'être son nouveau bureau pour 1990 et 1991. M. Jacques Barreau, rédacteur en chef du mensuel *l'Entreprise*, a été élu président. Il succède à M. Michel Garibal (France Inter). M. Alain Verholes (le Monde) a été élu vice-président. M^{me} Sophie Rack d'Avézac (TF1), secrétaire générale, M. François de Witt (la Vie française), trésorier.

dont bénéficient des cadres dirigeants britanniques.

Partout dans le monde, la fonction publique occupe davantage de personnel que tout autre secteur de l'économie, ce qui représente une lourde charge pour les budgets nationaux. Des pays industrialisés, comme la France, ont mis sur pied des « systèmes de mesure et d'analyse de la productivité de la fonction publique ». La situation est plus compliquée — et plus préoccupante — dans les pays pauvres, où le secteur administratif accusé des faiblesses qu'aucun mécanisme n'est en mesure d'évaluer. Quant à la promotion à l'ancienneté, elle a disparu dans certains pays, où ce sont les performances individuelles qui sont davantage prises en compte.

Les experts du BIT estiment qu'une solution aux problèmes de productivité peut être recherchée dans une évolution des mentalités du secteur public en y introduisant davantage de démocratie et une plus grande pratique de la délégation de pouvoirs. Vérité première sans doute, mais bonne à redire d'autant que, gagnant dans nombre de pays nettement moins que leurs collègues du secteur privé, les fonctionnaires perdent parfois le désir d'accomplir des efforts pour améliorer leur travail. Il leur arrive ainsi de chercher à arrondir leurs fins de mois — ou à joindre les deux bouts — grâce à un travail d'appoint, parfois clandestin.

ISABELLE VICHNIAC

Après dix semaines de grève

Nouvelle rupture des discussions aux Chantiers navals de l'Atlantique

Les négociations entre les syndicats et la direction des Chantiers navals de l'Atlantique à Saint-Nazaire (groupe GEC-Alsthom) ont, une nouvelle fois, échoué le mercredi 29 novembre.

Le PDG de l'entreprise, M. Alain Gilli, avait pourtant présenté ce qu'il a appelé des « avancées ultimes » : versement d'une prime de 800 francs, en décembre, et d'une autre, du même montant, étalée sur toute l'année 1990, augmentation de 1 % des bas salaires.

Pour sa part, le conciliateur, M. Paul Bouchet, nommé il y a deux semaines par M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, a indiqué qu'il était prêt à « suspendre pendant quarante-huit heures la rédaction du contrat de négociations qui conclura sa mission ».

La grève aux Chantiers navals dure depuis dix semaines.

Les élections

à la Sécurité sociale ne devraient pas avoir lieu

Les élections des administrateurs des caisses de Sécurité sociale, qui devaient se dérouler au dernier trimestre 1990, n'auront probablement pas lieu. Le gouvernement, qui avait déjà prorogé leur mandat jusqu'à fin 1990, ne compte pas annoncer officiellement cette décision avant la session parlementaire de printemps. Il réfléchit néanmoins à deux modes de désignation. Le premier tiendrait compte des critères de représentativité nationale, le second s'inspirerait du mode de désignation des représentants aux conseils économiques et sociaux régionaux.

Le retour à la désignation des administrateurs aux caisses de Sécurité sociale satisferait la plupart des syndicats, même si la CGT avait mené campagne pour le maintien des élections.

AGRICULTURE

Les conséquences de la sécheresse

Soixante-neuf départements sinistrés

Le Crédit agricole a décidé de consacrer une enveloppe de 1 milliard de francs, en près de trésorerie, aux agriculteurs victimes de la sécheresse dans les départements reconnus sinistrés.

Ces prêts, d'une durée maximum d'un an, seront accordés aux taux de 4 % aux jeunes agriculteurs et de 6 % aux autres exploitants. « Cette mesure de solidarité sera prise en charge conjointement par les caisses régionales et la caisse nationale de Crédit agricole », indique la banque.

Le Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA) a manifesté « sa satisfaction face à une décision prenant en compte spécifiquement le cas des jeunes agriculteurs et qui vient utilement renforcer le dispositif gouvernemental ».

Au total, ce sont soixante-neuf départements qui ont été reconnus « sinistrés » par les pouvoirs publics, à cause de la sécheresse, sur soixante-treize qui avaient présenté une demande.

CONJONCTURE

2,7 % de croissance au troisième trimestre aux Etats-Unis

La croissance du PNB américain a été de 2,7 % en rythme annuel au troisième trimestre, a annoncé le département américain du commerce, révisant ainsi légèrement à la hausse sa précédente estimation. Au premier trimestre, la croissance avait été de 3,7 %, et au deuxième trimestre de 2,5 %. Pour les neuf premiers mois, l'économie a donc crû de 3 % (toujours en rythme annuel) contre 3,9 % en 1988.

Autre nouvelle plutôt rassurante pour les autorités américaines, l'inflation est retombée à 2,9 % en rythme annuel au troisième trimestre après avoir atteint 5 % entre avril et juin.

La révision en hausse de la croissance au troisième trimestre s'explique par de meilleurs chiffres à la fois en matière d'exportations et de dépenses de consommation, a précisé le département du commerce. — (AFP.)

EN BREF

La Compagnie Financière devrait prendre une participation dans Jacques Fath. — Rachetée il y a deux ans par MM. Michel et Daniel Faret, des industriels bordelais du textile, cette maison de couture fait partie des belles griffes qui ont besoin d'un sérieux plan de financement pour être relancées. De son côté, comme d'autres financiers, la Compagnie Financière, intéressée par les investissements dans le secteur du luxe, devrait prendre 40 % du capital de Jacques Fath d'ici à la fin de l'année. L'opération pourrait se faire par l'intermédiaire de trois fonds d'investissement, parmi lesquels Alva, déjà présent dans plusieurs entreprises de luxe. Mais dans la corbeille de la mariée, la Compagnie Financière ne trouvera plus les parfums qui sont la propriété de l'Oréal.

La CSMF ne signera pas la convention médicale. — La Confédération française des syndicats médicaux (CSMF) a annoncé, mercredi 29 novembre, son intention de ne pas signer le projet de convention médicale présenté par la Caisse nationale d'assurance-maladie. Les deux autres organisations (FMF et MGF-France) prendront leur décision les 9 et 10 décembre, alors que la Caisse nationale d'assurance-maladie

devrait se prononcer définitivement dans les tout prochains jours. La précédente convention arrivait à échéance le 30 novembre, les partenaires doivent au plus vite combler ce vide juridique.

SNCF : grève sur le réseau banlieue de Paris-Nord. — Le trafic banlieue du réseau de Paris-Nord est perturbé depuis le jeudi 30 novembre à 7 heures par une grève des agents de conduite, à l'appel de la FGAAC (Fédération générale autonome des agents de conduite). Au début de la matinée, deux trains sur trois circulaient, et l'interconnexion avec les lignes B et D du RER n'était pas assurée. Le trafic était normal sur le réseau de la grande couronne et sur celui des grandes lignes.

Carl Icahn relance une offensive contre USX Corp. — Le raider Carl Icahn, président de TWA, a demandé mercredi 29 novembre aux autorités fédérales le renouvellement de son droit d'acquiescer 25 % de USX Corp., le groupe sidérurgique et pétrolier américain. Carl Icahn possédait déjà 15 % du capital, mais une disposition statutaire anti OPA l'avait empêché d'aller plus loin. M. Icahn a demandé également la levée de ces dispositions.

Grand Prix du financement PEUGEOT

Pole position	9,4	Crédit sur 12 mois* Apport initial 25 % minimum du prix taux TTC du véhicule choisi. Par exemple pour un accordant compréhension de 10000 F T.C.B. de 9,4 %, 12 mensualités de 887,24 F TTC. Coût total de crédit : 10 766,88 F TTC (prestations journalières incluses mais hors assurances).
Conduite maîtrisée	0	Location avec option d'achat sur 60 mois* Par exemple pour une 309 XE. Prix total au 30/09/89 : 37 400 F TTC. 1 ^{er} versement de 22 800 F TTC. (36165 F TTC de dépôt de garantie et 14 250 F TTC de 1 ^{er} loyer amorti) suivi de 10 loyers à 90 et 41 loyers à 102168 F TTC. Option d'achat finale : 11 480 F TTC. Coût total en cas d'acquisition : 32 076,26 F TTC (hors assurances).
Grand confort	453	Location avec option d'achat sur 60 mois* Par exemple pour une 405 SL 1400 cm ³ . Prix total au 30/09/89 : 73 000 F TTC. 1 ^{er} versement de 23 200 F TTC. (10 950 F TTC de dépôt de garantie et 10 250 F TTC de 1 ^{er} loyer amorti) suivi de 12 loyers de 452,68 F TTC et de 47 loyers de 1 284,20 F TTC. Option d'achat finale : 13 687,50 F TTC. Coût total en cas d'acquisition 57 754,38 F TTC (hors assurances).
Longue route en souplesse	660	Location longue durée (36 mois / 45 000 km)* Par exemple pour une 205 Junior 3 portes. Prix total au 30/09/89 : 48 750 F TTC. 1 ^{er} loyer amorti de 15 804,53 F TTC suivi de 35 loyers de 569,03 F TTC (hors assurances et entretien).

RESEAU PEUGEOT TALBOT

Coca-Cola : chassez le naturel, il revient au galop

Le 18 novembre dernier le cours de l'action Coca-Cola atteint un sommet historique : 72 dollars.
La firme américaine semble avoir gagné la bataille des colas

ATLANTA

de notre envoyé spécial

A Cherokee Drive, l'avenue boisée qui abrite les résidences des actionnaires traditionnels de Coca-Cola, l'homme est à la fête. C'est le soleil d'automne qui embrasse les demeures coloniales géorgiennes soutenues par des colonnades noircies par l'opulence de cet univers clos, théâtre des scènes de *Autumn in Atlanta*. Mais ni la météorologie ni le cinéma n'expliquent le sentiment d'allégresse dans ce faubourg coquet du sud des Etats-Unis. La réponse se trouve à Wall Street. En cet après-midi du 18 novembre, le cours de l'action a atteint un sommet historique : 72 dollars. Le numéro un mondial des boissons gazeuses sort vainqueur de la guerre des colas, une victoire inespérée il y a de cela huit ans, lorsque Roberto Goizueta, le PDG d'origine cubaine, reprécipita en main la multinationale à la dérive (5 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 1980, 9 milliards en 1989), au conseil d'administration assoupi et âgé (moyenne d'âge : soixante et onze ans).

La stratégie de relance ? Le repli ! A l'instar de nombreux conglomérats américains, la firme d'Atlanta clôt le chapitre de la diversification tous azimuts et se focalise sur son métier d'origine : la commercialisation et le marketing de concentré pour boissons gazeuses.

« Plutôt les incursions dans les activités vinicoles, l'eau minérale, ou Hollywood », constate Emmanuel Goldman de l'agence Webber. D'ailleurs, le mois dernier, Coca-Cola a cédé sa participation dans Columbia Pictures au géant japonais Sony. Après sept années passées dans le monde du cinéma, Roberto Goizueta revient avec une plus-value de 530 millions de dol-

lars un actif acquis pour 692 millions en janvier 1982, malgré une gestion chaotique et des résultats peu glorieux. « Coca-Cola a eu de la chance », pense Roy Barry, un analyste de Kidder Peabody, Co à qui le PDG répond, haïtain : « En affaires, il est des cas où je préfère être chanceux qu'intelligent. »

Les 3 A
de la firme

C'est au début des années 70 que tout se gâte. Jusque-là rien ne semblait pouvoir arrêter une croissance amorcée en 1966 quand un pharmacien, John Pemberton, invente ce breuvage destiné à la cure des migraines. Le placebo se révèle être un désaltérant quand il observe que ses employés mélangent ce breuvage à de l'eau pendant les journées de forte chaleur à Atlanta. Malgré deux transferts de propriété, l'entreprise progresse vite et vend son concentré à un millier de brasseries sur le territoire des Etats-Unis. Ceux-ci deviennent le bras séculier de Coca-Cola, car ils permettent d'atteindre les points de vente les plus reculés et de satisfaire les 3 A de la firme (Availability, Affordability, Acceptability) : présence à portée de main, bas prix et image acceptable par tout le monde.

En 1921, la firme d'Atlanta, qui a été cédée pour 25 millions de dollars (une somme énorme pour l'époque) à des investisseurs menés par la famille Woodruff, frise le dépit de bilan. Les brasseries, qui ont négocié en 1899 le prix d'achat du concentré, n'envisagent pas de débourser davantage malgré le triplement du prix du sucre. Robert Woodruff obtient une révision de l'accord. Et malgré un faux pas — en 1933 — l'entreprise poursuit son élan.

Cette année-là, Woodruff refuse d'acheter Pepsi-Cola, un des nom-



breux imitateurs du marché. « La petite entreprise de New-York fait face à des difficultés financières et ne demandait que cela », raconte Roger Enrico, le patron de Pepsi-Cola.

La seconde guerre mondiale donne un coup de fouet supplémentaire à Woodruff. Le GI qui traverse l'Atlantique et débarque en Afrique du Nord ou en Europe aspire à sa boisson favorite qui lui rappelle « back home », le pays natal, les Etats-Unis. Eisenhower intime l'ordre au Pentagone de financer des usines de Coca-Cola, partout où il emmène ses troupes. Soixante-quatre seront construites.

La guerre finie, les troupes rentreront chez elles tandis que Coca-Cola hérite de cette infrastructure sans bourse délier.

Un bonheur ne vient jamais seul. Le Coca-Cola devient en 1946 la première boisson consommée par les Américains. L'effet de substitution qui s'opère au déclin du café s'accompagne d'un effet pervers : la rationalisation des structures de production. Coca-Cola domine un marché éclaté où le concurrent le plus proche vend quatre fois moins de volume que la firme d'Atlanta.

La croissance démographique de l'après-guerre profite à Coca-Cola

qui passe de 145 millions de dollars de chiffre d'affaires en 1955 à 1 milliard de dollars en 1967. Certes, le profit était passé de 20 % à 10 % en douze ans, mais « la marque Coke était devenue un nom générique au même titre que Frigidair », estime le professeur Latin, de la Stanford Business School. Toutefois, sans s'en rendre compte, l'entreprise d'Atlanta s'enfonçait dans une léthargie accentuée par plusieurs crises.

Maladie
du sommeil

Le vieillissement des cadres et le rituel de l'obéissance sont à la source du malaise. « Les dirigeants étaient atteints de la maladie du sommeil », dit Joe Frazziano, l'analyste de la banque Oppenheimer à New-York. Les remplaçants de Robert Woodruff (qui maintient son siège au conseil d'administration jusqu'en 1984 et continue de tirer les ficelles jusqu'en 1983) s'acharnaient plus à préserver le dogme édicté par leur illustre prédécesseur qu'à prendre les problèmes à bras-le-corps.

Entre-temps, PepsiCo gagne du terrain en prenant l'initiative. Sa stratégie de bas prix sourit aux consommateurs, tandis que la firme lance en 1963 une campagne publicitaire intitulée Pepsi Generation à laquelle tous les jeunes du baby boom et de l'ère de contestation soixante-huitarde vont répondre. « Pepsi s'adressait aux jeunes et leur conseillait de ne pas faire comme leurs parents », raconte le professeur George Day, du Marketing Sciences Institute de Cambridge.

En conséquence de quoi PepsiCo rogne l'avance du leader, le talonne. D'abord, malgré des dépenses publicitaires supérieures à 100 millions de dollars, les tests de fidélisation de Coca-Cola montrent que la firme d'Atlanta perd un tiers de ses fidèles consommateurs tandis que ceux de PepsiCo triplent de 1965 à 1975. Durant cette décennie, la croissance de PepsiCo atteint 5,5 % contre 2 % pour Coca-Cola. Dans un segment porteur, les supermarchés, la firme de Robert Woodruff doit pour la première fois de son histoire, en 1975, s'incliner face à son rival. Les campagnes de publicité comparative de Pepsi fusent et montrent que les consommateurs, en tests aveugles, préfèrent leur produit en Coca-Cola. La guerre des colas fait rage.

Une mine d'or

« Les dirigeants de Coca-Cola ne doivent pas répondre à la provocation », explique Thomas Oliver, l'auteur d'un livre sur la firme. « Même prononcer le nom de Pepsi était un blasphème. » A cela s'ajoutent deux écueils que Robert Woodruff et ses hommes doivent affronter. D'une part, le ministère du commerce entame une action en justice (qui durera de 1971 à 1980) arguant de l'illégalité des contrats d'exclusivité territoriale accordés aux franchisés. D'autre part, les franchisés grondent. Il faut, encore une fois, modifier le prix du concentré et obtenir des résultats plus stables de l'ensemble des brasseries. Pour couronner le tout, Coca-Cola est plongé dans une guerre de succession de 1975 à 1980 qui paralyse les mécanismes de décision. Le résultat net stagne. « Nous souffrions de notre non-brillisme et notre autosatisfaction », confesse Roberto Goizueta.

Quand Roberto Goizueta achève son ascension dans la hiérarchie d'Atlanta, en mai 1981, il faut secouer l'organisation avec le soutien de Robert Woodruff. La politique de produits héritée qu'il préconise ne tarde pas à se manifester.

Pendant quatre-vingt-dix ans, comme le modèle T de Henry Ford, Coca-Cola n'avait pas envisagé d'alternative au format et au contenu du produit. Il fallut pratiquement violer les consciences dans les années 70 pour suivre l'exemple de Pepsi et proposer le soda sous forme de cannettes ou de bouteilles destinées à la consommation familiale. Roberto Goizueta et sa « jeune garde » (moyenne d'âge : quarante-cinq ans) vont plus loin.

« Ils ont compris que, bien que n'appartenant pas au bilan, leur marque représentait une mine d'or pour les actionnaires », commente George Day.

ALEX SERGE VIEUX

Lire la suite page 42

Le style Goizueta

Le patricien latino-américain qui dirige Coca-Cola depuis mai 1981 tient une place originale dans le paysage industriel américain. Ce diplômé de l'Université Yale jouit de sa sophistication travaillée. Un subtil accent étranger, une pochette insolente qui rehausse la coupe croisée, un brin dandy, des citations de Sartre, Mishima et de livres, une main agitée de tics, des éclats d'enthousiasme contenus, attestent de sa singularité. Ce multimillionnaire (80 millions de dollars au bas mot) s'inspire, partage le savoir-faire d'un arrangement préalable, en 1979, au temps de la guerre de succession, selon les rumeurs) avec Donald Douglas, son directeur général, sans pour autant laisser planer de doute sur la partition qui lui échoit : en tête d'affiche.

« Un Cubain à la tête de Coca-Cola, n'est-ce pas hors du commun ? »

— La venue de Castro a altéré le cours de mon destin. Je suis venu travailler au siège, à Atlanta où j'ai gravi les échelons, un à un. Si je n'avais pas dû m'écarter, j'aurais, selon toute probabilité, racheté les brasseries de Coca-Cola sur mon île. Mais à quel bon le nostalgisme tant il est vrai que le Cuba de mon enfance n'existe plus. Quant à ma carrière, je me suis retrouvé au bon endroit au bon moment.

— Pourquoi cette diversification dans le cinéma en 1982 ?

— Columbia Pictures était disponible et leur direction truffée d'anciens de Yale. A la fin des années 70, la croissance du marché des colas se ralentissait ; nous voulions parer à toute éventualité et maintenir notre rentabilité. Deux ans d'études nous avaient convaincus que les secteurs de la santé, des armes

et du cinéma offraient de synergies et un retour sur investissement correspondant à notre métier d'origine. Nous avons procédé par éliminations successives. Les gens nous ont affirmé que nous avions payé trop cher (682 millions de dollars). Plus tard, après quelques acquisitions réussies dans les programmes de syndication télévisée, nous avons revendu avec un bénéfice substantiel pour nos actionnaires et un retour sur investissement de 20 % par an en moyenne.

— Que tirez-vous de l'expérience de 1985, quand nous avez changé la formule immuable du « coke » ?

— Pendant cent ans, la marque de Coca-Cola s'est attachée à un produit unique, avec une loi sacrée, le onzième commandement édictant : « Tu ne changes pas de formule ». Nous avions la garde d'une icône. Si nous avions changé notre produit dans l'indifférence, c'eût été dramatique. A contrario, le tollé général a prouvé l'attachement populaire et le sentiment d'affection que Coca-Cola inspire. Toute décision comporte deux composantes : la décision elle-même, et son retrait ou son maintien. Nous aurions pu persévérer et essayer d'imposer la nouvelle formule. Mais nous avions la formule ancienne comme solution de retrait, et en réagissant vite, nous avons capitalisé sur ce sentiment populaire. La part de marché de Coca-Cola Classic ne cesse d'augmenter depuis lors. Nous avons donc su saisir notre chance. Paradoxalement, le changement de formule s'est révélé plus facile à imposer dans la structure interne que celui concernant le Diet Coke car nous n'avions pas de solution de retrait et nous risquions de diluer la marque en cas d'échec.

— Commentez-vous modifier votre structure d'endettement ?

— Nous sommes l'objet de critiques ayant trait à notre faible endettement, qui se situe à 35 % de notre capital. En 1980, notre dette à long terme était nulle. Nous devons apprendre à marcher avant que de courir. De plus, nous n'avons pas besoin de financement supplémentaire. Nous produisons 1,2 milliard de dollars de marge brute d'auto-financement dont 480 millions de dividendes, 350 millions pour les investissements structurels, et le reste sert à racheter nos actions en Bourse. La rentabilité des actions en 1980 s'élevait à 20 %, contre 40 % prévue pour 1990. L'endettement, c'est comme le sel. Assez et vous relevez le plat. Trop et vous l'abîmez.

Du pain
sur la planche

— Comment se porte l'activité « produits alimentaires » ?

— Nous avons du pain sur la planche sur le marché des jus de fruits, un métier corrompu et aisé à notre. Affairée à renforcer Coca-Cola et l'activité cinématographique, nous avons commis des erreurs et quitté des yeux les facteurs de succès dans cette activité. Certaines décisions d'achat de lignes de produits n'ont pas été judicieuses, et nous ne nous sommes pas en valeur nos actifs. Paradoxalement, notre second problème tient à la conférence excessive que l'on nous prête : les analystes, avec leurs projections, risquent de nous faire croire que nous avons touché au but. Enregistrer une croissance annuelle de 18 % du bénéfice par action ne s'obtiendra pas par un coup

de baguette magique. Je crains l'autosatisfaction qui nous guette car pour paraphraser Oscar Wilde : « Le monde appartient aux mécontents. »

— Ne craignez-vous pas une OPA ?

— Nous sommes diversifiés géographiquement, et notre entreprise ne peut être découpée en étapes comme d'autres firmes que je connais. Notre arsenal anti-raïd consiste dans le maintien d'un cours élevé de l'action et d'un fort multiple de celui-ci par rapport au résultat net (PER). Le PER s'élève désormais à 21. Laissez-moi ajouter que notre capitalisation boursière s'élève à 25 milliards de dollars. Et si le changement de formule a créé un scandale national, qu'en serait-il du rachat de l'entreprise qui possède la formule ?

— Votre ambition pour Coca-Cola ?

— Réaliser une autre décennie aussi réussie que celle qui vient de s'écouler, où l'on a vu l'optimisme de nos actifs, la progression du cours de notre action, multiplié par sept en 1981, et l'augmentation des dividendes versés aux actionnaires ainsi que celle des parts de marché. Nous sommes une entreprise mondiale et nous l'éditions déjà à l'époque où ce n'était pas à la mode. Nous allons nous concentrer sur notre expansion internationale : en Asie, qui représentera le quart du PIB mondial à la fin de ce siècle, en Europe, où notre marge de progression est grande. Nous y avons investi des centaines de millions de dollars, créé des milliers d'emplois. Nous devons travailler dur pour y arriver car nous n'obtiendrons rien gratuitement.

Propos recueillis
ALEX SERGE VIEUX

DIRECTION GÉNÉRALE

L'entraînement à la Direction Générale par des dirigeants choisis parmi les meilleurs.

CPA PLEIN TEMPS

Jouy-en-Josas

Programme plein temps

de 12 semaines dont 2 à l'étranger.

Pour directeurs et cadres supérieurs sélectionnés pour leur expérience professionnelle et leur potentiel.

Prochaines sessions :

session 90/1 : 2 avril/22 juin 1990,

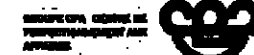
session 90/2 : 24 septembre/14 décembre 1990.

Renseignements et inscriptions :

Tél. Madame Lefebvre : (1) 60.19.25.19 ou (1) 69.41.80.90 ou Minitel 3616 CPA.

Le CPA : un atout décisif.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS



La bonne mémoire des Japonais

Nouveau pari nippon dans l'électronique, le passage en douceur de la génération des mémoires de 1 mégabit à celle des 4 mégabits

TOKYO

correspondance

DES le printemps prochain, les grands fabricants nippons commenceront à produire des 4 mégabits en quantité : cinq cents millions d'unités en trois ans, soit un volume supérieur à la production de 1 mégabit (1), selon les estimations de l'institut Dataquest, référence en la matière.

Les mémoires dites « dynamiques » — en abrégé DRAM (Dynamic Random Access Memory) — sont considérées comme le « pétrole brut » de l'électronique : elles sont au cœur des ordinateurs et la maîtrise de leur fabrication permet d'acquiescer une compétence industrielle transférable à toute la micro-électronique (« Le Monde Affaires » du 4 février). Leur capacité n'a cessé de croître au fil des ans, par sauts successifs, les Japonais faisant le forcing pour s'imposer.

Depuis cet été, les premiers échantillons de DRAM 4 mégabits arrivent sur le marché nippon : à lui seul, Hitachi en livrera déjà 40 000 unités par mois. Leur prix — bien qu'en baisse — reste dissuasif : 10 000 yens, soit près de 470 francs l'unité. Chez Daiwa Securities, on estime qu'il devrait chuter de 60 % d'ici l'année prochaine... mais Toshiba et Mitsubishi ont annoncé que le prix de leurs 4 mégas serait cinq fois plus élevé que celui des DRAM 1 mégabit (70 francs, actuellement sur le marché japonais).

Chez Toshiba, on estime qu'on trouvera cette mémoire dans les

appareils photos vidéo et surtout dans les ordinateurs de poche. Aussi les volumes de production mensuelle s'annoncent-ils très ambitieux : 1 million d'unités chez Toshiba, NEC et Hitachi, 600 000 chez Mitsubishi. Matsushita commercialisera ses premières unités courant 1990, mais ne dévoile pas leur rythme de fabrication.

Quoi qu'il en soit, les grands producteurs sont décidés à rattraper à Toshiba son titre de premier fabricant japonais. A cette occasion, Nippon Kokan, numéro deux de la sidérurgie japonaise, fera ses premiers pas dans l'industrie des semi-conducteurs.

Baisse de prix

Prédite régulièrement, la chute des cours de la mémoire de 1 mégabit se révèle jusqu'à présent n'être qu'une glissade parfaitement contrôlée. « La situation est sans comparaison avec celle de 1985 », reconnaît M. David Mertz qui travaille au bureau de Tokyo de l'association de l'industrie des semi-conducteurs américains (SIA). A l'époque, le marché s'était effondré lors du passage de la génération précédente des 256 kilobits à celle des 1 mégabit. Choisissons de casser les prix pour s'imposer — ce qu'il ont réussi à faire, — les Japonais avaient perdu 4 milliards de dollars (25 milliards de francs), provoquant une violente querelle diplomatique-commerciale avec les Etats-Unis.

Toujours selon Daiwa, le prix des mémoires 1 mégabit devrait passer de 1 800 yens actuellement

à 1 400 yens au printemps prochain pour tomber à 1 000 yens (47 francs) fin 1990 sur le marché nippon. L'écart relevé depuis deux ans entre ces prix plus élevés au Japon — et ceux pratiqués à l'étranger reste toujours de l'ordre de 20 à 40 %. Pour « accompagner la demande », les principaux fabricants nippons lèvent le pied : à la fin de l'été, Mitsubishi a réduit de 1 million d'unités (à 4,5 millions) sa production mensuelle. NEC a annoncé, début novembre, son intention de limiter et de passer de 6 à 5 millions d'unités par mois sa fabrication.

A moyen terme, les cours des 1 mégabit devraient se stabiliser en dessous des 100 yens. « Meilleur marché, la DRAM 1 mégabit devrait se substituer à la 256 kilobits dans la série d'applications que se vante actuellement l'inter-dit », La demande devrait alors se stabiliser et les cours rester en dehors des 700 yens (32 francs), soit le prix de revient chez les grands producteurs.

Le scénario semble bien rodé : le marché mondial est tenu à 90 % par les Japonais. Seul grain de sable : les Coréens. Samsung et Hyundai, soutenus par Séoul, assurent qu'ils veulent se faire une place au soleil dans le DRAM. Ils pourraient être tentés de faire comme les Japonais en 1985 et faire du dumping sur leurs prix pour s'imposer.

(1) Les mémoires 1 mégabit contiennent plus de 1 million de transistors et composants associés sur une surface de l'ordre d'un tiers d'un timbre poste (« Le Monde Informatique », 13 novembre 1989).

Azzaro refuse de jouer les doublures

Le luxe attire des financiers en quête de fortes marges, mais ne fait plus bon ménage avec des structures familiales.

Les succès de Loris Azzaro ont commencé avec les ceintures et les sacs en perles de bois. Dans les années 60, son épouse, Michelle, persuadée de ses talents, le convainc de se lancer dans la couture. Il abandonne alors Tunis et son poste de professeur de français pour créer à Paris sa maison de couture. « Pendant vingt-quatre ans ma femme et moi avons dirigé cette entreprise qui gagnait de l'argent », dit-il. Et il est vrai que, bon an mal an, la maison de couture, qui ne vivait pas sur un trop grand pied, équilibrait ses comptes. M^{me} Azzaro assurait l'essentiel des tâches administratives et Loris n'hésitait pas à aller lui-même livrer des robes à ses illustres clientes. A plusieurs reprises, les résultats ont même été suffisamment bons pour permettre aux fondateurs de vivre tout à fait confortablement. D'autant que le succès de deux parfums, un féminin et un masculin, permettait de pallier la moindre rentabilité de la boutique de couture de la rue du Faubourg-Saint-Honoré.

Ce sont d'ailleurs ces fragrances qui ont attiré la convoitise de Maurice et Wirtz. Presque centenaire, ce groupe allemand installé à Aix-la-Chapelle est spécialisé dans les savons, poudres à laver et produits d'hygiène. Dans la parfumerie, son coup d'essai fut un coup de maître : en 1965, il lance *Tabac original*, un joli succès. Pour poursuivre cette diversification, Maurice et Wirtz rachètent, en 1975, 51 % du capital de Loris Azzaro pour 65 millions de francs. Le créateur perd donc le contrôle de son entre-

prise, mais il conserve un poste de salarié et le titre de directeur artistique.

Cependant les relations entre les partenaires s'enveniment vite. Notamment dès qu'il est question de diversification et de développement. Car l'actionnaire allemand semble plein d'ambitions et commence à investir : près de 2 millions de francs pour réaménager la boutique du Faubourg-Saint-Honoré, restructuration des services administratifs et mise en place d'une activité de licence pour le prêt-à-porter qui ne donnera pas les résultats escomptés. En dix-huit mois, la société enregistre un déficit de 8 millions de francs. Pour combler cette perte, Maurice et Wirtz décident de faire une augmentation de capital à laquelle Loris Azzaro refuse de souscrire.

Un actionnaire ambitieux

Une décision qui fera tomber sa part dans le capital à 45 %. Mais surtout les relations se dégradent sur le plan humain. Et l'ambiance devient vite irrespirable. « On empiétait sur mes prérogatives de création et de relations publiques », estime Loris Azzaro qui conteste la création de la licence bijouterie fantaisie et surtout de la ligne de prêt-à-porter féminin. Bien que dessinés par Douglas Chev, l'ancien assistant de Loris Azzaro, ces vêtements seront cependant distribués avec une griffe Azzaro.

Du coup tout devient occasion de désaccord entre Loris Azzaro et Gérard Delcourt, ancien respon-

sable des parfums et qui a pris les rênes de l'ensemble de la société. « Loris Azzaro contestait tous les choix des licenciés et les décisions de développement. Alors que depuis 1984 le chiffre d'affaires a été multiplié par quatre et que l'actionnaire majoritaire a toujours assuré les financements nécessaires », affirme Gérard Delcourt. En octobre dernier, la rupture est consommée et l'affaire tourne à l'imbricolage juridique. Premier épisode : Loris Azzaro est licencié et s'empresse de porter son dossier devant les prud'hommes : la société est condamnée à lui verser près de 100 millions de francs d'indemnités de licenciement. Mais ce que souhaite surtout Loris Azzaro, c'est récupérer l'utilisation de son nom. D'où le deuxième épisode : il a demandé la constitution d'une commission arbitrale pour obtenir l'annulation de la clause de non-concurrence signée en 1986 lors de la cession de ses parts. Celle-ci qui concerne aussi sa femme et ses deux filles leur interdit d'apposer leur patronyme sur des créations concurrentes à celles de la société. Une situation qui traduit bien l'inextricable dilemme dans lequel se retrouve un créateur dont le nom est devenu une marque qui est elle-même la propriété d'une société. En attendant, le tribunal de commerce a confié à deux mandataires de justice une « mission de contrôle et d'assistance » au cours de laquelle ils sont censés trouver un compromis entre les protagonistes. Une véritable gageure tant les positions de ceux-ci sont éloignées.

FRANÇOISE CHIROT

Coca-Cola : chassez le naturel, il revient au galop

Suite de la page 41

Coca-Cola lance Diet Coke en 1983 pour satisfaire la demande des femmes et des adultes de plus de trente-cinq ans, soucieux de leur ligne, avec un produit peu calorique. Ce segment explose, passant de 100 millions de dollars en 1975 à 9 milliards de dollars en 1988 selon les chiffres de Beverage Digest. La firme d'Atlanta se taille la part du lion avec Diet Coke, qui détiennent 11 % du marché total des sodas (25 milliards de dollars en 1988). Par ailleurs, douze produits arborent la marque Coca-Cola en 1989, contre un en 1982.

« Ils disposent de la marque la plus connue au monde, — selon une étude de *Laundon & Associates* », dit Ellen Berry, du Beverage Marketing Corporation, qui conclut : « Ils auraient tort de se priver de cet atout. » Enfin, l'entreprise d'Atlanta invente en 1987 un distributeur miniature (le Breakmate), pas plus grand qu'une machine à café, destiné aux PME et aux bureaux. Il s'en vend désormais deux cent mille par an.

Des changements de structures surviennent. A force de guerroyer contre certains brasseurs, la firme rachète des dizaines de franchises américaines en 1986 et regroupe ses nouvelles entités dans une filiale à 49 %, Coca-Cola Enterprises (le reste appartenant au public). L'investissement de 2 milliards de dollars permet de niveler les performances et d'apporter de l'argent frais aux brasseurs pour les dépenses de modernisation. Parallèlement, Roberto Goizueta semble prendre en défaut l'idée selon laquelle la protection des intérêts à court terme des actionnaires (politique de dividendes généreux, valorisation du cours de l'action) va à l'encontre de la progression à long terme de la firme. Le rachat du quart des actions (85 millions) depuis 1980, à un prix de 35 dollars, a permis aux actionnaires accablés de gagner 3 milliards de dollars. « L'actionnaire Coca-Cola fait le plein », assure Warren Buffett, le célèbre investisseur américain, qui a misé 1,2 milliard de dollars sur la firme depuis juin dernier.

La refonte des activités internationales commence également en 1981. Coca-Cola prend des participations financières chez ses brasseurs aux Philippines, en Grande-Bretagne ou en Chine populaire,

investissant plus de 1 milliard de dollars dans le système, accroissant ses économies d'échelle en Europe ou en Asie. « Cela fait cinquante ans que nous travaillons à l'étranger, mais depuis dix ans nous avons appuyé sur l'accélérateur. » Dans les pays où les brasseurs ne démontrent pas un zèle suffisant, la firme d'Atlanta rachète ses droits d'emballage et de distribution. Parfois dans un climat hostile, comme ce fut le cas en France, où Pernod Ricard-SPBG, propriétaire d'Orangina, « avait des conflits d'intérêt », selon l'expression de M. Georgas.

Nul doute que le marché hors Etats-Unis promet des lendemains pétillants. Les Européens consomment trois fois moins de soda que les Américains (45 litres contre 140 litres par an par tête), avec un revenu disponible similaire. Dans la CEE, Coca-Cola, le leader du marché avec 40 % (Pepsi a 7 %), doit encourager les consommateurs à passer de leurs boissons traditionnelles aux sodas. En Asie, le taux de croissance économique au Japon, en Corée, en Thaïlande, en Malaisie aux Philippines « suggère que cette région du monde produira un quart du PNB mondial », explique Roberto Goizueta. Or, parmi ces pays humides, l'alcool en reflux, le progrès rapide de l'islam rigoureux ou de l'américanisation accélérée des mœurs convergent vers la consommation de boissons gazeuses. Coca-Cola, qui détiennent plus de 50 % du marché asiatique, a investi 300 millions de dollars dans les usines de ses franchises. « Nous grattons à la surface d'une mine d'or », conclut M. Georgas.

La guerre des sodas

Pourtant, sur le 1,2 milliard de dollars de profits enregistrés en 1988, près de 23 % provenaient du Japon et un tiers de l'Europe. « Coca-Cola tirera bientôt 85 % de ses bénéfices de son internationalisation », prédit Joe Frazziano de Oppenheimer. Les marges y sont plus fortes, PepsiCo est largement démené (leur part de marché près de quatre fois plus faible), et leurs investissements commencent à peine à porter leurs fruits.

Emmanuel Goldman, de Paino Webber, renchérit : « La guerre des sodas aux Etats-Unis, malgré ses effets sur le moral des

employés d'Atlanta, ce n'est rien. Sur le champ de bataille, déplacé au niveau global, Pepsi a perdu corps et biens. »

Faut-il ajouter que même les bœufs commencent à se dresser contre Coca-Cola rapportent. En témoigne le scandale de l'introduction d'une nouvelle formule de Coca-Cola en 1985. Les de constater une perte de parts de marché continue de la part du produit vedette par rapport à Pepsi, les cadres de Coca-Cola USA et Roberto Goizueta font réaliser des tests aveugles pour un soda rajouté, plus sucré. Confiant dans leur étude de marché, ils annoncent le 23 avril 1985 à la presse la substitution à l'ancienne formule d'un soda « plus doux, plus rond, plus familier ». En quarante-huit heures, l'Amérique entière est informée. Et, au lieu du succès escompté, les consommateurs envoient des centaines de milliers de lettres aux dirigeants de la firme, bloquant les lignes téléphoniques. Quand le Coca traditionnel disparaît des magasins, la protestation devient violente, des associations se forment dans le pays et se réunissent pour déverser des milliers de cannettes du nouveau soda dans le caniveau, avec pour observateurs les caméras de télévision des chaînes américaines. A Atlanta, la panique règne.

« Dans leur étude de marché, ils ont omis la mystique et l'approche holistique associée à une marque », dit sagement le professeur Lattin, de la Stanford Busi-

ness School. Mais paradoxalement, le battage conduit autour de cette affaire va se retourner à leur avantage. Devant cette levée de bouillottes, Roberto Goizueta recule. Le Coca traditionnel reviendra sous le nom de Coca-Cola Classic. Satisfait de leur victoire, les consommateurs qui avaient déserté la firme reviennent à flots. Coca-Cola Classic récupère ses parts de marché (14,4 %) et, en août 1989, redevient le premier soda des Etats-Unis. « De plus, dit le professeur Lattin, dans les magasins, Pepsi est pris entre les deux produits : celui que les gens aiment pour son image (Classic) et celui qu'ils aiment pour son goût. »

Qu'en conclure ? Aux Etats-Unis, avec 41 % du marché en 1989 contre 38 % en 1986, la firme d'Atlanta a résisté à la guerre des sodas amorcée par Pepsi. En fait, comme dans bien des cas, les perdants sont les petits (Seven Up ou Royal Crown). Sur le plan international, Coca-Cola dispose d'une avance difficile à rattraper par Pepsi. Même les associations de consommateurs ont baissé les bras, préférant, selon l'expression d'Ellen Berry de la Beverage Marketing Corporation, « porter leurs efforts sur la réduction de la consommation de boissons alcoolisées (bière, vin) plutôt que de s'attaquer aux effets nocifs des sodas ».

« La morale de cette histoire, avoue Roy Barry, de Kiddle Peabody, c'est que Coca-Cola est un éléphant. Quand on s'y attaque, il faut être sûr de viser juste. » Pepsi s'y est essayé et a peut-être sous-estimé en 1985 la vigueur de Coca-Cola Classic. On le savait, un éléphant, ça trompe énormément.

ALEX SERGE VIEUX

Les « Saint-Exupéry des temps modernes »

Une PME dans la course

C'EST à travers une anecdote qui semblera familière qu'Eric Darras explique pourquoi il a eu l'idée de fonder, du jour au lendemain, une entreprise de transport rapide et fiable. Alors que jeune cadre publicitaire de vingt-six ans on l'avait chargé un soir d'attendre un courrier, à 21 h 30, exaspéré de perdre son temps, il prit sa décision. Les « Nouveaux Coursiers » étaient nés. Son premier client fut son patron d'alors et son premier salaire fut lui-même, troquant le complet-cravate pour le casque et la mobylette. C'était en 1981.

Aujourd'hui, la société affiche un chiffre d'affaires de 10 millions de francs et se place dans le peloton de tête de sa profession en France. Elle réalise 1 300 courses par jour et dispose de 300 correspondants dans toute la France qui se déplacent en train, avion, voiture, camionnette (elle accepte jusqu'à 400 kilos de marchandise) et scooter.

M. Darras a une conception presque mythique du rôle du courrier. Pour lui, c'est le Saint-Exupéry des temps modernes (le logo de l'entreprise est une illustration antique de courrier de relais), le maillon indispensable de la chaîne de la communication. C'est pourquoi il a décidé de transformer

leur image de marginaux. En premier lieu il n'hésite pas à les payer cher : 17 000 francs par mois. Mais il exige d'eux la passion qui est la sienne, une bonne présentation et surtout une grande régularité et fidélité à la parole donnée. Mieux vaut plus lentement mais sûrement. Fini le courrier un peu voyou qui fonce au péril de sa vie mais parfois disparaît sans laisser d'adresse. Les siens sont différents, et certains ont même fait des études universitaires.

Il les suit par radio et les dirige par ordinateur. Les gros abonnés disposent même d'un terminal qui leur permet de commander directement la course et de la suivre en temps réel. Il propose un service haut de gamme, de prix élevé (300 francs pour se faire livrer le journal...), mais il est sûr de son coup. Il a constaté en effet que les entreprises tendent de plus en plus à réduire leurs stocks et ont donc chaque jour davantage recours aux approvisionnements d'urgence.

Urgences techniques : il se charge d'acheminer en moins de quatre heures et dans toute la France des pièces de rechange pour les émetteurs TV de TDF. Mais aussi urgences humanitaires puisqu'il s'est spécialisé dans le transport de prélèvements sanguins pour le compte de l'Institut de puériculture ou de l'association AIDES.

Décidé à se diversifier tous azimuts, M. Darras est même en train de passer un accord avec Leclerc pour livrer à domicile le panier de la ménagère.

Côté social, M. Eric Darras se targue de paternalisme. Il aime ça et affirme que c'est en les choquant qu'on motive les salariés. Pour meilleure preuve, il raconte que tout son personnel a insisté pour participer financièrement — en offrant des heures de travail gratuites — à la sponsoring d'une voiture de course monoplace, symbole de vitesse, de fiabilité et de performance. « Au moment où Calvet se débattait avec ses ouvriers à Peugeot, ça m'a mis du baume au cœur... »

CATHERINE DERIVERY

TABLES D'AFFAIRES

DÉJEUNERS RIVE GAUCHE

AU MOULIN VERT 45-39-31-31
34 bis, rue des Plantes, 14^e

Dans un cadre champêtre, venez déguster foie gras de canard, saumon mariné, poisson du jour ou viande, desserts. Menu 155 VSC. Salon 40 personnes.

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14
25, c. Frédéric-Sautou (Métro-Matignon) F.ém

12 h 30-14 h 30, 20 h-24 h. Ouvert le samedi. Toujours son rapport qualité-prix, dont le menu 155 F. Poissons, fruits de mer et crustacés toute l'année. Parking Lagrange.

YUGARAJ 43-26-44-91
14, rue Dauphine (9^e) F. lundi

SPECIALITES INDIENNES. De tous les indiens celui-ci est de très loin le meilleur et le plus authentique. (Gaël Millan.)

RESTAURANT VINH PHAT
44, av. d'Irty, Paris (13^e) 45-86-88-79

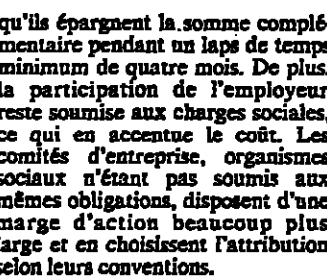
Métro Porte-d'Irty. GRANDE CUISINE CHINOISE. Longue vie saine. Pâtisseries à la vapeur. Ouvert tous les jours de 9 heures à minuit.

Lancé à grand fracas par le gouvernement socialiste en 1982, le chèque-vacances, après avoir suivi un cheminement cahoteux, débouche enfin sur un bilan positif

L'ordonnance et le décret qui, en 1982, ont institué le cheques-vacances, ne concrétisaient en réalité qu'un projet mûri depuis longtemps dans les carions de la gauche. L'aide aux vacances, déjà présente à travers divers organismes sociaux, en restait encore l'un des thèmes majeurs, une conquête à prolonger et à amplifier mais à travers d'autres moyens, à travers des outils nouveaux. Le cheques-vacances en était un. Aussi n'a-t-il été rapidement mis en application et lancé sur le marché des vacances avec une campagne publicitaire assez fracassante.

Le principe en est simple. Un employeur, une collectivité locale, un comité d'entreprise prennent une participation plus ou moins importante dans l'achat de chèques d'une valeur faciale de 50 ou de 100 F. Ceux-ci permettent aux employés de l'entreprise ou aux membres de ces collectivités de régler des prestations touristiques, de loisirs, ou de services, dans les établissements qui les acceptent en paiement. Les salariés bénéficient ainsi d'une aide souvent importante dans l'établissement d'un budget de vacances. Ils supportent ces chèques accordés une grande liberté d'action, les prestataires de services — du piége des autoroutes aux hôtels ou aux campings — étant infiniment variés.

Beaucoup moins simples sont les modalités d'acquisition. Quand l'employeur en prend l'initiative, puis les salariés dont l'impôt sur le revenu ne dépasse pas 9 500 F peuvent en bénéficier. Encore faut-il



Scepticisme

Pour fonctionner, l'ANCV reçoit ses débuts de la Caisse des dépôts et consignations un prêt de 50 millions de francs, que la campagne publicitaire a amputé immédiatement de 4 millions. Et nul ne savait quelle serait la réaction du public ou des entreprises à cette initiative.

Un peu sceptiques, ayant parfois déjà à l'intérieur de leurs organismes des aides aux vacances, ni les employeurs ni les CE ne se sont intéressés sur ces chèques à leur apparition. Si bien que le démarrage n'a pas connu le succès escompté par les philanthropes sociaux qui les avaient concoctés. En revanche, les prestataires de services, dont cer-

ainsi connaissaient déjà ce système de paiement par l'utilisation des chèques-restaurant, ou dont la vocation sociale était affirmée, répondirent favorablement.

La part de charges sociales imposée au début dans l'achar de tous les chèques enlevait beaucoup de son attrait. Quand, en 1984, Pierre Bérégovoy, alors ministre des affaires sociales, décida que ces charges ne concernaient pas les chèques vendus par les CE, on vit s'amorcer un développement assez spectaculaire. A la même époque, à travers des expériences menées en Picardie et dans le Nord-Pas-de-Calais, l'Etat proposait, par l'intermédiaire des Mutuelles de fonctionnaires, le cheque-vacances dans la fonction publique. Le succès rencontré fut surprenant.

Après deux ans de ralentissement dû aux changements de politique gouvernementale, qui engendrèrent des hésitations dans la gestion de l'Agence avec le projet d'en confier le développement à un groupe privé, la vente des chèques-remanquables. Si le chiffre des affaires de l'ANCV était de 14,6 millions en 1983, de 17 millions en 1984, de 60 millions en 1985 et de 97 millions en 1986, il passa directement à 151 millions en 1987, puis à 276 millions en 1988 et à 320 millions en 1989. En 1990, millions. Et surtout déga-ger pour la première fois des bénéfices, le prêt de la Caisse des dépôts et consignations n'étant pas encore complètement utilisé !

tent d'acheter des prestations et jamais des biens, ont l'avantage d'être assurés de leur remboursement et d'attirer une clientèle assez fidèle. Si bien que des hôtels aux campings, des parcs d'attractions aux musées, ils se pressent chaque année plus nombreux, et certains d'entre eux proposent même de substantielles réductions.

Quant au chèque, valable jusqu'au 31 décembre de la deuxième année qui suit l'année d'émission, s'il n'est pas utilisé, il peut être prolongé à nouveau de deux ans. S'il n'est pas utilisé du tout (environ 2 % des chèques émis), la somme, déposée dans des « bourses de vacances », est distribuée par l'intermédiaire d'associations caritatives aux catégories sociales les plus défavorisées.

Prudence

A la tête de l'ANCV depuis sa création, Gilles Crespy, directeur, se garde bien d'être euphorique.

« Nous avons mis tout de même sept ans avant d'obtenir des bénéfices, et je trouve que c'est long. D'autre part notre chiffre d'affaires représente des sommes relativement modestes, pas assez fortes pour infléchir un comportement de vacances. Si nous donnons une aide, c'est pour que les vacances ne se passent pas de la même façon. Les gens pourraient partir plus souvent, plus longtemps, plus loin, plus confortablement, mais nous n'avons pas

Le seul constat ? Ceux qui bénéficient du chèque-vacances sont contents, ils l'utilisent surtout pour l'hébergement et la restauration...

Part à la Suisse qui, avec le chapeau Roka écrit en 1939, offre les mêmes services, aucun autre pays européen ne possède cette forme d'aide aux vacanciers. Or une réflexion globale pourrait être envisagée dans le cadre de la CEE. Si à partir de 1993 la monnaie s'uniformise, les convergences économiques et sociales communes pourraient permettre d'envisager, il est probable que, parmi les questions qui vont alors se poser, celle de l'aide aux vacanciers par l'aide à la personne se fera de plus en plus pertinente. D'ici là, si tout va bien, les bénéficiaires de l'ANCV pourront bénéficier de nouvelles aides affectées à une autre destination, prévue dès le début de l'avenir. Elle consiste à aider le tourisme social en investissant dans la construction, la rénovation de villages de vacances ou d'autres équipements touristiques. Le programme d'urgence destiné à améliorer les conditions des vacances, aura alors effectivement accompli sa mission.

MARYSE DUFAUX
 ANCV, 67-69, rue Marthe.
 9110 Cllichy. Tél. : 47-30-
 11.

— (Publiécité) —
RECTIFICATIF
AVIS au PUBLIC
COMMUNE de MANOAOUE
ENQUÊTE PUBLIQUE

L'enquête publique, concernant le projet de stockage de déchets industriels en cavités souterraines à MANOAOUE présenté par la Société Gécot, qui devait se dérouler les 12 et 13 décembre 1989 au 10 janvier 1990, dans les communes de MANOAOUE et SAINT-MARTIN-les-EAUX est reportée à une date ultérieure.

Le public sera prévenu des dates de nouvelle enquête par un avis dans le presse locale et nationale.

Le Préfet
Bernard LEURQUIN

Alain Etchegoyen : ethnologue d'entreprise

Les entreprises ont-elles une âme ? Alain Etchegoyen en tout cas en est persuadé. Au point d'y consacrer une grande partie de ses activités et d'en avoir fait le thème d'un livre qu'il compte publier au début du mois de janvier prochain.

Pour imaginer pareil concept, le jeune PDG de SHS-Consultants n'a pas hésité à aller dans les écoles qui conduisent traditionnellement au monde des affaires. Ce normalien, ancien élève de Georges Althusser et de Michel Serres, serait plutôt partie de la catégorie des intellectuels. Né en 1951 d'une mère lilloise et d'un père basque, il fait ses études dans un collège jésuite du nord de la France. Après avoir été initié aux mathématiques, il se prend de passion pour la philosophie. Dès lors, son attachement pour cette discipline ne s'efface jamais. Après avoir été professeur au lycée de Courmoulers (Seine-et-Marne) pendant six années, il est nommé en 1981 au lycée Louis-le-Grand à Paris. où il

extérieurs, estime Alain Etche-
goyen. Les entreprises qui ven-
tent s'implanter à l'étranger
auraient tout à gagner à utili-
ser les chercheurs qui y étu-
dient depuis plusieurs années
les habitudes et coutumes
locales. Ainsi, les industriels
du luxe pourraient prendre
conseil auprès d'une ethnolo-
gue spécialiste de l'échange de
cadeaux au Japon. De même,
avant de forer en Amazonie,
une certaine entreprise pétro-
lière aurait mieux fait de
consulter un spécialiste des
Indiens, cela aurait pu lui éviter
certains problèmes.

Cette pratique du terrain est celle retenue par Etchegoyen pour déboucher l'âme des entreprises. Il y dépêche un ethnologue qui, des ateliers aux bureaux, passe quatre à six mois à étudier le fonctionnement et à repérer les logiques de comportement et de représentation des salariés. Comme pour n'importe quel Bantou d'Afrique ou Indien d'Amérique. Appliquée à l'usine d'Evian, cette démarche a permis de découvrir que les ouvriers et techniciens se



enseigne à des élèves de
« Taupes » et de préparation à
HEC.

Mais Alain Etchegoyen n'est pas du genre à se satisfaire d'une seule activité. En 1978, il entre à la direction du CNRS (Centre national de la recherche scientifique) comme chargé de mission à la direc-

tion de sciences humaines et sociales. Il se retrouve pris dans le tourbillon du rapprochement entre la recherche et les entreprises. « J'ai vite constaté les limites d'une action de ce type lorsqu'elle est menée à partir de l'administration, où on n'a pas le pouvoir de la décision rapide », explique Alain Etchegoyen. Ce constat le conduit à créer son propre cabinet de consultants. Avec une grande ambition.

Les réalisations du groupe reposent sur un principe qui fait leur originalité : les industriels ne savent pas utiliser les chercheurs. « C'est particulièrement le cas pour les marchés

sentaient plus proches de leur terroir de la vallée du Chablais dont provient l'eau minérale que de l'entreprise qui se charge de l'embouteillage. D'autres exemples, sur Michelin, Badoit, Louis Vuitton, BSN et Elf Aquitaine, notamment, seront publiés dans le livre d'Alain Etchegoyen.

Ce philosophe séduit par les affaires a adapté les structures de sa société à ce qui en fait l'originalité : le capital de SHS est en effet détenu conjointement par lui-même, des collaborateurs, des chercheurs du CNRS et des industriels. Cette holding chapeaute cinq sociétés dont chacune correspond à un type de services aux entreprises. Ce qui n'empêche pas Alain Etchegoyen de conserver un petit faible pour la philosophie : « J'ai besoin, dit-il, de périodes bûtoirs où l'entreprise ne peut plus rien envahir. »

FRANÇOISE CHROT

Dans le cadre du développement international du Centre HEC-ISA, le *Département Management et Ressources Humaines* (une équipe de sept professeurs à temps plein) recherche pour réaliser ses objectifs de développement et renforcer ses compétences un jeune professeur en Psychosociologie des Organisations (Docteur de Psychologie, Doctorat de gestion, PhD) français ou étranger, ayant une expertise des enseignements de base dans son domaine (public : étudiant et cadre) ainsi qu'une pratique de la recherche et de l'intervention en entreprise. Une compétence dans la formation de formateurs et une ouverture effective sur l'environnement international seraient appréciées. Une disponibilité immédiate est souhaitée mais toute candidature intéressante sera étudiée.

Envoyer C.V. + lettre à Jacqueline LAUFER au Centre HEC-ISA - 78350 JOUY-EN-JOSAS.



Une petite entreprise qui veut vulgariser la résonance magnétique

Une bataille commerciale internationale est en train de s'ouvrir dans un domaine de l'imagerie médicale sophistiquée, celui des imageurs par résonance magnétique (IRM). Une nouvelle technologie, moins coûteuse, utilisée par une petite société française, peut contribuer à bouleverser le marché

DIVINE surprise. Les imageurs à résonance magnétique (IRM, ex-résonance magnétique nucléaire ou RMN), qui permettent de visualiser de manière très fine l'intérieur du corps humain, sont encore peu répandus en France. On n'en compte qu'une cinquantaine dans les hôpitaux (surtout) et les cabinets libéraux, soit moins d'un par million d'habitants, contre un pour 170 000 aux Etats-Unis et un pour 350 000 au Japon.

En perfectionnant une nouvelle technologie, moins coûteuse, celle des imageurs dits « à champ modéré » (1 000 G [gauss]) à côté de ceux à « haut » champ (15 000 G) ou « moyen » (5 000 G) disponibles actuellement, une jeune société créée par des scientifiques peut permettre d'accroître l'équipement des spécialistes et peut-être redonner à l'industrie française une place dans l'imagerie médicale d'où elle a disparu depuis la cession de la Compagnie générale de radiologie (CGR) à l'américain General Electric.

Magnetech, c'est son nom, est née de la rencontre de deux universitaires : un spécialiste de microchirurgie, Michel Merle, professeur à l'université Nancy-I, directeur de l'Institut européen des biomatériaux (IEBM), et un physicien, spécialiste d'électronique, Michel Sauzade, professeur à Paris-XI-Orsay. Le premier cherchait le moyen de suivre l'évolution de prothèses et d'implants « dégradables » dans l'organisme humain. La radiologie classique ne lui était d'aucun secours : la RMN à « haut champ » était financièrement hors de portée. Il s'est adressé au second, qui menait depuis longtemps des recherches dans ce domaine très pointu à l'Institut d'électronique fondamentale d'Orsay.

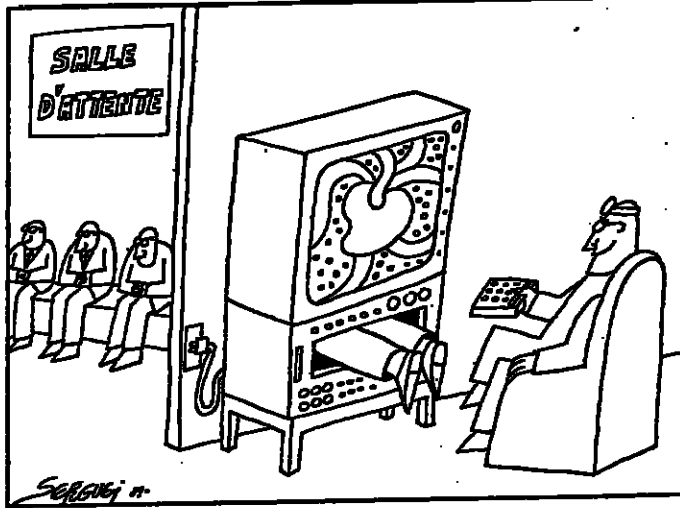
Michel Sauzade, qui a travaillé avec Thomson, puis pendant deux ans avec la CGR, n'a pu convaincre cette dernière de développer des appareils à « champ modéré ». Il est vrai que cette technologie ne donnait pas des images satisfaisantes. Mais il s'est entêté et a fini par mettre au point un prototype plus performant, refroidi par eau et non dans l'hélium liquide, donc moins coûteux. Cet appareil utilise une « station de travail » informatique de Digital Equipment, déjà répandue, mais *up to date*, qui assure une bonne maintenance et... une référence mondiale.

Le pari industriel peut être engagé. « Ce que nous allons construire, c'est l'Apple de l'imagerie à résonance magnétique », annonce Michel Sauzade. Aidé par Michel Merle et appuyé par d'autres Lorrains, il fonde Magnetech en juillet 1987, avec le modeste capital de 250 000 F, qui lui permet cependant de faire construire pour l'IEBM une première machine, livrée en octobre 1988.

Sans cathédrales bétonnées

Deux organismes vont y croire. La Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) finance la procédure d'évaluation des prototypes : elle est en effet directement intéressée, car le coût d'un examen par IRM pourrait être réduit de moitié (1 000 F contre 2 300 F) par rapport aux appareils existants.

L'ANVAR, elle, a accordé un prêt de 1,67 million de francs, apportant en même temps une caution morale à des investisseurs : la Banque populaire de Lorraine, les assurances AXA, la BMI (une banque filiale de L'Oréal), Fidinvest, ELM Partners. L'engagement personnel du directeur général de cette dernière, Edouard Le Maré,



un Français qui a fait carrière aux Etats-Unis, jouera un rôle décisif.

Aujourd'hui Magnetech dispose d'un capital de 22 millions de francs, bientôt porté à 30 millions, ce qui a mis fin aux « turbulences » traversées jusqu'en janvier 1989, selon Jean-Michel Dèche, le directeur général de Magnetech, un commercial venu d'une filiale de la COGEMA. La firme, qui compte dix-neuf salariés, est déjà capable de produire un appareil tous les deux mois ; elle devrait pouvoir passer à un par mois à la fin 1990 avec l'unité de montage en voie de constitution.

Magnetech peut-elle gagner le pari industriel ? Son système ne manque pas d'atouts : outre le coût propre de la machine (6 millions de francs au lieu de 12 millions), celle-ci peut être installée rapidement dans une surface restreinte (50 mètres carrés) et n'exige pas comme les appareils à « haut champ » la construction de « cathédrales bétonnées ». Sur le plan médical, la procédure d'éva-

luation a montré, selon le professeur Guy Friga, de l'hôpital Raymond-Poincaré de Garches, « des potentialités intéressantes » à confirmer.

Enthousiaste, Michel Merle, père du SOS-Mains de Nancy, qui utilise son appareil pour l'examen de tissus écrasés, considère que la technologie « va modifier la conduite du chirurgien et faire tôt ou tard une entrée en force dans les services d'urgence ». Selon le professeur Maurice Laval-Jeantet, de l'hôpital Saint-Louis à Paris, expert de l'ANVAR, la machine « donne des images pratiquement identiques à celle des appareils à haut champ, en exigeant seulement quelques minutes de plus » ; elle permet 85 % au moins des explorations classiques, notamment pour les hémorragies, les compressions ou les traumatismes du crâne, du rachis ou des membres, et doit donc pouvoir remplacer une partie des tables à rayons X ou des échographes dans les cabinets libéraux comme dans les cliniques ou les hôpitaux.

Reste à valider ces estimations par des publications de chercheurs — qui utilisent plutôt le haut de gamme — et à convaincre les utilisateurs potentiels. « Quand un chef de service a envie d'une Rolls, il faut lui faire admettre qu'il peut rouler en R 25 », admet Michel Merle.

D'un coût voisin de celui du scanner, l'IRM « champ modéré » de Magnetech devrait a priori pouvoir connaître la même diffusion (quatre cents en France). Pour le docteur Alain Taleb, chef de service à l'hôpital Saint-Joseph, et président de la Fédération nationale des électroradiologistes, qui vient avec cinq autres groupes de spécialistes libéraux d'investir 45 millions de francs pour une installation d'IRM, il peut trouver sa place dans les cabinets de groupe à condition (air connu) que la cotation des actes soit suffisante.

Concurrents de poids

Magnetech s'est lancé aussi à l'assaut du marché international, en suivant les traces d'entreprises comme EDA et Technomed, dont les lithotripteurs ont séduit Japonais et Américains (« le Monde Affaires » du 9 juin 1989). Mais Jean-Michel Dèche vise d'abord le marché allemand avant d'engager le lourd processus de mise aux normes américaines.

Il n'a pas de temps à perdre. Plus personne ne doute de l'intérêt du « champ modéré » depuis que Diasonics, un géant américain de l'imagerie médicale, a présenté, il y a peu, un appareil au Salon international de l'imagerie médicale (RSNA) à Chicago. Magnetech a déjà reçu deux propositions de rachat de la part de firmes étrangères.

Pour échapper au sort de la CGR, il va lui falloir s'imposer face à des concurrents de poids.

Outre Diasonics, dont les activités d'IRM viennent d'être reprises pour 1 milliard de francs par le japonais Toshiba, Hitachi, un autre géant japonais de l'électronique, et Instrumentarium, une petite société finlandaise spécialisée, proposent des produits comparables. En attendant que s'y mettent d'autres industriels comme Siemens, présents sur les « hauts champs ».

Une chance, le marché est large : en 1989, il devrait atteindre 1,3 milliard de dollars contre 940 millions en 1988 (pour quatre cent quatre-vingt-dix appareils) (1). Et il peut être bouleversé par l'arrivée du « champ modéré ». « Les producteurs de hauts champs ont révisé une politique habile de marketing sur le thème « qui peut le plus peut le moins », dit Jean-Pierre Thierry, spécialiste d'évaluation économique des technologies médicales. Mais le marché peut se segmenter. Tout en haut on trouve des machines de plus en plus sophistiquées, utilisant la spectroscopie et capables de donner la composition des tissus. Au milieu, les hauts champs. Et pour l'essentiel des diagnostics, le champ modéré ».

Le succès éventuel de Magnetech dépendra de sa capacité commerciale. Mais aussi de l'attitude des pouvoirs publics. « Nous ne demandons pas d'être chouchoutés », dit Jean-Michel Dèche. Mais l'acquisition de matériels lourds exige une autorisation du ministère de la santé. Le gouvernement verra-t-il l'occasion de faire rentrer l'industrie française dans le jeu ? Réponse peut-être dans le rapport remis par le docteur Rallard au premier ministre, mais dont on ne connaît pas encore les conclusions.

YANNICK GUIHENEUF

(1) Un dollar vaut environ 6,13 francs.

Si vous trouvez insupportable
de n'être qu'un numéro parmi d'autres,
vous êtes en intelligence avec nous.



Vous n'êtes pas n'importe qui et nous en sommes convaincus dans les Banques CIC:

Crédit Industriel et Commercial de Paris
Lyonnaise de Banque
Banque de l'Union Européenne
Crédit Industriel d'Alsace et de Lorraine
Crédit Industriel de l'Ouest
Société Nancéienne Varin-Bernier
Banque Scalbert Dupont
Banque Régionale de l'Ouest
Crédit Industriel de Normandie
Société Bordelaise de CIC
Banque Régionale de l'Ain
Banque Bonnas

Banques CIC. En intelligence avec vous.



AFFAIRES

CONVICTIONS

« Nous sommes prisonniers d'un système où personne n'écoute personne »
nous déclare le sociologue Michel Crozier

MICHEL CROZIER vient de publier chez Inter-Éditions *L'écoute - Apprendre le management postindustriel*, son premier livre consacré entièrement à l'entreprise. Directeur du Centre de sociologie des organisations au CNRS depuis 1961, il est également responsable du cycle supérieur de sociologie à l'Institut d'études politiques de Paris et enseigne à Harvard et à l'université de Californie. Se voulant enquêteur et « écouteur » plus que théoricien (il a réalisé l'audit social de la SNCF après les grandes grèves de l'hiver 1986), il est l'auteur de *La Société bloquée* (1970), *Le Phénomène bureaucratique* (1971), *Le Mal américain* (1980) et *État moderne, État moderne* (1987).

Dans son dernier ouvrage, il met en relief la nécessité d'une nouvelle logique suscitée par le passage à la société postindustrielle. Plaidant pour un réalisme prenant en compte « les rapports humains et les capacités de coopération comme des faits aussi importants que les montages financiers », il montre que le capital humain est devenu primordial.

Comment caractériser le changement que vous évoquez dans votre ouvrage ?
- Il s'agit vraiment d'une mutation plus rapide que celle qui a eu lieu lorsqu'on est passé de la société rurale artisanale du XVIII^e siècle à la société industrielle.

La logique ancienne fondée sur le couple production de masse-consommation de masse cède le pas à une logique fondée sur le couple haute technologie-services. La logique du développement des « trente glorieuses » était fondée sur la rationalisation. On ne peut plus gagner de la même façon aujourd'hui. Cela ne veut pas dire qu'il ne faut plus être rationnel, bien sûr. Mais l'actuel changement, qui est le moteur de la société, c'est l'innovation conceptuelle et relationnelle : être capable de penser et de réaliser autrement les activités humaines.

L'innovation n'est pas une découverte ponctuelle, mais un processus qui va constamment se développer à partir de concepts fondamentaux qu'on va éventuellement corriger, mais qui supposent une rupture. Or cette capacité de rupture et de développement, qui devient la logique de notre temps, ne peut être forgée d'avance, car c'est sur le terrain qu'elle se crée.

Dans la société en train d'émerger, l'expérience maîtrisée est donc beaucoup plus importante que la planification ou l'application de modèles venant du haut. La « rationalité » a priori n'est absolument pas le bon moyen de changer la réalité, celle-ci ne se modifie qu'à travers l'innovation élaborée le plus près possible du terrain.

Les grandes bureaucraties s'écroulent

Lorsque le changement s'accélère et menace l'efficacité des grandes entreprises, peut-on encore soutenir qu'il faut être gros pour réussir ?

Les contradictions s'accroissent à partir de problèmes de plus en plus complexes. Je reconnais volontiers que les concentrations financières jouent un rôle décisif et qu'il faut une masse suffisante pour investir dans la recherche ou prendre des risques importants. Mais l'on oublie trop l'autre partie de la réalité : le développement continu de restructurations empiriques autour de réseaux de relations entre entités à taille humaine seules capables de porter le développement pratique. Un de mes amis, consultant suédois, dit qu'« être petit est bien, mais à grande échelle ».

Ce qui est heureusement en train de s'écrouler, ce sont les grandes bureaucraties qu'étaient ces immenses entreprises américaines. De ce point de vue, l'événement le plus spectaculaire des dernières années, c'est ce qui s'est passé chez General Motors. Pour riposter aux Japonais, General Motors croyait qu'il suffisait de tout automatiser à sa façon technocratique. Son échec a été catastrophique. Et, un beau jour de 1986, la moitié de la première page du *New York Times* a été barrée par

la reproduction du chèque de 700 millions de dollars que lui renvoyait son grand responsable informatique avec une lettre vengeresse disant : « Gardez votre argent, votre bureaucratie est incapable de se réformer ».

Pourt-on en déduire l'impuissance des monopoles ?

En effet, ils sont davantage prisonniers de la situation de fait qu'ils ont créée que les consommateurs qu'ils prétendaient conditionner. La situation de monopole devient à terme une calamité : voyez l'Union soviétique.

Le taylorisme serait-il donc en train de mourir ?

En tant que méthode, il est mort. En tant que pratique, il continue à dominer dans beaucoup d'entreprises, mais personne ne peut plus y croire. Il n'a plus d'avenir.

Et pourquoi soutenez-vous tout effort vers plus d'autonomie risque de relancer des féodalités locales ?

Quand on a un mode d'organisation traditionnel - qu'on peut appeler « bureaucratique » - chaque fois qu'on essaye de déléguer, celui qui en est le bénéficiaire va faire l'obscurité sur ses activités et, au bout d'un certain temps, va constituer son propre petit fief.

Et comme cela marche mal, on trouve un moyen de recentraliser sans le dire. Pour réussir une vraie décentralisation, il faudrait un autre mode d'organisation qui ne se fonde plus sur la hiérarchie mais sur la coopération.

Le paradoxe moderne serait-il alors que plus les individus sont libres, plus ils ont besoin d'un supplément d'organisation (non taylorienne) ?
C'est tout à fait fondamental. Une des grandes difficultés en France tient à l'incapacité dans laquelle nous nous trouvons d'accepter cette nécessité accrue d'organisation. Du fait de notre histoire, nous avons associé « organisation » à « bureaucratie » ; on en veut donc le moins possible. On croit que c'est une conquête que de démolir l'organisation. Or, c'est justement ce qui va nous rejeter davantage vers la bureaucratie.

Apprendre à écouter

Sur quoi pourriez-vous appuyer le décollage du monde post-industriel ?

Le nouveau décollage du monde postindustriel est essentiellement assuré par l'innovation, par la capacité de créer des activités nouvelles à partir de concepts originaux rendus possibles par le progrès de la technologie. Il existe en France un certain nombre de réalisations dans les industries de services aussi remarquables que les innovations techniques : le Club Méditerranéen est une grande invention relationnelle qui va tout à fait dans le sens du monde de demain.

Les modes entrepreneuriaux - management participatif, cercles de qualité, l'« excellence » - étant aussi éphémères que les coutures vestimentaires, ne risquent-elles pas d'occulter le monde réel de l'entreprise ?

C'est un risque que l'on connaît depuis une trentaine d'années et l'apparition du management moderne en France. Les modes managériaux sont surtout conceptuels, abstraits ; on veut les appliquer sans connaître la réalité que constitue un système humain. On croit qu'il suffit d'ordonner la réalité en fonction d'un modèle théorique. Ce faisant, on s'enthousiasme pour toutes les nouvelles modes et, ensuite, on est profondément meurtri par l'échec, jusqu'au moment où quelqu'un d'autre s'enthousiasme pour la mode suivante. C'est dramatique, car cela renforce l'autoritarisme et le scepticisme de la couche dirigeante. Le problème le plus fondamental des entreprises modernes, c'est l'écoute de la réalité, d'où le titre de mon livre. L'écoute profonde du vécu des différents participants de l'entreprise et l'analyse qu'on peut en faire donnent un principe de réalité essentiel pour son fonctionnement bien plus pertinent que les audits financiers.

Les chefs d'entreprise seraient-ils moins aptes à saisir la réalité qu'un sociologue ?

Seulement dans la mesure où il ne parle pas dans l'abstrait mais à partir d'une étude approfondie sur le terrain. Son jugement, son diagnostic, vont révéler au chef d'entreprise des problèmes que celui-ci ignorait. Prenons l'exemple de la SNCF, pour laquelle j'ai mené un audit social avec Jacques Lesourne : nous avons découvert des choses qui, après coup, apparaissent évidentes. Si l'on avait été capable de les prévoir, les crises que l'on a connues ne se seraient pas produites. Je ne suis pas particulièrement critique à l'égard des patrons, car leur tâche est extrêmement difficile. Les dirigeants du privé sont d'ailleurs généralement un peu moins ignorants que ceux du système public ou politique. Mais ils se trompent encore souvent sur la réalité.

Une vision coopérative de confiance

Les sociologues deviendraient-ils des « psychothérapeutes » de l'entreprise ?
Si l'on veut, mais cela dure moins longtemps, car on ne cherche pas à comprendre les traumatismes initiaux, mais à capter la réalité telle qu'elle est.

Votre rôle, à travers l'entreprise à l'écoute, est-il alors de susciter une autre conception de la communication et d'aider à motiver les agents ?

Si l'on pense qu'il faut mobiliser les individus, on commet une erreur déontologique : les motivations des gens, ça les regarde. S'ils ont de bonnes conditions de travail, avec des résultats qui les intéressent, ils se motiveront d'eux-mêmes. Le management postindustriel implique une vision coopérative de confiance. Cela demande un travail considérable, car il ne s'agit pas de recourir à une autogestion romantique, mais de créer des conditions telles que les salariés aient envie de faire ce qui est important pour eux et pour l'entreprise.

En ce qui concerne le problème de la communication, il est extraordinairement mal compris chez nous, où l'on en parle comme si cela voulait dire « bien discuter ». Or des gens qui bredouillent communiquent souvent mieux que ceux qui parlent bien. Ce n'est pas avec des déclarations en papier glacé que l'on convainc des ouvriers, des employés et même des petits chefs.

Que signifie alors « communiquer » ?

Cela veut dire une « relation », dans laquelle passent les vécus importants de part et d'autre. Si, en tant que patron, je veux transmettre quelque chose à mes collaborateurs, il faut que je comprenne comment ils vivent réellement les rapports que je veux influencer par ma communication. Pour que mon message passe, il faut que je les connaisse. La règle fondamentale de la communication c'est l'« écoute ». Mais dans la mesure où les dirigeants français sont formés à répondre à toutes les questions, à être omniscients, à dire la loi et les prophètes sans avoir besoin d'écouter personne, ils sont incapables de communiquer. Ce que nous rencontrons dans la crise latente, et parfois aiguë, de la société française tourne toujours autour de problèmes d'« écoute » : qu'il s'agisse des infirmières ou des cheminots. Prenez la vision de la « communication » véhiculée par les cabinets spécialisés, fournisseurs de moyens audiovisuels : ils obtiennent souvent le contraire de ce qui est recherché. Vous trouverez dans mon livre des exemples ahurissants de certaines entreprises où 80 % des cadres rejettent la communication qui leur est proposée. Nous sommes prisonniers d'un système où personne n'écoute personne.

Que préconisez-vous alors ?

Investir dans l'essentiel qui est l'immédiat : les rapports humains. Cela demande beaucoup plus de travail, et d'une autre nature, que l'investissement matériel. Mais c'est à terme très passionnant et très important.

Propos recueillis par GUITTA PESSIS PASTERNAK

L'AGENDA

REPRODUCTION INTERDITE

Bijoux

BIJOUX ANCIENS
BAGUES ROMANTIQUES
se chassent chez Gilet
ACHAT OR
actual. 20 % de réduction
Gilet, 18, rue d'Arcole
75004 Paris. 43-84-00-83.

Décoration

KARIN, DÉCORATEUR ÉTA-
LAGISTE, reçoit toutes pro-
positions d'aménagement
d'appartements
43-87-33-06
de 11 h à 18 h

Foie gras

GARRIGOU PATRICE
Producteur de foie gras
vous propose ses produits
naturels.
FOIES GRAS : 570 F LE KG
Magrettes, canards, séchés
et confits.
Nouvelle-Aur-Verne,
10180 Salles.
(14) 25-40-00-83.

Livres

Vous possédez des livres
anciens ? Nous avons la
même passion. Contactez-
moi. (1) 45-86-41-01.

Minéraux

Vendredi 1^{er} décembre :
12 h à 19 h
Samedi 2^e décembre :
10 h à 19 h
EXPOSITION INTERNATIONALE
VENTE - ÉCHANGE
MINÉRAUX
PIERRES PRÉCIEUSES
BIJOUX - FOSSILES
HOTEL PULLMAN
SAINT-JACQUES
17, bd Saint-Jacques 75014
PARIS - M^o St-Jacques

Modèles

POURQUOI PAS VOUS ?
Ouvert, sympathique, l'envie
de changer vos vêtements,
pour cela les créateurs
SAINT ALGUE
vous attendent nombreux pour
« coupe-brushing (40 F)
coupe-permanente (80 F)
coupe-poulet (80 F) » et
CENTRE DE PERFECTION-
NEMENT SAINT ALGUE
14, rue des Deux-Gares
Paris 10^e (M^o Gare-du-Nord
ou Gare-de-l'Est).
Des conseils vous seront
apportés en fonction de
votre style, de la texture et
de la longueur de vos che-
veux. Pour prendre R.V., il
suffit de téléphoner au 40-37-17-00.

Philosophie

EURINFO/BERLIN
Représentation en Europe de
l'Est. Reportages, photos,
productions, informations
concernant l'Europe de l'Est.
Clausius Str. 12, 1000 Ber-
lin 21, RFA.

Vacances

Tourisme
Loisirs

SKI DE FOND

HAUT JURA
3 h de Paris par T.G.V.
Yves et Liliane vous accueil-
lent (14 pers. max) dans
ferme du X^e s., confortab-
lement rénovée, chère avec a,
de bois, w.c., salle d'hiber-
nacle, cuisine équipée et légers,
cuis. mijoteuse et légères, pain
maison cuit au feu de bois.
Ambiance sympathique. De
2 200 F à 2 700 F par pers.
et semaine et compris, pain-
nourriture complète + vin, mont-
eur et matériel de ski.
(16) 91-95-12-61 ou 62.
La Crête-Agnoy.
26650 MONTBENOIT.
Louise Ricard 06, rte saison,
chambre 9 personnes, 11 conf.
42-59-29-14 province.

Le Monde

L'IMMOBILIER

appartements

ventes

3^e arrdt
Mairie-Beaubourg, Plain
saut, superbe petit 2 pos.
Impeccable, chère.
42-80-04-28.

5^e arrdt

EXCEPTIONNEL
Rénovation de luxe, hôtel
du XVIII^e, neuf pos., habité.
Restant :
Apprs 95 m² à 115 m², haut
de gamme.
42-52-03-90
43-58-04-04, poste 22.

M^o CENSER

Bel imm., p. de 1^{er}, rev. et gd
div. d'hab., 3/4 ch., hall,
entrée, cuis., office, 2 bns,
2 w.c., 1 b.s., 1 s.d., 1
chambre, central, 12 b.
bd Port-Royal, vend.,
13 h 15-16 h.

16^e arrdt

Église Autzill, très bon pla-
cement, apt 50 m², rev. à
neuf, occupé 187 ans.
(18) 55-44-09-05 (H8).

18^e arrdt

FACE VILLA DES ARTS
ATELIER ARTISTE
100 m², 9 m sous plafond,
parf. état, p. de villa, excep-
tionnel, 1 450 000 F.
42-76-09-06.

20^e arrdt

GAMBETTA
stand, 2 pos., 1 029 000 F
MARAICHERS
stand, 2 pos., 62 m², box,
1 207 000 F
Maison, 4 pos., 2 ch., 1
100 m², 4 ch., 1 b., 1 s.d.,
+ 3 ch., 1 895 000 F.
Immo Marcadet, 42-82-01-82.

94

Val-de-Marne
VILLEJUIF
Rdc., 4 pos., 89 m²,
banc., parf. 730 000 F.
Immo Marcadet, 42-82-01-82.

13 000 F LE M²

KREMLIN-BICÊTRE
300 M MÊTRE
reste à vendre
immeuble neuf
DEUX 3 PCH, LOGGIA, PARK,
ET UN 4 PCH JARDIN
TERRASSE, ORLÉANS.
47-73-81-27.

appartements

achats

Recherche 2 à 4 pos.,
PARIS pr. 6^e, 7^e, 14^e,
15^e, 4^e, 9^e, 12^e, av. ou sans
rev., FAGE 077 chs notaire
(1) 48-73-48-07, même sur.

IMMO MARCADET

rech. imm., appts ou
bureaux ciliers, même à
rénov. Paris. 42-52-01-82.

maisons

individuelles

BRY-SUR-MARNE
pr. RER et centre
ville moderne, éd. 4 chbres,
cuis., bain, jant. 800 m²,
bon état. Exceptionnel.
1 450 000 F.
Ag. Régner, 254, avenue
de la République, 77170
LE PERREUX/MARNE.
Tél. : 43-24-17-83.

locations

meublées

demandes

Paris

BARBARA FRELING
24, 16, 6, place Vendôme.
40-20-96-00
rech. pour clientèle multi-
nationale et internationale.
APPTS DE PRESTIGE, vélos
ou meublés. URGENT
PARIS, RESIDENTIEL

locations

non meublées

offres

Paris

RUE POUCHET
4 pos., 1^{er} ét., rev. neuf.
5 820 F CC.
PORTE MARVIES
3/4 pos., 1^{er} ét., 87 m², log-
gia, 7 130 F CC.
Immo Marcadet, 42-82-01-82.

Région parisienne

LOUER
ENTRE PARTICULIERS
Nouvelles locations
Paris et banl. : studios,
2, 3, 4 chbres, meub., en-
tretien, 42-58-06-10.

AGENDA

IMMOBILIER

COTE D'AZUR

DOMAINE PRIVE DU CAP BENAT

140 hectares de privilèges

Terre rare

Dernière chance d'acquies à 5 km du Levant, face aux îles d'Or, l'un des plus
beaux terrains constructibles... protégé à tout jamais au cœur d'un parc de 140 hec-
tares, classé, privé, gardé par toute l'année.

Documentation réservée. Pour la recevoir, adressez aujourd'hui même votre carte de
visite à POSIDONIA - Département vente, Domaine privé du Cap Bénat, 83230
BORMES-LES-MIMOSAS, ou téléphoner à M. JEANNOT au 94-71-27-28. Télécopie :
94-84-85-05.

Hamilton Osborne King

32 MOLESWORTH ST. DUBLIN 2 01-760251
765501 : 11 SOUTH MALL CORK 021-273171

KILLARNEY Irlande

Complex résidentiel donnant sur les
lacs, 3 miles de la ville de Killarney.
Idéal pour complexe hôtelier/tourisme.
2 300 m² sur 8 hectares de terrain.
Vente par O.P.A. le 25 octobre 1989.

Co-agents : Sam Coyne and Co. Ltd,
1, Main Street - KILLARNEY
Tél. : 19-44-353-64-31274.

25 APPARTEMENTS TRÈS SOIGNÉS

AU PIED DU TÉLÉPHÉRIQUE DE L'AIGUILLE DU MIDI

LE MORGANE

A CHAMONIX MONT-BLANC

1035-4807m

RENNES

Schmidhauser

GENÈVE

ANNEMASSE

59 92 72 30

RENNES

ANNEMASSE

59 92 72 30

RENNES

ANNEMASSE

59 92 72 30

RENNES

ANNEMASSE

59 92 72 30

RENNES

ANNEMASSE

59 92 72 30

RENNES

ANNEMASSE

59 92 72 30

RENNES

ANNEMASSE

59 92 72 30

MARCHÉS FINANCIERS

L'échec d'un projet, le succès d'un investissement

Indosuez apporte ses actions de Morgan Grenfell à la Deutsche Bank

Au lendemain du déclenchement par la Deutsche Bank d'une OPA amicale sur l'ensemble du capital de Morgan Grenfell, la Banque Indosuez a dû renoncer à son projet de devenir l'actionnaire principal de cette banque d'affaires britannique. Elle a donc décidé mercredi 29 novembre de ne pas surenchérir et a apporté sa participation de 15 % à l'offre d'achat. L'établissement français réalise au passage une confortable plus-value estimée à plus de 30 millions de livres (300 millions de francs).

« L'échec d'un projet, le succès d'un investissement ». Par cette formule, M. Antoine Jeancourt-Galignani, président d'Indosuez, commente son retrait de Morgan Grenfell au profit de la Deutsche Bank. La tentative de l'établissement français d'en devenir l'actionnaire principal avec 15 % puis 25 % du capital aura très vite tourné court, se heurtant à l'hostilité de la direction de la firme britannique et de son président M. John Craven. Après avoir envisagé de se rapprocher de la Barclays Bank, la direction s'est tournée vers un de ses actionnaires, la Deutsche Bank, qui vient de lancer une OPA sur l'intégralité du capital (le Monde du 28 novembre).

Au prix de 550 pences, l'investissement global représente 950 millions de livres (9,5 milliards de francs). Jugeant le niveau « élevé » (30 fois les bénéfices 1988 et dix-huit à vingt fois ceux de 1989), Indosuez a décidé d'apporter ses 15 % à l'offre, réalisant, au passage, plus de 30 millions de livres de plus-values et, de ne pas acquiescer 10 % supplémentaires comme le prévoyaient les accords signés avec le courtier d'assurance, Willis Faber.

En effet, c'est ce dernier qui est à l'origine du déclenchement soudain de l'offensive française à la fin de l'été. « Nous sommes venus proposer un projet d'association à Morgan Grenfell et avons fait simultanément un investissement dans la banque, explique M. Jeancourt-Galignani. Nous avions le sentiment que cet établissement ne pouvait plus conserver son indépendance, que son actionariat était trop éparpillé et que le seul de ses actionnaires importants, le courtier Willis Faber, voulait vendre rapidement après vingt-cinq ans de fidélité ».

Aussi, après avoir racheté durant l'été près de 5 % du capital de Morgan Grenfell sur le marché boursier, à 395 pences l'unité, Indosuez négociait fermement, en octobre, la moitié des actions Willis Faber à un prix moyen de 410 pences et signait une option pour l'autre moitié au prix de 462 pences. L'investissement global était alors de 1,6 milliard de francs. « Nous avons à ce moment là confirmé à Morgan Grenfell

notre projet de partenariat entre deux banques d'affaires de dimensions comparables pouvant constituer un nouvel ensemble bancaire européen. Dans cet ensemble chacun se spécialiserait et prendrait la responsabilité complète de certains métiers. A eux les fusions d'acquisitions et la gestion des capitaux. A nous les activités de financement de projet ».

Le management de Morgan Stanley refusait cette idée, comme il n'appréciait pas l'arrivée surprise de ce nouvel actionnaire. « Nous avons tenté notre chance et saisi l'opportunité », reconnaît M. Jeancourt-Galignani, nous avons acheté les titres de Willis Faber sans l'accord de Morgan Grenfell ».

Les discussions ont alors débuté dans les premiers jours de novembre, s'accompagnant de deux rencontres entre les dirigeants de Morgan Grenfell et d'Indosuez. « Dès le départ, nous avons eu le sentiment que nous avions du mal à établir l'accord. Les discussions n'ont pas tellement porté sur le projet, elles ont concerné l'hypothèse d'une OPA à 100 % ou le gel de notre participation à 25 % pendant une période d'au moins cinq ans ».

Une confortable plus-value

Ces éventualités ont été rejetées par la banque française. Si la durée du maintien de sa participation à 25 % lui paraissait trop longue, elle ne pouvait pas non plus lancer une offre sur l'intégralité du capital de la banque d'affaires en raison de l'engagement pris avec Willis Faber. Lors de la reprise des actions du courtier britannique, Indosuez s'était engagé à ne pas lancer d'OPA sur la totalité de Morgan Grenfell pendant douze mois à condition qu'aucune partie ne lance d'offre concurrente ou ne prenne de participation supérieure à 15 % (le Monde du 28 octobre).

« Si nous avions accepté de lancer une telle OPA, je crois que les dirigeants de Morgan Grenfell auraient préféré quand même une maison plus forte. De plus, nous ne l'aurions pas fait au prix proposé par la Deutsche Bank », affirme M. Jeancourt-Galignani.

« Cette banque d'affaires britannique a pendant longtemps refusé l'idée de ne plus pouvoir rester indépendante. Lorsque elle a pris conscience, lors de la vente de son indépendance aux pieds d'une maison qui est la première banque d'Europe. Elle a été plus attirée par ces considérations que par l'idée d'un partenariat ».

D'où la décision des dirigeants d'Indosuez de ne pas surenchérir et d'apporter leurs titres à l'OPA, réalisant au passage une confortable plus-value. Seul regret pourtant, côté français, celui de ne pas avoir pu présenter de projet à l'ensemble des cadres de Morgan Grenfell. Mais cela aurait-il vraiment pu modifier le cours de l'histoire ?

DOMINIQUE GALLOIS

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

NOUS INVESTISSONS AU BÉNÉLUX

PRIMAGAZ L'ENERGIE D'ALLER PLUS LOIN.

Le mardi 28 novembre 1989 ont été conclus les accords concernant l'acquisition de 100 % de la société holding PETROLANE EUROPE BV par PRIMAGAZ INTERNATIONAL BV (Pay-Bas) filiale à 100 % de la Compagnie des Gaz de Pétrole PRIMAGAZ. Celle-ci intervient sur l'ensemble de la distribution des gaz de pétrole liquéfiés (GPL) au Bénélux.

Ce nouvel investissement, qui permet de contrôler la vente de 34 000 tonnes de GPL supplémentaires, porte ainsi l'ensemble des tonnages distribués dans le Bénélux par le Groupe PRIMAGAZ, en conditionné, petit vrac et gaz carburant, à près de 100 000 tonnes permettant ainsi de bénéficier d'une réelle synergie. A ces tonnages s'ajoute une quantité équivalente commercialisée par d'industries et revendeurs.

Cet investissement, de l'ordre de 170 millions de francs, a été financé sur la trésorerie courante et par la mise en œuvre de concours bancaires antérieurement négociés.

Le chiffre d'affaires du Groupe PETROLANE EUROPE BV atteint 200 millions de francs et dégage un profit net après impôt de 11 millions de francs.



GROUPE PRIMAGAZ

NEW-YORK, 29 novembre

Baisse

A l'issue d'une séance irrégulière, la Bourse de New-York a terminé la journée de mercredi sur un repli de 13,22 points pour l'indice Dow Jones, qui est retombé sous la barre des 2 700 points, à 2 688,78. Le marché était calme avec quelques 148 millions de titres échangés. Le nombre des valeurs en baisse a dépassé celui des hausses : 396 contre 379. Le cours de 481 valeurs est resté inchangé. L'apport d'une baisse des taux d'intérêt s'estompe de plus en plus aux Etats-Unis. En effet, une petite banque américaine, qui avait il y a peu de temps abaissé son taux directeur, l'a relevé mercredi. Dans ce contexte, les investisseurs ont particulièrement privilégié les valeurs en début et en fin de séance. Il est vrai qu'une correction technique était nécessaire, estimant les investisseurs, après une hausse de 70 points enregistrée au cours des cinq séances précédentes. Le marché a néanmoins pu résister à l'annonce d'une progression de 2,7 % du FNB américain au troisième trimestre et de son chiffre de 7,2 % des bénéfices des entreprises dans le même temps. Pour les experts, ces statistiques n'ont rien apporté de nouveau. UAL, CBS et McDonald Douglas ont cédé du terrain, tandis que Boeing, Chevron et Honeywell progressaient.

VALEURS	Cours du 28 nov.	Cours du 29 nov.
Alcoa	72 7/8	72 1/2
Boeing	58 3/4	58 3/4
Chrysler	37 1/8	37 1/8
Deere	118 1/2	118
Dow Jones	41 5/8	41 1/8
Exxon	46 1/2	46 1/2
General Electric	61 3/4	61 1/2
General Motors	48 7/8	48 7/8
IBM	98 3/4	97 3/4
Intel	58 1/2	58 1/2
Johnson & Johnson	74 1/2	74 1/2
McDonald	54 3/4	54
U.S. Steel	108 1/2	108 1/2
Westinghouse	32 7/8	32 7/8
Wells Fargo	74 1/2	74 1/2
Weyerhaeuser	57 5/8	57 1/4

LONDRES, 29 novembre

Poursuite de la hausse

Malgré une réduction des gains, dans le sillage de l'ouverture faible de Wall Street et sous l'effet de prises de bénéfices, les cours ont terminé en nette hausse, mercredi, au Stock Exchange. L'indice Footsie a terminé sa séance à 2 255,6 (13,6 points) à 2 255,6.

Une forte activité spéculative concentrée sur le secteur financier a soutenu la tendance. Le volume des transactions a cependant été peu important, avec 11,3 millions de titres échangés. Les plus de 100 valeurs ont terminé en progrès, notamment les mécaniques, les pétroliers, les magasins, les industries, les pharmaciens et les assurances. Le groupe d'assurances General Accident a bondi sous l'effet d'une demande américaine, tandis que Guardian Royal Exchange s'est apprécié à la suite de rumeurs sur une prise de participation par la compagnie italienne Assicurazioni Generali. L'hôtel Savoy a fortement chuté, la rumeur d'une OPA lancée par le groupe Trusthouse Forte s'étant évanouie. Les fonds d'Etat se sont dépréciés suite à l'investissement du chancelier de l'Echiquier d'une éventuelle hausse des taux d'intérêt britanniques.

FAITS ET RÉSULTATS

Remaniements à la tête de Shearson Lehman Hutton. Le deuxième courtier américain Shearson Lehman Hutton Holdings Inc. a annoncé, mercredi 29 novembre, le transfert du président et responsable des opérations, M. Jeffrey B. Lane, à un poste moins important, en même temps qu'une série de remaniements à la tête de la maison de courtage et des nominations dans chacune des quatre branches (marché des capitaux, activité bancaire, conseil aux investisseurs et à la clientèle privée, activités filiales). Ce dernier secteur sera confié à M. Lane.

Les structures de la direction de Shearson Lehman Hutton nous ont donné satisfaction dans les années 80, mais les défis d'aujourd'hui sont différents de ceux de l'époque précédente », a déclaré le président du groupe, M. Peter A. Cohen.

Daiwa seconde de faillite ses réserves. Selon le quotidien japonais Mainichi Shinbun, Daiwa Securities, la deuxième maison de titres au Japon, aurait enregistré ses comptes en 1989 pour dissimuler quelque 10 milliards de yens (450 millions de francs) de pertes déguisées, depuis 1975, par une vingtaine de ses clients, principalement des entreprises, sur le marché boursier à qui la maison de titres avait accordé une garantie de non-perte. Un responsable de Daiwa nie l'existence de ces garanties interdites par la loi boursière, mais a reconnu des pro-

PARIS, 29 novembre

Rayon de soleil

Dans la grisaille depuis quelques jours, et notamment mardi, la Bourse de Paris a été illuminée mercredi par un rayon de soleil.

En effet, dès l'ouverture, le marché s'orientait à la hausse. Une hausse infime, puisque l'indice CAC-40 ne progressait que de 0,09 %. Mais, très vite, le mouvement a pris de l'ampleur et le marché a été entraîné à la hausse, avec un gain de 0,80 %, avant de revenir à 0,65 % à la clôture.

La séance parisienne ne pouvait pas rester longtemps indifférente à l'ambiance générale. En effet, Wall Street a continué à progresser mercredi et la Bourse de Tokyo affichait mercredi son sixième record consécutif.

Sur toutes les places, on attend une détente des taux d'intérêt dont le signal pourrait venir des Etats-Unis. La semaine dernière, la Réserve fédérale a eu quelque peu de mal à résister à la demande de baisse des taux de crédit.

De plus, M. Michel Boudin, le chef des conseillers économiques de la Maison Blanche, a déclaré mardi qu'il y avait encore de la marge pour une réduction des taux d'intérêt.

En France, malgré une hausse du taux de chômage, le foyer de l'argent au jour le jour s'est une nouvelle fois légèrement détendu mardi pour revenir à 10 1/8 %.

Les valeurs de sociétés consommatrices d'énergie étaient recherchées, les investisseurs tablant sur une baisse du prix des matières premières. Sonair était convoité après l'annonce par le groupe du rachat d'une société française en Italie.

L'action Suez était également recherchée après l'annonce par la compagnie du rachat de 23 % d'un holding d'assurance danois, Bæltia.

La MATIF était un peu mieux orientée.

Le mois de novembre s'est achevé en beauté, jeudi, à la Bourse de Tokyo. Pour la septième séance consécutive, l'indice Nikkei a battu un record après une hausse de 247,33 points, soit 0,67 %, à 37 268,79 yens.

Les arbitragistes étrangers et les fonds de placement ont largement contribué à cette nouvelle étape de hausse du marché nippon, qui, à l'ouverture de la séance, faisait plus de 100 yens. En effet, la plupart des professionnels estiment que le mouvement de hausse s'essouffait en raison notamment des menaces d'un retournement à la baisse, des taux d'intérêt en Europe ou aux Etats-Unis. Les valeurs à forte capitalisation ont été les plus recherchées.

VALEURS	Cours du 28 nov.	Cours du 29 nov.
Albi	916	1 080
Alcatel	1 780	1 780
Amis	3 400	3 420
Amis	1 780	1 780
Amis	2 230	2 230
Amis	1 230	1 230
Amis	1 230	1 230
Amis	2 570	2 600

bilèmes de report de positions dans les comptes.

Négociations Saab-Flat. Fiat aurait fait une offre de 5 milliards de couronnes (5 milliards de francs) pour racheter la division auto de Saab, a annoncé la radio nationale suédoise. Ce chiffre a été démenti par le constructeur suédois, qui confirme, néanmoins, la poursuite de négociations entre les deux groupes.

CGI-Informatique augmente son volume net de 45 %. La société de service et d'ingénierie informatique CGI, initialement créée en 1988 selon le classement 01 Informatique, a réalisé un résultat net de 118 millions de francs pour son exercice clos le 31 août 1989, en hausse de 45 %. Son chiffre d'affaires a atteint 1,23 milliard de francs pour la même période, en progression de 31 %.

Saint-Gobain classé premier de Moody's et Standard and Poor's. Cette note récompense la qualité d'une gestion et permet au groupe industriel de compléter au meilleur coût sa gamme de ressources financières.

PARIS:

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amis & Associés	448 20	448 20	Amis & Associés	207	207
Amis & Associés	144 90	144 90	Amis & Associés	207 50	207 50
Amis & Associés	305	305	Amis & Associés	188	188
Amis & Associés	190	190	Amis & Associés	5 10	5 30
Amis & Associés	170	170	Amis & Associés	201	201
Amis & Associés	306	306	Amis & Associés	240	240
Amis & Associés	280	280	Amis & Associés	401	401
Amis & Associés	2322	2322	Amis & Associés	548	548
Amis & Associés	785	785	Amis & Associés	802	802
Amis & Associés	800	800	Amis & Associés	94	94
Amis & Associés	770	770	Amis & Associés	452	452
Amis & Associés	1820	1820	Amis & Associés	783	783
Amis & Associés	343	343	Amis & Associés	700	700
Amis & Associés	328	328	Amis & Associés	367 80	367 80
Amis & Associés	838	838	Amis & Associés	314	314
Amis & Associés	700	700	Amis & Associés	250	250
Amis & Associés	270 60	270 60	Amis & Associés	880	880
Amis & Associés	1168	1168	Amis & Associés	280	280
Amis & Associés	385 60	385 60	Amis & Associés	451 20	451 20
Amis & Associés	805	805	Amis & Associés	455	455
Amis & Associés	1170	1170	Amis & Associés	314	314
Amis & Associés	574	574	Amis & Associés	238 10	238 10
Amis & Associés	188	188	Amis & Associés	287	287
Amis & Associés	188	188	Amis & Associés	286	286
Amis & Associés	14 35	14 35	Amis & Associés	308	308
Amis & Associés	207	207	Amis & Associés	507	507
Amis & Associés	316	316	Amis & Associés	190	190
Amis & Associés	920	920	Amis & Associés	100	100
Amis & Associés	276	276			
Amis & Associés	276	276			
Amis & Associés	146	146			
Amis & Associés	300	300			
Amis & Associés	1020	1020			
Amis & Associés	480	480			
Amis & Associés	275 50	275 50			
Amis & Associés	136	136			

LA BOURSE SUR MINITEL 36-15 TAPEZ LEMONDE

Marché des options négociables le 29 novembre 1989

Nombre de contrats : 26 733.

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Déc. 89	Mars 90	Déc. 89	Mars 90
Accor	840	22,70	55	-	-
Bouygues	760	6	74	-	5,60
CGE	440	6	33	10	23
EDF-Agip	490	16	7,80	4,30	8,20
Exxon	1 400	47	26	52,50	-
Leclercq-Capelle	1 771	1,38	7	16,50	19
Michelin	1 300	40	46	-	-
Paribas	580	60	82	4,60	14
Perreel-Ricard	1 500	26	-	-	-
Pengent	850	13	45	37	51,50
Saint-Gobain	640	10	30	32	-
Suez	2 000	9	60	-	-
Société Générale	520	9,50	26	10	6
Suez Financière	380	41,20	54,50	2,50	6
Thomson-CSF	160	8	15,50	6,50	11,20

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 29 novembre 1989

Nombre de contrats : 44 460.

COURS	ÉCHÉANCES		
	Déc. 89	Mars 90	Jun 90
Dernier	104,32	104,48	105,10
Précédent	104,36	104,54	105,08

Options sur notionnel

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

BOURSE DU 29 NOVEMBRE

**Cours relevés
à 17 h 32**

[illegible]

options négociables le 29 novembre :

Year	1990	1991	1992	1993
1990	100	100	100	100
1991	100	100	100	100
1992	100	100	100	100
1993	100	100	100	100
1994	100	100	100	100
1995	100	100	100	100
1996	100	100	100	100
1997	100	100	100	100
1998	100	100	100	100
1999	100	100	100	100
2000	100	100	100	100
2001	100	100	100	100
2002	100	100	100	100
2003	100	100	100	100
2004	100	100	100	100
2005	100	100	100	100
2006	100	100	100	100
2007	100	100	100	100
2008	100	100	100	100
2009	100	100	100	100
2010	100	100	100	100
2011	100	100	100	100
2012	100	100	100	100
2013	100	100	100	100
2014	100	100	100	100
2015	100	100	100	100
2016	100	100	100	100
2017	100	100	100	100
2018	100	100	100	100
2019	100	100	100	100
2020	100	100	100	100
2021	100	100	100	100
2022	100	100	100	100
2023	100	100	100	100
2024	100	100	100	100
2025	100	100	100	100
2026	100	100	100	100
2027	100	100	100	100
2028	100	100	100	100
2029	100	100	100	100
2030	100	100	100	100
2031	100	100	100	100
2032	100	100	100	100
2033	100	100	100	100
2034	100	100	100	100
2035	100	100	100	100
2036	100	100	100	100
2037	100	100	100	100
2038	100	100	100	100
2039	100	100	100	100
2040	100	100	100	100
2041	100	100	100	100
2042	100	100	100	100
2043	100	100	100	100
2044	100	100	100	100
2045	100	100	100	100
2046	100	100	100	100
2047	100	100	100	100
2048	100	100	100	100
2049	100	100	100	100
2050	100	100	100	100
2051	100	100	100	100
2052	100	100	100	100
2053	100	100	100	100
2054	100	100	100	100
2055	100	100	100	100
2056	100	100	100	100
2057	100	100	100	100
2058	100	100	100	100
2059	100	100	100	100
2060	100	100	100	100
2061	100	100	100	100
2062	100	100	100	100
2063	100	100	100	100
2064	100	100	100	100
2065	100	100	100	100

MATIF

Continued from page 10	
1964, 11	1964, 11
1964, 12	1964, 12
1964, 12	1964, 12
Continued from page 10	
1964, 11	1964, 11
1964, 12	1964, 12
1964, 12	1964, 12

INDICES

NGES BOURSES

...the ...
...the ...
...the ...

[illegible]

一、基本案情
 二、法律分析
 三、处理意见
 四、法律依据
 五、其他事项

[illegible]

DE DES EUROMONNAIES

[illegible][illegible][illegible]

Comptant (sélection)	SICAV (sélection)	29/11
-----------------------------	--------------------------	--------------

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission fraie incl.	Rachet net	VALEURS	Emission fraie incl.	Rachet net	VALEURS	Emission fraie incl.	Rachet net
Obligations																				
Emp. 5.83 % 77	121.50	4.581	Chamex Dyl	150	122.50	Magnésie Unipax	...	153	Vins	...	169.90	A.A.A.	1119.82	1082.51	France-Gazelle	268.52	267.96	Paribas Opportunisme	124.81	119.72
9.80 % 78/93	100	3.759	C.I.L. (France) del	231	705	Magnat S.A.	...	89.90	Waternass S.A.	...	144.60	Action	228.08	233.25	France-Invest	112.74	109.95	Paribas Patrimoine	59.79	58.97
10.80 % 79/94	102.20	2.565	C.I.L. (France) del	2060	2060	Ministère des P&T	...	370	Bross. de Mass.	...	...	Action France	582.20	591.16	France-Invest	455.52	444.41	Paribas Rénouveau	89.87	89.07
12.25 % 80/90	101.40	6.486	Chamex	1152	1152	Ministère des P&T	...	608	...	...	...	Action France	660.62	644.45	France-ObliGations	438.58	455.01	Paribas Rénouveau	170.13	170.55
12.50 % 82/90	100.81	14.203	Chamex	1289	1289	Ministère des P&T	...	215	...	...	...	A.G.F. Action	625.11	650.71	France-ObliGations	492.46	478.11	Paribas Rénouveau	69.55	67.44
16.5 % 82/94	100.09	1.584	Cogit	362	362	Neon	...	280	...	...	...	A.G.F. Action	1222.38	1222.32	France-ObliGations	122.12	119.89	Paribas Rénouveau	289.25	294.94
14.80 % 82/83	105.10	11.240	Cogit	785	785	Neon	...	427.20	...	...	...	A.G.F. Action	1065.12	1054.57	France-ObliGations	131.57	127.01	Paribas Rénouveau	777.95	798.93
12.40 % 82/83	112.53	10.330	Cogit	9480	9480	Neon	...	215	...	...	...	A.G.F. Action	1065.12	1054.57	France-ObliGations	131.57	127.01	Paribas Rénouveau	1180.27	1198.08
12.20 % 82/84	106.85	1.738	Cogit	605	605	Neon	...	1388	...	...	...	A.G.F. Action	125.90	122.83	France-ObliGations	29.30	28.87	Paribas Rénouveau	7202.40	7188.40
11 % 85/85	109.50	8.408	Cogit	1415	1415	Neon	...	361	...	...	...	A.G.F. Action	139.89	130.82	France-ObliGations	34.01	33.51	Paribas Rénouveau	57.46	57.00
10.25 % 85/88	103.55	5.765	Cogit	820	820	Neon	...	726	...	...	...	A.G.F. Action	139.89	130.82	France-ObliGations	34.01	33.51	Paribas Rénouveau	57.46	57.00
CHF 12.75 % 83	...	...	Cogit	612	612	Neon	...	345	...	...	...	A.G.F. Action	1094.77	1094.77	France-ObliGations	1274.98	1274.98	Paribas Rénouveau	113.70	113.70
CHF 12.50 % 2000	...	...	Cogit	582	582	Neon	...	438	...	...	...	A.G.F. Action	1094.77	1094.77	France-ObliGations	1274.98	1274.98	Paribas Rénouveau	113.70	113.70
CHF 9.50 % 1987	104.12	8.125	Cogit	1668	1668	Neon	...	726	...	...	...	A.G.F. Action	1094.77	1094.77	France-ObliGations	1274.98	1274.98	Paribas Rénouveau	113.70	113.70
CHF 9.50 % 1987	104.12	8.125	Cogit	1668	1668	Neon	...	726	...	...	...	A.G.F. Action	1094.77	1094.77	France-ObliGations	1274.98	1274.98	Paribas Rénouveau	113.70	113.70
CHF 9.50 % 1987	104.12	8.125	Cogit	1668	1668	Neon	...	726	...	...	...	A.G.F. Action	1094.77	1094.77	France-ObliGations	1274.98	1274.98	Paribas Rénouveau	113.70	113.70
CHF 9.50 % 1987	104.12	8.125	Cogit	1668	1668	Neon	...	726	...	...	...	A.G.F. Action	1094.77	1094.77	France-ObliGations	1274.98	1274.98	Paribas Rénouveau	113.70	113.70
CHF 9.50 % 1987	104.12	8.125	Cogit	1668	1668	Neon	...	726	...	...	...	A.G.F. Action	1094.77	1094.77	France-ObliGations	1274.98	1274.98	Paribas Rénouveau	113.70	113.70
CHF 9.50 % 1987	104.12	8.125	Cogit	1668	1668	Neon	...	726	...	...	...	A.G.F. Action	1094.77	1094.77	France-ObliGations	1274.98	1274.98	Paribas Rénouveau	113.70	113.70
CHF 9.50 % 1987	104.12	8.125	Cogit	1668	1668	Neon	...	726	...	...	...	A.G.F. Action	1094.77	1094.77	France-ObliGations	1274.98	1274.98	Paribas Rénouveau	113.70	113.70
CHF 9.50 % 1987	104.12	8.125	Cogit	1668	1668	Neon	...	726	...	...	...	A.G.F. Action	1094.77	1094.77	France-ObliGations	1274.98	1274.98	Paribas Rénouveau	113.70	113.70
CHF 9.50 % 1987	104.12	8.125	Cogit	1668	1668	Neon	...	726	...	...	...	A.G.F. Action	1094.77	1094.77	France-ObliGations	1274.98	1274.98	Paribas Rénouveau	113.70	113.70
CHF 9.50 % 1987	104.12	8.125	Cogit	1668	1668	Neon	...	726	...	...	...	A.G.F. Action	1094.77	1094.77	France-ObliGations	1274.98	1274.98	Paribas Rénouveau	113.70	113.70
CHF 9.50 % 1987	104.12	8.125	Cogit	1668	1668	Neon	...	726	...	...	...	A.G.F. Action	1094.77	1094.77	France-ObliGations	1274.98	1274.98	Paribas Rénouveau	113.70	113.70
CHF 9.50 % 1987	104.12	8.125	Cogit	1668	1668	Neon	...	726	...	...	...	A.G.F. Action	1094.77	1094.77	France-ObliGations	1274.98	1274.98	Paribas Rénouveau	113.70	113.70
CHF 9.50 % 1987	104.12	8.125	Cogit	1668	1668	Neon	...	726	...	...	...	A.G.F. Action	1094.77	1094.77	France-ObliGations	1274.98	1274.98	Paribas Rénouveau	113.70	113.70
CHF 9.50 % 1987	104.12	8.125	Cogit	1668	1668	Neon	...	726	...	...	...	A.G.F. Action	1094.77	1094.77	France-ObliGations	1274.98	1274.98	Paribas Rénouveau	113.70	113.70
CHF 9.50 % 1987	104.12	8.125	Cogit	1668	1668	Neon	...	726	...	...	...	A.G.F. Action	1094.77	1094.77	France-ObliGations	1274.98	1274.98	Paribas Rénouveau	113.70	113.70
CHF 9.50 % 1987	104.12	8.125	Cogit	1668	1668	Neon	...	726	...	...	...	A.G.F. Action	1094.77	1094.77	France-ObliGations	1274.98	1274.98	Paribas Rénouveau	113.70	113.70
CHF 9.50 % 1987	104.12	8.125	Cogit	1668	1668	Neon	...	726	...	...	...	A.G.F. Action	1094.77	1094.77	France-ObliGations	1274.98	1274.98	Paribas Rénouveau	113.70	113.70
CHF 9.50 % 1987	104.12	8.125	Cogit	1668	1668	Neon	...	726	...	...	...	A.G.F. Action	1094.77	1094.77	France-ObliGations	1274.98	1274.98	Paribas Rénouveau	113.70	113.70
CHF 9.50 % 1987	104.12	8.125	Cogit	1668	1668	Neon	...	726	...	...	...	A.G.F. Action	1094.77	1094.77	France-ObliGations	1274.98	1274.98	Paribas Rénouveau	113.70	113.70
CHF 9.50 % 1987	104.12	8.125	Cogit	1668	1668	Neon	...	726	...	...	...	A.G.F. Action	1094.77	1094.77	France-ObliGations	1274.98	1274.98	Paribas Rénouveau	113.70	113.70
CHF 9.50 % 1987	104.12	8.125	Cogit	1668	1668	Neon	...	726	...	...	...	A.G.F. Action	1094.77	1094.77	France-ObliGations	1274.98	1274.98	Paribas Rénouveau	113.70	113.70
CHF 9.50 % 1987	104.12	8.125	Cogit	1668	1668	Neon	...	726	...	...	...	A.G.F. Action	1094.77	1094.77	France-ObliGations	1274.98	1274.98	Paribas Rénouveau	113.70	113.70
CHF 9.50 % 1987	104.12	8.125	Cogit	1668	1668	Neon	...	726	...	...	...	A.G.F. Action	1094.77	1094.77	France-ObliGations	1274.98	1274.98	Paribas Rénouveau	113.70	113.70
CHF 9.50 % 1987	104.12	8.125	Cogit	1668	1668	Neon	...	726	...	...	...	A.G.F. Action	1094.77	1094.77	France-ObliGations	1274.98	1274.98	Paribas Rénouveau	113.70	113.70
CHF 9.50 % 1987	104.12	8.125	Cogit	1668	1668	Neon	...	726	...	...	...	A.G.F. Action	1094.77	1094.77	France-ObliGations	1274.98	1274.98	Paribas Rénouveau	113.70	113.70
CHF 9.50 % 1987	104.12	8.125	Cogit	1668	1668	Neon	...	726	...	...	...	A.G.F. Action	1094.77	1094.77	France-ObliGations	1274.98	1274.98	Paribas Rénouveau	113.70	113.70
CHF 9.50 % 1987	104.12	8.125	Cogit	1668	1668	Neon	...	726	...	...	...	A.G.F. Action	1094.77	1094.77	France-ObliGations	1274.98	1274.98	Paribas Rénouveau	113.70	113.70
CHF 9.50 % 1987	104.12	8.125	Cogit	1668	1668	Neon	...	726	...	...	...	A.G.F. Action	1094.77	1094.77	France-ObliGations	1274.98	1274.98	Paribas Rénouveau	113.70	113.70
CHF 9.50 % 1987	104.12	8.125	Cogit	1668	1668	Neon	...	726	...	...	...	A.G.F. Action	1094.77	1094.77	France-ObliGations	1274.98	1274.98	Paribas Rénouveau	113.70	113.70
CHF 9.50 % 1987	104.12	8.125	Cogit	1668	1668	Neon	...	726	...	...	...	A.G.F. Action	1094.77	1094.77	France-ObliGations	1274.98	1274.98	Paribas Rénouveau	113.70	113.70
CHF 9.50 % 1987	104.12	8.125	Cogit	1668	1668	Neon	...	726	...	...	...	A.G.F. Action	1094.77	1094.77	France-ObliGations	1274.98	1274.98	Paribas Rénouveau	113.70	113.70
CHF 9.50 % 1987	104.12	8.125	Cogit	1668	1668	Neon	...	726	...	...	...	A.G.F. Action	1094.77	1094.77	France-ObliGations	1274.98	1274.98	Paribas Rénouveau	113.70	113.70
CHF 9.50 % 1987	104.12	8.125	Cogit	1668	1668	Neon	...	726	...	...	...	A.G.F. Action	1094.77	1094.77	France-ObliGations	1274.98	1274.98	Paribas Rénouveau	113.70	113.70
CHF 9.50 % 1987	104.12	8.125	Cogit	1668	1668	Neon	...	726	...	...	...	A.G.F. Action	1094.77	1094.77	France-ObliGations	1274.98	1274.98	Paribas Rénouveau	113.70	113.70
CHF 9.50 % 1987	104.12	8.125	Cogit	1668	1668	Neon	...	726	...	...	...	A.G.F. Action	1094.77	1094.77	France-ObliGations	1274.98	1274.98	Paribas Rénouveau	113.70	113.70
CHF 9.50 % 1987	104.12	8.125	Cogit	1668	1668	Neon	...	726	...	...	...	A.G.F. Action	1094.77	1094.77	France-ObliGations	1274.98	1274.98	Paribas Rénouveau	113.70	113.70
CHF 9.50 % 1987	104.12	8.125	Cogit	1668	1668	Neon	...	726	...	...	...	A.G.F. Action	1094.77	1094.77	France-ObliGations	1274.98	1274.98	Paribas Rénouveau	113.70	113.70
CHF 9.50 % 1987	104.12	8.125	Cogit	1668	1668	Neon	...	726	...	...	...	A.G.F. Action	1094.77	1094.77	France-ObliGations	1274.98	1274.98	Paribas Rénouveau	113.70	113.70
CHF 9.50 % 1987	104.12	8.125	Cogit	1668	1668	Neon	...	726	...	...	...	A.G.F. Action	1094.77	1094.77	France-ObliGations	1274.98	1274.98	Paribas Rénouveau	113.70	113.70
CHF 9.50 % 1987	104.12	8.125	Cogit	1668	1668	Neon	...	726	...	...	...	A.G.F. Action	1094.77	1094.77	France-ObliGations	1274.98	1274.98	Paribas Rénouveau	113.70	113.70
CHF 9.50 % 1987	104.12	8.125	Cogit	1668	1668	Neon	...	726	...	...	...	A.G.F. Action	1094.77	1094.77	France-ObliGations	1274.98	1274.98	Paribas Rénouveau	113.70	113.70
CHF 9.50 % 1987	104.12	8.125	Cogit	1668	1668	Neon	...	726	...	...	...	A.G.F. Action	1094.77	1094.77	France-ObliGations	1274.98	1274.98	Paribas Rénouveau	113.70	113.70
CHF 9.50 % 1987	104.12	8.125	Cogit	1668	1668	Neon	...	726	...	...	...	A.G.F. Action	1094.77	1094.77	France-ObliGations	1274.98	1274.98	Paribas Rénouveau	113.70	113.70
CHF 9.50 % 1987	104.12	8.125	Cogit	1668	1668	Neon	...	726	...	...	...	A.G.F. Action	1094.77	1094.77	France-ObliGations	1274.98	1274.98	Paribas Rénouveau	113.70	113.70
CHF 9.50 % 1987	104.12	8.125	Cogit	1668	1668	Neon	...	726	...	...	...	A.G.F. Action	1094.77	1094.77	France-ObliGations	1274.98	1274.98	Paribas Rénouveau	113.70	113.70
CHF 9.50 % 1987	104.12	8.125	Cogit	1668	1668	Neon	...	726	...	...	...	A.G.F. Action	1094.77	1094.77	France-ObliGations	1274.98	1274.98	Paribas Rénouveau	113.70	113.70
CHF 9.50 % 1987	104.12	8.125	Cogit	1668	1668	Neon	...	726	...	...	...	A.G.F. Action	1094.77	1094.77	France-ObliGations	1274.98	1274.98	Paribas Rénouveau	113.70	113.70
CHF 9.50 % 1987	104.12	8.125	Cogit	1668	166															

Cote des changes	Londres	120	125	Singapour-Hongkong	168 94	520 52	Manila-Philippines	1670 70	1629 74	Lima-Asiatic	1322 41	1278 93
	Ceylan	120	125	Batavia	618 85	620 32	Batavia	603 49 91	603 49 91	Union-Asiatic	1614 13	1551 05
	C. d'Inde, Fawcett	180 10		Sourabaya	5552 11	5552 11	Sourabaya	572 81	572 81	Valencia	682 41	677 98
	C. d'Inde, Fawcett	380	380	Singapour Long-Term	191 04	191 04	Manila-Philippines	1202 81	1202 81	Valencia	1800 25	1678 28
	C. d'Inde, Fawcett	125	125	Singapour Long-Term	191 04	191 04	Manila-Philippines	1202 81	1202 81	Valencia	1800 25	1678 28
	C. d'Inde, Fawcett	125	125	Singapour Long-Term	191 04	191 04	Manila-Philippines	1202 81	1202 81	Valencia	1800 25	1678 28
	C. d'Inde, Fawcett	125	125	Singapour Long-Term	191 04	191 04	Manila-Philippines	1202 81	1202 81	Valencia	1800 25	1678 28

MARCHÉ OFFICIEL		COURS		COURS DES BILLETS		MONNAIES		COURS	
	préc.	28/11	Achat	Vente	préc.	29/11	préc.	29/11	
Cash-100 \$	6 136	6 072	5 980	6 350					
100 \$	6 948	6 827							
100 \$	341 280	341 330		361 500	80000	80100			
100 \$	18 210	18 230	14 750		80 000	80 100			
100 \$	302 580	302 750	283	312	516	514			
100 \$	89 800	87 500	85	82	458	459			
100 \$	87 800	87 400	86 500	83 500	176 300	177 700			
100 \$	18 210	18 230	14 750		80 000	80 100			
100 \$	302 580	302 750	283	312	516	514			
100 \$	89 800	87 500	85	82	458	459			
100 \$	87 800	87 400	86 500	83 500	176 300	177 700			
100 \$	18 210	18 230	14 750		80 000	80 100			
100 \$	302 580	302 750	283	312	516	514			
100 \$	89 800	87 500	85	82	458	459			
100 \$	87 800	87 400	86 500	83 500	176 300	177 700			
100 \$	18 210	18 230	14 750		80 000	80 100			
100 \$	302 580	302 750	283	312	516	514			
100 \$	89 800	87 500	85	82	458	459			
100 \$	87 800	87 400	86 500	83 500	176 300	177 700			
100 \$	18 210	18 230	14 750		80 000	80 100			
100 \$	302 580	302 750	283	312	516	514			
100 \$	89 800	87 500	85	82	458	459			
100 \$	87 800	87 400	86 500	83 500	176 300	177 700			
100 \$	18 210	18 230	14 750		80 000	80 100			
100 \$	302 580	302 750	283	312	516	514			
100 \$	89 800	87 500	85	82	458	459			
100 \$	87 800	87 400	86 500	83 500	176 300	177 700			
100 \$	18 210	18 230	14 750		80 000	80 100			
100 \$	302 580	302 750	283	312	516	514			
100 \$	89 800	87 500	85	82	458	459			
100 \$	87 800	87 400	86 500	83 500	176 300	177 700			
100 \$	18 210	18 230	14 750		80 000	80 100			
100 \$	302 580	302 750	283	312	516	514			
100 \$	89 800	87 500	85	82	458	459			
100 \$	87 800	87 400	86 500	83 500	176 300	177 700			
100 \$	18 210	18 230	14 750		80 000	80 100			
100 \$	302 580	302 750	283	312	516	514			
100 \$	89 800	87 500	85	82	458	459			
100 \$	87 800	87 400	86 500	83 500	176 300	177 700			
100 \$	18 210	18 230	14 750		80 000	80 100			
100 \$	302 580	302 750	283	312	516	514			
100 \$	89 800	87 500	85	82	458	459			
100 \$	87 800	87 400	86 500	83 500	176 300	177 700			
100 \$	18 210	18 230	14 750		80 000	80 100			
100 \$	302 580	302 750	283	312	516	514			
100 \$	89 800	87 500	85	82	458	459			
100 \$	87 800	87 400	86 500	83 500	176 300	177 700			
100 \$	18 210	18 230	14 750		80 000	80 100			
100 \$	302 580	302 750	283	312	516	514			
100 \$	89 800	87 500	85	82	458	459			
100 \$	87 800	87 400	86 500	83 500	176 300	177 700			
100 \$	18 210	18 230	14 750		80 000	80 100			
100 \$	302 580	302 750	283	312	516	514			
100 \$	89 800	87 500	85	82	458	459			
100 \$	87 800	87 400	86 500	83 500	176 300	177 700			
100 \$	18 210	18 230	14 750		80 000	80 100			
100 \$	302 580	302 750	283	312	516	514			
100 \$	89 800	87 500	85	82	458	459			
100 \$	87 800	87 400	86 500	83 500	176 300	177 700			
100 \$	18 210	18 230	14 750		80 000	80 100			
100 \$	302 580	302 750	283	312	516	514			
100 \$	89 800	87 500	85	82	458	459			
100 \$	87 800	87 400	86 500	83 500	176 300	177 700			
100 \$	18 210	18 230	14 750		80 000	80 100			
100 \$	302 580	302 750	283	312	516	514			
100 \$	89 800	87 500	85	82	458	459			
100 \$	87 800	87 400	86 500	83 500	176 300	177 700			
100 \$	18 210	18 230	14 750		80 000	80 100			
100 \$	302 580	302 750	283	312	516	514			
100 \$	89 800	87 500	85	82	458	459			
100 \$	87 800	87 400	86 500	83 500	176 300	177 700			
100 \$	18 210	18 230	14 750		80 000	80 100			
100 \$	302 580	302 750	283	312	516	514			
100 \$	89 800	87 500	85	82	458	459			
100 \$	87 800	87 400	86 500	83 500	176 300	177 700			
100 \$	18 210	18 230	14 750		80 000	80 100			
100 \$	302 580	302 750	283	312	516	514			
100 \$	89 800	87 500	85	82	458	459			
100 \$	87 800	87 400	86 500	83 500	176 300	177 700			
100 \$	18 210	18 230	14 750		80 000	80 100			
100 \$	302 580	302 750	283	312	516	514			
100 \$	89 800	87 500	85	82	458	459			
100 \$	87 800	87 400	86 500	83 500	176 300	177 700			
100 \$	18 210	18 230	14 750		80 000	80 100			
100 \$	302 580	302 750	283	312	516	514			
100 \$	89 800	87 500	85	82	458	459			
100 \$	87 800	87 400	86 500	83 500	176 300	177 700			
100 \$	18 210	18 230	14 750		80 000	80 100			
100 \$	302 580	302 750	283	312	516	514			
100 \$	89 800	87 500	85	82	458	459			
100 \$	87 800	87 400	86 500	83 500	176 300	177 700			
100 \$	18 210	18 230	14 750		80 000	80 100			
100 \$	302 580	302 750	283	312	516	514			
100 \$	89 800	87 500	85	82	458	459			
100 \$	87 800	87 400	86 500	83 500	176 300	177 700			
100 \$	18 210	18 230	14 750		80 000	80 100			
100 \$	302 580	302 750	283	312	516	514			
100 \$	89 800	87 500	85	82	458	459			
100 \$	87 800	87 400	86 500	83 500	176 300	177 700			
100 \$	18 210	18 230	14 750		80 000	80 100			
100 \$	302 580	302 750	283	312	516	514			
100 \$	89 800	87 500	85	82	458	459			
100 \$	87 800	87 400	86 500	83 500	176 300	177 700			
100 \$	18 210	18 230	14 750		80 000	80 100			
100 \$	302 580	302 750	283	312	516	514			
100 \$	89 800	87 500	85	82	458	459			
100 \$	87 800	87 400	86 500	83 500	176 300	177 700			
100 \$	18 210	18 230	14 750		80 000	80 100			
100 \$	302 580	302 750	283	312	516	514			
100 \$	89 800	87 500	85	82	458	459			
100 \$	87 800	87 400	86 500	83 500	176 300	177 700			
100 \$	18 210	18 230	14 750		80 000	80 100			
100 \$	302 580	302 750	283	312	516	514			
100 \$	89 800	87 500	85	82	458	459			
100 \$	87 800	87 400	86 500	83 500	176 300	177 700			
100 \$	18 210	18 230	14 750		80 000	80 100			
100 \$	302 580	302 750	283	312	516	514			
100 \$	89 800	87 500	85	82	458	459			
100 \$	87 800	87 400	86 500	83 500	176 300	177 700			
100 \$	18 210	18 230	14 750		80 000	80 100			
100 \$	302 580	302 750	283	312	516	514			
100 \$	89 800	87 500	85	82	458	459			
100 \$	87 800	87 400	86 500	83 500	176 300	177 700			
100 \$	18 210	18 230	14 750		80 000	80 100			
100 \$	302 580	302 750	283	312	516	514			
100 \$	89 800	87 500	85	82	458	459			
100 \$	87 800	87 400	86 500	83 500	176 300	177 700			
100 \$	18 210	18 230	14 750		80 000	80 100			
100 \$	302 580	302 750	283	312	516	514			
100 \$	89 800	87 500	85	82	458	459			
100 \$	87 800	87 400	86 500	83 500	176 300	177 700			
100 \$	18 210	18 230	14 750		80 000	80 100			
100 \$	302 580	302 750	283	312	516	514			
100 \$	89 800	87 500	85	82	458	459			
100 \$	87 800	87 400	86 500	83 500	176 300	177 700			
100 \$	18 210	18 230	14 750		80 000	80 100			
100 \$	302 580	302 750	283	312	516	514			
100 \$	89 800	87 500	85	82	458	459			
100 \$	87 800	87 400	86 500	83 500	176 300	177 700			
100 \$	18 210	18 230	14 750		80 000	80 100			
100 \$	302 580	302 750	283	312	516	514			
100 \$	89 800	87 500	85	82	458	459			
100 \$	87 800	87 400	86 500	83 500	176 300	177 700			
100 \$	18 210	18 230	14 750		80 000	80 100			
100 \$	302 580	302 750	283	312	516	514			
100 \$	89 800	87 500	85	82	458	459			
100 \$	87 800	87 400	86 500	83 500	176 300	177 700			
100 \$	18 210	18 230	14 750		80 000	80 100			
100 \$	302 580	302 750	283	312	516	514			
100 \$	89 800	87 500	85	82	458	459			
100 \$	87 800	87 400	86 500	83 500	176 300	177 700			
100 \$	18 210	18 230	14 750		80 000	80 100			
100 \$	302 580	302 750	283	312	516	514			
100 \$	89 800	87 500	85	82	458	459			
10									

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

RFA : L'assassinat d'Alfred Herrhausen, président de la Deutsche Bank

Un grand banquier attentif au tiers-monde

C'est une personnalité peu banale, on ne peut plus typée, qui vient d'être assassiné à l'âge de cinquante-neuf ans dans la charmante ville thermale de Bad-Hombourg où il avait sa résidence. Il était depuis deux ans le seul « patron » (en tant que président du conseil d'administration) de la plus puissante et la plus prestigieuse banque allemande, celle que notre ancien collaborateur Christopher Hedges appelait « l'impérial Deutsche Bank ». Non seulement pour la hauteur de ses tours à Francfort, mais aussi pour la tenue et le professionnalisme de son action.

« Il doit être clair que, en ce qui concerne l'endettement international, beaucoup plus qu'un problème d'argent en soi », disait Alfred Herrhausen. Il n'avait pas attendu le Plan Brady pour préconiser un vaste programme de remise partielle des dettes et d'allègement des taux d'intérêt. Le « Plan Herrhausen », comme on l'appellait au FMI,

il l'avait lancé dès 1986, non sans soulever de vives protestations de la part de ses collègues et notamment du président de la deuxième banque allemande, la Commerzbank.

Plus récemment, Alfred Herrhausen déclarait que c'est à la RDA, riche en devises, de résoudre par priorité l'approvisionnement en monnaie convertible des visiteurs est-allemands à l'Ouest. Pour la Pologne, les crédits ne peuvent venir exclusivement des banques : les gouvernements doivent prendre leurs responsabilités. Ces propos n'étaient pas en contradiction avec l'attitude d'ouverture vers les pays d'Amérique latine. C'est en tant que banquier, soucieux du possible mais d'un possible englobant la dimension politique, qu'il s'exprimait toujours. Son amitié avec le chancelier Kohl était comme une donnée de la politique intérieure allemande. Pour retrouver un pré-

cedent, il faut remonter au temps de Conrad Adenauer, qui entendait pareillement les conseils du plus grand banquier d'Allemagne et peut-être de l'Europe pendant les vingt-cinq premières années qui suivirent le fin de la guerre, Josef Abs, lui aussi président de la Deutsche Bank.

On l'appellait par là « Herrgott » (Dieu tout-puissant). Bâti en colosse, le jugement rapide, l'homme pouvait en effet symboliser l'extraordinaire réussite bancaire de son établissement et, au-delà, de la place financière de Francfort. On a beaucoup parlé en Allemagne au cours des derniers mois de l'influence des banques dans l'industrie, un des chevaux de bataille de la gauche gauchisante outre-Rhin. La Deutsche Bank ayant une forte participation au sein de Daimler-Benz, devenu depuis l'absorption de Messerschmitt-Boelkow-Blohm (MBB) de très loin le plus grand

groupe industriel du pays, Alfred Herrhausen présidait le conseil de surveillance de ce dernier. Il avait pourtant d'abord déconseillé la fusion à son ami Edgard Reuter qu'il avait beaucoup contribué à faire nommer à la tête de Daimler-Benz. Alfred Herrhausen ne croyait pas que l'avance industrielle allemande était un fait acquis. Il se plaisait à dire que son plus sûr garant, c'était, non pas les grandes sociétés, mais le fameux Mittelstand, le tissu serré des petites et moyennes entreprises.

Dans le domaine bancaire, sa dernière initiative aura été de soulever à l'indus le contrôle de la firme londonienne Morgan Grenfell. Sans trop de grincements de dents, Alfred Herrhausen avait aussi jusqu'à ne pas aller trop loin pour ne pas indisposer ses pairs et concurrents. Ses relations avec les banquiers de Paris étaient bonnes, parfois cordiales.

PAUL FABRA

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

France : « de la peste communautaire », par Maxime Rodinson. Liban : « Les déesses de Jébel », par Claude Khal 2

La nouvelle épreuve de force au Liban

L'ampleur des manifestations de soutien au général Aoun embarrasse les dirigeants politiques 9

Les mercenaires aux Comores

Des opposants demandent l'interdiction de la France 8

Le printemps de Giscard

L'ancien président de la République rêve à un nouveau destin national. Regardé par son retour sur le devant de la scène, il règle ses comptes et dresse de nouveaux plans de bataille 11

M. Noir

et le Front national

Dans un entretien au Monde, M. Michel Noir estime que la droite a obtenu de meilleurs résultats aux législatives partielles de Dreux et Marseille parce qu'elle a fait, dans ces deux villes, « les yeux doux à l'extrême droite » 12

SECTION B

La journée mondiale du sida

Dans un entretien au Monde le docteur Jonathan Mann dresse le bilan de l'épidémie et s'inquiète de sa progression mondiale. L'aide aux pays africains les plus menacés apparaît insuffisante pour enrayer la maladie 13

Deux cents gendarmes et policiers à Longo Mai

Sur commission rogatoire de deux juges chargés de l'instruction de deux meurtres de militants Kurdes, deux cents policiers et gendarmes ont investi la coopérative agricole Longo Mai dans les Alpes-de-Haute-Provence. « Eu égard à l'ampleur des moyens, l'opération s'est soldée par un maigre résultat » 16

Suisse : la lutte contre le blanchiment d'argent « sale »

La Chambre des députés suisse a adopté un projet de loi réprimant le blanchiment d'argent de la drogue. Ce projet de loi avait été élaboré par le gouvernement après la découverte dans ce pays d'un vaste réseau de recyclage de narcotiques, « la filière libanaise » 18

Danse à Monte-Carlo

Invité par Caroline de Monaco, le chorégraphe québécois Boris Eymann a dirigé les ballets de Monte-Carlo dans une adaptation du Barbier de Séville, pas tout à fait convaincante 18

Sports

Le nouveau circuit du tennis professionnel ne fait pas l'unanimité parmi les joueurs réunis pour la dernière édition du tournoi des Maitres à New-York. 24

SECTION C

LIVRES • IDÉES

Un entretien avec Kenzaburô Oe

Pour l'écrivain japonais qui publie M/T et l'histoire des merveilles de la forêt, Vire c'est raconter l'histoire c'est vivre 25

Le feuilleton de Michel Braudeau

Les lois de l'indécision : les correspondances de Gide, Larbaud, Giraudoux, Paulhan et Ungaretti 26

Un inédit de Jacques Vade

On mobilise... une nouvelle inédite de l'écrivain mort en 1919 28

D'autres mondes

La chronique de Nicole Zand : Alexander Wat, les pieds dans le tapis de l'histoire 35

SECTION D

Démission à Eurotunnel

M. Jean-Paul Parayre, PDG de Dumez, quitte le conseil d'administration 37

Lancement de l'hélicoptère de combat franco-allemand

Un projet de 6,4 milliards de francs pour MBB et l'Adroptopelle 37

Un emprunt en Pologne

1,5 milliard de dollars séparé pour éponger la masse monétaire 38

AFFAIRES

Coca-Cola : Chassez le naturel, il revient au galop

Le 10 novembre dernier, le cours Coca-Cola a atteint un sommet historique : 72 dollars. La firme américaine semble avoir gagné la bataille des cotés 41 et 42

Les chèques-vacances sortent de l'ombre

Lancé à grand fracas en 1982, les chèques-vacances débouchent enfin sur un bilan positif 43

Services

Abonnements 20
Annonces classées 45
Campus 22
Carnet 22
Marchés financiers 46 et 47
Météorologie 22
Mots croisés 22
Radio-télévision 23
Loto, loterie 23

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 30 novembre 1989 a été tiré à 532 600 exemplaires

Les précédents attentats en RFA

Mai 1972 : une série d'attentats contre le quartier des forces américaines de Francfort et de Heidelberg fait quatre morts.

10 novembre 1974 : assassinat de M. Gunther von Drenkmann, président du tribunal de grande instance de Berlin-Ouest.

19 octobre 1977 : découverte du corps d'Hans Martin Schleyer, président du patronat ouest-allemand, qui avait été enlevé le 5 septembre.

1^{er} février 1986 : Ernst Zimmermann, président des industries aéronautiques allemandes est assassiné près de Munich. L'attentat a été revendiqué par la Fraction armée rouge.

9 juillet 1986 : Karl Heinz Beckurts, un des dirigeants de Siemens, est tué sur une route de Bavière dans un attentat à la bombe attribué à la Fraction armée rouge.

10 octobre 1986 : Gerald von Braunmühl, directeur politique au ministère des affaires étrangères, est assassiné. Le meurtre est revendiqué par le Front révolutionnaire d'Europe de l'Ouest, commando de la Fraction armée rouge.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 30 novembre

Nouvelle progression

A la Bourse de Paris, la tendance était à nouveau à la hausse, jeudi 30 novembre. L'indice de référence affichait +0,02 % à l'ouverture et +0,32 % en fin de matinée. Les plus fortes hausses étaient enregistrées par Eurotunnel (+3,3 %), Electrolux (+2,65 %), Soparim (+2,59 %), Saône Châtillon (+2,59 %). Parmi les principales baisses, nous notons UIF, Scov, OSP et Plastic Omnium.

MICHEL SWISS

MÊMES REMISES EXCEPTIONNELLES QU'AU TOURISTES ÉTRANGERS
16, rue de la Paix (Prox. 75002) 2^e étage asc.
TEL. : 42.61.61.71

TAPIS PERSANS
FAITS MAIN points noués soldés à
50%
ARABIAN 307 x 262 31.000 F - 15.500 F
KERNAN 261 x 151 23.000 F - 14.500 F
BAMERAN 175 x 107 5.000 F - 2.500 F
BERKE 140 x 145 11.000 F - 5.500 F
IRANIAN laine et soie
150 x 107 31.000 F - 11.700 F
MAISON DE L'IRAN
45, Champs-Élysées (6^e)

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Saut périlleux

J'Entends pas. Pourquoi elle est en danger de mort, Nadia Comaneci ? Pourquoi les services secrets roumains veulent lui faire la peau ? Pourquoi, après avoir franchi les barbelés de la frontière hongroise, elle a passé la nuit planquée dans une baignoire sans même oser prendre une chambre d'hôtel à Budapest ?

J'ai demandé à un copain du service étranger : En quoi elle les menace ? C'est jamais qu'une gymnaste.

Voyons, réfléchis, elle a couché avec un des fils Ceausescu, le plus dépravé des deux, celui qui pisse sur des plateaux d'hôtels aménagé à grands frais par avions spéciaux, au cours de partouzes géantes. Paraît même qu'il lui a arraché les ongles pour la punir d'avoir voulu s'enfuir une première fois.

Où, bon, et après ?

Elle peut raconter tout un tas de trucs sur Elena, l'épouse glorieuse de la Pensée du Danube qui fout des micros sous les matelas des hauts dignitaires du régime et se berce au son de leurs gémissements amoureux. Sur les joyeuses vacances de Marchais au bord de la mer Noire. Sur les liens très forts et très étroits, si tu vois ce qu'on

veut dire, qui attachent Ararat, un grand ami de la famille, à ses gardes du corps. Sur...

C'est plus un secret, puis-que tu le sais. Et comment tu le sais, d'abord ?

Parce que c'est marqué dans le bouquin de l'ancien chef des renseignements roumains qui s'est tiré aux États-Unis.

Du coup, c'est plus la peine de la buter.

Il n'y a pas que ça. Elle a été victime de manipulations génétiques insensées, puberté retardée, croissance arrêtée pendant son entraînement pour les Jeux Olympiques, et elle peut...

Où, mais ça, c'est la faute à son entraîneur, et comme il a transféré lui aussi, il y a belle lurette qu'ils ont dénoncé ses méthodes, à Bucarest.

Alors c'est quoi, le raison, d'après toi ?

J'en vois qu'une. Son éviction en annonce une autre, bien plus dramatique, bien plus spectaculaire, qui risque de tout remettre en l'air toute la boutique. Il se prépare au départ, le Génie des Carpathes. Il se carapate à l'Ouest, où un éditeur lui offre cent millions de dollars pour écrire ses Mémoires.

Une société japonaise achète les « Noces de Pierrette », de Picasso pour 300 millions de francs

Les Noces de Pierrette, de Picasso, ont été adjugées 300 millions de francs jeudi 30 novembre à la Salle Drouot-Montaigne de Paris. Bien qu'il s'agisse d'une vente record en France, l'œuvre de Picasso, qui était estimée entre 300 et 400 millions de francs, n'a pas battu les records. Les plus fortes enchères pour des tableaux restent, avant les Noces de Pierrette, les Iris de Van Gogh (320 millions de francs en novembre 1987 chez Sotheby's, à Londres) et Yo Picasso, un autoportrait (306,2 millions de francs le 9 mai 1989 chez Sotheby's).

L'acheteur - dont le représentant a participé aux enchères dans une salle de Tokyo réalisée en duplex à celle de Paris - est une nouvelle société japonaise, Nihon Automobile, installée dans l'île de Kyushu, au sud de l'archipel où les responsables, nous indique

notre correspondant à Tokyo, ont l'intention de faire construire un musée - qui sera en même temps un complexe sportif - et qui devrait être inauguré en septembre 1990.

La cour d'appel de Paris avait rejeté, mercredi 29 novembre, la demande de M^{me} Valérie Goulet, née Baque de Saric, tendant à suspendre la vente du tableau de Picasso (le Monde du 30 novembre). M^{me} Goulet avait fait appel de la décision rendue lundi 27 novembre par M. Gérard Puyet, vice-président du tribunal de Paris. Ses avocats contestaient les conditions dans lesquelles M^{me} Bernard Baque de Saric, frère de M^{me} Goulet, avait hérité en 1986 de ce tableau, ainsi que les modalités de la vente du même tableau par M^{me} Baque de Saric à M. Fredrik Roos, citoyen suédois résidant en Suisse, en juin 1988.

PASSAGES

LE VOILE CONTRE L'INTEGRATION ?

EN VENTE EN KIOSQUE 10 F
Septembre 1989

(Publicité)

Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, le froid et les effractions, ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans la journée ses fenêtres qui sont le clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en clarté. Garantie dix ans. Devis gratuit. Magasin d'installation 111, rue La Fayette (10^e) - M^o Gare du Nord. Tél. 49-87-18-18.



NOUS RECHERCHONS DES ÉTUDIANTS QUI VEULENT DEVENIR PILOTES PROFESSIONNELS !

Les cours de formation pour le brevet de pilote professionnel débutent en juin 1989 en Caroline du Sud et au Nouveau-Mexique à la NAAI,

école nationale accréditée.

Conditions d'admission : 18 ans ; niveau bac ou équivalent ; bonne santé et succès à nos tests d'admission qui auront lieu à Paris en février 1990.

Tous les tests se feront en anglais.

Les diplômés de la NAAI piloteront sur les lignes aériennes du monde entier :

air littoral dan-air ryan air
air lingus finnair schreiner airways
aviaco garuda swedair
british airways kim swissair
crossair martinair

(et bien d'autres)

Autres cours disponibles : qualification d'instructeur, qualification de pilote d'appareils multimoteurs et de transport aérien commercial.

INTÉGREZ MAINTENANT LA NOUVELLE ÉCOLE DES TECHNICIENS DE CELLULES ET DE MOTOPROPULSEURS

École agréée par la FAA - CIBS061Q.

Habilitée à accepter des étudiants du monde entier.

Programmes d'échanges d'étudiants n° P-4-4759.

VOUS RÉPONDEZ AUX CRITÈRES DE SÉLECTION ?

Pour plus de renseignements, écrivez à :

NORTH AMERICAN INSTITUTE OF AVIATION

Conway-Horry County Airport

PO Box 680

Conway, South Carolina 29526 USA

INTERNATIONAL ASSOCIATION OF PILOT TRAINING SCHOOLS